TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 099

DERNIÈRE ÉDITION

MARDI 7 OCTOBRE 1980

AU PORTUGAL

Le succès électoral de la coalition conservatrice ébranle la position du président Eanes

LIRE PAGE 6



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 700 l. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 225 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,30 fr.; E.-U., 95 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

La victoire de M. Schmidt

La poussée libérale a assuré la progression de la coalition gouvernementale

Les élections législatives en Allemagne fédérale du 5 octobre se sont soldées par la victoire de la coalition gouvernementale sortante sur l'opposition chrétienne-démocrate conduite par M. Franz Josef Strauss.

L'échec de l'opposition paraît dû notamment au fait qu'une fraction de l'électorat chrétien-démocrate modéré n'a pas voulu porter M. Strauss à la chancellerie.

De notre correspondant

Bonn. — Comme les sondages d'opinion le laissaient *prévoir*, la coalition socialiste-libérale dirigée par le chancelier Schmidt se voit confirmée au pouvoir, et la continuité l'emporter. Les électeurs ouest-allemands n'ont pas voulu se débarrasser d'une équipe qui a conduit le pays sans trop de mal à travers les crises internationales de ces dernières années.

L'issue de cette bataille électorale *paraît ainsi confirmer l'opinion* selon laquelle la démocratie moderne consiste à choisir une équipe gouvernementale beaucoup plus qu'un programme : il semble que les citoyens de la R.F.A. aient surtout voté pour la stabilité, garantie par l'*« homme à la casquette »*, *le pilote avisé qui*, jusqu'ici, a paru capable de mener sans problèmes majeurs la barque de l'État.

En même temps, toutefois, ils n'ont pas voulu accorder au parti social-démocrate la majorité absolue dont celui-ci rêvait. Peut-*être ont-ils craint que, dans une* telle éventualité, la gauche du S.P.D. ne puisse prendre trop d'influence, et mettre le chancelier Schmidt en difficulté. Les électeurs modérés ont donc, sans changer l'équipe gouvernementale, donné à celle-ci un nouvel équilibre *en accroissant* l'influence du parti libéral.

JEAN WETZ.

(Lire la suite page 4.)

Le verdict des modérés

L'Allemagne fédérale vient de connaître une des campagnes électorales les plus longues et les plus houleuses de son histoire. *Marquée par le choc de deux* personnalités plus que par un véritable débat politique, elle n'avait guère permis de procéder, même sous forme contradictoire, à un véritable examen des grands dossiers de l'action gouvernementale. *Une fois retombé* le fracas des dernières passes d'armes, c'est pourtant à ces dossiers que va devoir s'attaquer la nouvelle équipe de M. Schmidt.

Dans le domaine économique, le succès de la coalition sortante ne peut la *dispenser de tenir* compte du reproche majeur que lui avait adressé l'opposition, à laquelle l'épiscopat avait cru devoir joindre sa voix : une politique de dégrèvements fiscaux et de soutien très massif aux industriels a conduit à un endettement considérable de l'État et des collectivités locales. A terme, la poursuite pure et simple de cet endettement pourrait conduire à ébranler la confiance que le deutschemark inspire quasi unanimement *à l'intérieur et* à l'extérieur de la République fédérale.

Dans le domaine social de même, si démesurées qu'aient été les accusations portées contre le chancelier Schmidt à propos de sa politique des retraites, le nouveau *gouvernement* s'efforcera probablement de trouver une solution à un problème que la baisse de la natalité et les charges croissantes pesant sur les organismes de sécurité sociale rendent particulièrement préoc*cupant*.

Dans le *domaine* diplomatique, enfin, les électeurs ont manifesté leur attachement à la « stratégie de la détente » incarnée par le chancelier Schmidt *et* par le vice-chancelier Genscher, minis*tre des* affaires étrangères. Mais, là encore, le chef du gouvernement et celui qui apparaît de plus en plus comme son premier adjoint ne pourront ignorer que plus de 43 % de leurs *concitoyens* partagent les alarmes de M. Franz Josef Strauss devant la menace soviétique et l'ambiguïté de la position de Bonn à l'égard de Washington.

Il *est* vrai que, sur ces différents *plans*, l'infléchissement éventuel de la ligne de conduite du gouvernement dépendra aussi des reclassements qui pourront intervenir dans l'ensemble de la classe politique ouest-allemande. Et au premier chef, bien entendu, au *sein de* la coalition social-démocrate et libérale.

La poussée enregistrée par le F.D.P. de M. Genscher peut s'expliquer de différentes façons. Il est *probable* qu'un certain nombre d'électeurs chrétiens-*démocrates* opposés à M. Strauss y ont contribué. De même que certains supporters de M. Schmidt craignant de voir le S.P.D. régner sans partage à Bonn. Mais quelle qu'en soit la *cause*, cette poussée libérale conduira probablement M. Schmidt à faire quelques concessions supplémentaires au F.D.P. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que le chancelier ne s'en réjouisse pas secrètement : il sera mieux *à même, ainsi*, de résister aux pressions de l'importante aile gauche de son propre parti, après une victoire qui est avant tout celle des modérés.

Quant à la famille chrétienne-démocrate, elle demeure tout de même le plus grand parti du pays, du moins si l'on ajoute aux voix de la C.D.U. celles de la C.S.U. bavaroise de M. Strauss. Mais le peut-on encore ? Elle aussi, elle surtout, *devra* réviser une stratégie qui, autour du *ministre-président* bavarois, a abouti à tirer dangereusement à droite son image dans l'opinion, avec les conséquences électorales que l'on a constatées dimanche. L'échec personnel enregistré par M. Strauss impose à l'ensemble de la démocratie chrétienne ouest-allemande un « recentrage » qui passera très probablement par le choix d'un nouveau chef de file.

Émotion et inquiétude après l'attentat de la rue Copernic

• Les manifestations s'amplifient à Paris et en province
• Le P.C. et le P.S. demandent un débat à l'Assemblée nationale
• Des syndicats de policiers réclament une commission d'enquête

L'attentat antisémite de la rue Copernic — qui a fait une quatrième victime, décédée *dimanche — provoque des manifestations* qui prennent de plus en plus d'ampleur et culmineront avec le défilé organisé par les partis de gauche et les syndicats, mardi après-midi, à Paris.

Après le drame de vendredi, une polémique est née au sujet des relations de quelques policiers avec des groupes néo-nazis. Les révélations de certains syndicats de la police n'avaient, ce lundi, provoqué qu'une réaction du ministère de l'intérieur : la convocation de *deux responsables syndicaux* par l'inspection générale, la « police des polices ».

Sur le plan politique, le parti *socialiste*, le M.R.G. et le parti communiste ont demandé *un débat au Parlement, mais il n'y aura pas* de débat spécial lundi. La question sera évoquée, mercredi, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement. Le P.S. réclame, en outre, la démission de M. Christian Bonnet. *Les trois partis de gauche* demandent, tout comme des syndicats de policiers, la création d'une commission parlementaire d'enquête.

L'enquête n'a guère progressé. Les douze personnes interpellées samedi ont toutes été relâchées. Le garde des sceaux a annoncé, *dimanche, que cette enquête serait placée sous* l'autorité de la Cour de sûreté de l'État.

Questions

Fermeté sans failles. Résolution dans la recherche des coupables. La justice passera. On ne tolérera plus...

Combien de fois n'a-t-on pas entendu ce langage musclé dans la bouche des gouvernants ? Chaque fois que l'horreur prenait corps, que l'ignoble bêtise au front de taureau ébranlait la société française.

Certes, on ne doit pas « tolérer » de tels drames. Mais, dans le même temps où l'émotion légitime — et le plus souvent sincère — du corps social tout entier se manifeste aux côtés des juifs de France, *il faut* s'interroger sur le caractère tolérable *de certaines pratiques, de certaines* interprétations, insinuations et comportements.

Plusieurs questions doivent être posées auxquelles il faudra que le *pouvoir — parce qu'il a le pouvoir* — réponde clairement et sobrement. Questions qui nécessitent, par-delà des réponses, une action, une conduite et pas seulement une rhétorique.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 9.)

Point de vue

Le barrage a cédé

par MAREK HALTER (*)

Il aura fallu que le sang coule, que le plafond d'une synagogue s'écroule sur des enfants apeurés, pour qu'on réalise que les multiples manifestations de racisme et d'antisémitisme, que les ratonnades, que la réhabilitation de la droite et de *ses doctrines élitistes*, ne sont pas un simple phénomène naturel et marginal en démocratie, mais l'annonce d'une ère nouvelle de violences. Encouragée par le laxisme de la police et les compromissions de l'État avec divers *régimes fascistes*.

Nous étions quelques-uns à la *redouter*, à la *prévoir*, *cette violence* trouble et meurtrière, et pourtant la rapidité avec laquelle elle s'est manifestée nous a surpris. La pression terroriste nous l'avions annoncée, mais nous ne croyions pas que trente-cinq ans *après l'État nazi le premier* meurtre collectif pourrait prendre de nouveau les juifs pour cible.

Nous savions que l'antisémitisme n'avait pas disparu avec le nazisme, cependent nous étions persuadés que la connaissance du *crime constituerait un barrage* assez solide contre cette tentation millénaire.

Encore eût-il fallu l'entretenir, ce barrage. Or, en France, plus qu'ailleurs, *il ne s'agit* nullement de nourrir la mémoire mais, au contraire, de l'égarer. On sait qu'une campagne avait été nécessaire pour obtenir la projection du film *Holocauste* à la télévision, qui refuse par ailleurs, et depuis des années, de diffuser *le Chagrin et la Pitié*, consacré à l'époque de l'occupation et de la collaboration, époque de notre histoire souvent aménagée, détournée, déformée au nom du consensus national. Au point que toute une *jeunesse a pu dire : « Hitler, connais pas. »*

Pour ceux qui ont grandi dans les luttes tiers-mondistes, le nazisme appartenait au passé, et il ne fallait pas que la mémoire de son crime vînt troubler celle du crime colonialiste. Aussi proclamaient-ils : *« Auchwitz, y'en a marre. »*

(Lire la suite page 10.)

(*) Peintre et écrivain.

Les « qualités » de la Cour de sûreté

« La Cour de sûreté de l'État est compétente en toute matière. » *Tel est, au fond, l'article unique qui pourrait définir cette juridiction, plutôt que les textes minutieux qui paraissent n'avoir été rédigés que pour dissimuler cette évidence.*

On l'avait bien compris lorsque, en 1963, eurent lieu devant le Parlement les débats agités qui devaient aboutir aux lois du 15 janvier. Les efforts du porte-parole de l'opposition, M. François Mitterrand, furent vains, et le texte fut adopté afin que le général de Gaulle eût « sa » juridiction d'exception, mais dans des formes et selon une procédure de création plus convenables que ce qu'on avait imaginé jusqu'alors.

Mais la Cour de sûreté fut aussi docile — les textes ne lui permettant pas autre chose, l'usage encore moins — que l'avait été, avant elle, le haut tribunal militaire, puis la cour militaire de justice. Encore avait-on vu le haut tribunal faire preuve de mauvaise volonté (plutôt que d'indépendance) en refusant de condamner à mort le général Raoul Salan alors que, de notoriété publique, le général de Gaulle l'exigeait.

Aucune tête n'est tombée par le fait de la Cour de sûreté, la grâce présidentielle ayant chaque fois empêché que les condamnations à mort prononcées reçoivent effet. Mais les années de prison ont déferlé. Contre quelques espions, certes, mais surtout contre les Bretons, les Corses, les gauchistes ou ceux que l'on baptisait ainsi. Dès lors que la Cour de sûreté entrait en lice, les enquêtes étaient rondement menées, les coupables vite désignés, et aussi vite sanctionnés. La Cour de sûreté est efficace. La Cour de sûreté est à la disposition du gouvernement. Le ministre de la justice y veille, parce que les textes le lui permettent et qu'il est aussi là pour ça.

Avec tant de « qualités », l'occasion est offerte à cette juridiction, à présent saisie de l'attentat de la rue Copernic, de démontrer qu'elle n'est pas seulement un outil complaisant entre les mains du gouvernement, mais une juridiction au service de l'État, contre ceux qui le menacent, d'où qu'ils viennent. Même si la fermeté présente du gouvernement contre l'extrême droite venait à se relâcher.

(Lire page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Sans réponse

Question. — *Pourquoi la police ne trouve-t-elle pas les néo-nazis ?*

Réponse. — *Parce qu'on lui a demandé de trouver les gauchistes.*

Question. — *Combien y a-t-il de policiers néo-nazis en activité ?*

Réponse. — *Beaucoup moins que de gauchistes en prison.*

Question. — *Le terrorisme d'extrême gauche est-il plus dangereux que le terrorisme d'extrême droite ?*

Réponse. — *Oui, beaucoup plus : il est antifasciste !*

HENRI MONTANT.

APRÈS LA SESSION DU COMITÉ CENTRAL

Le P.C. polonais désemparé

« La réalisation pleine et effective des accords conclus à Gdansk, à Szczecin et à Jastrzebie » est prônée dans une motion *adoptée à l'issue du sixième plénum du comité* central du parti ouvrier unifié, qui avait commencé ses travaux le samedi matin 4 octobre. La « garantie » de cet engagement sera, selon le comité, « le rétablissement rapide du rythme normal de la production ».

La session, qui s'est terminée lundi à l'aube, a *décidé* aussi *que le cas de M. Gierek*, l'ancien premier secrétaire remplacé le 6 septembre dernier par M. Kania, sera examiné ultérieurement, quand son état (il est en convalescence après une crise cardiaque) lui permettra de se présenter devant le comité central.

La session a *été* marquée par un virulent échange d'opinions, par un rapport prudemment ouvert de M. Kania et par des décisions de peu d'envergure. Les nominations et exclusions ne font que parfaire *les décisions* prises auparavant et ne modifient en rien l'équilibre politique au sein des organismes dirigeants. La date du congrès du parti devra être fixée par la prochaine session plénière du comité central.

De notre envoyé spécial BERNARD GUETTA

Varsovie. — Bruit, fureur, dénonciations brutales, mises en accusations personnelles : le comité central du parti polonais a *vécu*, ce week-end, *quarante*-huit heures de psychodrame. Ce quatrième plénum depuis le début d'une crise — décrite par M. Kania comme *« la plus grave de l'histoire de la Pologne populaire »* — devait étudier la situation politique et les tâches du parti. Elle n'aura guère éclairci ces questions, mais donné en revanche l'image inquiétante d'un appareil *désemparé*, *incertain de* l'avenir (même si les changements de personnes marquent une vic*toire des pragmatiques) et déchiré* par les rancœurs et les rivalités de clans.

Vendredi *3 octobre*, la veille de l'ouverture des débats, la *« grève d'avertissement »* d'une heure organisée par les syndicats indépendants avait prouvé leur force. *Massivement suivie, sans violence* ni débordement, elle a détruit l'espoir nourri par beaucoup de voir le mouvement de contestation ouvrière s'affaiblir au fil des semaines. C'est le contraire qui s'est produit et l'on assiste même, en ce moment, notamment dans la région de Varsovie, à une deuxième vague de créations de comités de fondation dans de *nombreuses entreprises. « Une atmosphère de nervosité et d'excitation continue*, pour citer le premier secrétaire, *de régner dans les usines »*. L'état de l'économie, enfin, est plus catastrophique que jamais dans la mesure où aux difficultés actuelles s'ajoutent de mauvaises *récoltes*, une productivité encore affaiblie, et surtout l'absence, comme il a souvent été souligné devant le plénum, de mesures concrètes pour sortir de l'enlisement actuel.

Rien dans ces conditions ne poussait à la sérénité les membres du comité central qui ne s'étaient jamais, même en 1956, laissé aller à une telle violence, mal déguisée par les comptes rendus édulcorés de l'agence P.A.P.

(Lire la suite page 6.)

LE FUTUR MUSÉE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE

Revoici La Villette

A la fin de l'année 1984, si aucun grave contre-temps — une crise peut en cacher une autre — ne vient entraver le déroulement des travaux, les premiers visiteurs pénétreront dans le Musée des sciences et de l'Industrie de La Villette.

Quel président, de quelle République, l'inaugurera ? Nul ne peut le dire encore mais chacun se souviendra du nom de celui qui aura voulu que son nom reste attaché à l'ouvrage : Valéry Giscard d'Estaing.

C'est en effet sur les fondations du scandaleux dossier des abattoirs *de La Villette que l'Elysée a très tôt* porté son choix pour imprimer sa marque, et tenté de transformer un fiasco financier en œuvre d'art.

On peut émettre des réserves sur le parti architectural, notamment sur le dessin des plans d'eau qui signent le parc — dangereuse référence à Versailles, — il n'en demeure pas moins que ce Musée des sciences et de l'industrie manquait à Paris. Chicago, Londres et Munich ont déjà dans ce domaine devancé la capitale *française*.

(Lire page 41.)

Ça craque de partout

Décidément, comme le constate Jacques Madaule, « *ça craque de partout* » : une nouvelle guerre vient de s'ajouter à tous les conflits qui ensanglantent déjà la planète. Paul-Jean Franceschini montre qu'il s'agit du premier affrontement, à l'époque contemporaine, entre l'arabité et l'islam. Gilles Maarek analyse la rivalité de deux « impérialismes tertiaires », brûlant chacun d'être le « gendarme » d'une région où les polices parallèles *sont mal tolérées.*

par JACQUES MADAULE

DEPUIS moins d'un an, il y a eu d'abord l'Afghanistan ; on était loin d'en être remis que ce fut l'août polonais et voilà que, tandis que nous suivions, non sans appréhension, la mise en place des « syndicats autogérés », l'armée prend le pouvoir en Turquie. A présent, c'est la guerre entre l'Irak et l'Iran. Le premier, profitant d'une conjoncture qu'il estime favorable, s'est jeté sur l'autre. En d'autres temps, et s'il s'était agi d'un peuple qu'il n'est pas nécessaire de désigner plus clairement, quels cris n'aurait-on pas poussés ! Mais l'Irak est un Etat pétrolier et « progressiste » par-dessus le marché. Quant à la révolution iranienne, tout le monde en est las depuis longtemps, n'est-ce pas ?

Mon propos n'est pas de traiter ce conflit en lui-même. Ce que je constate, c'est que l'étoffe de ce monde craque de toute part et quelquefois aux endroits que l'on n'attendait pas. On avait l'œil braqué sur le Sud-Liban et voilà que ça part dans le Chatt el-Arab... On dirait une étoffe trop tendue et qui se déchire un peu partout.

Tel est le nouveau, en effet. Pendant d'innombrables millénaires l'homme fut épars sur une planète trop grande pour lui et dont il ne connaissait pas l'étendue véritable. Certes même alors le genre humain n'était pas sans conflits, mais ils étaient restreints à des zones limitées où la population était relativement dense : la Chine des royaumes combattants ou l'Orient hellénistique. Non ! l'homme ne fut jamais sans guerre comme il ne fut jamais sans famine ou sans épidémie, les trois chevaux de l'Apocalypse !

Il ne s'agit pas seulement de la densité humaine croissante, mais de la rapidité et de la quantité sans cesse accrues des communications en tout genre. La peau de la Terre est devenue pour l'homme d'aujourd'hui extraordinairement sensible, parcourue par un réseau de plus en plus serré de mots et d'images de toute espèce qui la font frémir comme celle d'un grand animal. Nous sommes immédiatement informés de tout ce qui se passe, il arrive même que nous y assistions. Sauf dans certains empires qui réussissent à faire de leurs vastes territoires des zones insensibles, comme chez les sorcières possédées dans l'ancien temps.

Une extrême sensibilité

Reste que cette extrême sensibilité rend tout conflit local susceptible de s'étendre et d'embraser de proche en proche la planète entière. Or il est clair que les gouvernements ou plutôt les régimes actuellement existants sont incapables d'assumer des responsabilités planétaires, car ils meurent de peur, chacun crispé sur la défense des avantages acquis et de privilèges injustes. Or ce sont précisément les privilèges, quelle qu'en soit la nature, qui sont partout menacés aujourd'hui.

Pendant ce temps, la Terre continue de tourner, de se peupler là où elle est le plus mal exploitée ; l'écart entre les peuples, de se creuser et l'étoffe du monde de se tendre. De temps à autre, ça craque quelque part. Un ambitieux sans scrupule comme Saddam Hussein croit qu'il peut attaquer l'Iran sans péril et se lance dans une folle aventure que les Deux Grands contemplent médusés, tout surpris de n'y être pour rien et de n'y pouvoir pas grand-chose, à moins de se défier l'un l'autre et de mettre le feu partout. Ils ont peur de ça aussi, autant que de perdre leurs privilèges respectifs. L'embarras universel autour des combattants d'aujourd'hui a quelque chose d'hallucinant. On dirait que le monde entier contemple avec une muette horreur l'incendie qui, en Iran comme en Irak, ravage les installations pétrolières, tandis que le détroit d'Ormuz est plus menacé que jamais. C'est tout juste si, de Moscou, une voix automatique a mollement accusé les menées de l'impérialisme d'être à l'origine de tout.

Jamais les hommes soi-disant responsables et qui, dans les pays où ils sont soumis à renouvellement, demandent à le rester, tandis que leurs rivaux aspirent à le devenir, n'ont paru aussi dépassés, dominés, écrasés par la situation. En vérité, MM. Carter, Reagan et Anderson font belle figure sur les écrans de la télévision américaine, tandis qu'Abadan et Bassorah brûlent ! Mais si l'ombre du Kremlin protège mieux les dirigeants soviétiques, je suppose qu'entre l'Afghanistan et la Pologne, plus le conflit du golfe Persique/Arabique, ils ne sont pas sans quelques soucis. Les uns et les autres peuvent mesurer, à la lueur de ce gigantesque incendie, la limite vite atteinte de leurs forces respectives. Tant de navires de part et d'autre dans la mer d'Oman; tant d'avions de toute sorte; tant de fusées à longue et moyenne portée et une pareille impuissance !

Les années électorales n'invitent ni à la sagesse ni à la réflexion, mais aux attitudes avantageuses : voyez ce que j'ai fait, dit l'un, ce que j'ai évité. Où en serions-nous si par bonheur je ne m'étais trouvé là ! Mais l'autre bombe le torse et assure qu'il ne serait rien arrivé s'il avait été au pouvoir. Il n'y a qu'à l'y mettre et l'on verra bien ! Personne ne les croit, mais il faudra bien pourtant se décider à voter pour l'un ou pour l'autre puisqu'on n'a pas le choix. J'imagine que les querelles de sérail de l'autre côté ne sont pas de meilleure qualité, mais on y a toujours la ressource de garder indéfiniment le même tant qu'il veut bien continuer à vivre et à servir.

En attendant nous regardons brûler le pétrole arabo-persique en espérant que la catastrophe universelle pourra encore être évitée, moins par la sagesse des dirigeants que parce que le pire n'est pas toujours sûr. Mais l'homme a horreur d'être ainsi la proie des choses et de lui-même en tant qu'il ne serait qu'une chose parmi d'autres, un objet. Les sujets sont ailleurs et peut-être nulle part en ce monde. Je parlais de Sadam Hussein et de son ambition.

Je crois qu'on n'a pas encore mesuré la véritable importance de la révolution iranienne, qui semble s'être mise elle-même en position de faiblesse parce qu'elle a refusé toutes les règles admises d'un jeu qui nous a pourtant conduits où nous en sommes. Je ne conteste nullement ses lamentables excès ni ses erreurs ni le chaos qu'elle a créé. Je me demande pourtant si sa contestation radicale, non pas de tel ou tel régime, mais du système tout entier, n'est pas la vraie position de force, en face de quoi il n'y a plus que des tigres en papier qui râlent mais ne mordent pas.

L'impérialisme tertiaire

par GILLES MAAREK (*)

LE conflit entre l'Irak et l'Iran, par ses différents niveaux de lecture, se prête mal à l'analyse. Tout et le contraire peuvent être dits sur la rivalité historique de ces deux Etats, les revendications territoriales de l'un, leur volonté hégémonique symétrique, les antipathies entre dirigeants, le jeu des puissances et le retournement d'un Saddam Hussein, dénoncé aujourd'hui comme « mercenaire de l'Amérique » (1).

Tout et le contraire, qu'il faudrait pourtant situer dans le cadre de cet impérialisme régional auquel aspirent certaines « puissances en puissance » du tiers-monde, dès lors qu'elles détiennent les moyens et la volonté d'une hégémonie limitée.

Qu'il soit manipulé par l'un ou l'autre des deux Grands est une donnée de base, une condition *sine qua non* qu'il est superflu de discuter, c'est le prix à payer par le candidat pour dominer, annexer, fédérer ses voisins les plus proches.

Une typologie succincte de l'impérialisme ferait donc apparaître sur le théâtre du monde :

— L'impérialisme primaire affublé de son qualificatif « américain » ; le concept demeure une réalité malgré des rumeurs de déclin ;

— Le social-impérialisme soviétique — primaire lui aussi — très tôt dénoncé par les Chinois, qui savent de quoi ils parlent et n'ont de cesse que de s'y opposer, D'inspiration différente, il est tendu vers les mêmes objectifs que son partenaire. Le premier est souvent mieux supporté que le second, c'est une question de style.

Le deuxième volet de cette typologie sommaire regroupe les impérialismes secondaires, tels que les voit Jean Ziegler, sortes de puissances-relais, bras séculier de l'impérialisme primaire volontiers interventionniste sur des théâtres mouvementés. Cuba ou la R.D.A. fournissent de bons exemples qui vont, pour le compte de la maison mère, libérer ou « porter secours à... », tels ex-colonies ou régimes en perdition.

Plus subtil, l'impérialisme secondaire peut être le fait d'une puissance commerciale capable de peser suffisamment sur l'économie d'un pays pour en déstabiliser le régime nouvellement installé, comme cela s'est vu dans le Chili d'Allende et ailleurs.

Dans ce catalogue, j'inclurai enfin un nouvel article, sujet plus qu'acteur, longtemps figurant, il revendique aujourd'hui un second rôle.

Il s'agit de cet impérialisme tertiaire qui est le fait d'une puissance régionale aspirant à devenir l'« homme fort », le gendarme ou le fédérateur dans son environnement immédiat.

Chaque continent en produit un ou deux. L'Asie a son Vietnam, qui vise ostensiblement à fédérer l'Indochine sous bannière, sans doute provisoire, de Moscou.

Le sous-continent indien nourrit à grands frais le conflit déjà ancien entre l'Inde et le Pakistan, l'un nucléarisé, l'autre impatient de le devenir.

L'Amérique latine entretient un Brésil dominateur, sûr de son bel avenir. L'Afrique a plusieurs candidats sur les rangs, mais aucun ne s'est encore vraiment déclaré.

Le conflit entre l'Iran et l'Irak illustre, je crois, cette rivalité, qui n'est pas récente, entre deux impérialismes tertiaires ayant chacun ses objectifs stratégiques et territoriaux, et qui sont autant d'atouts pour le jeu international dans une région hypersensible.

Ici, toutes les interprétations sont fondées. Pour l'Irak, mettre la main sur les îlots du détroit d'Ormuz, donc contrôler la voie royale de l'énergie, revendiquer le Khouzistan-Arabistan ; amputer, pour un temps, l'Iran de sa veine cave ; favoriser la chute de Khomeiny ; jouer le jeu américain dans la région, tout en protestant de son amitié avec l'U.R.S.S. ; passer pour le défenseur de la nation arabe et de l'islam orthodoxe.

Pour l'Iran : abattre le régime honni de Bagdad ; contrôler le détroit ; attiser l'agitation des minorités chiites chez les voisins : lutter contre les agents de l'« impérialisme américain et sioniste » ou assimilés.

L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit, entre autres, d'être reconnu comme le gendarme du Golfe dans une région qui ne peut tolérer trop de polices parallèles.

(*) *Directeur du Centre de documentation d'études juridiques économiques et sociales du Caire.*

(1) Accusation portée par l'imam Khomeiny, *le Monde* du 24 septembre.

LA GUERRE

UN COLLOQUE A TUNIS

La politique des prophètes

par PAUL-JEAN FRANCESCHINI

LA guerre entre l'Iran et l'Irak, c'est aussi, et même d'abord, le *premier affrontement* de l'histoire contemporaine entre l'arabité et l'islam. Evénement déchirant, et que cette dimension — au-delà des empoignades pour les eaux du Chatt el-Arab ou la suprématie dans le Golfe — *rend capital*, comme toute bataille entre deux mythes mobilisateurs. Un colloque à Tunis, bien qu'il ait tourné court comme la plupart de ces réunions, vient du moins, par son thème et le moment choisi, de poser le problème : « *Y a-t-il encore des prophètes ?* » se demandaient les participants (1). En d'autres termes, la prétention à une prise de parole au nom d'une transcendance dans les conflits de ce monde est-elle ou non fondée en droit ? Sujet brûlant, trop peut-être, puisqu'il amène à parler, au-delà des réflexions théologiques, de la mission que s'arrogent l'iman Khomeiny, le colonel Kadhafi et quelques autres « *fous de Dieu* » placés à la tête d'un Etat.

Le prophète, c'est le pouvoir du Verbe dans son énonciation même ; rappel et participation au *fiat* divin. Depuis que Mahomet, à la fois *rasoul* et *nabi*, celui qui fait savoir et porte le message, est venu sceller à jamais le temps de la révélation, nul ne peut en Islam se réclamer d'une mission analogue. Comme l'a souligné dans un plaidoyer flamboyant pour la révolution iranienne M. Vincent Monteil, de retour de Téhéran, même l'iman Khomeiny, au plus fort de *l'adulation qu'il suscite et de ses* propres outrances, ne s'est jamais donné pour autre chose qu'un ayatollah — « verset de Dieu » en islam chiite, — qu'un faguih, sage dont la science peut et doit aider à faire régner la justice sur cette terre. Prophète, certes lui aussi, mais avec la minuscule de rigueur et de modestie même chez ces « légitimistes de l'islam » que se veulent les chiites selon Massignon.

Cela posé, et tout risque de blasphème écarté, la question demeure. Ce qui mobilise aujourd'hui les masses en Islam, et jusque dans la Tunisie « laïcisée » ou la Turquie post-kémaliste, c'est bien le pouvoir charismatique de quelques-uns. Le prénom de l'iman Khomeiny, Ruhollah, « souffle de Dieu », exprime la façon dont ils sont perçus par leurs peuples. Que ceux-ci s'égarent ou s'illusionnent importe en définitive assez peu, bien que, pour cerner le problème dans une intervention « antiprophétique » d'une forte érudition, Mme Catherine Clément ait utilement rappelé l'interprétation anthropologique du phénomène : l'apparition à chaque pliure de l'histoire d'un homme de rupture « *nécessairement anormal* », et dont « *le relais est pris par le législateur* ». Ceux qui, pour Spinoza, l'antiprophète par excellence, « *auront le front de se dire immédiatement élus par Dieu* » et d'adopter « *une position absolument contraire au salut de la communauté publique* » sont parmi nous. C'est leur verbe qui galvanise les aviateurs de Téhéran ou les membres des étranges communes populaires de Tripoli, qui fait prendre d'assaut la *Grande Mosquée de la Mecque et* menace l'approvisionnement en pétrole de l'Occident.

De l'effarement à l'agressivité

D'où vient leur pouvoir ? Les congressistes de Tunis, musulmans, chrétiens ou agnostiques, mais se voulant tous aussi « *sensibles au sacré* » que Jean Daniel assura l'être dans une brève intervention, ont été gênés et parfois paralysés par le mélange de réelle courtoisie, d'excessive prudence et de latente démagogie qui caractérise ce genre de rencontre « Nord-Sud ». Du moins, interventions souvent remarquables et débats escamotés *faisaient-ils ressortir la même évidence*. Devant le « *réveil musulman* », les réactions sont presque toutes marquées par des sentiments qui vont de l'effarement apeuré pour certains Occidentaux au *désir* de comprendre et de *participer* dont s'est fait l'écho, au nom des chrétiens, le R.P. Lelong, ou à l'agressivité de quelques intégristes aux idées plus courtes que leurs bâtons sur le campus de l'université de Tunis.

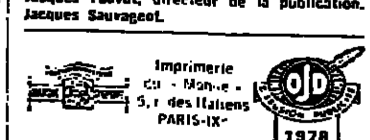
Chacun sent confusément que les dés sont pipés : authentique et respectable, le ressourcement dans la parole divine se joint à des arrière-pensées politiques, à des règlements de comptes trop temporels et à une constante manipulation. Le tout assorti du malaise propre à tout dialogue sur lequel pès. *le souvenir de mépris passés*. « *Vous nous appelez à nous culpabiliser !* » protestait un participant de bonne foi parmi les « *islamiques* ». Avec une bonne foi égale, un professeur français de gauche insistait sur les limites « *régionales* » et « *occidentales* » d'un libéralisme politique dont bon nombre d'auditeurs du tiers-monde auraient pourtant volontiers fait leur ordinaire.

Comme l'observait le professeur Boudhiba, de l'université de Tunis, « *Il est difficile d'être arabe et plus difficile encore d'être musulman* ». Plus difficile parce que, au-delà des déchirements du monde arabe entre ses nationalismes régionaux et son aspiration unitaire, l'islam fonde une aspiration naturelle à régir la cité, « *seule religion*, observait le R.P Lelong, *à introduire le sacré dans la politique et Dieu dans la vie internationale* », ou encore, pour le professeur Hichem Djait, « *méta-religion qui a réussi à synthétiser toute l'expérience humaine, ce que le christianisme a tenté en vain* ».

Fondé sur cette vocation, le retour en force de l'Islam, par la voix des prophètes de Téhéran et d'ailleurs, est d'une redoutable ambiguïté : ne consiste-t-il pas, en fin de compte, à tenter de lire l'avenir dans une crispation du passé ? Lorsque le chirurgien, comme cela vient d'être le cas en Mauritanie, coupe la main du voleur, que faut-il lire dans cette *exaspération de la foi jointe au* scandale de la charité ? Est-ce, comme l'a dit l'un des intervenants, une « *répression-symbole pour dépasser la mièvrerie conformiste de la pensée moderniste* » ? Au-delà de ces aspects spectaculaires et révoltants des prostituées fusillées d'Iran ou des « *amants tragiques* » de Ryad, qui *marquent* le paroxysme caricatural de la démarche, l'islam veut assurer la jonction de la vérité et du monde ; les intellectuels croyants ou agnostiques rassemblés à Tunis n'ont pu, à propos de cette prétention prophétique, qu'exposer leurs *espoirs* et *leurs inquiétudes* sans nouer vraiment un dialogue sans doute impossible.

(1) Organisé conjointement par l'Institut de presse et d'information *de l'université de Tunis et l'Association* française pour l'étude du tiers-monde (Afetimon), présidée par le professeur Gonidec.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	701 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	254 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE - TUNISIE	324 F	576 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

A GUERRE

A TUNIS

5 prophètes

ANCESCHI

à l'agressivité

Le Monde

Le Monde

étranger

ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Le général David Jones, chef de l'état-major interarmes américain, s'est entretenu dimanche 5 octobre à Jérusalem avec le premier ministre israélien, M. Begin. Le général Jones s'était entretenu samedi au Caire avec M. Moubarak, vice-président de la République égyptienne, et avec M. Badawi, ministre égyptien de la défense.

L'agence iranienne Pars a annoncé, samedi, que l'U.R.S.S. *était prête à accorder une « aide militaire » à l'Iran*. Cette offre aurait été faite par M. Vinogradov, ambassadeur soviétique, au premier ministre iranien, M. Radjaï, qui n'y aurait pas donné suite. « Nous n'échangerions pas notre indépendance, notre liberté et la révolution *islamique contre tout ce que vous pourriez nous donner* », aurait-il répondu, selon la radio de Téhéran. L'offre d'aide militaire n'a toutefois pas été confirmée du côté soviétique.

Le roi Hussein de Jordanie a fait samedi et dimanche une visite à Bagdad. Il a réaffirmé, annonce-t-on à Amman, que *la guerre que* mènent les forces irakiennes est celle « de tous les Arabes ».

Le cessez-le-feu unilatérial annoncé par Bagdad *n'a eu aucun effet sur le déroulement* des opérations militaires, et des combats violents se déroulent toujours au sud, dans la province pétrolière du Khouzistan iranien. Le *port de Khorramchahr est toujours l'enjeu de* violents affrontements : la ville a été presque entièrement évacuée par la population civile à la suite des bombardements irakiens, qui ont détruit notamment l'hôpital Mossadegh.

Dimanche, l'aviation irakienne a bombardé les installations pétrolières iraniennes et l'aéroport de Téhéran. Dans six villes iraniennes, notamment Tabriz et Kharq, il y a eu des victimes et d'importants dégâts matériels. Lundi matin, les forces irakiennes ont repris *le pilonnage d'Ahwaz, capitale du Khouzistan.*

Le tribunal révolutionnaire islamique, présidé par l'ayatollah Khalkhali, a fait exécuter, ces deux derniers jours, vingt-trois personnes *accusées de « collaboration avec les forces irakiennes ».*

Enfin, l'évacuation des techniciens étrangers d'Irak s'accélère : plusieurs centaines d'Italiens et d'Allemands de l'Ouest ont quitté l'Irak par Bakou, les autorités soviétiques ayant facilité ce transit. Quelques centaines de ressortissants soviétiques sont arrivés à Koweït, tandis que Belgrade se préoccupe du sort des vingt mille Yougoslaves *travaillant* en Irak et de l'approvisionnement en pétrole (l'Irak est le premier *fournisseur de la Yougoslavie). Par ailleurs,* sept cent quarante-cinq ouvriers japonais ont évacué le complexe iranien de Bandar-Khomeiny. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Bagdad dénonce la « violation de la trêve » qu'il avait proclamée unilatéralement

De notre envoyé spécial

Bagdad. — Le cessez-le-feu décidé *par l'Irak* n'aura guère eu le temps d'être appliqué : il devait commencer le dimanche 5 octobre à l'aube et se prolonger jusqu'au mercredi 8, à condition que Téhéran le respecte. Or, à partir de cinq heures du matin Bagdad a connu quatre alertes aériennes. Un communiqué dénonçait dans la soirée la *« violation de la trêve »* par l'Iran. Le ministre irakien de la défense, le général Adnan Kheirallah *l'avait*, il est vrai, prévue en déclarant samedi : *« compte tenu de ce que nous savons des dirigeants actuels de l'Iran, nous ne croyons pas qu'ils soient prêts à accepter un cessez-le-feu ».*

Mais pourquoi l'avoir décrété ? Pour marquer un point diplomatique *et pour des raisons pratiques, comme* l'a expliqué le général au cours d'une conférence de presse durant laquelle il a parlé autant en chef militaire qu'en responsable politique. Beau-frère du président Saddam Hussein, gendre du précédent chef de l'Etat Hassan El Bakr, membre du commandement du Conseil de la révolution, *il a cherché à donner de l'Irak* l'image d'un pays sûr de lui, mais non dominateur. Il a *répondu* avec une assurance remarquée à toutes les questions des journalistes.

Le ministre des affaires étrangères, M. Hammadi, a, *pour sa part*, justifié les revendications de l'Irak en apportant des précisions inédites *ou peu connues. Il a indiqué notamment* que l'accord d'Alger de 1975 *comporte un passage stipulant* que si un article est violé, l'ensemble du protocole devient caduc. Or, Bagdad estime que deux articles au moins n'ont pas été respectés : celui concernant la restitution des secteurs de Zein-el-Kaous et Seif-Saad — face à la rade de Qasr-é-*Chirin en Iran,* — *au total une* superficie de 400 kilomètres carrés, *et un autre concernant les questions* de sécurité. Bagdad reprocherait à Téhéran d'avoir laissé rentrer en Iran un des fils du général Barzani et de l'utiliser pour tenter de relancer l'agitation au Kurdistan irakien.

Alors que Téhéran reprochait aux dirigeants irakiens de ne pas avoir utilisé les *procédures* de conciliation, ces derniers font valoir qu'ils ont fait plusieurs démarches auprès du chargé d'affaires iranien à Bagdad, dont trois particulièrement pressantes entre le 7 et le 9 septembre, qu'ils ont rédigé un mémorandum, mais n'ont *jamais obtenu* de réponse.

La *proclamation du cessez-le-feu* unilatéral semble avoir été essentiellement tactique. Elle visait à donner l'image d'un Irak respectueux, ainsi que l'a souligné le ministre de la défense, des recommandations du Conseil de sécurité et de la *Conférence islamique et de marquer* un point sur le plan international. Mais, a-t-il *précisé, « si les Iraniens veulent la guerre, ils l'auront et nous la poursuivrons avec détermination ».*

Il a confirmé que Qasr-e-Chirin et Mehran, où viennent de se rendre des journalistes, sont toujours tenus par les Irakiens, de même que les *localités de Soumar et Guilan.* Il a souligné que des combats continuent dans les faubourgs de Desfoul et de Khorramchahr. Il a précisé que l'avance irakienne avait été arrêtée parce qu'elle avait atteint les buts fixés par la direction politique. Mais il a indiqué, sans donner d'autres précisions, que ces décisions avaient été *prises* pour des raisons militaires et techniques.

Le ministre de la défense a affirmé que l'Irak a mis à l'abri en Jordanie les avions civils des lignes irakiennes et non ses avions militaires, mais, a-t-il ajouté, *« si nous estimons nécessaire de le faire, nous le ferons à condition que nos frères arabes soient d'accord ».* Il a souligné que la sécurité du Golfe doit être assurée par tous les pays riverains sans ingérence étrangère. A ce propos, il n'a pas hésité à critiquer les Etats-Unis pour l'envoi d'avions AWACS en Arabie Saoudite et la *« livraison de pièces de rechange et de munitions à l'Iran pour une valeur de 50 millions de dollars ».* « *Nous pensions,* a-t-il dit, *que les Etats-Unis étaient neutres comme ils l'avaient proclamé, mais ces faits montrent qu'ils ne le sont pas.* »

En réponse à des questions, le général Kheirallah a lancé *« deux petites bombes ».* « *Nous avons,* a-t-il dit, *des preuves très évidentes de la participation d'avions israéliens aux bombardements du centre de recherches nucléaires de Tamuz* » Il a précisé que le réacteur avait été endommagé, mais s'est déclaré incapable d'évaluer l'ampleur des dégâts. Ceux-ci seraient toutefois peu importants, selon de bonnes sources. Le général a ajouté cependant qu' *« il n'est pas temps de dévoiler les preuves, mais que tous les détails seront donnés ultérieurement ».*

Le ministre de la défense a également affirmé que des militaires libyens et syriens avaient été faits prisonniers. Du matériel militaire soviétique ayant en outre été capturé, il a accusé Damas et Tripoli de l'avoir livré à l'Iran puisque ce dernier ne disposait pas jusqu'à *présent d'un tel armement.*

Les aspects psychologiques étant, *dans ce conflit, aussi importants* que les données diplomatiques et *militaires*, le ministre ne les a pas négligés. Dressant le parallèle avec la situation qui prévaut chez l'adversaire, il a déclaré : *« Nous, nous avons un peuple uni, un organisme militaire discipliné, un parti solide, un commandement politique qui sait ce qu'il veut et où il va. »*

Le fait est que, après le climat *d'incertitude qui a régné à Bagdad* à la fin de la semaine dernière, les esprits semblent maintenant plus confiants. La réapparition, l'après-midi à la télévision, des programmes pour enfants, qui avaient cédé la place aux marches militaires, a, en tout cas, fait impression plus que tous les discours sur la population

PAUL BALTA.

RYAD VA AUGMENTER SA PRODUCTION DE PÉTROLE

Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, a confirmé, le 5 octobre, que l'Arabie Saoudite allait augmenter sa production de « brut » afin de compenser l'interruption des livraisons de l'Irak et de l'Iran.

Le niveau de cette augmentation de la production dépendra *de la façon* dont le marché sera affecté par l'arrêt des exportations des deux belligérants du Golfe, a-t-il précisé à l'agence Reuter.

La *semaine* passée, *on* affirmait dans les milieux pétroliers new-yorkais que l'Aramco — le consortium de compagnies américaines qui opère en Arabie *Saoudite* — avait reçu l'instruction d'accroître la production de 700 000 barils par jour.

Cheikh Yamani a fait une tournée des pays du Golfe (Koweït, Emirats arabes unis, Qatar et Bahrein), porteur d'un message du roi Khaled relatif à la décision saoudienne. *Il aurait obtenu* l'assurance que les Emirats et le Qatar augmenteraient eux aussi légèrement leur production si cela était nécessaire. Le Koweït se *serait refusé à toute modification* de son niveau de production (inférieur pourtant de plus d'un tiers à sa capacité). *Les* autorités du Koweït se seraient *cependant engagées* à ne pas contrecarrer la politique saoudienne par une nouvelle réduction de leur extraction.

L'Arabie Saoudite, qui avait réussi à reprendre le contrôle du marché ces derniers mois, tente donc de maintenir son avantage (l'interruption des *livraisons* de l'Iran et de l'Irak ne menaçant nullement les approvisionnements à court terme). Une tension sur les prix ferait en effet peser *une menace sur la réunification* des prix de l'OPEP — tant souhaitée par le royaume saoudien — qui apparaissait en bonne voie après la réunion de Vienne du *17 septembre.*

Il reste à savoir si Ryad vendra les quantités supplémentaires à 30 ou 32 dollars le baril.

● *M. François Mitterrand* a évoqué, dimanche 5 octobre, à Tarbes, Hautes-Pyrénées, le conflit entre l'Iran et l'Irak. Affirmant qu'il ne *« donne raison à personne »*, le premier secrétaire du P.S. a estimé que cette guerre *« ne pourrait être l'amorce d'un conflit mondial que par accident. »* Il a expliqué que les grandes puissances *« sont dans l'embarras »* et qu'elles *« feront tout »* pour aboutir à un compromis. *« Sauf folie ou crise de succession à Moscou, c'est un conflit qui devrait être circonscrit ».*

Washington renforce son engagement aux côtés de l'Arabie Saoudite

De notre correspondant

Washington. — Malgré leur *« stricte neutralité »* dans le conflit irano-irakien, les Etats-Unis viennent de s'engager un peu plus aux côtés de l'Arabie Saoudite. Le Pentagone a annoncé, dimanche 5 octobre, qu'une station de radar mobile était en cours de *livraison à ce pays.* Quatre-vingt-seize militaires américains *ont été chargés d'installer* et de faire fonctionner ces appareils terrestres, qui s'ajoutent aux quatre avions AWACS et aux trois cents hommes promis à Ryad le 29 septembre.

On insiste à Washington sur le caractère *« provisoire »* de l'aide, dont le but serait *« dissuasif »* et tout au plus *« défensif »* L'envoi de matériels militaires à l'Arabie Saoudite *est présenté comme une opération* pacifique devant empêcher un élargissement de la guerre. Un message en ce sens a été envoyé à Téhéran pour éviter les malentendus.

Selon certains bruits, les dirigeants saoudiens étaient très inquiets du survol de leurs installations pétrolières par des avions de reconnaissance *iraniens. Ils auraient* réclamé une aide importante, *notamment des missiles* Hawk. Leurs sollicitations auraient divisé les responsables du Pentagone et de la Maison Blanche. Il semble, finalement, que *Washington* ait posé une condition : il ne livrerait ses AWACS (des (Boeing 707 modifiés, dont les *radars peuvent détecter un avion* ennemi à 400 kilomètres) que si l'Irak *retire* ses bombardiers de certaines bases saoudiennes.

L'aide militaire américaine n'en est pas moins un avertissement tous azimuts. *« Nous sommes neutres dans le conflit irano-irakien*, déclarait, la semaine dernière, le porte-*parole du département* d'Etat. *Nous ne sommes pas neutres devant les requêtes de défense justifiées de nos amis »*

Une intervention militaire américaine *dans le Golfe serait envisagée* dans trois circonstances : si l'Arabie *Saoudite est attaquée ; si* le détroit d'Ormuz est fermé ; si les otages de Téhéran sont menacés. Selon des propos moins explicites, les Etats-Unis interviendraient également dans deux autres circonstances : si l'Union soviétique *« interférait »* dans le conflit et si *l'Iran subissait « un quelconque démembrement ».*

M. Carter et ses collaborateurs sont agacés par les commentaires *sur l'impuissance américaine.* La Maison Blanche et le Pentagone *tentent de démontrer* que la *« stricte neutralité »* n'est pas une attitude *paralysante.* Après tout, les Américains disposent de la meilleure *force étrangère* dans la région avec une trentaine de navires, deux porte-avions, des avions Phantom basés en Egypte. Leurs amis locaux sont plus nombreux qu'on le croit : l'Arabie Saoudite, le Koweït, Bahrein et les Emirats se déclarent très attachés — du moins en privé — au *« parapluie américain ».*

Washington aurait volontiers échangé des fournitures militaires *contre les cinquante-deux otages. Or,* non seulement Téhéran lui crachait *à la figure en l'accusant d'encourager* les Irakiens, mais les Etats-Unis se voyaient menacés d'un conflit entre leurs alliés naturels : l'Arabie se rangeant aux côtés de l'Irak et Israël volant au secours de l'Iran... Même si les choses n'allaient pas aussi loin, on risquait des situations embarrassantes. Que faire si les *Soviétiques organisaient un pont aérien* pour livrer du matériel à l'Irak ? Ou si l'aviation iranienne attaquait des bombardiers irakiens dispersés dans des pays « amis » comme l'Arabie Saoudite ou le Koweït ?

L'affaire des otages

Ne voulant pas intervenir et ne pouvant arrêter le conflit, Washington a fait son possible pour l'empêcher de s'étendre. Des pressions auraient été exercées ces derniers jours sur Oman, après des *informations* selon lesquelles des avions *irakiens, basés sur ce territoire,* envisageaient d'attaquer les îles iraniennes. Ce faisant, les Etats-Unis auraient démontré à Téhéran leur neutralité et même leur attachement à l'intégrité de l'ancien empire.

Les événements ont eu pour le moment deux effets opposés sur l'affaire des otages. D'une part, ils l'ont *« gelée »*, mais d'autre part, ils l'ont noyée dans quelque chose de *plus vaste.*

Mystérieusement, M. Reagan vient *de faire allusion* à une libération possible des otages à quelques jours de l'élection du 4 novembre, ce qui favoriserait son adversaire démocrate. On ignore ce qui lui a fait suggérer une telle hypothèse. Simple souci peut-être de prévenir un événement *inopiné* ?

La guerre est survenue à quelques semaines de l'élection, en plein débat sur *« l'affaiblissement »* de l'Amérique. Même M. Sadate y a mis son grain de sel en demandant aux Etats-Unis, dans une interview, de se débarrasser de *« leur complexe du Vietnam »*, et de réagir en super-*puissance avant qu'il ne soit trop* tard. Chacun des candidats tente *d'utiliser la guerre à son avantage :* M. Reagan en y voyant une illustration de la faiblesse américaine, et M. Carter une occasion de démontrer que le pays a besoin d'un chef compétent et modéré.

La règle veut qu'une crise extérieure favorise le président en place, en resserrant les Américains autour de lui. Encore doit-il donner l'impression de la dominer. M. Carter s'y attache, utilisant toutes les ressources que lui offre sa fonction.

ROBERT SOLÉ.

EN MARGE DU CONFLIT

De nouveaux marchés d'armements

Des industriels français de l'aéronautique ont été sollicités par des responsables iraniens pour s'occuper de l'entretien et *de la « maintenance » opérationnelle* de certains des matériels de guerre américains que l'armée iranienne possède en grand nombre sans toujours être en mesure de les conserver en l'état, faute des pièces détachées *nécessaires* à leur fonctionnement.

C'est le cas, notamment, des hélicoptères achetés aux Etats-*Unis, à plusieurs centaines* d'exemplaires, par le régime précédent et *dépourvus*, depuis, de leurs pièces de rechange et du soutien logistique qui les maintiendraient en ligne.

Le conflit irano-irakien a ceci de particulier que, mettant en cause deux armées en situation *précaire* d'approvisionnements militaires, il contraint les belligérants à envisager de confier, éventuellement, leur soutien logistique *ou à demander un* service après-vente à un partenaire industriel qui est différent du fournisseur principal ou exclusif.

De tels marchés sont souvent fructueux et très disputés : un succès laisse entrevoir des conquêtes ultérieures encore *plus intéressantes avec l'éviction* progressive du premier fournisseur. Des *pays, comme* la Grande-Bretagne ou la France, s'y sont précisément taillé une part non négligeable. Les Britanniques ont ainsi réussi à supplanter les Soviétiques en République populaire de Chine et la France, comme les Etats-Unis, a su gagner de la sorte, en Egypte, quelques contrats interrompus avec Moscou. Au passage, le nouveau partenaire, auquel est concédé l'entretien *ou le maintien opérationnel* des équipements, apprend beaucoup sur la technologie des matériels conçus par le premier fournisseur, qui est aussi l'un de ses concurrents dans d'autres régions du monde.

A *côté du marché de l'armement neuf* et de celui des matériels d'occasion — des équipements remis à jour par leur constructeur pour être vendus en « seconde main » à un client moins fortuné, — se développe donc un nouveau marché, celui des services d'entretien et de *« maintenance » opérationnelle* dans le cas d'une défaillance du fournisseur initial.

Les industriels y sont de plus en plus attentifs. Le marché des armements, en effet, n'est pas insensible à la crise économique internationale. La clientèle, observant les prix élevés des *matériels* et ne pouvant augmenter à l'excès des budgets *militaires déjà considérables*, a depuis quelque temps tendance à retarder ses nouvelles commandes et à prolonger l'existence des panoplies en service. L'extrême et féroce compétition entre fournisseurs ajoute à cette circonspection des *clients*, en rendant les choix plus difficiles *et moins pressés.*

Pour toutes ces raisons, nombreux sont les industriels qui demeurent à l'affût des clients mécontents du service après-vente d'origine, surtout si la faute en incombe à autrui.

JACQUES ISNARD.

Le Monde publiera demain

- ENTRETIEN avec M. Roger Chinaud.
- IDÉES : Meurtre dans la synagogue.
- CHINE : Révolution écologique, suite de l'enquête de M. Ambroise-Rendu.
- SCIENCES : *L'électronique dans l'automobile.*
- LORRAINE : L'avenir des forêts.

LA VICTOIRE DE LA COALITION

Convoqués aux urnes dimanche 5 octobre pour renouveler le Bundestag, les électeurs ouest-allemands ont reconduit avec une majorité accrue la coalition gouvernementale sortante, menée par le chancelier Schmidt. Sur un peu plus de 43 millions d'inscrits, environ 38,3 millions ont accompli leur devoir électoral. La participation est de 88,7 % contre 90,7 % en 1976.

Le parti social-démocrate (S.P.D.) de M. Schmidt obtient 218 sièges (soit 4 de plus que dans l'Assemblée sortante) avec 42,9 % des suffrages (42,6 % en 1976). Ses alliés libéraux du F.D.P. enregistrent une forte poussée, en passant de 7,9 % à 10,3 % des voix, et détiendront 53 sièges dans la nouvelle Assemblée (contre 39 dans le Bundestag sortant). Au total, la coalition gouvernementale dispose donc désormais d'une majorité accrue : 271 députés, contre 226 à l'opposition.

Celle-ci demeurera le groupe le plus important du Bundestag, mais enregistre un recul sensible. Les chrétiens-démocrates de la C.D.U. reviennent de 38 à 34,2 % des suffrages et de 190 à 174 sièges. Les chrétiens-sociaux de la C.S.U. — le parti de M. Franz Josef Strauss, qui, selon la tradition, ne présentait de candidats qu'en Bavière — régressent de 10,6 % à 10,3 %, et de 53 à 52 sièges. Le ministre-président bavarois

Une poussée libérale

(Suite de la première page.)

Le plus grand succès revient en effet au F.D.P. et à son président, le ministre des affaires étrangères, M. Genscher. Quand, au printemps dernier, le troisième parti d'Allemagne fédérale s'était vu éliminé du Parlement régional de Rhénanie du Nord-Westphalie, de nombreux observateurs lui accordaient un avenir des plus sombres. Il a opéré un redressement spectaculaire. Celui-ci doit beaucoup à l'habileté de son président, mais aussi à l'attachement des citoyens ouest-allemands à un parti qui joue un rôle modérateur au sein de l'alliance avec les sociaux-démocrates.

Le vote de dimanche exprime le sentiment profond du pays. Dans leur majorité, les Allemands ne voulaient pas interrompre la carrière du chancelier Schmidt. En même temps, ils ne tenaient pas non plus à ce que l'actuel gouvernement soit influencé plus qu'il ne l'est déjà par la gauche du parti social-démocrate. Ce risque est d'autant plu clair que, dans le nouveau Bundestag, la représentation du S.P.D. comptera tout de même une cinquantaine d'élus considérés, dans la classification en vigueur ici, comme relativement extrémistes. Il est donc très probable que M. Schmidt lui-même est satisfait de voir s'accroître le poids des libéraux au sein de la coalition : c'est pour lui le meilleur moyen de se défendre contre les pressions de ses propres partisans.

Des négociations

Les négociations qui vont s'ouvrir ces jours-ci entre le parti libéral et le parti social-démocrate, en vue de définir les bases d'une nouvelle entente pour les quatre années à venir, seront extrêmement délicates. Maintenant que le camp chrétien-démocrate est sans doute débarrassé de M. Franz Josef Strauss, le F.D.P. peut se trouver de nouveau en proie à la tentation de s'entendre avec la C.D.U. Un tel revirement ne saurait évidemment être envisagé dans l'avenir immédiat ; mais rien n'exclut qu'il puisse intervenir avant les prochaines élections générales, dans quatre ans.

Il est vrai que, dans un pays où le consensus est plus fort que les controverses électorales ne peuvent le faire croire, l'issue de la bataille n'influence que très peu la politique pratiquée par le ou les partis au pouvoir. Sur bien des points, les deux camps en présence *ne sont séparés que par* des nuances souvent difficiles à définir. Dans le domaine de la politique étrangère, le chancelier Schmidt met l'accent sur la détente alors que les chrétiens-démocrates insistent plutôt sur la solidarité nécessaire avec les Etats-Unis, sans que les uns et les autres soient vraiment opposés.

A l'intérieur, et en dépit des très vives polémiques, qu'il s'agisse par exemple de l'énergie nucléaire, défendue par les chrétiens-démocrates et seulement tolérée par le F.D.P., l'affrontement n'est pas non plus décisif. Il en va de même à propos de bien d'autres problèmes économiques et sociaux.

Barrer la route aux extrémistes

Il est difficile de soutenir que la coalition socialiste-libérale qui détient déjà les leviers de commande depuis onze ans a vraiment réalisé son programme original, qui consistait à établir une « nouvelle Allemagne ». Mais si les gouvernements du chancelier Brandt *et du chancelier Schmidt* n'ont pas modifié fondamentalement la structure économique et sociale de la R.F.A., ils ont du moins conduit très efficacement leur pays à travers les crimes qui ont secoué la plupart des autres pays.

Les véritables problèmes posés à la République fédérale n'ont guère été évoqués au cours de la campagne. L'opposition et les évêques catholiques ontu rappelé que l'endettement de l'Etat prendrait aujourd'hui des dimensions intolérables pour les générations à venir. Mais personne, par exemple, ni d'un côté ni de l'autre, n'a voulu inquiéter les paysans en faisant savoir qu'une réforme du marché agricole européen *était devenue inévitable*. Pas plus qu'on n'a parlé de façon sérieuse du financement des retraites, de l'aide au tiers-monde ou des augmentations sans doute inéluctables du budget de la défense.

Sur le plan personnel, il est *probable* que *la carrière nationale* de M. Franz Josef Strauss vient de prendre fin, même s'il reste l'idole des Bavarois. Jamais, depuis les élections de 1953, la démocratie chrétienne ne s'était montrée aussi faible, et ce résultat est dû pour une bonne part à la personnalité de son chef de file.

Quant au chancelier Schmidt, il peut être satisfait, mais le succès de son propre parti est modeste. Alors que, au début de la campagne, certains stratèges du S.P.D. croyaient que celui-ci *pourrait* atteindre à lui seul une majorité absolue, du moins relative, au Bundestag, il n'enregistre en fin de compte qu'un gain insignifiant. *La confiance* personnelle qu'inspire le chancelier, aussi bien en R.F.A. qu'à l'étranger, n'a pas suffi à dissiper un certain malaise provoqué par l'aile gauche de son parti.

Il reste que le choix stratégique de M. Schmidt a quand même été récompensé. Il avait misé sur son image de « chancelier de la paix ». L'Afghanistan et la Pologne ont certes désorganisé quelque *peu le scénario électoral qu'il* avait préparé, mais les citoyens ouest-allemands se sont prononcés en fin de compte contre toute expérience nouvelle. Mais ils ont pris soin aussi de limiter un peu plus la liberté d'action de leur gouvernement. Stabilité, continuité, ont été les mots d'ordre suivis par un électorat qui a voulu, plus que jamais, barrer la route du pouvoir à tous les extrémismes.

JEAN WETZ.

RÉSULTATS PAR LAND (en % des suffrages exprimés)

(Voir cartes ci-dessous.)

	S.P.D.			C.D.U. - C.S.U.			F.D.P.		
	%	Gain ou perte	Sièges	%	Gain ou perte	Sièges	%	Gain ou perte	Sièges
Schleswig-Holstein ..	46,7	— 0,3	11	38,9	— 4,8	9	12,7	+ 3,9	3
Brême	52,5	+ 1,5	3	28,7	— 3,8	4	15,1	+ 3,3	0
Hambourg	51,7	— 0,9	7	31,2	— 4,7	26	14,1	+ 3,9	2
Basse-Saxe	46,9	+ 1,2	30	39,8	— 5,9	60	11,3	+ 3,4	7
Rhénanie-Westphalie.	46,8	— 0,1	70	40,6	— 3,9	60	10,9	+ 3,1	17
Rhénanie-Palatinat .	*42,8*	*+ 1,1*	*14*	*45,6*	*— 4,3*	*15*	*9,8*	*+ 2,2*	*3*
Hesse	46,4	+ 0,7	22	40,6	— 4,2	19	10,6	+ 2,1	5
Sarre	48,3	+ 2,2	4	42,3	— 3,9	4	7,8	+ 1,2	0
Bade-Wurtemberg ...	37,2	+ 0,6	27	48,5	— 4,8	36	12	+ 2,9	9
Bavière	32,7	— 0,1	30	57,6	— 2,4	52	7,8	+ 1,6	7
TOTAL			218			226			53

Les pourcentages régionaux sont basés sur le « second vote », qui permet à chaque électeur de se prononcer pour un parti, tandis qu'il choisit un homme avec le « premier vote ». Le nombre de sièges, en revanche, résulte de l'addition des deux votes.

Le nouveau Bundestag comptera un élu de plus que l'assemblée sortante, un siège supplémentaire ayant été créé dans le Land de Schleswig-Holstein.

LES TROIS DERNIERS SCRUTINS

	NOMBRE DE VOIX			POURCENTAGES			NOMBRE DE SIÈGES		
	1972	1976	1980	1972	1976	1980	1972	1976	1980
S.P.D.	17 166 952	16 098 632	16 262 096	45,9	42,6	42,9	230	214	218
C.D.U.-C.S.U.	16 794 407	18 396 794	16 800 379	44,8	48,6	44,5	225	243	226
F.D.P. (libéraux)	3 128 821	2 995 160	4 030 608	8,4	7,9	10,6	41	39	53
N.P.D. (néo-nazis)	207 023	122 428	67 798	0,6	0,3	0,2	»	»	»
D.K.P. (communistes) ..	114 007	118 483	107 941	0,3	0,3	0,2	»	»	»
Divers	»	»	731 210	»	0,3	1,5	»	»	»

La rubrique « divers » pour 1980 ne comprend que les écologistes.

SIX ANS DE GOUVERNEMENT SCHMIDT

Une gestion vigoureuse

A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire, diront les mauvaises langues. Il est vrai que dans une élection à ce point personnalisée, le chancelier fédéral — dont l'atout majeur n'a au demeurant jamais été la séduction— n'a guère eu à se surpasser pour l'emporter sur son rival. *Il est vrai également qu'il n'aura* mis à profit cette échéance ni pour *former de grands desseins ni même pour dresser un bilan de ses six ans* de présence à la chancellerie.

Qui eût pensé en mai 1974, après la démission à la fois digne et décevante de M. Willy Brandt, que celui qui lui succéderait allait devenir le chancelier le plus « durable » et aussi le plus populaire de l'Allemagne fédérale depuis Adenauer ? L'arrivée de M. Helmut Schmidt à la chancellerie fut ressentie d'abord comme une rupture de ton. Les priorités politiques étaient déplacées, se portant sur les questions économiques, *tandis que l'Ostpolitik* était reléguée à l'arrière-plan. Le style aussi changeait radicalement : foin du sentimentalisme, M. Helmut Schmidt n'était pas homme à s'agenouiller devant le mémorial du ghetto de Varsovie. M. Willy Brandt avait levé les tabous de la guerre froide : lui se montrait d'emblée plus partisan du « donnant-donnant » que des beaux gestes symboliques. Foin du laisser-aller et des hésitations sur le plan intérieur, car le temps lui était compté. Il avait deux ans pour convaincre *avant les élections de* 1976. Le discours de la chancellerie changeait ainsi de registre : on passait de l'histoire au « management ».

Un langage technologique

Le gouvernement de M. Willy Brandt avait été directement en prise sur les courants profonds qui travaillaient la société ouest-allemande. Après l'énorme poussée contestataire de la fin des années 60, un grand élan vers les réformes, secouant le conformisme de la vieille société démocrate chrétienne, avait marqué les trois premières années du gouvernement de coalition socialiste-libérale. Le mouvement, il est vrai, s'était arrêté en chemin vers 1972. L'arrivée au pouvoir de M. Helmut Schmidt marqua clairement le retour du pendule. Elle coïncidait en outre avec les premières répercussions en République fédérale de la crise économique mondiale. Le programme « réaliste et prudent » du nouveau chancelier désamorçait les critiques de l'opposition *conservatrice et son langage technocratique* n'aurait été que celui de la désillusion pour la partie de l'opinion ouest-allemande tournée vers le changement, s'il n'avait eu aussi un tour énergique et tranchant dont beaucoup lui savaient gré.

Six ans après, M. Helmut Schmidt reste cet homme direct et froid, qui ne craint pas de recourir au sarcasme et s'emporte volontiers, mais sans passion, en mesurant toujours les effets de ses éclats. Sourd aux prophétismes en tout genre, s'irritant de toutes les contestations, il reste plus sensible au réalisme qu'aux grandes idées et préfère l'efficacité au prestige personnel. Rançon de cette attitude, il force parfois l'admiration, mais rarement la sympathie.

Il est, quoi qu'il en dise aujourd'hui, avant tout un homme d'action. C'est pour cela que, peu désireux de se confiner au rôle de député de l'opposition, *il avait renoncé à se présenter aux élections de 1961 et* choisi *de regagner sa ville natale* de Hambourg, comme ministre de l'intérieur du gouvernement du Land. Il s'y illustra l'année suivante, lors des inondations qui coûtèrent la vie à plus de trois cents personnes, comme l'homme de sang-froid par excellence.

Il est aussi intransigeant, et son *ascension au sein du parti social-démocrate*, puis dans les instances gouvernementales de la République fédérale, s'est faite sans concessions. Il avait refusé, *en décembre* 1966, d'entrer dans le gouvernement de grande coalition, et il a fallu, en 1969, toute la persuasion de M. Willy Brandt pour qu'il accepte le portefeuille de la *défense* dans un gouvernement d'alliance avec les libéraux, auxquels il était peu favorable. Ministre des finances à *partir de 1972, il s'était attaqué à l'inflation* au moyen de mesures sévères. Malgré son impopularité, parmi les jeunes socialistes notamment, il avait acquis en 1974 une autorité telle qu'il apparut alors comme le successeur incontesté de M. Willy Brandt.

Tandis que *le terrorisme défrayait* la chronique, M. Helmut Schmidt chancelier gérait vigoureusement, et en bonne entente avec les milieux patronaux, la crise économique. Son succès sur ce plan fut le principal atout du S.P.D. aux élections de 1976. Il lui permit aussi de parler *haut et fort en Europe*. La France et la République fédérale étaient, au moment de son arrivée à la chancellerie, au pire de leurs relations. M. Helmut Schmidt qui, quelque mois plus tôt, avait fustigé publiquement la politique française pour son « *indépendantisme* », lors de la conférence de Washington sur l'énergie, était perçu de ce côté-ci du Rhin comme l'homme des Américains. En juillet 1976, il irritait à nouveau en déclarant que l'arrivée des communistes au gouvernement en Italie priverait ce pays des crédits occidentaux. On le savait coutumier de jugements brutaux sur les affaires intérieures de ses voisins. Mais, là encore, sa façon de « mettre les pieds dans le plat » était beaucoup moins dictée par le goût de l'éclat que par celui de l'efficacité : dans le climat *pré-électoral* morose *de* l'été 1976, *c'était pour* lui un moyen sûr de faire jouer en sa faveur l'anti-communisme ouest-allemand.

Face au terrorisme

Les événements ouest-allemands, puis internationaux, vont cependant lui fournir des occasions de s'illustrer d'une autre façon. A nul autre moment, sa fermeté ne semblera plus salutaire en R.F.A. que face au terrorisme d'extrême gauche *qui culmine en septembre-octobre 1977*, avec l'enlèvement de Hans Martin Schleyer et la prise d'otages de Mogadiscio. Il fait l'unanimité de la classe politique en refusant de céder au défi et sort de l'épreuve renforcé. Aux yeux de la grande majorité des Allemands de l'ouest, de tous ceux *que la mort des prisonniers de* Stammheim n'a pas bouleversés, M. Helmut Schmidt, plus souple et moins arrogant, semble soudain avoir acquis ce « supplément d'humanité » dont même son entourage déplorait l'absence. Fort de ce succès, *il aurait pu dissiper avec la même vigueur qu'il met à d'autres* tâches, le climat de « chasse aux sorcières » dénoncé par une large partie de l'*opinion européenne*. Il se contente de pourfendre l'anti-germanisme de principe de ceux qui, à l'étranger, voudraient faire des citoyens de la République fédérale *« les bouc-émissaires de toute l'histoire allemande »*.

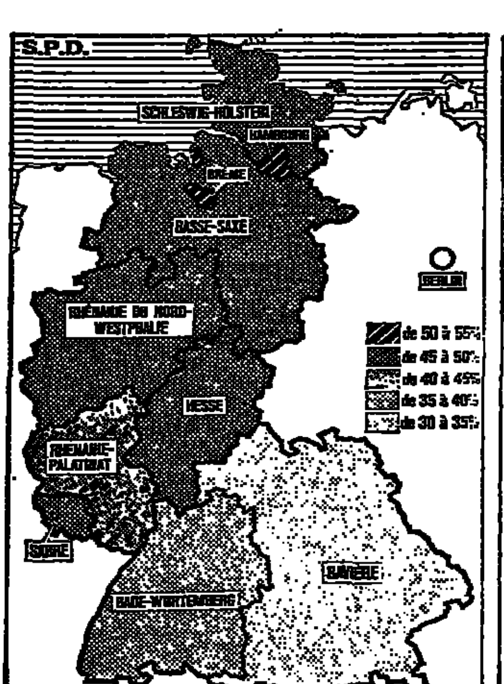
Avec lui, en trois ans, la société ouest-allemande semble avoir parfaitement « digéré » le problème du terrorisme. Les seize morts de Munich *n'ont pas suffi à lui faire redouter* un autre danger extrémiste : celui des groupes néo-nazis qu'elle continue de considérer comme une poignée de nostalgiques farfelus auxquels on n'a même pas à infliger la clandestinité.

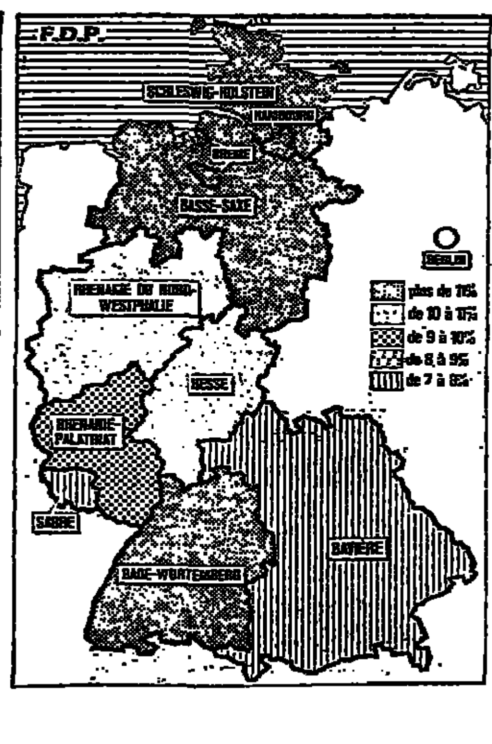
Avec *lui* également, l'Allemagne se penche sur son passé. Après la confusion ambiguë du « rétro », elle décide de braquer *les* projecteurs sur *les années noires*. C'est, entre autres, la diffusion d'*Holocauste* sur les écrans de télévision et le vote par le Bundestag de l'imprescriptibilité des crimes nazis. Question de date sans doute : la majorité de la population ouest-allemande est née *après la guerre*. Mais le fait qu'un homme aussi peu torturé, aussi résolument tourné vers le présent que Helmut Schmidt ait incarné l'Etat à *ce moment-là*, a sans doute facilité le passage. Il semble pratiquer l'hygiène mentale comme Jimmy Carter le jogging. Au fil des ans, le personnage a gagné aux yeux des Allemands de l'Ouest quelque consistance. Moins sec *dans son discours, il prend ici et* là des libertés, celle par exemple de railler la consommation abusive de télévision, ou celle — qu'aucun homme politique français n'oserait se permettre — de déclarer que *« ce n'est l'affaire d'aucun parti ni d'aucune Eglise de décider s'il faut des enfants dans un foyer et combien »*. Il lui restait à s'imposer au plan international autrement que comme un économiste chevronné. C'est aujourd'hui chose faite.

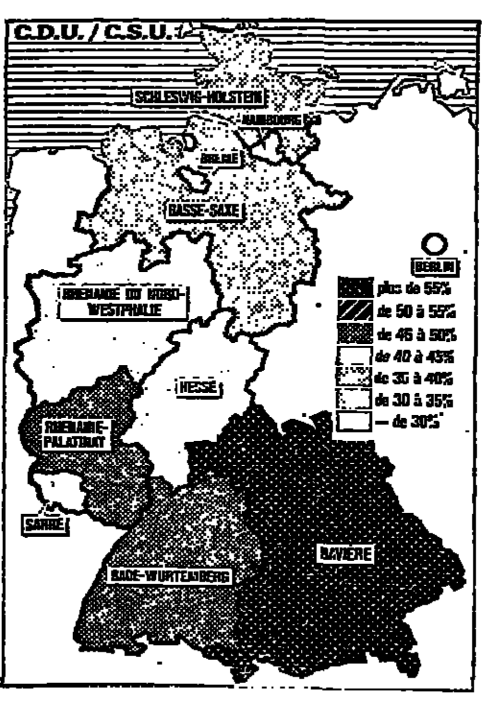
M. Schmidt est-il l'homme des situations de crise ? Il faut convenir que lorsqu'elles sont d'ordre international, il les traite avec une placidité qui confine au cynisme. Le chancelier fédéral est sans conteste la plus froide de ces « têtes froides » auxquelles M. Giscard d'Estaing faisait appel dans son message du Nouvel An, après le coup de Kaboul. Le rapprochement des diplomaties des deux pays, amorcé depuis 1978, s'est transformé au cours des derniers mois en une espèce de compétition entre les deux chefs d'Etat pour le titre de *champion de la détente en Europe*. Les événements plus récents n'ont pas servi sur ce plan le chancelier. Les troupes soviétiques entrent en *Afghanistan* : il pouvait d'autant mieux faire valoir le bien fondé de sa politique à l'Est et d'autant mieux faire comprendre les nuances de son attitude à *l'égard des Etats-Unis*. Mais qu'une grève éclate à Gdansk et le voilà rappelé aux strictes réalités de l'Ostpolitik, et voilà que s'effondre toute la part du spectacle de sa diplomatie.

L'opposition cependant *n'a guère* pu jouer de l'argument. La construction des autoroutes vers Berlin-Ouest, l'évolution du commerce et de la circulation des personnes entre les deux Allemagnes ont aujourd'hui plus de poids que l'annulation d'une rencontre entre chefs de gouvernement. Dans la République fédérale de M. Helmut Schmidt, c'est le tangible qui compte.

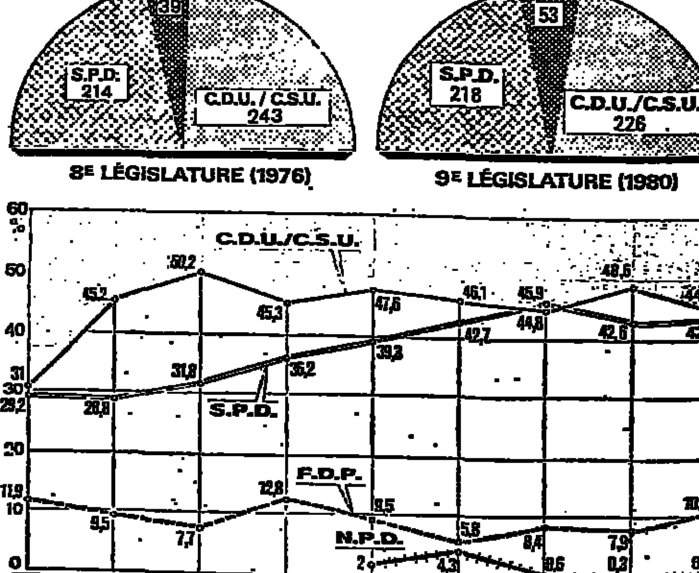
CLAIRE TREAN.







LA COMPOSITION DU BUNDESTAG



GOUVERNEMENTALE EN R.F.A.

subit un important échec personnel, qu'il a aussitôt reconnu à la télévision au cours d'un débat post-électoral.

Sitôt connu à Paris le succès de M. Schmidt et de ses amis, M. Giscard d'Estaing a *adressé un* message de félicitations au chancelier ouest-allemand. Les représentants des différents courants écologistes français ont, en revanche, exprimé leur déception devant le mauvais résultat de leurs homologues de R.F.A.

En Allemagne fédérale, les premiers commentaires de la presse portent surtout, ce lundi matin, sur l'importance nou*velle que leur succès va donner aux libéraux au sein de* la coalition gouvernementale. La R.D.A. n'a pas encore fait connaître son sentiment sur le résultat d'un scrutin que les grands journaux et les chaînes de télévision de Berlin-Est n'ont même pas mentionné dimanche.

L'ÉCHEC DE M. STRAUSS

La dernière corrida du « taureau de Bavière » ?

« Jamais je n'ai lu autant de stupidités qu'en parcourant ce que les journaux disaient de moi », aime à répéter M. Franz Josef Strauss. Encore qu'il n'ait pas toujours eu à se plaindre, au total, d'une bonne partie de la presse ouest-allemande (surtout si l'on considère le tirage des organes qui lui étaient plus ou moins favorables), le ministre-président de *Bavière n'a jamais* entretenu avec l'ensemble des journalistes des rapports *très cordiaux. Et* peut-être, au soir de la défaite, aura-t-il été tenté de rejeter sur *les « faiseurs* d'opinion » une partie au moins de la responsabilité *de son échec électoral.*

Il est vrai que, si un certain nombre de mass media ont brossé, depuis plus d'un an qu'il est candidat, un portrait de M. Strauss sans tendresse, et souvent même sans nuance, l'adversaire du chancelier Schmidt *n'avait guère de* raisons de s'attendre à un traitement de faveur. Pour beaucoup de journalistes ouest-allemands, même parmi ceux qui se situent nettement à droite, « *F.J.S.* » est l'homme qui, un certain 26 octobre 1962, a osé *faire arrêter* plusieurs de leurs confrères de *Der Spiegel* sous l'accusation de haute trahison, parce que l'hebdomadaire menait une campagne *très argumentée contre* celui qui était à l'époque le ministre des *armées de la République fédérale.* Affaire qui devait prendre des proportions considérables et tourner à la confusion du « taureau bavarois » puisque Adenauer, fort *embarrassé, lui demanda finale*ment de quitter le gouvernement.

L'« *affaire du Spiegel* » a poursuivi longtemps M. Franz Josef Strauss. L'opinion a surtout retenu de cette crise l'idée — très *choquante* en R.F.A. — qu'un membre du gouvernement pouvait avoir cédé à la tentation de faire taire un journal d'opposition.

Cette affaire a valu à M. Strauss des *inimitiés et des méfiances* définitives, dans des milieux qui débordaient largement ceux de la presse. Au point que, lorsqu'il fut « débarqué » du gouvernement Adenauer, nombreux furent ceux, outre-Rhin, qui considérèrent que sa carrière s'arrêtait là.

Une carrière commencée dès la fin de la seconde guerre mondiale. Né le 6 septembre 1915 à Munich, il n'a guère plus de *trente ans lorsqu'il se fait élire* conseiller d'arrondissement à Schongau, en Haute-Bavière, en 1946. Il a fait la guerre, comme tout le monde ; mais, à l'inverse d'un *certain* nombre de ses compatriotes, bavarois notamment, il n'a jamais adhéré au parti national-socialiste. Dès qu'il l'a pu, il a retrouvé — en 1943 — des fonctions civiles : en l'occurrence, lieutenant de réserve, il est *professeur de lycée L'homme que* ses adversaires présenteront si volontiers, au cours de la campagne électorale de 1980, comme un rustre sans finesse ni culture, avait *choisi* d'enseigner les langues anciennes — dont le latin, qui le passionne — et l'histoire, qu'il a étudiée à l'université Louis-Maximilien de Munich en même temps que la philologie classique

En 1946, donc, le jeune Franz *Josef Strauss participe à la fon*dation de l'Union chrétienne-sociale bavaroise (C.S.U.). Il fait partie de cette génération de cadres et d'intellectuels qui, dès l'agonie du régime hitlérien, ont réfléchi aux moyens de fonder *une république enfin* libérale, à droite et à gauche. Lui, c'est à droite. Trois ans plus tard, la R.F.A. voit le jour, et M. Strauss, dont les qualités d'éloquence, d'intelligence et d'organisation ont été remarquées, entre sans difficulté au Bundestag *nouvellement* créé. Il en est même l'un des plus jeunes élus.

Des « questions atomiques » à la défense

En 1953, il devient le plus jeune *ministre du second gouvernement* Adenauer. Sa C.S.U. — dont il est devenu secrétaire général en 1949 — règne sans guère de partage sur une Bavière qui s'identifie de mieux en mieux à cet « homme qui monte », à cet enfant du pays qui l'exprime et la résume si bien, et va la défendre à Bonn. D'abord ministre sans portefeuille, il se voit rapidement confier un secteur tout neuf, dans l'exploration duquel il se jette avec passion : les « *questions atomiques* », comme on dit alors. C'est en 1956 qu'il prend le portefeuille de la défense, avec pour tâche immense de redonner à l'Allemagne de l'Ouest une armée digne de ce nom. Tâche *immense,* oui, mais, peut-être plus encore, délicate, car dominée par deux considérations contradictoires.

D'une part, on est en pleine guerre froide, et les milieux atlantiques sont très favorables à un réarmement contrôlé de la R.F.A. ; mais, d'autre part, l'échec de la C.E.D (Communauté européenne de défense) et différentes campagnes montrent que les opinions publiques étrangères, française notamment, ne sont guère disposées à laisser se recréer outre-Rhin une grande force armée, *fût-elle strictement conventionnelle.* Entre ces deux constatations, M. *Strauss* navigue sans erreur diplomatique notable et réussit une opération essentielle pour l'Allemagne d'aujourd'hui : créer la Bundeswehr, armée classique, *mais d'une puissance dont* aucun fondateur de la République *fédérale n'aurait osé* rêver quelques années plus tôt...

C'est pourtant dans cette phase de succès techniques que les ennuis commencent. Passe encore que les sociaux-démocrates l'accusent régulièrement de favoriser *la course aux armements* et de s'aligner sur Washington : le S.P.D., *qui* ne connaît pas encore l'expérience du pouvoir ni le besoin de quelques révisions déchirantes, ne tardera guère à se résigner à l'atlantisme et au réarmement. *Ce qui* atteint l'encore jeune ministre n'est pas tant cette controverse, bien légitime, qu'une première « affaire » mettant en cause le sérieux avec lequel il peut *prendre certaines* décisions : celle du char HS-30 Affaire bien oubliée depuis, mais qui porte un premier coup à l'image d'infaillibilité et de solidité que cherche à donner de lui un homme public à qui tout, jusque-là, parait sourire. Il semble, en effet, que M. Strauss ait alors passé commande, au nom de l'Etat, de plus de dix mille de ces chars (qui révéleront vite *certains inconvénients fâcheux*) sur simple présentation d'une maquette en bois Une aubaine pour les polémistes et les caricaturistes !

C'était en 1957. Trois ans plus tard, nouveau problème pour « F.-J.S. » : l' « *affaire FIBAG* ». On ne saura jamais exactement ce que l'on peut reprocher au ministre de la défense dans cette sombre histoire, mettant en cause certains intermédiaires dans la négociation d'un contrat particu*lièrement important de construc*tion de logements pour les troupes américaines cantonnées en R.F.A. Le scandale, si scandale il y a, paraît devoir éclabousser davantage l'entourage de M. Strauss que lui-même ; mais c'est la se*conde éraflure à cette* image jusqu'alors bien lisse que le ministre s'efforce de donner de lui-même et de son action

La troisième sera provoquée par l'affaire des Starfighter *La Luft*wafe a été dotée de ce chasseur, construit par Lockheed et qui ne paraît redoutable que pour ses propres équipages : en quelques années, cent quatre-vingt-six appareils s'écrasent au sol et *les veuves des pilotes tués (qua*tre-vingt-sept au total) finiront pas constituer une sorte de syndicat De plus récents événements ont associé le nom de la firme constructrice à l'idée de pots-de-vin : à l'époque, la question est *évoquée, et si M. Strauss* finit par être lavé de toute accusation après avoir de lui-même entamé une action en justice pour couper court à certaines rumeurs, un climat de *suspicion demeure* quelques années durant

Puis vient l'affaire du *Spiegel* Cette fois-ci, c'en est trop Les libéraux du gouvernement démissionnent. L'opposition social-démocrate exige la création d'une *commission d'enquête* parlementaire, qui finit par décharger le ministre de toute accusation, mais ne parvient à dissiper le malaise. Conrad Adenauer essaie de sauver son ministre, *mais* ne peut prendre tous les risques. En *échange* d'une lettre, qui reconnaît sa bonne foi, il obtient la démission du « taureau de Bavière » Exit Franz Josef Strauss, dont la presse et la *classe politique* saluent le départ avec des sentiments mêlés *mais une égale conviction* : cette fois-ci, c'en est fait de l'encombrant personnage.

Rendu à ses travaux parlementaires et à sa chère Bavière, M. Strauss est animé par une double conviction : d'une part, il *faut faire le gros dos le temps* nécessaire pour revenir au pouvoir ; d'autre part, il lui sera indispensable, s'il veut satisfaire des ambitions politiques plus vas*tes, de prendre* des responsabilités à la tête de la famille chrétienne-démocrate dans son ensemble, pour conforter son assise nationale. Le premier *objectif* est atteint en *1966,* lorsqu'il devient ministre des finan*ces du chancelier Kiesinger, dans* un gouvernement de grande coalition dont le porte-parole — l'histoire a parfois de ces ironies — n'est autre que le journaliste du *Spiegel* Conrad Ahlers qu'il avait *fait arrêter* quatre ans plus tôt. Tout un symbole : une deuxième carrière politique commence.

La montée du S.P.D. parait devoir y mettre un nouveau terme. Mais M. Strauss, déjà vice-*président du groupe C.D.U.-C.S.U.* au Bundestag, devient, en 1971, porte-parole de l'Union pour toutes les questions économiques et financières — un poste qui n'a *rien de symbolique* au pays du dynamisme industriel et du mark-roi. En 1979, un peu comme on régularise une vieille liaison, il se fait élire ministre-président du Land — ou plutôt de l' « *Etat libre* », selon la formule *officielle* — *de Bavière. Le 2 juillet,* non sans peine, il est investi par le groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U. comme candidat de l'opposition à la chancellerie.

Des concessions tardives

Déjà, pour les élections de 1976, il avait laissé entendre qu'en cas de victoire de l'opposition il exercerait des fonctions essentielles... et une forte pression sur M. Helmut Kohl, le président de la *C.D.U., qui brignait alors* la fonction de chancelier. Dans la campagne de 1980, les réticences de ces chrétiens-démocrates modérés, agacés par le style de M. Strauss, et quelque peu effrayés par certaines de ses outrances, *devaient finalement peser fort* lourd : elles ont probablement contribué à donner aux électeurs le sentiment que les propres amis politiques de M. Strauss n'étaient guère *convaincus de la capacité* de leur chef de file à gouverner

Sans doute « *le Bavarois* » avait-il pris soin de s'adjoindre, *comme candidat à la vice-chan*cellerie, un C.D.U. bon teint, homme du Nord de surcroît, en la personne — estimée — du ministre-président de Schleswig-Holstein, M. Stoltenberg.

Mais cette concession aux modérés de la démocratie chrétienne, et cette rupture avec un certain esprit de *clocher sudiste* venaient bien tard. Elles furent, en outre, contredites, durant de longs mois, par maints propos du ministre-président bavarois, plus prodigue en formules-choc qu'en analyses balancées, et lui-même *victime* d'attaques personnelles sans nuances et sans grandeur. *Si les adversaires de M. Strauss* se sont fait un devoir de forcer le trait jusqu'à la caricature, l'intéressé, de son *côté,* leur a facilité la tâche, au désespoir (ou à *la secrète jubilation*) de ses « amis ». Ce n'est qu'à la fin de la campagne, quelques semaines avant le scrutin, qu'il s'est résigné, les sondages d'opinion aidant, à infléchir la tonalité de son discours, à réfréner ses ardeurs de tribun, et à tenter de corriger l'image qu'il s'ingéniait jusqu'alors à donner de lui, parfois avec une insistance — ou une inconscience — qui frisait la provocation.

Le pari de M. Strauss était que, dans une Europe occidentale où la droite conservait ou conqué*rait d'importants bastions* (en France, en Grande-Bretagne et jusqu'en Scandinavie, par exemple), il fallait s'affirmer sans complexe. Ce pari a été perdu. En entrant *dans l'arène électo*rale, le « *taureau de Bavière* » *avait transformé* en corrida ce qui n'eût probablement été, sans lui, qu'une banale confrontation. « *C'est son dernier combat, en toute hypothèse* », disait-on souvent de M. Strauss durant la campagne. On l'avait déjà dit à *tort,* il *est vrai.* Mais il a *été* vaincu, et il a soixante-cinq ans.

L'âge de la retraite. On peut compter sur une partie de la C.D.U. pour le lui rappeler, et *l'estocade pourrait bien lui être* portée, au premier chef, par les siens. Etaient-ils « les siens », il est vrai, ces chrétiens-démocrates bien convenables qui se sentaient si mal représentés par ce battant aux audaces de langage embar*rassantes ? Au fond, si dans sa* défaite de dimanche soir, M. Strauss a cherché quelque bouc émissaire à accuser, quelque victime expiatoire, ce n'est pas nécessairement aux seuls *mass média* qu'il a pensé. Peut-être a-t-il *également* songé, avec une tardive amertume, à la célèbre prière : « *Mon Dieu, gardez-moi de mes amis...* » Il est vrai qu'il n'avait pas su se charger de ses ennemis.

BERNARD PRIGOULEIX.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● LE PRESIDENT BABRAK KARMAL *fera une « visite* officielle d'amitié » en Union soviétique au milieu du mois, a annoncé, le dimanche 5 octobre, l'agence Tass. Ce sera *la première visite du chef de* l'Etat afghan à Moscou depuis *son installation au pouvoir* à la suite de l'intervention soviétique, en décembre 1979.

Bolivie

● L'ANCIENNE PRESIDENTE, *Mme* GUEILLER, est arrivée en France. — Réfugiée à la nonciature de La Paz peu *après le coup d'Etat militaire* du 17 juillet, la présidente déchue a pu quitter la Bolivie le samedi 4 octobre. Elle est arrivée dimanche à Paris, où vit sa fille Mme Lidia Gueiller a estimé qu'un contre-coup *d'Etat militaire en faveur de* la démocratie pouvait intervenir prochainement dans son pays et s'est prononcée pour « *la nécessité de soutenir Hernan Silez Suazo* », vainqueur de l'élection présidentielle de juin dernier, qui a constitué un gouvernement provisoire, avant de se réfugier au Pérou. — *(A.F.P.)*

États-Unis

● M. REAGAN EN TETE DANS LES SONDAGES. — Le candidat républicain obtiendrait au moins 314 voix dans le collège des grands électeurs, qui désigne le président des Etats-Unis, et où la majorité est de *270 selon un sondage publié* dimanche 5 octobre par le *New York Times* tandis que le *Washington Post* le crédite d'au moins 283 voix dans ce même collège. Le quotidien de Washington indique cependant que l'écart entre MM. Carter et Reagan est très mince dans *les Etats tels que le Michigan,* la Pennsylvanie et le New-Jer*sey. Enfin,* les *deux* sondages indiquent une baisse très sen*sible des intentions de vote* en faveur du candidat indépendant, M. John Anderson.

Guatemala

● LA VIOLENCE POLITIQUE A FAIT VINGT MORTS en vingt-quatre heures, a déclaré, *le dimanche 5 octobre,* un porte-parole de la police à Guatemala Trois hommes condamnés à des peines de prison pour un crime de droit commun ont été tués par des inconnus lors d'un transfert *pénitentiaire Les cadavres de* dix-sept autres personnes ont été découverts en divers points du pays. — *(A.F.P.)*

Koweït

● L'EMIR DU KOWEIT, CHEIKH JABER AL AHMAD AL SABAH, a promulgué, dimanche 5 octobre, un décret-loi réglementant l'état d'exception dans le pays « *en cas de guerre, de tension internationale grave ou de troubles* ». La nouvelle loi prévoit notamment la mobilisation générale en cas de guerre pour les Koweïtiens âgés de dix-huit à cinquante *ans, ainsi que la* prolongation de la durée du service militaire, en fonction des besoins de l'armée, et le rappel des réservistes. — *(A.F.P.)*

Suisse

● MANIFESTATIONS. — Des affrontements entre jeunes *contestataires et policiers* se sont produits dans la soirée du 4 octobre, à Lausanne et à Zurich Quarante interpellations ont eu lieu à Lausanne parmi les quelques centaines de manifestants qui réclamaient la création d'un centre culturel autonome. Une centaine de *jeunes Zurichois* ont également été interpellés. — *(A.F.P.)*

EUROPE

Portugal

La nette victoire électorale de la coalition conservatrice ébranle la position du président Eanes

Les partisans de la coalition conservatrice Alliance démocratique, qui a nettement emporté les élections du dimanche 5 octobre, au Portugal, fêtaient bruyamment leur victoire, ce lundi 6, dans les rues de la capitale. La police avait pris position pour protéger le palais présidentiel de Belem, tandis que des manifestants réclamaient la démission du général Eanes. Le chef de l'Etat, qui sera soutenu, en particulier, par le parti socialiste lors de l'élection présidentielle de décembre, apparaît, en effet, comme perdant indirect de la consultation du 5, où la stagnation du P.S. était évidente. La chute de près de 2 % des voix du P.C. est l'autre grand trait notoire du scrutin.

Lisbonne. — Net succès de la coalition de centre droit, l'Alliance démocratique (A.D.), dirigée par le premier ministre, M. Sa Carneiro, qui passe de cent vingt-huit à cent trente-quatre députés. Stagnation du P.S., qui avait pourtant constitué avec les sociaux-démocrates de l'ASDI et les socialistes autogestionnaires de l'UEDS un front républicain et socialiste (F.R.S.). Baisse sensible de l'APU, coalition formée par le parti communiste et le Mouvement démocratique portugais, qui perd six députés : tel est le bilan des élections législatives qui ont eu lieu au Portugal le dimanche 5 octobre.

Au siège des partis de gauche régnait un climat de découragement. Tous les sondages — interdits en principe, et pourtant officieusement réalisés — prévoyaient certes une baisse de l'APU. On estimait pourtant que cette baisse serait compensée par une montée significative de l'électorat du F.R.S.

Du côté de l'Alliance démocratique, c'était l'euphorie. Mais la surprise aussi : même les plus optimistes ne s'attendaient pas à un résultat aussi spectaculaire.

A 5 heures du matin, alors que les ordinateurs donnaient les chiffres correspondant à 97 % des 6 948 283 électeurs inscrits, l'A.D. obtenait 47,5 % des suffrages exprimés contre 28 % au F.R.S. et 16,7 % à l'APU. L'analyse des résultats par circonscription a montré que, par rapport aux élections de décembre, le F.R.S. a gagné des électeurs à gauche et en a perdu à droite. L'A.D. a sans doute bénéficié de l'apport d'une partie de l'électorat socialiste ; mais des voix communistes se sont aussi reportées sur la coalition conservatrice. Cette constatation vaut particulièrement pour l'Alentejo, où l'APU a perdu 13 500 électeurs, alors que le F.R.S. et l'A.D. en ont gagné respectivement 1 163 et 8 179.

Les atouts de M. Sa Carneiro

Cette victoire de l'Alliance démocratique est, tout d'abord, une victoire personnelle de M. Sa Carneiro. Celui-ci apparaît comme le leader charismatique qui a su réunifier les diverses couches de la population portugaise modérée. Son gouvernement a distribué des terres à de petits agriculteurs de l'Alentejo. Il a relevé le salaire minimum ainsi que les allocations de vieillesse ; il a arrêté la chute des salaires réels, qui était une constante depuis 1976. Il a annoncé la construction de routes et, pour contenter les populations du Nord, il a entrepris les premiers travaux en vue de rendre navigable le fleuve Douro, qui traverse le pays et par où peuvent être écoulées les productions agricoles du Tras-os-Montes, notamment les raisins qui donnent le vin de Porto.

M. Sa Carneiro a utilisé aussi un autre argument : la stabilité du pouvoir. Il a su démontrer que l'A.D. était la seule formation politique capable de former un gouvernement majoritaire au Parlement. Pour les Portugais, qui ont connu douze gouvernements en six ans et demi, ce facteur ne pouvait pas ne pas peser. D'autant plus que les polémiques entre socialistes et communistes écartent toute possibilité de rapprochement entre ces deux partis. Enfin, le premier ministre a, sans doute, réussi à mobiliser une bonne partie des deux cent mille jeunes électeurs qui, depuis le début de l'année, ont atteint l'âge de dix-huit ans.

Pour l'opposition de gauche qui critique la politique « électoraliste » du gouvernement, la montée de l'A.D. aurait été encore accentuée par la manipulation des organes d'information. Socialistes et communistes accusent le cabinet de M. Sa Carneiro d'avoir contrôlé la radio, la télévision et les journaux dépendant de l'Etat. Cette opinion a d'ailleurs été corroborée par le syndicat des journalistes qui, la nuit des élections, donnait un ordre de grève

Le conseil des ministres devait se réunir ce lundi 6 octobre pour examiner les résultats des élections. M. Carneiro a déjà laissé entendre qu'il ne donnerait pas sa démission au président de la République. Il prétend ainsi atteindre un triple objectif : éviter la procédure légale de formation d'un nouveau gouvernement et de présentation d'un nouveau programme à l'assemblée, qui raccourcirait la période de campagne pour les élections présidentielles de décembre prochain ; faire des élections législatives qui viennent d'avoir lieu un véritable plébiscite du gouvernement, qu'il dirige depuis le mois de janvier ; provoquer un affrontement avec le président de la République, qui devra soit se plier à la volonté di son premier ministre, soit le renvoyer, même si c'est pour le rappeler ensuite.

De notre correspondant

La question de l'élection présidentielle — dans deux mois — domine la stratégie de tous les partis. Pour vaincre l'A.D., M. Mario Soares avait joué à fond la carte du général Eanes. On pensait au P.S. que le président de la République, qui jouit d'un certain prestige, y compris dans les milieux conservateurs, pourrait convaincre certains électeurs de l'A.D. de voter dans le Front républicain et socialiste. M. Soares et le général Eanes sont ainsi apparus à la télévision bavardant amicalement comme si les querelles de 1978 avaient été surmontées définitivement.

Cet épisode permet aujourd'hui à M. Sa Carneiro de dire que le président de la République a perdu, le 5 octobre, le premier tour des présidentielles.

Naguère tenue pour pratiquement certaine, la réélection de l'actuel chef de l'Etat paraît désormais compromise. La dynamique déclenchée par le succès étonnant de la caolition au pouvoir risque en effet de favoriser le candidat de l'A.D., le général Soares Carneiro. Dans les milieux politiques de la capitale, on allait jusqu'à admettre que M. Sa Carneiro pourrait, dans la foulée de sa brillante victoire, se décider à participer lui-même à la course à Belem.

« *Un gouvernement, une majorité, un président* » : reprenant cette formule qui avait été inventée par le F.R.S., le leader de l'Alliance démocratique aborde une nouvelle période de sa stratégie, qui passe par la révision de la Constitution. Selon le texte promulgué en 1976, les modifications de la Constitution les plus importantes exigent le vote d'une majorité des deux tiers des députés en fonction — ce qui, dans les circonstances présentes, est impossible à obtenir. Les dirigeants de l'A.D. espèrent pourtant contourner l'obstacle en soumettant un nouveau texte constitutionnel à référendum. Le général Eanes a déjà manifesté son opposition à cette procédure. L'A.D. a donc besoin d'un autre président qui promulguerait une loi de référendum « *afin d'expurger la Constitution portugaise de tous ses principes marxistes* ». Socialistes, communistes et militaires de gauche du Conseil de la révolution s'inquiètent : « *Il s'agirait d'un véritable coup d'Etat* », entend-on dire.

JOSE REBELO.

Pologne

Le P.C. désemparé

(Suite de la première page.)

Jamais dans l'histoire des partis communistes au pouvoir, un comité central n'aura laissé voir publiquement une telle désunion.

Sitôt après le rapport, prudemment ouvert, présenté par M. Kania, c'est l'explosion. M. Stanislaw Miskiewicz, responsable du parti aux chantiers navals de Szczecin, décrit le mur auquel se heurtaient, au sommet, les idées venues de la base, et rappelle que les propositions présentées par ses camarades avant le dernier congrès de février étaient analogues aux revendications des grévistes, mais n'ont pas été prises en compte. « *Qui est coupable de l'ignorance dans laquelle ils ont été tenus ?* », demande-t-il.

Ancien patron de la propagande, évincé le 24 août, M. Jerzy Lukaszwicz, considéré jusqu'à maintenant comme le porte-drapeau des conservateurs, commence à battre sa coulpe en déclarant assumer ses « *responsabilités personnelles* », et conclut en assurant qu'il a toujours été partisan d'utiliser les moyens politiques pour résoudre la crise. Coupable, en somme, mais malgré tout dans le camp des vainqueurs d'aujourd'hui...

M. Zdzislaw Grudzien, ancien membre du bureau politique, ancien premier secrétaire de Katowice, évincé par M. Kania sous la pression des mineurs de sa région, reste plus conséquent avec lui-même en affirmant que le « *mal moral* » ne fleurit pas seulement dans le parti, et que les difficultés viennent pour une part du manque de formation marxiste depuis... 1956, fin du stalinisme en Pologne.

Rappelé le 24 août au bureau politique, dont il avait été exclu en février dernier pour réformisme, M. Stefan Olszowski appelle à une « *action concertée, unie et efficace* » du parti, et assure que les militants dans les usines sont restés fidèles à leur devoir et à leurs idéaux. Tout le monde n'est pas coupable, dit-il en substance, mais il faut séparer le bon grain de l'ivraie en établissant « *les responsabilités personnelles des responsables du gouvernement, de la planification* (M. Wrzaszczyk, ancien président du plan), *de la politique des crédits, des licences et des investissements, ainsi que des responsables de la vie idéologique* (M. Lukaszewicz) *et de l'organisation du parti* » (M. Babiuch, avant qu'il ne devienne brièvement premier ministre).

Exclusion du comité central

Ce que M. Olszowski ne fait pas, « *citer des noms* », un autre homme, rappelé à la direction en même temps que lui, le fait : M. Grabski. Lui avait perdu sa place de premier secrétaire de Konin en 1979 pour avoir critiqué l'immobilisme de la direction d'alors et n'avait pas été réélu au comité central en février. Il demande tranquillement que MM. Babiuch, Zandarowski (ancien secrétaire du C.C. et ancien membre du B.P.), Lukaszewicz, Szydlak (ancien membre du B.P. et ancien président des syndicats), Wrzaszczyk et Pyka (ancien membre suppléant du B.P. et ancien vice-premier ministre), soient exclus du C.C. Tous le seront ainsi que M. Grudzien. MM. Babiuch et Zandarowski, pour avoir « *permis des déformations dans la vie intérieure du parti* », Lukaszewicz, pour avoir « *créé une ligne détachée de la réalité* », Szydlak, pour « *ses fautes en politique économique* », Wazaszczyk, pour « *ses fautes dans la planification* », Pyka, pour « *avoir eu une attitude irresponsable durant le premier tour des pourparlers avec les comités de grève de Gdansk* ». Grudzien, pour « *raison de santé* ». Tous, sauf le dernier avaient perdu leurs fonctions de dirigeants le 24 août.

Mis sur la sellette, M. Wrzaszczyk s'abstient de toute autocritique et explique que le travail de la commission de planification était bon, mais a été dénaturé au fil des ans. L'estocade ne tarde pas à lui être donnée assez perfidement par M. Tejchma (ambassadeur à Berne depuis qu'il a été éliminé en février encore avec M. Olszowski du bureau politique). « *C'est vrai*, dit-il, *le camarade Wrzaszczyk informait le bureau politique sur la situation économique. Il est difficile de dire dans quelle mesure ces informations étaient conformes à la réalité (...). Le camarade Kania, lui, jouait chaque semaine et non pas tous les trois mois le rôle de Caton au sein du bureau politique et disait, durant les dernières années, que ça n'allait pas, que ça allait de pire en pire et que nous allions à la catastrophe (...). Le camarade Olszowski a entrepris après 1976 d'approfondir l'analyse de la situation économique (...). Le résultat a été qu'on l'a accusé d'ourdir un complot contre le gouvernement et le premier ministre. Les camarades Barcikowski* (négociateur de Szczecin et vice premier ministre), *et Pinkowski* (le premier ministre) *luttaient au sein du bureau politique pour donner une place appropriée à l'agriculture. Les camarades Kania, Olszowski, Barcikowski et Pinkowski étaient en disgrâce (...)* ».

Le ministre de la défense, le général Jaruzelski, dépeint la réunion comme un « *repentir pour nos péchés* ». M. Moczar, lui (ancien homme politique de la Pologne en 1968 éliminé par M. Gierek après 1970 et, à ce titre, d'autant plus à l'aise qu'il sait, comme président de la Chambre suprême de contrôle (1), beaucoup de choses désagréables sur beaucoup de gens), rend un hommage vibrant à M. Kania, fait état, selon l'agence PAP, de quelques dossier et tonne : « *Le manque de foi des travailleurs dans le parti n'est rien d'autre que le fruit de l'attitude malhonnête d'un tel groupe (...). C'est justement ici, au sein du C.C., qu'il y a un groupe qui a dénaturé les normes de la vie intérieure du parti.* »

Le rapport de M. Kania

Plus de soixante-dix personnes en tout prennent la parole, près du tiers du comité central. Dans chaque intervention s'exprime cette « *amertume* » des militants du parti dont parle M. Kania.

Dans cette mêlée confuse, deux interventions seulement tranchent par leur hauteur de vue. Celle de M. Fiszbach, le premier secrétaire de Gdansk, qui dépeint les mouvements de revendication comme des « *mouvements d'autodéfense autonomes d'hommes qui veulent avoir le droit que le pouvoir leur dise la vérité* ». Appelant clairement à un dialogue véritable et loyal entre le pouvoir et les nouveaux syndicats, M. Fiszbach explique : « *Les syndicats indépendants sont de plus en plus considérés comme une des garanties de la stabilisation de la vie publique. Bien que notre parti n'ait pas été à l'origine de leur création, c'est dans ces nouvelles organisations qu'il a le plus de chances de trouver aujourd'hui les conditions d'une participation active des forces vives de la nation à la vie publique.* »

Ensuite celle de M. Rakowski, le directeur de *Polityka*, qui a, lui, explicitement proposé que les nouveaux syndicats soient « *intégrés à notre système sociopolitique* » et appelé à la « *coresponsabilité dans l'exercice du pouvoir (...)* ». *Ce serait une faute politique*, a-t-il ajouté, *que de faire une distinction entre nous et eux.* »

Ce lundi 6 octobre à l'aube, avant de se séparer, les membres du C.C. ont approuvé le rapport de M. Kania, qui aura finalement habilement anticipé sur le ton des débats : une clarté dans la volonté de respecter l'esprit de dialogue réaliste marqué par la signature des accords de Gdansk, mais condamnation des « *ennemis du socialisme qui veulent la lutte politique, semer l'inquiétude, propager la démagogie et l'anarchie* », acceptation des nouveaux syndicats dans la mesure où les ouvriers ont voulu les créer et où ils adhèrent au système socialiste, mais condamnation ferme de leur grève de vendredi et flou sur le rôle qu'on voudra bien leur accorder dans la vie politique, critique très virulente des erreurs économiques commises sous la direction de M. Gierek, de l'« *arrogance* » d'un certain style de gouvernement doublé d'un refus de la critique et « *idéalisation* » de la vie publique, mais absence pour l'instant toujours d'une stratégie nouvelle.

Pour ce qui est de l'avenir, les propositions concrètes se limitent à l'accroissement des importations — surtout en provenance des pays socialistes — de produits alimentaires et de matières premières, et à l'arrêt, au profit de l'agriculture, des programmes d'investissement à long terme. Les réformes économiques profondes (fondées sur l'expérience des pays socialistes) ne viendront qu'ensuite, car il est, aux yeux du premier secrétaire, « *nécessaire de vaincre les difficultés du temps présent avant de s'engager dans la voie d'un développement socialiste non perturbé* ».

Dans l'immédiat et en attendant le congrès extraordinaire dont la date ne sera fixée qu'au cours d'un prochain plénum, M. Kania s'est contenté de se prononcer en faveur d'un renforcement du contrôle de l'activité de la direction par le comité central, qui devrait entendre « *une ou deux fois par an* » un rapport d'activité et se prononcer à vote secret ; la « *libre élection* » des dirigeants ; la moralisation du parti ; la condamnation de ses éléments corrompus ; la garantie du respect de la propriété privée paysanne et de l'accroissement de la place de l'agriculture dans l'économie ; du renforcement enfin de l'autogestion et des pouvoirs du Parlement.

On n'a pas reculé depuis la signature des accords de Gdansk. Mais MM. Fiszbach et Rakowski n'ont pas été, contrairement à certaines rumeurs, promus à la direction, ce qui aurait été un signe tangible d'une nouvelle ouverture au renouveau. La nomination, comme membres suppléants du bureau politique, de MM. Vladyslaw Kruk, premier secrétaire de Lublin, et Roman Ney, recteur de l'académie des mines de Cracovie, n'infléchit pas plus l'équilibre politique de la direction que le fait que M. Barcikowski, déjà membre du bureau politique, devienne aussi secrétaire du comité central (2).

BERNARD GUETTA.

(1) Organisme équivalent à la Cour des comptes française.

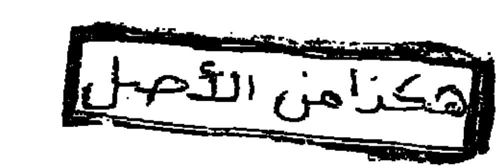
(2) D'autres changements de personnes ont été annoncés : deux premiers secrétaires de province, MM. Kulesza (Leszno) et Kowalski (Pila) ont donné leur démission : M. Zabinski, membre du bureau politique, qui avait succédé à M. Grudzien, à Katowice, abandonne son poste de secrétaire du C.C. M. Gabrielski, président de l'Association socialiste des étudiants polonais, devient « membre du secrétariat » : fonction moindre que celle de « secrétaire ».

PRÉCAUTIONS ROUMAINES

« Scinteia », l'organe du P.C. roumain, a annoncé, samedi 4 octobre, que quarante-cinq travailleurs du complexe sidérurgique de Galati, qui avaient réclamé de meilleures conditions de travail, ont obtenu satisfaction après s'être plaints à la direction du parti.

Bien que les milieux officiels aient déclaré ne rien savoir, des bruits ont couru, en août, d'arrêts de travail dans quelques entreprises roumaines. « Scinteia » et d'autres journaux, désireux de ne pas laisser se créer une situation à la polonaise, avaient invité les ouvriers à exposer dans une rubrique spéciale leurs doléances, auxquelles des responsables répondraient.

Selon « Scinteia », M. Ceausescu, chef du parti, a demandé à des ministres et à des dirigeants syndicaux de s'occuper de l'affaire Galati. Le journal précise que si les conditions de travail ont été améliorées — « des dispositifs antipollution et des douches ont été installés », — les revendications salariales, elles, ont été repoussées. Galati est le principal centre sidérurgique roumain. Il fournit près de la moitié des 13 millions de tonnes de la production totale roumaine. — (A.P.)



Révolution écologique en Chine

I. — Changer les déchets en trésors

De notre envoyé spécial MARC AMBROISE-RENDU

On connaît, bien sûr, les quatre modernisations auxquelles les autorités chinoises convient leur peuple immense. L'agriculture, les industries de consommation, la *défense nationale*, la science et la technique sont les points faibles sur lesquels doivent aujourd'hui porter tous les efforts. Un autre thème, assurément moins spectaculaire, occupe les esprits des dirigeants, de Pékin à Canton. *La Chine*, que le président de la République française visitera du 15 au 22 octobre, entame sans tapage, et sans même prononcer le mot, une véritable révolution écologique.

Pékin. — Rien ne se perd en Chine ; tout se transforme Et à regarder vivre ce pays on croirait que ses neuf cent cinquante millions de citoyens ont une vocation de chiffonnier. Il faut voir sur les routes défiler le convoi hétéroclite des camions, des motoculteurs, des triporteurs, des charrettes parfois attelées d'une vache et d'un bourricot et même des bicyclettes disparaissant sous leur charge pour comprendre que *le slogan officiel « changez les déchets en trésors »* est pris à la lettre. Une bonne part de ce *qui se charrie a déjà servi.* Comme autrefois dans nos campagnes, les ramasseurs de chif*fons trotte-menu,* tirant leurs charretons transformés chargés de ballots de vieux papiers, de morceaux de ferraille ou de charpente, de pierres et de briques extraites de quelque chantier de démolition.

Ne cherchez pas ce que transportent ces petites citernes sur *roues qui vont et viennent* en permanence. Elles apportent, dans les bassins creusés partout en bordure des champs, les eaux grasses et le contenu des fosses d'aisances, qui sont souvent encore le seul fertilisant. Sur les routes, le moindre crottin n'a pas le temps de sécher : comme on le voyait faire du temps de nos grand-mères, quelqu'un a tôt fait de ramasser ce précieux fumier Quant aux mauvaises herbes, débris de paille et autres feuilles mortes, personne ne s'aviserait de les brûler On les entasse sur le bord même des chemins pour les transformer en compost.

Dans cet incessant recyclage, l'ingéniosité chinoise fait merveille. Pour quelques centimes, on peut acheter, sur les trottoirs de Shanghai le plus simple et le plus diabolique des pièges à rats. Il est façonné avec une vieille aiguille, une épingle de nourrice usagée et un bout de ficelle Et ça marche !

Bien entendu, cette faculté de faire feu de tout bois est l'héritage de la pauvreté, mais elle est habilement transmutée aujourd'hui en deux idées nobles : les Chinois doivent compter sur leurs propres forces ; ils réussiront parce qu'ils sont les plus habiles. En outre, la récupération systématique *n'est-elle pas la manière* la plus élégante de garantir à la fois l'hygiène et l'environnement ?

De fait, la Chine — tout au moins la Chine utile et peuplée, celle des plaines et des collines *— paraît être la contrée* la plus propre du monde. De même qu'on n'y aperçoit pas le moindre ter*rain vague — la terre est rare —* on y chercherait en vain, sinon dans les quartiers un peu à l'écart des grandes villes, une décharge d'ordures ou même un tas de gravats à l'abandon Par tradition et par obligation, les Chinois appliquent donc l'un des principes de l'écologie pratique : tout valoriser, tout recycler.

Ils le font même en essayant maintenant d'augmenter le ren*dement de l'opération* Car après tout, même dans la récupération, il y a place pour le progrès. Ainsi, on peut visiter, à une heure de Shanghai, un laboratoire tout à fait typique.

Usine à fumier

Coincée entre une fabrique de vermicelle, un canal encombré de jonques à moteur, un institut de recherche agricole et les habituelles rizières, s'élève une modeste bâtisse à laquelle un badigeon blanc et une galerie couverte donnent un air vaguement colonial. Nous sommes dans l'une des trois « stations expérimentales d'utilisation du méthane » du district de Shanghai. Le méthane (CH_4), c'est le gaz qui se dégage de toute matière en putréfaction, autrement dit le gaz de fumier Il brûle fort bien et en France, il est le constituant essentiel du précieux gaz de Lacq.

Ici, le « gisement » n'est pas loin : ce sont les cabinets publics *attenant au laboratoire* On fait passer leur contenu dans une citerne en béton dont les rondeurs *calorifugées se* dressent dans la cour. C'est ce qu'on appelle un digesteur. On pourrait le charger aussi bien avec des déchets ménagers des pailles plus ou moins pourries, du fumier animal, bref, tout ce qui fermente et sent mauvais

Ces matières fermentent, leur température s'élève — *tuant ainsi* une bonne partie des germes dangereux. — le méthane s'accu*mule au sommet de la cuve et on* l'expédie dans un petit moteur bricolé pour la circonstance. L'en*gin toussote démarre*, puis tourne rond et produit de l'électricité. Périodiquement, on arrête tout et on vide la cuve. L'engrais qu'elle contient est immédiatement utilisable pour les cultures des environs Puis on recommence. Rendement : trois kilos de matière sèche donnent un mètre cube de gaz, lequel fournit 1,2 kilowatt-heure. Restent deux kilos de fertilisant

En hiver pour lancer la fermentation, il faut réchauffer la cuve : une batterie de capteurs solaires plantés sur le toit de la station y pourvoient. Les quatre hommes qui travaillent dans ce poste avancé de la technologie « à la chinoise » ont pour mission d'améliorer le rendement des digesteurs par des astuces sim*ples, à la portée du premier pay*san venu. Dans la cour, ils montrent aux curieux une dizaine *d'appareils différents allant du* modèle familial au type « hameau » convenant à une vingtaine de familles

Ce prosélytisme semble payer. En cinq ans, affirme M. Kou *Ming-long le chef de la station*, seize mille digesteurs ont été installés dans les communes populaires du district de Shanghai (le district comprend la ville même et alentour 350 000 hectares de cultures) Dix pour cent des foyers ruraux font la cuisine et s'éclairent (car l'électricité n'arrive pas partout) grâce à la récupération du gaz de fumier Economie totale annuelle : 8 000 tonnes de charbon.

Sur le terrain, maintenant : à l'est de Pékin, dans le village de Suzhuang Voici une brigade de production agricole modèle dont les 580 habitants tirent le meilleur parti de 60 hectares de loess irrigable : blé, maïs, riz, mais aussi arbres fruitiers, porcs et poulets Il y a même un atelier de polissage de jade. En 1978, signe de prospérité, on a construit de nouveaux logements en briques. Cent dix petites maisons rangées au cordeau toutes semblables : un *logis* — deux pièces, cuisine, — une resserre, une cour fermée et, à l'extérieur les w.-c. et l'abri *des cochons, côte à côte*

Branchés sur ces deux édicules, on a enterré dans la ruelle autant de digesteurs de 10 mètres cubes chacun dans lesquels les familles déversent aussi leurs déchets de cuisine Du sommet de la cuve affleurant le sol sort un simple tuyau de plastique qui *apporte le méthane* dans la maison. La production est suffisante, assure-t-on, pour alimenter pen*dant huit mois de l'année* un réchaud et quelques simples lampes d'éclairage En hiver, surtout lorsqu'il *gèle*, la *fermentation* s'endort dans le digesteur : il faut alors revenir au fourneau à bois et à la lampe à pétrole. Mais on se dit fort satisfait d'économiser du combustible, d'assurer l'hygiène du village et d'avoir un bon engrais devant sa porte.

Affaire d'Etat

Si l'on en croit les statistiques officielles, plusieurs millions de cuves à méthane fonctionnent en Chine, alimentant les fourneaux de trente-cinq millions de paysans. Les générateurs électriques d'une puissance de 8 à 120 kW et tournant au gaz de fumier seraient déjà au nombre de sept cents. Les grandes villes à leur tour s'équipent. A Shanghai, trois projets sont en cours d'exécution. Il s'agit cette fois de « grosses machines » : des cuves de 250, 400 et même 1 000 mètres cubes qui serviront de fosse d'aisance à des quartiers entiers et fourniront du courant.

La récupération est évidemment en Chine une affaire d'Etat. Selon M. Qu Geping, haut fonctionnaire du bureau de protection de l'environnement, des services spécialisés mobilisant quatre cent mille travailleurs s'en occupent dans chaque province et dans chaque commune. Deux mille stations seraient réparties sur le territoire où se trient « à la chinoise » les ordures urbaines et les déchets d'usine Elles ont « produit » l'an dernier 4,4 millions de tonnes de ferraille, mais aussi, par centaines de milliers de tonnes, métaux non ferreux, plastique, verre, caoutchouc, papier et même ossements transformés ensuite en gélatine et en savon. A Shanghai, on ne jette plus les solutions chimiques servant à développer les photogra*phies sans en avoir extrait* les sels d'argent qu'elles contiennent : 36 000 onces en 1979 Un vrai trésor

Les autorités chinoises veulent que la politique antigaspillage devienne pour tous et particulièrement pour *les responsables* d'entreprise une ardente obligation. Aussi montent-ils en épingle et *font-ils visiter les usines* les plus inventives dans ce domaine Voici, par exemple, la papeterie *de Canton — une parmi les mille* cinq cents papeteries chinoises. On y fabrique bon an mal an *100 000 tonnes de papier journal*, de papier d'emballage et de pâte Crachantes et fumantes, les ma*chines, parfois vieilles de* quarante ans, tournent encore vaille que vaille, constamment réparées par un personnel pléthorique.

« Pas de petits profits »

Ce n'est évidemment pas cela qu'on veut vous montrer mais les multiples astuces techniques qui permettent aux ateliers de produire chaque année, par récupération et traitement des effluents, 2 500 tonnes d'alcool industriel, 18 tonnes de vanilline (vanille synthétique) et 6 500 tonnes de colle

L'ingénieur en chef, M. Hu Weilin, annonce fièrement que son entreprise réalise ainsi un bénéfice supplémentaire de 1 mil*lion de yuans (3,8 millions de* francs) Cela ne représente que 5 % des bénéfices de la papete*rie, mais, en Chine plus* qu'ailleurs, « il n'y a pas de petits profits ».

Ceux-ci, d'ailleurs ne semblent pas toujours revenir à l'Etat Témoin cette grosse usine chimique située en pleine campagne à 40 kilomètres à l'est de Wu Han, en Chine centrale On y fabrique 100 000 tonnes de substances diverses, notamment de la soude caustique et des insecticides Le service de protection de l'environnement institué dans l'usine a orienté tous ses efforts vers le recyclage des effluents. Pour « faire son devoir », évidemment. Il n'empêche que le service des ventes dispose, lui, d'un important tonnage d'acide chlorhydrique de récupération non prévu dans *le* plan de production

Après une longue conversation les ingénieurs finissent par « lâcher le morceau ». Non seulement *ces ventes ne sont* pas taxées par l'Etat, mais les bénéfices qui en résultent restent dans les caisses *de l'usine*. Au moins pour certaines branches industrielles ou certaines régions, il y aurait donc un intéressement direct à la politique antigaspillage

Après l'apparition récente d'immenses panneaux publicitaires sur les murs des grandes villes, la restitution de leurs entreprises à d'anciens capitalistes, les primes de productivité distribuées à nouveau aux ouvriers, ce dernier détail n'étonne plus tout à fait Là aussi, la Chine est en pleine mutation

Prochain article :

LA GRANDE MURAILLE VERTE

Le Monde

société

L'ATTENTAT

Les manifestations de protestation s'amplifient

L'attentat commis vendredi 3 octobre devant la synagogue de la rue Copernic a fait une quatrième victime : M. Ilario Lopez-Fernandez, âgé de quarante ans, a succombé dimanche à ses blessures.

L'émotion et l'indignation consécutives à cet acte criminel ont continué à se manifester durant tout le week-end en France et à l'étranger. La colère des membres de la communauté israélite n'a, pour l'instant, pas connu de débordements, mais les autorités du CRIF, qui lancent un appel au sang-froid, ont fort à faire pour prévenir les réactions passionnées d'une partie des jeunes juifs.

Les manifestations de protestation prendront un tour encore plus ample que celles de samedi, ce lundi, dans certaines villes de province et mardi à Paris et dans toute la France. Une grande manifestation de masse et unitaire rassemblera de la Nation à la République, à 17 heures, les partis de gauche et les syndicats, à la suite d'une initiative prise par le MRAP. Le Conseil de Paris se réunira mardi en séance extraordinaire, à la demande de M. Jacques Chirac.

La mise en cause des services de police par certains de leurs syndicats a provoqué de très nombreuses interrogations sur le laxisme dont aurait fait preuve, à l'égard de certains néo-nazis infiltrés dans la police, la hiérarchie policière. Face à ces accusations très graves, le ministre de l'intérieur n'avait toujours pas réagi ce lundi en fin de matinée. Il devait s'exprimer, ce lundi après-midi, à l'occasion d'une interview.

Sur le plan politique, le parti socialiste, qui réclame la démission de M. Christian Bonnet, et le parti communiste ont demandé que l'affaire soit évoquée à l'Assemblée nationale dès lundi 6 octobre. Cette double demande étant demeurée sans réponse, c'est au cours de la séance consacrée, mercredi après-midi, aux « questions d'actualité » que le gouvernement devrait être conduit à s'expliquer. Pour sa part, M. Michel Pinton, délégué général de l'U.D.F., a dénoncé, lundi matin, l'attitude de ceux qui voudraient « transformer la tragédie de la rue Copernic en mauvaise comédie politicienne ».

L'enquête menée par la brigade criminelle — et dont M. Peyrefitte a annoncé qu'elle serait placée sous l'autorité de la Cour de sûreté de l'Etat — se révèle très difficile. Les policiers sont en possession de quatre témoignages. Il semble établi que deux motocyclistes, casqués de noir, ont été repérés une dizaine de minutes avant l'explosion, qu'un d'eux a déposé un paquet sur le toit d'une Méhari puis qu'il l'a repris pour le mettre dans la sacoche d'un vélomoteur garé en face du 28 de la rue Copernic.

Les douze personnes appréhendées — et non treize comme on l'avait cru, — samedi 4 octobre, ont toutes été relâchées, elles figuraient sur une liste de quinze noms de militants ou de sympathisants des milieux d'extrême droite.

A PARIS

La colère contrôlée

Une foule immense. Faite d'hommes et de femmes de tous âges et de toutes conditions, d'adolescents en très grand nombre, et même d'enfants. Une foule partagée entre la stupeur, le recueillement, la colère, et aussi le désir de vengeance... *« Ils seront vengés, ces morts, juifs ou pas juifs... »* ; *« Les nazis ? Puisque M. Bonnet fait mine de ne pas savoir qu'ils existent, nous nous chargerons d'eux ! »* ; *« La lâcheté du gouvernement n'a d'égale que la démence des tueurs, nous le savons maintenant. Nous ne ménagerons ni les uns ni les autres... »* ; *« Ce n'est pas nous qui céderons ! Nous avons deux mille ans de résistance à notre compte ! Nous sommes entraînés ! Et nous vivrons, nous survivrons ! »*

Ces phrases, recueillies au long d'une longue journée de protestation, nous les avons cent fois entendues, samedi à Paris, prononcées par des gens graves, résolus, beaucoup plus rarement par les plus énervés, que leurs camarades parvenaient d'ailleurs presque toujours à calmer.

Dans la synagogue, où des monceaux de gravats et de débris jonchent encore le sol, parmi les documents que le souffle de l'explosion a projetés en tous sens à travers les bureaux aux portes déchiquetées, l'office religieux vient de commencer. Il est 10 h. 30. Dans la salle de prière, un peu plus de trois cents personnes ont pu prendre place, mais ils sont cinq à six mille unis dans la même foi, la même indignation et la même colère sourde. Les rabbins, porte-voix aidant, calment à grand peine la foule, l'invitant à prier, à reprendre en chœur ces cantiques en hébreu, terribles de gravité, dont ont résonné les chambres à gaz des camps d'extermination nazis.

Il est environ 11 h. 30 lorsqu'un cortège de six à huit mille manifestants se met en marche, depuis la place Victor-Hugo, derrière une banderole du Renouveau juif, qui a appelé au rassemblement. En tête, sur les flancs et en queue du cortège, plusieurs centaines de jeunes gens, garçons et filles, assurent un service d'ordre rigoureux, qui ne faiblira jamais, intervenant dans la seconde même sitôt que quelque chose d'anormal menace de se produire. Un service d'ordre qui ne badine pas : hormis les journalistes porteurs du brassard officiel, personne n'est autorisé à prendre des photographies, et bien des amateurs se verront purement et simplement confisquer leurs films, bon gré, mal gré. Des amateurs, et même des « professionnels », tels ces inspecteurs des renseignements généraux qui avaient commencé à « mitrailler », depuis leur voiture banalisée, les premiers rangs du cortège. Penauds, ils vont s'exécuter et se dessaisir de leurs pellicules, tandis que leur véhicule subira quelques légers dégâts.

Vers 11 h. 40, à proximité de l'Etoile, un homme va échapper de peu au lynchage. Il aurait crié quelque chose comme : *« Vous ne méritez pas autre chose ! C'est bien fait pour les juifs ! »* Là encore, les « musclés » du service d'ordre réussiront à persuader les vingt ou trente jeunes manifestants qui s'apprêtent à lui faire un très mauvais sort de le laisser s'enfuir. Maintenant, l'imposant cortège, barrant les Champs-Elysées sur toute leur largeur, descend lentement vers le Rond-Point, en marquant de nombreuses haltes.

Mais l'avenue de Marigny est fermée par des barrières, derrière lesquelles ont pris place des gardiens de la paix en képi. Pas de casques, pas de boucliers, ni de matraques : la police se veut présente, mais débonnaire. Et, lorsque quelques petites escouades de manifestants excités se mettront à courir vers les grilles du palais présidentiel, côté avenue Gabriel, les policiers en faction laisseront aux hommes du service d'ordre le soin de les ramener dans le droit chemin.

L'intervention de Mme Veil

Follement acclamée à son arrivée à la synagogue de la rue Copernic, Mme Simone Veil quittera la manifestation sous les sifflets et les huées, aux cris de *« Démission ! Complice du gouvernement ! »*, après qu'elle eut, mégaphone en main, tenté courageusement de calmer les esprits en déclarant : *« Ecoutons ce que nous a dit le rabbin : ne vous comportez pas comme ceux que vous combattez, dispersez-vous ! Sans oublier... »* A partir de 14 heures, la manifestation se disperse peu à peu.

Dans l'après-midi, vers 16 h. 30, un cortège de deux à trois mille personnes remontait les Champs-Elysées, composé en grande partie de personnes qui n'avaient pas quitté les abords de l'avenue Marigny au terme de la manifestation du matin. Précédé de banderoles du P.S.U. et de la Ligue communiste révolutionnaire, le cortège gagnait ensuite la rue Copernic, et se dispersait sans incidents aux alentours de 18 heures.

Dès 19 h. 30, samedi soir, c'est près de quinze mille personnes qui se sont rassemblées place de l'Opéra, à l'appel du comité de liaison des étudiants sionistes socialistes (CLESS). A 20 heures, le cortège se met en marche, en direction de la Madeleine, puis gagne lentement les Champs-Elysées par la rue Royale et la place de la Concorde. Comme le matin, un service d'ordre, plus vigilant que jamais, encadre étroitement les manifestants. Passant par la place de l'Etoile, la foule, qui s'est grossie en chemin de plusieurs milliers de nouveaux sympathisants, compte près de vingt mille personnes lorsqu'elle parvient rue Copernic, et stationne longuement aux abords de la synagogue, gardée à présent par quatre C.R.S. en tenue d'assaut. Les ordres de dispersion seront entendus, mais lorsque la première moitié des manifestants s'éloigne vers la place Victor-Hugo, la fin du cortège n'a pas encore atteint la synagogue.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Nervosité

21 h 15, samedi. En haut de la rue Royale, on entend la manifestation gronder. Les jeunes juifs, plus rapides, barrent déjà la place de la Concorde, avec des sifflets, courant dans tous les sens pour faire la chaîne, pour empêcher les voitures de remonter vers la Madeleine. Il n'y a pas un agent de police à la ronde. On est ému, nerveux, impatient. On a peur surtout d'un nouvel attentat.

A la hauteur de l'hôtel Crillon, une 204 force le service d'ordre improvisé et fonce dans la foule. Quelques dizaines de mètres plus loin, elle s'immobilise mais, au moment où les manifestants se pressent autour du véhicule, il repart à toute vitesse au risque de tuer. Le pare-brise vole en éclats. La 204 cale. A l'intérieur, la conductrice vomit de peur. A ses côtés, une très vieille dame est près de s'évanouir. Dehors, un homme d'une quarantaine d'années se lamente : *« C'est ma femme. Nous fêtions nos quinze ans de mariage. Vous êtes des fanatiques... »*.

L'incident est donc clos. Mais, un quart d'heure plus tard, place Clemenceau, ce même homme est repéré par des membres du service d'ordre de la manifestation. Il se met à courir. On le rattrape : *« Je poursuivais un policier*, explique-t-il, *qui m'a pris les clés de la 204. »* Il ment. Quelqu'un d'ailleurs affirme l'avoir vu donner des coups de pied dans la voiture rue Royale.

Peu avant, on avait trouvé suspecte une motocyclette sur le trottoir de l'avenue. On avait craint qu'elle soit piégée et on l'avait entourée de barrières prises dans la contre-allée. C'était une fausse alerte.

Plus loin, un jeune homme blond aux cheveux courts, aux yeux bleus, descendra les Champs-Elysées. *« Et si c'en était un ? »* On le pressera de questions : *« Nazis ? Connais pas. »* Il s'agira en fait d'un militaire qui sortait de chez le coiffeur de l'armée.

Nervosité d'une foule qui savait ne devoir céder à aucune provocation, mais qui ne pouvait dissimuler son inquiétude. Il y avait, au bout de la marche, la rue Copernic et ses décombres.

C. C.

● *Le siège parisien de l'organisation néo-nazie « Faisceaux nationalistes européens »*, rue Jean-Moinon, dans le dixième arrondissement, a été mis à sac, dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 octobre, par un commando qui avait trouvé les lieux vides de tout occupant. Un *« groupe antifasciste et antiraciste »* a revendiqué une trentaine de minutes après cette action en téléphonant à l'A.F.P.

EN PROVINCE

Défilés et cortèges

La manifestation qui a réuni, le samedi 4 octobre, 2 500 personnes à Strasbourg, une ville qui compte une forte communauté juive de 20 000 personnes, a été assez houleuse. *« Le fascisme ne passera pas ! »*, *« Bonnet démission ! »*, crièrent certains manifestants. Tous applaudirent avec vigueur le président de la communauté juive, M. Jean Kahn, affirmant que *« tout antisionisme mène inexorablement à l'antisémitisme »* et demandant un rééquilibrage de la politique extérieure française. *« La communauté juive*, a-t-il encore déclaré, *ne restera pas les bras croisés. (...) La police ne doit plus être recrutée parmi les militants d'extrême droite. »* Des élus de la majorité et M. Pierre Pflimlin, maire de Strasbourg, ainsi que des représentants de l'opposition, étaient également présents autour du grand rabbin, M. Max Warschawski. Les élus du parti communiste avaient tenu pourtant à rester disséminés, afin, a indiqué M. Francis Wurtz, député au Parlement européen, de ne pas récupérer *« à des fins politiques »* la manifestation.

● A Marseille, toujours samedi, une manifestation s'est scindée en deux cortèges à mi-parcours : le premier, constitué par le MRAP, la C.F.D.T. et les organisations d'extrême gauche, s'est dirigé vers la préfecture. Le second, conduit par les élus communistes, a gagné le vieux port. La FEN s'est répartie entre les deux cortèges.

A la fédération des Bouches-du-Rhône du P.C., on explique le changement de parcours, *« décidé conjointement avec d'autres organisations (C.G.T., SNES, FEN) »* par la volonté d'éviter que ne se multiplient les altercations avec les automobilistes qui avaient déjà été nombreuses. Cette mise au point fait suite à la protestation de plusieurs militants communistes contre la décision du P.C. de scinder le cortège.

● A Toulouse, enfin, trois mille personnes ont parcouru les principales artères du centre de la ville.

● A Lyon où le stationnement devant les synagogues a été interdit par arrêté municipal, une manifestation est organisée.

La polémique sur le rôle de la police

Plusieurs syndicats dénoncent la présence de néo-nazis dans certains services

Après certains responsables de la communauté juive et de l'opposition, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a critiqué, à son tour, l'attitude du ministère de l'intérieur et de la hiérarchie policière à l'égard des groupuscules néo-nazis (« le Monde » daté 5-6 octobre).

Selon cette fédération, M. Christian Bonnet serait en possession d'une liste des membres de l'ex-FANE (Fédération d'action nationale européenne), l'organisation néo-nazie dissoute le 3 septembre, qui a été remplacée par les Faisceaux nationalistes européens. Dans cette liste de cent cinquante noms figureraient trente policiers. « Il s'avère en effet, a expliqué samedi 4 octobre M. José Deltorn, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C., membre de la FASP), qu'un sur cinq de ces activistes est, pour notre honte, un policier. »

Après ces accusations, Mme Brigitte Gros, sénateur (non inscrit) des Yvelines, a demandé, dans une question écrite, à M. Bonnet de se prononcer. Mais, depuis vendredi soir, le ministre observe le silence.

La FASP demande qu'une commission d'enquête parlementaire soit créée « pour faire la lumière sur la présence d'extrémistes de droite dans la police ». Le parti socialiste a émis un vœu identique afin « que tout soit mis en œuvre pour qu'une police républicaine soit au service de la nation tout entière ».

De son côté, la fédération C.G.T. de la police nationale s'étonne de « la mansuétude dont fait preuve le gouvernement à l'égard des membres d'organisations extrémistes » et demande « que la police soit purgée de ses éléments fanatisés ». Une autre organisation, le Syndicat des commissaires de police, souhaite, pour sa part, « que certaines déclarations faites par des responsables de syndicats de police qui semblent posséder des éléments d'enquête soient portées avec précision à la connaissance des magistrats et des policiers enquêteurs ».

Il aura fallu la mort de quatre passants rue Copernic pour que les soupçons concernant le fonctionnement de certains services de police soient transformés en quasi-certitudes.

Résumons-les : certains activistes d'extrême droite sont des policiers ; la haute hiérarchie policière se montre parfois coupable d'une rare complaisance à l'égard des extrémistes de droite que la police compte dans ses rangs ou qu'elle est chargée de surveiller ; les dossiers des renseignements généraux concernant les milieux d'extrême droite et, plus particulièrement, les groupes néo-nazis n'ont pas été actualisés depuis des années ou sont prudemment épurés des informations embarassantes ; enfin, la brigade criminelle, chargée des enquêtes sur les auteurs des attentats antisémites, est contrainte de travailleur seule, sans l'aide de fichiers.

Il était impossible, pendant le week-end, de savoir si M. Bonnet démentait ou confirmait ces rumeurs de plus en plus insistantes ni s'il reconnaissait l'existence d'une « liste » d'extrémistes de droite qui lui aurait été transmise. La Fédération autonome des syndicats de police croit savoir que M. Jean Pierre-Bloch, président de la LICRA, avait remis au ministre de l'intérieur une liste de trois cents noms. M. Pierre-Bloch dément cette information. Il nous a précisé simplement qu'il ne cesse de *« rappeler les liens qui unissent les néo-nazis français aux fascistes espagnols, italiens et allemands »*.

Les membres de la FASP estiment, également, que M. Bonnet est en possession d'une liste de cent cinquante noms de membres de l'ex-FANE. Ils affirment connaître le contenu de cette liste et savoir que trente noms de policiers y figurent. *« Ce n'est pas à nous, policiers*, expliquent-ils, *de dénoncer d'autres policiers. »* Ils ne livrent qu'une indication : le directeur du personnel de la police aurait été informé qu'un des collaborateurs de son service, également membre de l'école de formation de la police, militait dans une organisation d'extrême droite. Cet inspecteur serait toujours en activité.

Ces affirmations ont provoqué des remous dans la police parisienne. L'émotion ressentie après l'attentat de la rue Copernic et les accusations portées contre elle poussent certains à lever un coin du voile. Ainsi, il est bien confirmé, de sources dignes de foi, que *« les dossiers des R.G. sur les groupes d'extrême droite étaient vides quand la brigade criminelle en a pris connaissance »*. Un autre policier, membre des renseignements généraux, précise toutefois que le dossier sur l'ex-FANE était prêt depuis décembre 1979 et qu'*« il a bien été transmis à la hiérarchie »*. La brigade criminelle, cependant *« ne l'aurait pas vu redescendre »*.

Lorsque, en juin, les spécialistes de la section anti-terroriste de cette brigade se mettent à s'intéresser aux activités des amis de M. Marc Fredriksen, après plusieurs attentats revendiqués par la FANE, le fichier qu'ils consultent n'aurait pas porté mention du nom de M. Paul-Louis Durand, cet inspecteur stagiaire, membre de l'ex-FANE, qui a été exclu de la police en septembre (*le Monde* daté 21-22 septembre).

Les policiers n'auraient été informés du rôle de cet inspecteur que par leurs collègues italiens, après l'attentat de Bologne, à peine trois jours avant la presse. *« Quand Paul-Louis Durand a été recruté, l'enquête administrative le présentait comme un homme n'ayant aucune activité politique*, affirme M. José Deltorn. *Or, il militait déjà dans ce groupe néo-nazi et signait de son nom des articles dans le périodique* Notre Europe. Certains policiers pensent qu'on a cherché à dissimuler aux enquêteurs la présence de plusieurs jeunes inspecteurs parmi les membres de groupuscules néo-nazis, quand il était devenu trop tard pour procéder à un « nettoyage » discret.

Il se répète de plus en plus, aussi, que les enquêteurs de la brigade criminelle n'ont eu en main, durant les deux premières semaines de recherche, qu'un *« fichier poussiéreux »*, constitué d'informations trop vieilles, mal recoupées, parfois même fantaisistes. Ainsi, tel militant fiché comme néo-nazi n'a jamais quitté *le GUD* (Groupe union défense) proche du Parti des forces nouvelles (P.F.N.). Quand les policiers se présentent au domicile de certains activistes, les adresses sont fausses. *« Nous étions ridicules*, raconte un policier. *Nous avons dû profiter des gardes à vue d'extrémistes interpellés pour tenter de nous faire une religion en interrogeant ceux que nous avions sous la main »*.

La brigade criminelle, depuis, a constitué son propre fichier et semble se fier surtout aux données que ses propres enquêteurs recueillent. Ce travail de fourmis a cependant ses limites : il fournit peu d'indications sur les relations internationales des groupes néo-nazis français, sur les stocks d'armes et sur l'assistance que pourraient s'apporter mutuellement les groupes d'extrême droite de différents pays. Bref, l'enquête achoppe sur l'*« internationale nazie »*, au moment où les pistes purement françaises paraissent épuisées, comme le laisse indirectement entendre M. Alain Peyrefitte. Mais, à ce stade, seuls le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.) et la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) peuvent être efficaces et les membres des syndicats de police assurent que ces différents services continuent de s'ignorer.

La police française, selon certains de ses membres, paie aujourd'hui un *« laxisme »* vieux de douze ans à l'égard des extrémistes de droite : *« Ces activistes ne sont pas des policiers dévoyés, mais des militants des milieux nazis qu'on a laissé entrer dans la police »*, affirme M. Henri Buch, secrétaire général de la FASP. Cet état de fait date de l'époque — après 1968 — où la police, et principalement les R.G., était tout entière occupée à surveiller, à infiltrer l'extrême gauche et les syndicats. *« Pour ce travail, les « fachos » ont toujours été les plus motivés »*, dit un policier. D'étudiants, certains sont devenus des professionnels policiers de la lutte contre la gauche. *« Rappelons-nous ce temps où des membres du Service d'action civique, reconnaissables à l'épingle jaune qu'ils portaient au revers, remplaçaient les services officiels dans les manifestations »*, explique M. Roger Deleplace, secrétaire général du Syndicat général de la police (S.G.P.).

PHILIPPE BOGGIO.

DE LA RUE COPERNIC

Cinquante et un extrémistes de droite ont été interpellés depuis quatorze mois

Le ministère de l'intérieur a publié, dimanche 5 octobre, le bilan des enquêtes de la police judiciaire concernant les attentats commis par des extrémistes de droite.

— **Le 13 AOUT 1979, à Mulhouse :** un cocktail Molotov a été jeté contre le restaurant d'un Algérien. Les deux auteurs de l'attentat ont été arrêtés et inculpés.

— **Le 21 OCTOBRE 1979, à Marseille :** incendie d'un foyer de la Sonacotra. L'incendiaire a été écroué.

— **Le 28 AVRIL 1980, à Paris :** un lot d'armes et de documents, relatifs aux « moutons enragés » a été découvert chez un militant d'extrême droite, qui a été écroué et sera prochainement jugé.

— **Le 1er JUILLET, à Paris :** douze militants d'extrême droite ont été interpellés à la suite d'attentats contre le siège du MRAP et le magasin de Daniel Hechter. Une personne a été inculpée.

— **Le 4 AOUT, à Paris :** trois militants de la FANE, auteurs présumés de l'attentat contre la librairie Aux Reclus, ont été appréhendés et écroués.

— **Le 11 AOUT, à Paris :** onze militants d'extrême droite ont été interpellés après un attentat contre l'imprimerie Encre, mais, faute de preuves, tous ont été remis en liberté.

— **Le 23 AOUT, à Bondy (Seine-Saint-Denis) :** un militant du Front national a été interpellé et écroué après une tentative d'assassinat contre un Algérien.

— **Le 25 AOUT, à Paris :** quatre attentats par armes à feu ont été commis contre des établissements juifs. Six personnes ont été interpellées au siège de la FANE, dont Marc Fredriksen. Faute de preuves, toutes ont été libérées, ainsi que les dix-sept autres militants interpellés.

— **Le 30 SEPTEMBRE, à Nice :** cinq militants d'extrême droite ont été interpellés. Deux ont été écroués pour provocation à la haine, violence et discrimination raciale.

Questions

(Suite de la première page.)

● *La police dans l'Etat.* C'est désormais une quasi-certitude. Des nazis, une poignée, une phalange, mais des nazis tout de même — qui depuis vendredi ne peuvent plus prêter à sourire ceux qui « n'y croyaient pas » — avaient un emploi dans la police. Au moins un, chassé par le ministre dès lors que l'Italie le lui eut signalé, peut-être trente, comme l'affirment les syndicalistes policiers. Un de trop ou trente de trop.

Depuis douze ans, les autorités successives du ministère de l'intérieur n'ont eu de cesse d'organiser leurs services pour « fliquer » l'ultra-gauche. Qui, mieux que des extrémistes de droite, pouvait faire ce travail ? Qui peut se sentir idéologiquement motivé ? Dans un but d'efficacité, on a joué avec le feu. Il faudra dans l'avenir s'interroger sur les méthodes de recrutement de *certains services de police.* Il faudra trouver un équilibre entre la chasse aux sorcières — dont seule l'extrême gauche a jusqu'alors fait les frais — et le laxisme. On ne saurait révoquer un policier pour ses idées, mais on peut exiger qu'il surveille ses fréquentations. La police de la République devrait être la plus républicaine des institutions.

L'utilisation de certains services (les R.G.) à des fins partisanes pour la majorité, si elle n'est pas meurtrière, introduit des habitudes *dont les extrémistes peuvent* s'inspirer.

● *La « politisation » de la réprobation.* Voici qu'à peine annoncées les grandes manifestations de protestation, qui auront lieu mardi, des voix s'élèvent, dans la majorité, pour critiquer la gauche qui, à des *fins électorales, tenterait de récupérer* à son profit exclusif l'émotion unanime. Mais, dira-t-on, puisque *unanimité il y a, pourquoi la majorité* ne s'associe-t-elle pas à ces manifestations ? Ne serait-ce pas le meilleur moyen d'en éviter les dévolements qu'elle annonce ? Dimanche, à Strasbourg, c'est une communauté tout entière qui a réagi, U.D.F. et P.C. mêlés. Personne ne s'est senti compromis ni récupéré.

Peut-on dire à nos gouvernants qu'on se demandera longtemps pourquoi, samedi, rue Copernic, on ne vit aucun membre du gouvernement se recueillir avec les fidèles ? La présence de Mme Veil ne suffit pas à compenser cette étonnante discrétion.

● *Qui arme les assassins ?* Voici revenu le temps des interprétations hâtives et le complot de l'étranger. Le chef d'orchestre clandestin, gauchiste il n'y a pas si longtemps, revient sous la forme d'un nazi... C'est M. Peyrefitte qui nous le sert. Les suppositions vont bon train. Le K.G.B. cherche à déstabiliser la France, affirme M. Le Pen. Ce sont les Palestiniens, suggère Annie Kriegel dans *le Figaro*. Il faudrait établir un lien entre les attentats de *Paris et d'Anvers, de Bologne ; il* faudrait aussi imaginer qu'il n'y ait aucun lien entre la tuerie de la rue *Copernic et l'assassinat* de Laïd Sebai, de Pierre Goldman ou d'Henri Curiel, qui peuvent difficilement avoir été tués par l'O.L.P. !

Au-delà de ces questions il en *est une plus immédiate, plus pas*sionnelle, qui concerne la communauté juive de France. Ses divisions *internes qui avaient pris, ces der*niers mois, un tour politique sont sensibles à chaque manifestation. Très souvent se trouvent opposés, sur la nature de la « riposte » à entreprendre, les plus jeunes et les institutions traditionnelles. Une partie très délicate se joue entre les partisans de la force, de l'autodéfense, et ceux qui veulent encore croire que l'Etat suffit à protéger tous les citoyens.

Si aucune réponse claire et ferme ne vient très vite, apaiser cette *division, ce sont les violents qui ris*quent de l'emporter. Et alors, qui aurait le cœur et le front de les *condamner ?*

BRUNO FRAPPAT.

L'attentat au cours duquel une touriste néerlandaise a été grièvement blessée reste inexplicable

Les policiers de la cinquième brigade territoriale chargés de l'enquête sur l'attentat qui a grièvement blessé, dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 octobre, peu après 2 heures du matin, une touristes néerlandaise, *Mme Carmella Van Puffelen*, trente-trois ans, boulevard Saint-Germain à Paris, s'interrogent *toujours sur* les motifs de celui-ci et se demandent dans quelle mesure il peut être *mis* en rapport avec les attentats antisémites de ces derniers jours.

Rien ne donne à penser pour l'instant qu'il y ait un lien. Un policier s'est rendu à Brunssum dans la province du Limbourg, aux Pays-Bas, ville où demeurent M. et Mme Van Puffelen afin de recueillir des éléments permettant d'expliquer cet acte criminel qui a été revendiqué par un correspondant anonyme se réclamant du M.N.R. (Mouvement nationaliste révolutionnaire) dans une communication à l'A.F.P. dimanche matin.

Selon ce correspondant, cet *attentat a été commis « en réponse à l'interdiction du chanteur Pierre Dudan (1) et à l'invasion étrangère la nuit dernière, de l'Opéra à l'Etoile ». « Nous déclarons la guerre aux forces subversives »,* a-t-il ajouté. Mais le M.N.R. a *« démenti toute participation »* à cette action. *« Il faut chercher les coupables dans les groupuscules germanisants et hitlérophiles français »,* a déclaré M. Jean-Gilles Malliarakis, res*ponsable du M.N.R.*

Selon lui, il s'agit *« d'une provocation dont le cerveau est en Union soviétique, un des seuls pays au monde qui persécute encore les juifs, et dont les mains sont des militants hitlérophiles ». « Ces militants,* a-t-il ajouté, *sont très difficiles à localiser. Ils sont organisés en petits groupuscules clandestins avec des ramifications internationales. »*

Les policiers ignorent également si la voiture, une Rover 2600 de couleur rouge, était piégée ou si l'engin explosif a été déposé sur la voiture ou à proximité. Les enquêteurs attendent les résultats du laboratoire central de la police.

L'enquête a cependant permis d'établir que Mme Van Puffelen qui a eu une jambe sectionnée par la déflagration et qui a dû être amputée de l'autre, venait *reprendre possession de son véhicule* après avoir consommé en compagnie de son mari au « Picadilly Bar », situé 94, boulevard Saint-Germain. Son époux était allé faire quelques pas sur le trottoir en l'attendant.

Le couple était à Paris depuis trois jours avec ses deux fillettes, restées à l'hôtel. Ils avaient décidé de passer le week-end à Paris à l'occasion de l'anniversaire de M. Van Puffelen, agent d'assurances à Brunssum.

L'explosion a été extrêmement violente. Le volant a été projeté *à plus de 5 mètres. Le véhicule a* été entièrement détruit et plusieurs autres voitures ont été *endommagées.*

D'autres incidents

D'autre part, plusieurs incidents antisémites se sont produits au cours du week-end. Tout d'abord, un jeune étudiant juif, M. Michel Boussidan, âgé de vingt et un ans, a été victime d'une agression dans le train Paris-Enghien, dimanche matin, vers 9 h. 30. Le bras cassé, trois points de suture au menton et le visage marqué d'hématomes, il a raconté ce qui s'était passé dans ce train de banlieue :

« Comme chaque dimanche, a-t-il dit, *je me rendais à la synagogue d'Enghien où je donne un cours d'éducation religieuse. A la gare de Saint-Denis, trois garçons d'une vingtaine d'années, portant des blousons de cuir noir et coiffés comme John Travolta, sont entrés dans le compartiment dans lequel j'étais seul. Au début, ils sont restés tranquillement assis. Mais, tout à coup, l'un d'eux a remarqué que je portais sur la tête la traditionnelle* calotte juive, *et ils ont commencé à se moquer de moi et à lancer des injures antisémites. Je suis resté calme,* a-t-il indiqué, *et je ne leur ai à aucun moment répondu. Voyant cela, l'un d'entre eux s'est levé et s'est avancé vers moi un couteau à la main, alors que ses deux camarades l'excitaient : « Vas-y, » saigne-le ce sale juif » Je me suis alors levé pour me défendre, et mon adversaire est tombé à la renverse après m'avoir porté un coup de couteau au menton. Ses deux amis se sont alors précipité sur moi et m'ont roué de coups de pieds et de poings. Grâce à Dieu, le train arrivait à la gare d'Enghien. J'ai pu ouvrir la portière et je me suis sauvé en courant. »*

M. Boussidan, à qui ont été prescrits vingt et un jours d'arrêt de travail, a porté plainte.

D'autre part, l'interpellation, dimanche à Paris, par la police de quatre jeunes israélites qui fréquentaient un bowling interdit aux mineurs a provoqué près du commissariat du neuvième arrondissement un attroupement de personnes protestant contre *« cet acte d'antisémitisme ».* Les quatre garçons avaient été conduits au poste pour vérifica*tion d'identité car* ils étaient mineurs. Ils ont été relâchés peu après.

Dans la banlieue lyonnaise à Bron, des inscriptions antisémites ont été découvertes en deux endroits. La première sur un mur du square Laurent-Bonnevay visait un policier juif de cette ville. La deuxième, tracée sur un immeuble d'habitation, se composait d'étoiles juives et de slogans antisémites.

A Saint-Dié (Vosges), ville où la communauté israélite est importante, des individus - nous *signale notre correspondant* — ont profané la synagogue et ont peint sur les murs des croix gammées. Les sigles de l'ex-FANE et Jeune nation ont été tracés. Toujours dans ce département, la police rechercherait une voiture qui, depuis samedi, distribue des tracts antisémites. Selon des témoins il s'agirait d'un véhicule immatriculé en Allemagne.

(1) M. Pierre Dudan est un chanteur-compositeur suisse. Il a écrit près de six cents chansons, dont le célèbre *Café au lait au lit*. Arrivé à Paris en 1937, il fut désigné l'année suivante comme lauréat du Music-hall des jeunes et eut son heure de gloire dans les années 40 et 50. Pierre Dudan a également tourné plusieurs films. A notre connaissance, il n'a jamais fait l'objet d'une mesure d'interdiction en France ou ailleurs.

M. MALLIARAKIS ACCUSE LES NÉO-NAZIS DE VOULOIR LE « MOUILLER »

Le fasciste et le K.G.B.

A droite, M. Jean-Gilles Malliarakis ? Faut-il en douter ? Le responsable du Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.), qui proteste contre le fait qu'on lui ait attribué l'attentat du boulevard Saint-Germain, se situe... entre la majorité et l'opposition. Ailleurs. *« Je préférerais écrire le journal de Michel Jobert que celui de Le Pen »* Nataliste : *« Oui, plutôt pour Debré que pour Adolf Hitler »* Le nazisme est à rejeter aux « poubelles de *l'histoire », comme le marxisme* et le capitalisme. M. Malliarakis est proudhonien, partisan de Bakounine et de... Mussolini. Le génocide des juifs ? *« Les Boches en sont bien capables, mais c'est du passé. Je suis contre le pangermanisme et, bien entendu, le communisme. Je suis donc nationaliste et, si vous voulez, monarchiste, jobertiste et gaulliste. . Je suis trop Grec pour être au GRECE. Alain de Benoist était au catéchisme avec moi, il était premier, moi dernier. C'est un théologien. Je suis contre l'élitisme en col blanc mais pour une aristocratie enracinée dans le peuple »*

Les *« dix-neuf points »* de son programme « solidariste » éclaircissent-ils ses positions ? M. Malliarakis y lutte pour *« la francité, l'Europe indépendante des blocs, la défense de notre civilisation européenne ».* Il y milite pour *« l'expropriation des multinationales, la nationalisation des grands monopoles, l'abolition des privilèges bourgeois ».* Enfin, pour un *« syndicalisme mutuelliste des travailleurs ». « Fasciste ? Je veux bien. »* D'accord avec Mussolini quand *« il refuse une vision théologique de l'histoire ».* Mais le danger, c'est surtout la trilatérale et, encore une fois, le communisme.

Sur les attentats antisémites antérieurs à celui de la rue Copernic, et pour lesquels il avait été placé en garde à vue jusqu'au mercredi 1er octobre, le responsable du M.N.R. a son opinion : *« C'est le K.G.B. qui tire les ficelles. »* Les nationalistes ne sont pas des terroristes. Bologne, ce n'est pas eux. Ni Munich. *« Très bien d'être contre le néo-nazisme,* fait remarquer le « présider » du M.N.R., *mais si on en profite pour donner des pouvoirs exceptionnels au préfet de police, je ne suis plus d'accord. »*

Contre la répression

Le rédacteur des *« dix-neuf points »*, qui n'a pas apprécié son arrestation, la deuxième depuis le mois de juillet (*le Monde* du 2 juillet), avait annoncé, jeudi 2 octobre, la création d'un « collectif national *contre la répression* ». Il en a confié la présidence à Mme Jacqueline Emmanuel Beau de Loménie, qui, en acceptant, a ainsi *« montré que le flambeau contestataire nationaliste et traditionaliste de son défunt mari n'est pas mort et ne mourra jamais ». « Je ne suis pas d'accord avec Le Pen,* dit-il, *lorsqu'il veut chasser les immigrés »* Et *« Pierre Sidos ne peut s'empêcher de parler de l'Algérie, des vieilles lunes ».*

Les relations du M.N.R. avec les néo-nazis de M. Marc Fredriksen ont une tournure plus sado-masochiste. *« Ils ont voulu plusieurs fois nous mouiller. J'ai pris des mesures en 1979 — on leur a fait une grosse tête, — puis j'ai eu la faiblesse de pactiser avec eux ; ils ont recommencé — on leur a fait une autre grosse tête : alors, ils ont accepté nos conditions. »* etc. etc.

Pour en arriver là ? *« Que voulez-vous, à l'école, on nous faisait prier pour Dien-Bien-Phu. Mon grand-père était ingénieur du canal de Suez. Mon grand-oncle, médecin-général aux colonies, soignait les lépreux. La mission civilisatrice, l'œuvre française, tout cela m'a fasciné. Au moment de la guerre d'Algérie, je voulais être Bigeard. Aujourd'hui, je ne sais plus bien pourquoi. »*

Le programme du M.N.R. reste marqué par ce passé presque oublié. *« Nous exigeons que soit triplé le budget militaire (point 16). Le déracinement et le métissage massifs sont des maux détestables (point 18) »* Mais l'ennemi, c'est toujours Yalta. Le M.N.R. a d'ailleurs été fondé *le 11 février 1979, jour anniver*saire des « funestes accords ».

M. Malliarakis a trente-six ans. Il est ancien étudiant des sciences politiques. Son père, peintre surréaliste, a été un ami des poètes Eluard et Prévert.

CHRISTIAN COLOMBANI.

LA LETTRE DU CHEF DE L'ÉTAT AU GRAND RABBIN

M. Giscard d'Estaing a adressé, samedi 4 octobre, au grand rabbin de France, M. Jacob Kaplan, la lettre suivante :

« Monsieur le grand rabbin,

Parlant au nom du peuple français, je vous exprime mon émotion et mon indignation devant l'odieux attentat contre la synagogue de la rue Copernic.

» En ce moment de douleur, je vous redis l'estime et l'amitié personnelles que je porte à la communauté juive de France.

» J'ai donné des directives expresses afin que tout soit mis en œuvre pour retrouver et traduire devant la justice les auteurs de cette action criminelle.

» Sachez que, dans une semblable circonstance, le sentiment qui réunit les Français de toutes origines et de toutes confessions, est celui de leur étroite solidarité.

» Je vous prie d'agréer, Monsieur le grand rabbin, l'assurance de ma haute considération et celle de ma sympathie personnelle pour vous-même et pour la communauté juive de France. »

Le barrage a cédé

(Suite de la première page.)

Les Français perdaient progressivement de vue la proximité du danger. Le premier barrage cédait sous la pression de l'oubli. La peste envahit la rue. La rue disponible, la rue qui ne supporte pas le vide, restait à prendre depuis que les forces politiques et idéologiques qui l'occupaient avaient perdu tout crédit. Elles avaient représenté, pourtant, pendant des décennies, le second barrage contre le fléau fasciste, la digue extérieure. Elle s'est effondrée sous le poids des mensonges et de la justification d'autres crimes, des crimes commis au nom du socialisme.

Il n'est pas impossible que, sans la crise économique, le retour du fascisme eût tardé davantage. C'est notre chance qu'il s'avance aujourd'hui, à l'heure où la génération témoin est encore parmi nous et où notre résistance n'est pas complètement rongée par le mal.

Le drame de la rue Copernic — qui méritait autre chose que le lapsus du premier ministre et que l'absence remarquée du président de la République sur les lieux de l'attentat — a provoqué dans le pays une protestation générale. Pour que cette première bataille contre le fascisme renaissant soit gagnée, il faut encore que cette émotion populaire et la réaction massive et digne de la communauté juive se transforment en un véritable courant anti-fasciste.

La survie de la démocratie et de notre liberté en dépend.

MAREK HALTER.

Une déclaration du garde des sceaux

- La Cour de sûreté de l'État est saisie
- Des organisations étrangères cherchent peut-être à déstabiliser la France

Le garde des sceaux a été interviewé, dimanche soir 5 octobre, sur TF 1. Comme on lui demandait pourquoi il n'y avait « *pas de poursuites contre les policiers d'extrême droite* », M. Alain Peyrefitte a répondu :

« En France, vous avez le droit de penser ce que vous voulez. On ne vous arrête pas parce que vous avez des idées d'extrême droite ou d'extrême gauche. Il y a peut-être des policiers qui ont des idées d'extrême droite comme il y a peut-être des policiers qui ont des idées d'extrême gauche. On ne va pas les poursuivre à cause de leurs idées. Le délit d'opinion n'existe pas chez nous. La France est un pays de liberté. En revanche, si des policiers participent de près ou de loin à des attentats terroristes, il faut les poursuivre impitoyablement. C'est ce que nous ferons s'il y en a, et je ne doute pas qu'ils seront condamnés avec rigueur. Seulement il ne suffit pas de s'interroger, de s'indigner, d'analyser, il faut agir.

» Le président de la République a prescrit une action exemplaire de la police. Pour ce qui me concerne, j'ai décidé, aujourd'hui, puisque c'est ma responsabilité, de placer l'enquête policière sous la direction du procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat. La juridiction de droit commun se trouve donc dessaisie et la Cour de sûreté se trouve saisie. »

Le ministre a ajouté : « *La Cour de sûreté permet une enquête plus approfondie, des procédures plus efficaces. Elle permet d'aboutir plus vite et de frapper plus fort. L'affaire de la rue Copernic est une affaire très grave. Il faut réagir avec toute la rigueur et toute la vigueur. C'est ce que nous faisons.* »

En réponse à une question sur « *l'action de cette Internationale du terrorisme* », le garde des sceaux a déclaré :

« Bologne : quatre-vingt-cinq morts ; Munich : douze morts ; rue Copernic : quatre morts. Cette série d'actes de terrorisme aveugle sur des foules anonymes présente des coïncidences troublantes. Y a-t-il une stratégie commune ? Un chef d'orchestre clandestin ? Pour le moment, nous ne savons rien. Apparemment, ce massacre des innocents semble venir de l'extrême droite, d'une renaissance du nazisme et du fascisme. Mais il ne faut pas exclure complètement la provocation. Il y a peut-être des organisations étrangères qui cherchent à déstabiliser la société et les pouvoirs publics en France, en Allemagne, en Italie, dans les démocraties occidentales. Nous en sommes réduits encore à des hypothèses ; comme nos amis allemands ou italiens. »

UNE JURIDICTION D'EXCEPTION

Créée par deux lois du 15 janvier 1963, pour remplacer les deux juridictions d'exception nées de la guerre d'Algérie (haut tribunal militaire puis cour militaire de justice), la Cour de sûreté de l'Etat est elle aussi une juridiction d'exception, bien qu'elle résulte d'un vote du Parlement.

Sa compétence, définie à l'article 698 du code de procédure pénale, lui permet, pratiquement, de connaître de toutes les infractions dès lors qu'elle est « mise en mouvement » (...) « sur l'ordre écrit du ministre de la justice ».

Lorsque les affaires sont instruites par la Cour de sûreté de l'Etat, la garde à vue est de quarante-huit heures, prorogeable deux fois d'une durée égale, soit six jours en tout, alors qu'elle est de vingt-quatre heures prorogeable une fois, soit au total quarante-huit heures, en droit commun.

Pour connaître des appels contre les décisions des juges d'instruction de la Cour de sûreté, existe au sein de celle-ci une « chambre de contrôle de l'instruction permanente » qui se substitue aux juridictions d'appel ordinaires, les chambres d'accusation.

Les décisions de la Cour de sûreté — composée du premier président, de deux magistrats et de deux officiers généraux ou supérieurs — ne sont pas susceptibles d'appel — par assimilation aux cours d'assises — mais seulement d'un pourvoi devant la Cour de cassation. Si cette dernière casse pour vice de forme la décision qui lui est déférée, c'est de nouveau la Cour de sûreté qui est saisie. Dans ce cas, elle doit être autrement composée.

Une mise au point de l'hôtel Matignon à propos d'une déclaration du premier ministre

Le service de presse de l'hôtel Matignon a diffusé samedi 4 octobre la mise au point suivante :

« La déclaration faite vendredi soir à TF 1 par le premier ministre à son retour de Lyon après le dramatique attentat de la rue Copernic fait l'objet ce samedi d'une exploitation scandaleuse.

» Il s'agit en effet de faire croire que le premier ministre aurait, par ses propos, eu l'intention de déclarer que les citoyens français israélites ne faisaient pas partie de notre communauté nationale. Le premier ministre a déclaré, au contraire, au cours de cette intervention : « La communauté juive » est une communauté française qui est respectée par tous » les Français. » Le premier ministre laisse avec mépris aux auteurs de cette interprétation raciste la responsabilité de l'exploitation politique qu'ils tentent d'en faire en abusant de la légitime émotion de nos compatriotes israélites. »

Cette mise au point répond à un commentaire de Serge July publié samedi 4 octobre par *Libération*. Sous le titre « L'innocente réaction de M. Barre », le directeur du quotidien écrivait notamment à propos de la déclaration faite la veille par le premier ministre :

« Raymond Barre a raté une nouvelle fois l'occasion de se taire. Mais puisqu'il a parlé, il importe qu'il assume l'entière responsabilité de ses propos. Je cite : « Un attentat qui visait » des israélites se rendant à la » synagogue et qui a frappé des » Français innocents. » Car, naturellement, les juifs ne sont pas des Français innocents. Et s'ils ne sont pas innocents, comme ils sont Français, c'est qu'ils sont coupables. Coupables d'être juifs ? Raymond Barre premier ministre a eu exactement le même réflexe antisémite rampant que certains voisins de la synagogue de la rue Copernic qui plaidaient également pour l'innocence des victimes. »

La réaction de l'hôtel Matignon répond aussi au commentaire fait, après la déclaration de M. Barre, par M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S.

● *M. Jean Poperen*, secrétaire national du P.S., qualifie de « *stupéfiants* » les propos tenus par M. Raymond Barre dans sa première réaction à l'attentat : « *Qu'un chef de gouvernement de notre pays s'exprime comme si les citoyens français israélites ne faisaient pas partie de notre communauté nationale est tout simplement inacceptable. C'est un fait sans précédent et d'une telle gravité qu'il ne pourra rester sans conséquences.* »

[Dans la déclaration faite à TF 1 vendredi soir 3 octobre, à son retour de Lyon, M. Barre avait à nouveau exprimé son « indignation » en condamnant « cet attentat odieux qui voulait frapper les israélites qui se rendaient à la synagogue et qui a frappé des Français innocents qui traversaient la rue Copernic ». Le premier ministre avait ajouté : « C'est un acte qui mérite d'être sévèrement sanctionné. J'espère que tous les moyens seront mis en œuvre pour découvrir les responsables de cet attentat odieux et pour infliger les sanctions que leurs auteurs méritent (...). Je ne crois pas qu'il y ait en France une montée de l'antisémitisme. Tous ceux qui se souviennent de ce qui s'est passé dans les années 30 et 40 ne veulent pas voir reparaître de tels sentiments et de tels comportements. La communauté juive est une communauté française qui est respectée par tous les Français. »]

L'ASSOCIATION HENRI-CURIEL : en trois ans, cent cinquante-neuf attentats fascistes impunis.

L'association Henri-Curiel « *tient à préciser que, contrairement à ce qu'affirme mensongèrement le gouvernement pour esquiver ses responsabilités, cet attentat criminel n'est pas le premier attentat fasciste et raciste en France ayant pour objet de tuer.*

» Il faut malheureusement rappeler quelques faits. De l'année 1971 à l'année 1977, soixante-dix immigrés algériens ont été en France assassinés. Le 13 décembre 1973, un attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille revendiqué par un groupe Charles-Martel, a fait quatre morts et seize blessés graves. Le 23 décembre 1977, Laïd Sebaï, gardien de l'Amicale des Algériens en Europe, était assassiné, attentat revendiqué par un commando Delta. Le 4 mai 1978 Henri Curiel était assassiné, attentat revendiqué par un commando Delta. Le 21 novembre 1979, Pierre Goldman était assassiné attentat revendiqué par un groupe Honneur de la police. Le 11 août 1980, attentat contre l'imprimerie Encre noire, à Marseille, revendiqué par un groupe Ordre et justice nouvelle, un mort et onze blessés. Du mois de juin 1977 au mois de septembre 1980, cent cinquante-neuf attentats fascistes et racistes ont été commis en France, tous demeurés impunis. La responsabilité des morts de la rue Copernic incombe donc entièrement au gouvernement. M. Bonnet annonce qu'il va réagir. Il va peut-être le faire, mais avec combien d'années de retard ? »

● *M. Michel Crépeau*, président du M.R.G., s'est déclaré, samedi 5 octobre, « *indigné par la montée du terrorisme* » en France et « *par le geste aveugle de vendredi soir* ». Le maire de La Rochelle a ajouté : « *L'attentat perpétré contre la synagogue de la rue Copernic n'est que la plus odieuse manifestation d'une suite d'exactions demeurées à ce jour impunies. Je demande en conséquence la constitution d'une commission d'enquête parlementaire chargée de déterminer les responsabilités du ministre de l'intérieur...* »

Point de vue

A M. Barre

par GEORGES KIEJMAN (*)

M. BARRE ne saurait plus longtemps être protégé par sa seule impopularité. Il a tenu, vendredi soir, divers propos, dont un seul, dans une véritable démocratie parlementaire, l'aurait conduit à la démission.

Des millions de Français ont pu, *comme moi, en regardant le journal* télévisé de 23 heures, le voir et l'entendre prononcer cette phrase condamnant l'attentat qui, dirigé contre des israélites se rendant à la synagogue, avait « frappé des Français innocents ». Et ce n'est pas le communiqué contourné de l'hôtel Matignon qui y changera quelque chose.

J'entends bien que M. Barre n'avait pas l'intention d'opposer juifs et Français. L'inconscient seul a parlé. L'important est là, au moment où il y a peut-être moins à redouter des commandos nazis que de la rapidité avec laquelle peut renaître ce sentiment que les juifs ce sont « les autres » et qu'il importe dès lors de ne pas être confondu avec eux.

Comme pour réparer sa « gaffe », M. Barre a tenu à souligner que les juifs appartenaient à une « communauté respectée » (sic). Est-ce que pour toute autre communauté cela n'irait pas de soi ?

Pour couronner le tout, il a fallu que M. Barre, du ton inimitable qu'il prend pour masquer son impuissance à l'égard de l'inflation ou du chômage, demande qu'on lui communique la « recette » qui permettrait de combattre le terrorisme aveugle.

Que M. Barre prenne garde d'être pris au mot. S'il n'existe pas de recette pour combattre le terrorisme aveugle, comment le gouvernement peut-il prétendre aujourd'hui qu'il va prendre les mesures qui s'imposent ? Et s'il est possible de prendre ces mesures aujourd'hui, pourquoi cela ne l'était-il pas hier ? Fallait-il quatre morts et quinze blessés pour que M. Barre découvre la recette ?

En vain prétendrait-il avoir été surpris. A Bologne comme à Munich, *les gouvernements italien et allemand pouvaient être surpris par une* bombe explosant l'une dans une gare, l'autre dans une grande fête populaire. Le gouvernement français ne peut être surpris alors que, depuis plus de quinze jours, on mitraille des écoles juives, le monument aux martyrs de la déportation et, déjà, des synagogues. Fallait-il que le président de la Ligue des droits de l'homme, Henri Noguères, meure dans l'incendie de son appartement pour que le gouvernement de M. Barre prenne tout cela au sérieux ? Fallait-il encore que le secrétaire général du plus grand syndicat de policiers exige publiquement l'exclusion des dizaines de policiers appartenant aux mouvements néo-nazis pour que l'on envisage enfin de le faire ?

***

De qui se moque-t-on ? Si M. Barre a besoin de recettes et ne les connaît pas, qu'il s'en aille. Sur un plan matériel, des économistes qui ne seront pas les « meilleurs de France » ne feront pas pire que lui. Sur un plan spirituel, il sera remplacé par un Français à l'âme moins pétainiste.

Il n'y a pas qu'en démocratie parlementaire que M. Barre aurait été contraint de démissionner. De Gaulle vivant, et encore à la tête de la nation, M. Barre ne serait plus ce soir à Matignon.

(*) Avocat.

Controverse autour de la « nouvelle droite »

M. Louis Pauwels saisit la justice après une déclaration de M. Jean Pierre-Bloch

Dans une déclaration faite samedi 4 octobre au Journal de 13 heures, de TF 1, M. Jean Pierre-Bloch, président de la LICRA, avait déclaré à Jean-Claude Bourret :

« *Les assassins ce sont aussi ceux qui ont créé le climat. Car il y a une certaine presse qui, depuis quelque temps, s'acharne à dénoncer par exemple les jeunes juifs comme des tueurs. Je veux tout de même rappeler le* Figaro-Magazine *de samedi dernier disant que les juifs venus au palais de justice pour le procès Fredriksen étaient venus pour tuer. Je dis que cet article prête à l'attentat et crée l'antisémitisme. Malgré ce que dira M. Pauwels — il versera sans doute comme beaucoup d'autres des larmes de crocodile sur les victimes, — je dis que le responsable de l'assassinat, c'est cette presse.* »

Ces propos ont entraîné une réaction de M. Louis Pauwels, directeur du *Figaro-Magazine*, qui déclare dans un communiqué :

« *Ni dans mes écrits, ni dans le* Figaro-Magazine *(...) on ne saurait relever le moindre mot justifiant ces accusations (...) Bien au contraire, le* Figaro-Magazine *a, comme M. Jean Pierre-Bloch, mis en garde certains membres de la communauté juive contre la tentation d'une contre-violence et dénoncé dans les attentats de ces dernières semaines en Europe une manœuvre de déstabilisation (...)*

» On ne saurait désigner à l'opprobre l'écrivain et le journaliste antitotalitaire que je suis », conclut M. Pauwels, qui tient les propos tenus « *pour tragiquement diffamatoires et en appelle à la justice de la République* ».

La position du GRECE...

Le Groupement de recherches et d'études pour une culture européenne (GRECE) déclare notamment :

« Déjà au lendemain de l'assassinat de Pierre Goldman le GRECE tirait la sonnette d'alarme, dénonçait tous ceux qui, incapables de supporter le débat d'idées, n'ont d'autres arguments que le terrorisme, tous ceux qui par leurs écrits poussent au crime politique et posait la question : A qui profite une stratégie de la tension? Aujourd'hui l'irréparable a été commis. (...) Le GRECE lance un solennel appel à tous ceux qui, dans ce pays, sont attachés à la liberté de pensée et d'expression, à la paix civile et au pluralisme, pour imposer la mise hors d'état de nuire des criminels et le rétablissement d'un climat de tolérance et de libre débat des idées. »

...et celle de M. de Benoist

M. Alain de Benoist, directeur de la revue *Nouvelle Ecole*, déclare :

« L'immonde attentat de la rue Copernic interpelle tous les Français. Il conduit à s'interroger, non seulement sur l'identité exacte des criminels qui l'ont organisé et exécuté, mais aussi sur la façon dont peut se réaliser, au sein même des sociétés occidentales, la montée aux extrêmes. Assassiner des hommes membres d'une communauté légitimement soucieuse de préserver son identité, empêcher la libre confrontation des idées, professer la haine de race ou inciter à la haine de classe, c'est tout un. C'est ainsi que se mettent en place les conditions d'une guerre civile. Le terrorisme intellectuel, dont la nouvelle droite n'a pas été la dernière à souffrir, débouche sur un néo-maccarthysme et sur la chasse aux sorcières. La propagation des aberrations du racisme ou du totalitarisme débouche sur la chasse à l'homme. Au-delà de l'événement lui-même, c'est un choix de société qui se trouve engagé. Je continue, pour ma part, à croire que la tolérance est le fondement de toute société organique. Je continue à dire que le respect de l'Autre est la condition même de tout débat. »

UNE MISE AU POINT DE M. ROLAND LEROY (P.C.)

Un autre passage des déclarations de M. Jean Pierre-Bloch à TF 1 a suscité une polémique de nature différente entre le président de la LICRA et, cette fois, M. Roland Leroy, directeur de *l'Humanité*.

M. Pierre-Bloch avait déclaré, à propos de l'antisionisme et de l'antisémitisme, que le « *meilleur exemple* » de l'analogie qui existe entre ces deux expressions « *c'est ce qui s'est passé à la fête de* l'Humanité, *où des jeunes juifs qui distribuaient des tracts pour les juifs d'U.R.S.S., ont été expulsés de la fête* ».

M. Roland Leroy, usant de son droit de réponse, devait répliquer au journal de 13 heures de TF 1 le dimanche 5 octobre :

« *Le parti communiste français a payé assez cher sa lutte constante contre le fascisme pour repousser avec indignation les propos de Jean Pierre-Bloch, qui se livre à une singulière opération politicienne et tente d'utiliser un événement tragique au profit de la politique belliciste du gouvernement israélien. (...) Les communistes combattent l'antisémitisme et toutes les formes de racisme, théories barbares. Et, cette année encore, la fête de* l'Humanité *était le plus puissant rassemblement contre le racisme et l'antisémitisme.* »

Le rapport du Conseil de l'Europe sur les doctrines élitaires et racistes

L'idée d'une race supérieure est une aberration

nous écrit M. Alain de Benoist

Mis en cause dans le rapport présenté à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, mercredi 1er octobre, par M. Krieps (soc., Luxembourg), à propos de la montée en Europe des doctrines élitaires et racistes (le Monde du 3 octobre), M. Alain de Benoist, rédacteur en chef de la revue Nouvelle Ecole, *nous écrit en invoquant le droit de réponse. Précisons que le texte de M. de Benoist a été écrit antérieurement aux événements de ces derniers jours.*

Je souhaite apporter à vos lecteurs les précisions suivantes :

1) Ceux qui me connaissent me définissent rarement comme « un *étudiant révolutionnaire de mai 1968* ». Les sympathies gauchistes qui me sont aimablement imputées sont tout aussi fantaisistes que les présupposés idéologiques qui me sont attribués.

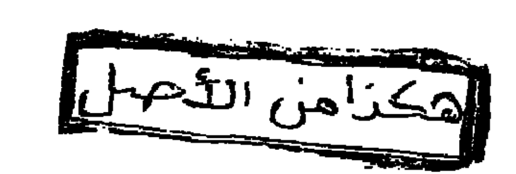
2) Je dénonce depuis fort longtemps et de la manière la plus rigoureuse toutes les formes de racisme. Dès 1974, je précisais dans le journal *Eléments* (dans un entretien intitulé « Contre tous les racismes ») que l'idée d'une race supérieure est une aberration. Au cours de cet interview, j'affirmais avec netteté : « *Contre tout universalisme et contre tout racisme, chaque peuple a le droit d'atteindre sa plénitude.* »

3) Deux chapitres de mon livre *les Idées à l'endroit* portent les titres significatifs suivants : pour l'un « Contre le racisme », pour l'autre « Ni haine de race, ni haine de classe ».

4) J'ai publié, en novembre 1979, une tribune libre dans *Jeune Afrique*, où je soulignais les intérêts communs des peuples européens et des peuples du tiers-monde face au nivellement russo-américain.

5) En décembre 1979, mon exposé au colloque du GRECE portait sur le thème « Contre le totalitarisme raciste ». La conclusion en indique la portée : « *Il y a nécessité, urgente nécessité à dénoncer la malfaisance et l'erreur profonde des attitudes et des théories racistes, afin que celles-ci ne soient plus confondues avec la légitime défense des singularités et des identités collectives* »

Nous sommes ici bien loin d'une pseudo « *recherche de la race supérieure aryenne* ». Un dernier mot pour soulever un problème déontologique : les mots ne sont pas neutres et derrière la violence du langage peut se cacher la violence tout court. Prêter des arrière-pensées et des idées abominables à un individu ou à un courant de pensée pour les disqualifier est une démarche qui s'apparente au racisme idéologique et mène à la haine. Contre tous les racismes et contre la haine, je continuerai à défendre le recours à la tolérance et au dialogue.



DE LA RUE COPERNIC

La recrudescence des actions antisémites en France depuis 1975

On peut estimer à environ cent vingt le nombre des attentats ou agressions commis en France depuis 1975. dont le caractère raciste est évident. Parmi ceux-ci, on en recense plus de trente qui ont visé particulièrement des institutions juives ou des mouvements comme la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) ou le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). L'examen de ces listes fait apparaitre une nette recrudescence de telles actions depuis le début de 1980.

1975

• **AVRIL.** — A Paris, explosion à la synagogue de la rue Ambroise-Thomas.

1976

• **AVRIL.** — A Bagneux, profanations de tombes au cimetière juif.

• **AOUT.** — Attentat contre le siège du M.R.A.P., 120, rue Saint-Denis, avec saccage des locaux et vol de documents.

— Attentat contre *le siège de la* LICRA.

• **NOVEMBRE.** — Nouvel attentat au siège du M.R.A.P.

1977

• **FEVRIER.** — Attentat au domicile de M. Charles Palant, vice-président *du M.R.A.P., puis à celui de* M. Roger Maria, membre du conseil national du même mouvement.

• **MARS.** — A Grenoble, inscriptions nazies sur les murs d'une synagogue.

• **AVRIL.** — A Ajaccio, deux commerçants juifs sont attaqués à dix jours d'intervalle ; inscriptions antisémites sur les murs de leurs magasins.

• **AOUT.** — *Graffiti antisémites* sur la plaque apposée en l'honneur d'Elsa Triolet et de Louis Aragon au centre culturel d'Orly. A Frauenberg (Moselle), profanations au cimetière israélite.

1978

• **JANVIER.** — A Paris, attentat *contre le siège de* la Fédération des sociétés juives de France.

• **MARS.** — A Dijon, menaces de mort proférées contre des membres de la communauté juive. Menaces semblables à Marseille.

1979

• 23 *FEVRIER.* — A *Bordeaux,* rafales de mitraillette contre un magasin israélite, servant de siège social à la LICRA.

• 21 **MARS.** — A Paris, cocktail Molotov contre la synagogue de la *rue Sainte-Isaure* (8e).

• 27 **MARS.** — A Paris, attentat contre le foyer israélite de la rue Médicis (6e) au lendemain de la signature du traité de paix israélo-égyptien. On dénombre trente-deux *blessés.*

— Le même mois à Toulouse et dans les environs, profanations de *tombes* et de synagogues.

• 28 **AVRIL.** — A Paris, cocktails Molotov contre la porte du foyer des israélites et des réfugiés, rue de Varize (16e).

— Le même mois, attentat contre la stèle à la mémoire de Georges Mandel, ancien ministre de la IIIe République, assassiné par la *milice à la fin de l'occupation nazie.*

• **JUILLET.** — A Villeurbanne (Rhône), profanations de tombes au cimetière *israélite.*

• 23 **SEPTEMBRE.** — A Paris, attentat contre un magasin de la société Daniel Hechter, rue de Turbigo.

• 17 *NOVEMBRE.* — A Strasbourg, deux engins incendiaires sont lancés contre la synagogue de la paix.

1980

• 6 **AVRIL.** — Près de Rouen, profanations de tombes israélites au cimetière canadien.

• *11 AVRIL.* — A *Maisons-Alfort* (Val-de-Marne), attentat contre la synagogue.

• 25 **AVRIL.** — Paris, inscriptions antisémites à la crypte des déportés dans l'île de la Cité.

• 14 **MAI.** — Paris, première action contre le siège de la Fédération *nationale des déportés, internés,* résistants et patriotes (F.N.D.I.R.P.).

Dans le courant de l'été 1980, on note aussi une recrudescence d'actions antisémites dans le quartier du Marais, à Paris.

• 22 **SEPTEMBRE.** — Paris, incendie des locaux de l'entreprise Milgrom, rue Dussoubs (2e).

• 26 **SEPTEMBRE.** — Paris, quatre attentats par tirs d'armes automatiques successivement contre la grande synagogue du consistoire israélite de Paris, rue de la Victoire *(9e) ; une crèche juive, rue Lamarck* (18e) ; le mémorial du Martyr juif inconnu, rue Geoffroy-l'Asnier (4e) et une école avenue Secrétan (19e).

Après ces derniers attentats, la brigade criminelle chargée de l'enquête interpellera et gardera à vue plusieurs militants d'extrême droite, parmi lesquels MM. Marc Fredriksen, ancien secrétaire général de la FANE, dissoute depuis le 3 septembre, Jean-Gilles Malliarakis, « president » du Mouvement nationaliste révolutionnaire, et Pierre Sidos, président de l'Œuvre française. Ils seront relâchés faute d'éléments à charge à l'expiration des délais de garde à vue. Seuls trois jeunes gens, dont un membre du Front national de M. Jean-Marie Le Pen, seront condamnés à des peines diverses pour détention d'armes par le tribunal de flagrants délits (« le *Monde* » du 3 *octobre*).

TÉMOIGNAGE

L'indignation doit être aveugle

par SIMONE HARARI (*)

VISER « Copernic ». ou « Cop », comme disent tous ses fidèles, c'est s'attaquer à notre *maison, à nous, les membres de* l'Union libérale israélite. La synagogue de la rue Copernic n'est pas *tout à fait une synagogue comme* les autres. Ce lieu de culte accueille et éduque les juifs libéraux, ceux *qui tentent de débarrasser le judaïsme* de leurs aïeux des scories qui leur paraissaient davantage liées *aux péripéties de l'histoire qu'au* dogme ; ceux qui ont renoncé aux papillotes, pour les hommes, et aux *perruques, pour les femmes ;* ceux qui, contrairement aux juifs orthodoxés, roulent en voiture le sabbat *et répondent au téléphone* ; ceux qui désirent un judaïsme vivant et attractif mais ne veulent pas couper les juifs de la vie du XXe siècle par des rituels, des gestes ou des coutumes qui tiennent à d'autres cultures sans être essentiels à la foi juive.

Ce sont ces juifs du dialogue, ouverts à la culture contemporaine, qui organisent chaque année une ou plusieurs rencontres avec des prêtres et des pasteurs, qui ont été visés. Etait-ce pour démontrer que les juifs les plus sensibilisés à concilier leur identité et la société à laquelle ils appartiennent font fausse route ?

Plus que tous autres, les juifs de Copernic *essayent de trouver une* voie qui ne soit ni celle d'une assimilation qui leur ferait perdre *leurs racines, ni celle d'un « lobbisme »* qui tendrait à les séparer du reste de la société française. Quelle leçon doivent-ils tirer de cet attentat ?

Les fidèles de Copernic sont un peu, *à l'échelle de la France* d'aujourd'hui, ce que les juifs berlinois étaient en 1935 à l'échelle de l'Europe. Ils sont issus de milieux généralement favorisés, habitent près de leur paroisse, c'est-à-dire le plus souvent le seizième arrondissement ; certains de leurs membres ont eu une réussite sociale, financière et professionnelle très brillante. En période de crise économique, ce n'est sans doute pas pas hasard si cette communauté a attiré ceux qu'avec dérision on appelait jusqu'à vendredi des « nazillons ».

Sans doute les pouvoirs publics ne peuvent-ils prévenir avec une totale garantie des attentats de ce type. Mais il leur appartient de donner le ton. Or ce ton n'est pas, depuis de nombreux mois, celui de la fermeté ni celui de la vigilance. Il ressemblerait plutôt à une coupable complaisance. Des propos lénifiants ont été tenus lors de la série d'attentats, « pacifiques » en *contraste avec celui de vendredi,* contre des institutions communautaires.

Le terrorisme aveugle appelle une indignation aveugle, sans distinction entre les poseurs de bombes. Or la politique étrangère française, les dosages de politique intérieure, ont trop souvent inspiré au gouvernement des réactions différentes selon la couleur des terroristes et de leurs victimes. Ces subtilités, ces euphémismes et ces sous-entendus ont favorisé un climat permissif, inséparable de l'attentat de vendredi. L'antisémitisme était passé de mode, inavouable, tabou en quelque sorte. Il est progressivement passé du chuchotement aux graffiti, aux boutades de dîners en ville, et a coïncidé avec le retour dans l'air du temps, des idées d'une certaine droite. Pourquoi vivre dans l'ombre quand on se développe mieux à l'air libre ? La liberté et les lois qui la garantissent méritent d'être protégées plus efficacement.

Condoléances et réprobations affluent spontanément à l'heure du crime. *La solidarité est plus exigeante et se juge à plus long terme.*

(*) Membre de la communauté juive de la rue Copernic.

Les réactions

Dans la communauté juive

Le CRIF lance un appel au « sang-froid » et à la « détermination »

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a invité la communauté juive à se garder de « *tout excès de paroles ou d'actions* », tout en prenant des « *mesures de sécurité internes* ».

Dans un « *appel à la communauté juive de France* » diffusé dimanche soir, le CRIF « *s'adresse à cette communauté pour lui faire connaître avec fermeté et résolution ce que la situation exige d'elle* ».

« *Il est impératif, dit le CRIF, de faire comprendre à l'opinion publique la volonté de la communauté juive de ne pas se laisser isoler en se repliant sur elle-même. Elle entend au contraire contribuer au déploiement d'une action solidaire nationale, car seule cette action solidaire est susceptible d'enrayer le calcul des criminels qui espèrent casser la société française par une escalade de la violence : aujourd'hui les juifs, demain d'autres, jusqu'à ce que la peur pénètre et dissolve toute la vie nationale.*

» Il est important que la communauté juive, qui a manifesté un sang-froid exemplaire se garde de tout excès de paroles ou d'actions. Nous devons puiser réconfort et confiance dans l'unanimité de l'indignation et de la condamnation qui s'est exprimée de toutes parts depuis les récents attentats.

» Il est impératif, cependant, en plus des dispositions des pouvoirs publics, de prendre immédiatement dans chaque association, mouvement, établissement et communauté, les mesures de sécurité internes pour empêcher que les terroristes puissent facilement poursuivre leur œuvre de mort. Rien ne permet d'affirmer qu'ils ne se préparent pas à frapper une nouvelle fois. »

En conclusion, la communauté juive est « *appelée à relever le défi qui lui est lancé par son unité autour du CRIF, son sang-froid et sa détermination. Elle doit contribuer à obtenir que le cancer de tous les terrorismes soit extirpé, non seulement en France, mais partout où il a ses racines.* »

● *Le collectif d'initiative des juifs de gauche : « Le pouvoir ne peut se contenter de déclarations outrées pour masquer le fait qu'il a fermé les yeux devant certains agissements et qu'il a ainsi, par ses petits soutiens et ses petites astuces, favorisée le crime (jusqu'à donner comme garde du corps au grand rabbin de France un policier idéologue de la FANE).* » Le collectif réclame « *un large front antifasciste pour écraser la bête immonde qui renaît aujourd'hui. Il exige la démission du ministre de l'intérieur et le démantèlement des forces fascistes infiltrées dans la police que l'on a laissé s'installer, préférant isoler les policier républicains* ».

● *Le président de la section française du Congrès juif mondial : « Anvers, Bologne, Munich, Paris, l'internationale de la terreur néo-nazie a une nouvelle fois frappé aveuglément. L'odieux attentat de la rue Copernic est la conséquence directe de l'impunité dont bénéficient les groupements terroristes et fascistes. Il faut déplorer que les gouvernements démocrates aient sous-estimé la menace que représentent les nostalgiques du nazisme et n'aient pris à leur encontre aucune des mesures qui s'imposent. Devant la gravité de la situation, la section française du congrès juif mondial réitère son appel à l'unité de la communauté autour de ses responsables.* »

Ont également publié des déclarations : l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide, le MICHMAR, le comité de liaison des étudiants sionistes socialistes, l'Association Auschwitz-Birkenau-Monowicz, l'Union des étudiants juifs de France, le Mouvement sioniste de France, l'Organisation des anciens de la résistance juive (« *ne pas réagir fermement serait encourager le terrorisme* »), le Centre communautaire et laïc juif de Bruxelles, etc.

RENOUVEAU JUIF : nous n'avons cessé de mettre en garde.

M. Henri Hajdenberg, président du Renouveau juif, a déclaré au *Matin* :

« *Nous n'avons cessé de mettre en garde les pouvoirs publics depuis plusieurs mois contre les activités des néo-nazis en France (...).*

» Pour aucun des attentats, la police française n'a encore réussi à arrêter les auteurs. A chaque fois, nous avons réclamé au ministre de l'intérieur de prendre de véritables mesures. Je sais, par exemple, que, après l'attentat contre le foyer juif de la rue de Médicis, l'enquête a été conduite de façon minable. Nous avons eu l'impression que la police s'en foutait, que des gens cherchaient à écraser le coup. On peut légitimement se demander si les pouvoirs publics ont bien eu la volonté d'arrêter les auteurs de cet attentat. Par ailleurs, je dois dire que, samedi dernier, j'étais à la synagogue de la rue Copernic ; j'ai tristement remarqué l'absence des membres du gouvernement. »

LE GRAND RABBIN KAPLAN : le piège de la violence.

Le grand rabbin Jacob Kaplan s'était adressé samedi soir 4 octobre, à la télévision, aux jeunes juifs de France en leur lançant un appel au calme : « *Je comprends et partage votre indignation. Je sais que vous êtes fermes et résolus mais ne tombez pas dans le piège de la violence. Attendez le résultat des directives expresses que vient de donner le président de la République. Attendez aussi les directives que le Conseil représentatif des institutions juives pourra vous donner. Ne tombez pas dans le piège de la violence, car vous feriez le jeu du néo-nazisme.* »

M. GUY DE ROTHSCHILD : le terrorisme a son origine dans le marxisme-léninisme.

« *Toutes les formes de terrorisme qui assaillent l'Occident actuellement, et qui ont toutes leur origine dans le marxisme-léninisme ont un lien : elles tendent toutes à détruire par la terreur ou le terrorisme la texture sociale, psychologique de l'Occident* », déclare M. Guy de Rothschild, président du Fonds social juif unifié, dans une interview publiée dans le *Journal du Dimanche* du 5 octobre.

Pour M. de Rothschild, c'est « *dans la volonté de détruire* » qu'il faut trouver les motifs profonds de ces actes. « *De même qu'il y a un terrorisme dit de gauche*, dit encore le président du F.S.J.U., *il était inévitable qu'il y ait une résurgence d'un terrorisme dit de droite. Ce terrorisme, qui se réclame de la droite ou de l'extrême droite, me paraît être un mécanisme inévitable du mécanisme général du terrorisme.* »

A propos de l'antisémitisme en France, M. de Rothschild parle d'« *une espèce d'état endémique à peine indentifiable, extrêmemenet faible, mais dilué dans l'âme de beaucoup de gens* ». Quant à l'attitude des juifs eux-mêmes, M. de Rothschild déclare, après s'être élevé contre « *la toute petite minorité* » qui prône l'autodéfense, qu'il espère que « *les pouvoirs publics s'attelleront avec l'ardeur déclarée et sans l'ombre de laxisme* » à la lutte contre les terroristes.

● *L'Union française des associations « B'Nai B'Rith » : « De Maaloth en Israël à la synagogue de la rue Copernic à Paris, le combat est le même. Un tract récent de la FANE affichait ses liens avec l'O.L.P. Il est vital que les autorités compétentes démontrent leur efficacité tous azimuts en matière de contre-terrorisme, évitant ainsi que certains ne soient tentés de faire justice eux-mêmes.* »

Dans les milieux d'extrême droite

• M. Jean-Marie Le Pen accuse le K.G.B.
• Les partis n'excluent pas l'existence d'un nouveau groupuscule activiste

La première réaction des partis politiques d'extrême droite procède d'un réflexe automatique : à qui profite le crime sinon à la « *subversion communiste* » ?

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a réagi, samedi 4 octobre, de la même façon que M. Franz Josef Strauss après l'attentat de Munich. Pour lui, comme pour le ministre-président bavarois, les attentats de Bologne, Munich et Paris ont une origine commune : *la main de Moscou*. Candidat à l'élection présidentielle, M. Le Pen accuse le K.G.B. de vouloir « *déstabiliser l'Europe occidentale* » en y multipliant les tensions et en y suscitant des affrontements entre les différentes communautés nationales. A cette fin, Moscou utiliserait ses agents secrets d'Allemagne de l'Est ou des terroristes à la solde directe de la Libye. Cette thèse avait déjà été exposée, en juillet dernier, par M. Jean-Gilles Malliarakis, leader du Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.). Selon M. Le Pen, les instigateurs « *étrangers* » de l'attentat de la rue Copernic ont frappé la communauté juive « *parce que celle-ci est en France plus nombreuse qu'ailleurs en Europe et plus apte à susciter une réaction* ».

Réclamant le rétablissement de « *contrôles sévères aux frontières* » et « *la condamnation à mort de tous les terroristes et leur exécution* », le président du Front national a regretté, au passage, que les pouvoirs publics n'aient pas manifesté, dans le passé, quand sa formation était victime d'attentats la même émotion que celle exprimée après l'explosion de la rue Copernic. Il a demandé « *le même traitement, quelles que soient les victimes* ».

Le Front national proteste également contre l'incarcération de l'un de ses militants, M. Jean-Claude Nourry, condamné à six mois d'emprisonnement pour détention illégale d'armes et de munitions (*le Monde* du 3 octobre) : « *Il est clair que cette opération s'inscrit dans un vaste complot de désinformation qui submerge l'Europe occidentale depuis quelques semaines* », a notamment indiqué Radio-Le Pen, organe d'expression téléphonique du comité de soutien à la candidature du président du Front natoinal (1). « *Pendant qu'on crie à la résurgence de la baudruche nazie, on passe sous sience les crimes politiques du K.G.B., les préparatifs d'invasion de la Pologne ou encore les scandales permanents de la vie politique française, notamment l'affaire des diamants de Giscard et les nouveaux rebondissements de l'affaire Marchais.* »

Au nom du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), formation concurrente du Front national, M. Pascal Gauchon, qui est lui aussi candidat à l'élection présidentielle, a réitéré samedi matin, sa condamnation du terrorisme. Réuni l'après-midi, le bureau politique du parti s'est « *félicité* » de l'appel au calme lancé par le ministre de l'intérieur et a souhaité que « *toute la lumière soit faite* » afin d'éviter une « *chasse aux sorcières* » parmi les militants d'extrême droite. Les dirigeants du P.F.N — qui craignent que l'Organisation juive de défense *(O.J.D.) ne se livre* à des représailles sans aucune discrimination — ont également examiné la possibilité de manifester leur solidarité avec les victimes des attentats.

Bien que l'anticommunisme du P.F.N. n'ait rien à envier à celui du Front national, M. Gauchon se montre moins affirmatif que M. Le Pen en ce qui concerne l'identité des terroristes. « *Rien ne peut être exclu mais quels qu'ils soient, les coupables doivent être pourchassés*, dit-il. *Si l'on avait mis en application les propositions que nous avons faites, il y a deux ans, au nom de l'Eurodroite, pour la création d'un espace judiciaire européen et une meilleure coopération des polices, nous n'en serions pas là (2).* »

Pour le P.F.N. et le Front national, qui se disputent le leadership politique de l'extrême droite française, il est devenu électoralement vital, en effet, de se démarquer de tout extrémisme. Mais n'est-ce pas justement ce souci légaliste qui incite aujourd'hui certains militants d'extrême droite à renouer avec l'activisme au sein de groupuscules moins modérés ?

Il est établi, notamment, que le développement soudain des activités de la Fédération d'action nationale européenne (FANE), qui semblait en sommeil depuis sa création, en 1966, a coïncidé avec le ralliement à M. Mark Fredriksen de quelques dizaines de dissidents du Front national regroupés autour d'un jeune intellectuel, M. Michel Faci, interpellé par la police à plusieurs reprises depuis le mois de juillet. Ce ralliement était intervenu à la suite de querelles qui avaient opposé M. Faci aux leaders du Front national après les élections législatives de 1978.

Dans l'entourage de MM. Le Pen et Gauchon on n'exclut pas non plus qu'un « clan » terroriste, non encore identifié, se soit constitué secrètement en marge des groupuscules néo-nazis déjà connus. On rappelle que ce phénomène a été fréquent à l'extrême droite où les scissions sont « quasi permanentes ». De même, sous l'influence de fortes personnalités, certains « clans » changent parfois, brusquement, de stratégie. C'est ainsi, par exemple, que la Nouvelle droite française (N.D.F.), créée en 1973 par Mᵉ Michel-Georges Micberth, s'est brusquement convertie à la non-violence après avoir préconisé la guerre « *par tous les moyens, légaux ou illégaux* » contre les les institutions républicaines.

Il en résulte l'existence d'une mosaïque à l'intérieur de laquelle il est parfois difficile de distinguer les « durs » des « modérés », ce qui explique en partie les tâtonnements de la police quand il s'agit d'opérer un « tri » dans un milieu qu'elle a peut-être jusqu'ici complaisamment négligé. Les relations entre les partis légalistes et les groupuscules extrémistes ne sont pas, au demeurant, aussi inexistantes que ceux-là s'emploient à l'affirmer aujourd'hui. Il suffit de rappeler, par exemple, que M. Mark Fredriksen, fondateur de la FANE, fut aux élections législatives de 1978 le candidat du Front national dans la deuxième circonscription de Seine-Saint-Denis, où il recueillit 494 voix sur 34 767 suffrages exprimés.

Une autre ambiguïté, plus fondamentale, tient au fait que le mouvement droitiste international n'a jamais complètement renoncé à sa double orientation originelle : l'anticommunisme, certes, mais aussi l'antisémitisme. Après la seconde guerre mondiale, le premier congrès international de l'extrême droite européenne, réuni à Malmö (Suède), en 1951, avait clairement exposé deux objectifs : il s'agissait d'inviter les fascistes de tous les pays à s'unir à la fois contre l' « *internationale rouge* », mais aussi, comme l'a raconté Maurice Bardèche, contre « *la dictature juive, qui prétendait s'imposer au monde entier en instaurant partout son instrument de domination, le système ploutocratique* (3) ».

Vingt-neuf ans après, en France, les principales formations d'extrême droite se consacrent à l'anticommunisme. Elles affirment que l'antisémitisme fut « *une erreur historique* ».

Il reste que ce point de vue n'a jamais fait l'unanimité dans les rangs de l'extrême droite, où divers groupuscules antisionistes, en particulier l'Œuvre française, dirigée par M. Pierre Sidos, et la FANE, bien sûr, ont toujours, au contraire, manifesté sans ambiguïté leur volonté de ne pas renier le passé.

En France, comme ailleurs en Europe, ce nazisme-là paraissait néanmoins se limiter à l'obsession de quelques nostalgiques plus folkloriques que dangereux. On ne peut et on ne doit plus le croire aujourd'hui.

ALAIN ..OLLAT.

(1) Radio-Le Pen, tél. 522-05-69.
(2) L'Eurodroite, créée en 1978, associ notamment le P.F.N. aux fascistes du Mouvement social italien et à la puissante formation espagnole Fuerza nueva.
(3) « Défense de l'Occident », 1969.

Dans la presse parisienne...

L'HUMANITE : complicités dans l'Etat.

« *Il est évident que les attentats racistes sont le fait de groupuscules d'extrême droite, dont certains se réclament ouvertement — et impunément — de l'idéologie nazie. Ils ne sont qu'une poignée mais il bénéficient de complicités dans l'appareil d'Etat. Veut-on les garder en réserve pour les utiliser à l'occasion comme une masse de manœuvre ou une force de diversion contre le mouvement démocratique ? C'est la question que l'on peut légitimement se poser.* »

(RENÉ ANDRIEU.)

LE FIGARO : une réalité complexe.

« *On ne peut pas ne pas poser un autre problème. L'opinion publique unanime a désigné les coupables : les néo-nazis. Les formations politiques et les pouvoir publics ont emboîté le pas. C'est une façon dangereuse de circonscrire une réalité qui pourrait être infiniment plus complexe, car, en limitant ses recherches à un milieu particulièrement odieux et voyant, la police est en danger de manquer d'autres cibles et peut-être la principale.* »

(MAX CLOS.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : la démocratie est en train de mourir.

« *Tout ce qu'on dit à propos de la faiblesse des services du ministère de l'intérieur face à l'extrémisme de droite, tout ce qu'on a dit à propos de l'infiltration d'éléments politiquement douteux dans la police est certainement vrai. Vrai et vieux comme le monde. Mais ceci n'explique en aucune façon la lente montée en France d'un sentiment profondément hostile à la démocratie, sentiment dont les récentes manifestations dites néo-nazies sont l'expression extrême et caricaturale. Il est assurément beaucoup plus utile de réfléchir là-dessus que de se pencher sur le bilan des actions de police depuis un an. La démocratie est en train de mourir bel et bien et à petit feu dans notre pays, où non seulement le peuple n'est plus souverain, c'est-à-dire n'exprime plus authentiquement sa volonté, mais où il est dépossédé de tout pouvoir de contrôle et de tout droit à une information véritable. Voilà un vrai problème, qui engage un certain nombre de responsabilités.* »

(PHILIPPE TESSON.)

LE MATIN : la démocratie en question.

« *La mobilisation des partis de gauche, des syndicats et des organisations juives en vue de la manifestation de mardi à Paris ne manquera sans doute pas de donner prétexte à dénoncer la politisation de la protestation. Mais, tout comme la communauté juive est bien décidée à ne pas tomber dans le piège des représailles, l'opinion de gauche sait que le problème dépasse singulièrement les enjeux électoraux, quels qu'ils soient : c'est de la liberté et de la démocratie qu'il est question, et qu'il faut défendre.* »

FRANCE-SOIR : il faut une réponse claire à des accusations graves.

Peut-on laisser longtemps sans réponse claire et nette les graves accusations des syndicats de la police qui affirment que plusieurs dizaines de policiers sont des néo-nazis ? Si cela est vrai, qu'on agisse immédiatement. Si cela est faux, qu'on le dise et qu'on le démontre.

Enfin, et c'est un tout autre problème, il faudrait cesser de sacrifier aux délices d'une mode très « rétro » qui voudrait que toutes les idées — même celles qui ont fait leurs « preuves » — se valent et puissent se discuter aimablement. Il y a en effet des idées qui portent la mort et l'esclavage : le racisme en est une. Elle doit donc, et cela quel que soient les oripeaux scientifiques dont elle s'habille, être combattue sans relâche. »

(BENOIT RAYSKI.)

LA LETTRE DE LA NATION : contre l'exploitation politique.

« *Il y a en France des communautés multiples. La communauté juive en est une. Mais si on commence à faire des distinctions entre elles, on s'engage dans un processus dangereux pour l'unité nationale. Ce sont les Français ensemble qui sont menacés — et l'identité des victimes le prouve — ce sont les Français ensemble qui doivent se défendre contre le terrorisme.*

» C'est donc au gouvernement et à lui seul qu'il revient de prendre en charge cette défense. S'est-il bien acquitté de cette mission ? Sans doute pas. Mais de là à exploiter politiquement l'attentat de la rue Copernic, comme le fait le parti socialiste pour réclamer la démission du ministre de l'intérieur, il y a une marge. »

LIBERATION : une évidence.

« *Les fascistes de la rue Copernic ont fait une victime supplémentaire : Christian Bonnet (...) Face aux morts, face à l'accusation dont la police est l'objet le ministre de l'intérieur ne peut garder l'attitude qui est la sienne depuis des semaines. Il est aujourd'hui sommé de répondre aux questions simples qui lui sont posées sur la présence de fascistes dans certains de ses services.*

» M. Bonnet peut dénoncer l'exploitation politique qui est faite de l'attentat. Tous l'exploitent : l'opposition de gauche comme les organisations sionistes. Ce n'est pas ce qui explique le succès public de cette accusation. Elle est devenue une évidence pour tous, tout simplement parce qu'elle répond à un mystère de l'histoire récente : les attentats fascistes depuis deux ans ont tué et revendiqué le meurtre de treize personnes. Les prisons françaises ne détiennent pas un seul des coupables. Si ce n'est pas de l'impunité, c'est au moins de l'indifférence, sinon de la complaisance. »

(SERGE JULY.)

...et étrangère

Dans les commentaires de la presse étrangère sur la violence antisémite en France, les journaux britanniques tiennent une place à part. Le *Times* écrit : « *L'antisémitisme en France a, malheureusement, une longue histoire* », et évoque l'affaire Dreyfus, les officiels de Vichy « *collaborant volontiers et même avec enthousiasme avec les nazis pour la déportation de cent mille juifs français (...) Il est donc peu surprenant que des groupes de droite aient décidé de promouvoir leur cause en faisant appel à de profonds préjugés traditionnels et en recourant au bouc émissaire historique* ». Après avoir noté que « *des incidents antisémites ont eu lieu ailleurs en Europe sans toutefois atteindre le même degré qu'en France* », le *Times* espère que « *la promesse de M. Giscard d'Estaing d'une enquête policière sérieuse sera mise à exécution avec vigueur* ».

« *Une nation à l'ombre de la svastika* », titre le *Guardian*, ajoutant que « *les organisations fascistes trouvent peu d'appui dans l'opinion publique dans leur recours à la violence, mais la vieille droite française est renforcée par la montée du chômage et l'inégalité grandissante provoquée par l'inflation* ». Il conclut : « *Une certaine tolérance de l'extrême droite par la police est logique dans la mesure où les étudiants violents, les terroristes de gauche et les nationalistes corses sont dénoncés comme l'ennemi public.* »

Dans le *Corriere della serra*, le correspondant à Paris, Alberto Cavallari, élargit le problème à l'Europe et évoque la « *funèbre fluidité de la terreur* », notant que « *l'extrémisme violent s'accroît, se déplace, migre, change de masques, de visages et de symboles* ». Il invite à éviter les « *affabulations faciles à propos des prétendues internationales* » et observe : « *Rien de plus facile que de voir ce réveil revêtir des connotations nationales et, en France, devenir antisémite pour revêtir une forme héritée de la tradition.* »

La Stampa, sous la signature de son correspondant à Paris, Paolo Patruno, relève que « *le réveil est amer pour les Français* » et que l'antisémitisme se développe depuis plusieurs années « *dans l'indifférence de la plupart des citoyens et la coupable inertie des autorités* ». Rappelant toutes les activités de l'extrême droite, il estime qu'on « *dénonce un peu tard les infiltrations noires dans la police* ».

Le quotidien du parti communiste, *l'Unita*, estime que la police française a « *laissé faire* », et qu'il existe « *une atmosphère malsaine dans certaines couches de la société. La culture laisse passer les idéologies de la restauration, ne réagissant pas au racisme ouvert ou latent se manifestant dans des phrases stupéfiantes comme celle qui qui vient d'échapper à M. Raymond Barre sur les « Français innocents.* »

Dans la presse allemande, le correspondant à Paris, August von Kageneck, évoque dans *Die Welt* le rôle de la « *politique pétrolière pro-arabe et anti-israélienne de Paris* » qui aurait pu « *encourager quelques fanatiques* ». Il rappelle que l'antisémitisme est présent et actif en France depuis fort longtemps, et ajoute : « *Alors qu'aucun homme raisonnable ne peut prétendre que les autorités allemandes soient borgnes de l'œil droit, quelques indices fort peu réjouissants en ce sens existent pour ce qui est de l'appareil policier français.* »

● PRECISION. — C'est l'ensemble des syndicats, représentant la majorité du personnel du journal *le Monde*, qui a signé le communiqué de protestation contre l'attentat de la rue Copernic, et que nous avons publié dans nos éditions datées des 5 et 6 octobre.

Dans les milieux ecclésiastiques

● *Le cardinal Roger Etchegaray*, président de la conférence épiscopale française : « *Il est facile de nous indigner devant cette explosion monstrueuse contre nos frères juifs. Elle trouve, hélas, trop souvent en nous-mêmes des complicités dues à notre ignorance et à nos préjugés concernant l'histoire et la condition juive* »

● *Le cardinal François Marty*, archevêque de Paris, s'est adressé aux catholiques de Paris dans un communiqué, lu samedi et dimanche, lors de toutes les messes dans les églises de la capitale, pour exprimer son « *scandale devant la recrudescence actuelle des racismes, et notamment de l'antisémitisme* ».

● *Mgr Léon-Arthur Elchinger*, évêque de Strasbourg et président du comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, a déclaré que l'attentat « *est non seulement un crime odieux, mais un sacrilège qui atteint tous les juifs de France et blesse tous les croyants* ».

● *Mgr Jacques Ménager*, archevêque de Reims et président de la commission française Justice et Paix, s'est déclaré « *bouleversé* » par l'« *odieux* » attentat. Il a adressé un télégramme de solidarité au grand rabbin de France.

● *Mgr Jean Bernard*, évêque de Nancy, a dit que « *les chrétiens attendent des efforts de la part de la police pour protéger les communautés juives* »

● *Le métropolite Meletios*, enfin, président du Comité interépiscopal orthodoxe en France, fait part de « *sa sympathie et sa solidarité spirituelle à la communauté juive en France et à tout le peuple juif, dont les longues souffrances restent présentes à son souvenir et à sa prière* ».

TENTAT

DE LA RUE COPERNIC

Les réactions

A l'étranger

« Les juifs ont le droit et le devoir de défendre leur vie »

déclare le gouvernement israélien

De notre correspondant

Jérusalem. — L'attentat de la rue Copernic continue de provoquer une profonde émotion en Israël, quand ce n'est pas de la colère. *« Comment des juifs peuvent-ils avoir encore confiance en la France ? »*, *« Pourquoi ne pas craindre d'autres attentats plus meurtriers encore ? »*, *« Les juifs de France et d'ailleurs devraient comprendre qu'ils seraient mieux en Israël... »*, telles étaient dimanche les réflexions le plus souvent entendues dans les conversations à Jérusalem. Certains faisaient toutefois remarquer que la communauté juive n'était pas seule concernée et que la signification des derniers événements était aussi grave sinon plus pour l'ensemble des Français.

Les informations en provenance de Paris ont eu encore plus d'écho lorsque la presse a annoncé une deuxième explosion dans la capitale française et a diffusé le récit du jeune juif victime d'une agression dans un train de banlieue. Les Israéliens se sont sentis encore plus touchés quand ils ont appris qu'une citoyenne israélienne, Mme Aliza Sahagrir, était au nombre des morts relevés rue Copernic. Le gouvernement a d'ailleurs décidé de lui faire des funérailles nationales.

Au gouvernement, les réactions ont pris un tour plus polémique. La réunion hebdomadaire du conseil des ministres a été principalement consacrée à l'analyse de la situation en France. Plusieurs ministres ont souhaité que la responsabilité des autorités françaises soit clairement dénoncée.

La presse rapporte qu'un proche de M. Begin, le ministre des transports, M. Haïm Landau, a comparé le gouvernement français actuel à celui de Vichy, tandis que le ministre de l'agriculture, M. Ariel Sharon, a établi un lien entre les derniers attentats et la politique française, quand elle se traduit, notamment, par l'aide apportée à l'Irak pour la création d'un centre de recherches nucléaires. Selon la radio d'Israël, M. Sharon n'a pas été approuvé dans sa demande d'inclure dans un communiqué une phrase menaçante qui indique qu'Israël saura défendre les juifs de France, comme cela a été fait dans le passé pour d'autres communautés dans d'autres pays étrangers. Cependant, la majorité du conseil a estimé qu'il n'était pas d'usage qu'un gouvernement tienne le gouvernement d'un autre pays pour responsable d'événements pareils à ceux qui viennent de se produire à Paris.

Le premier ministre lui-même a apporté des précisions sur ses précédentes déclarations (*le Monde* daté 5-6 octobre) en faisant savoir aux autres membres du cabinet que si la politique du gouvernement français pouvait avoir encouragé l'antisémitisme, on ne pouvait lui reprocher d'avoir voulu cette série d'attentats. A l'appui de cette mise en garde, M. Begin a souligné que le gouvernement israélien ne pouvait être non plus impliqué à propos de certains cas de terrorisme lorsqu'il y avait eu des *« victimes non juives »*. M. Begin a fait allusion, par exemple, aux attentats à la bombe commis en juin dernier en Cisjordanie contre les maires de Ramallah et de Naplouse.

Un appel à l'immigration

Malgré cette mise au point, le communiqué publié à la fin du conseil des ministres reste très sévère pour les dirigeants français, bien qu'ils ne soient pas cités. Après avoir présenté ses condoléances aux familles en deuil, le gouvernement israélien déclare : *« Il convient de noter que les organisations terroristes qui opèrent en France et dans d'autres pays européens collaborent avec l'organisation d'assassins arabes intitulée O.L.P. »* Il ajoute : *« On ne peut établir aucune distinction entre l'anti-israélisme, l'antisionisme et l'antisémitisme qui a entraîné l'humanité tout entière dans le désastre et la honte. On ne doit pas revivre les années 30 et 40. »*

Le conseil des ministres fait d'autre part cette observation : *« Les juifs ont le droit et le devoir de défendre leur vie et leur dignité, et nous sommes convaincus que tous les Français de bonne volonté se tiendront à leurs côtés. »* Le communiqué se termine sur un appel à l'immigration vers Israël : *« Les portes d'Israël sont ouvertes à tout juif, où qu'il se trouve, pour qu'il puisse vivre dans ce pays en homme libre. »*

De manière significative et révélatrice du climat qui règne en Israël, les éditoriaux des journaux du dimanche contenaient les mêmes reproches et les mêmes mises en garde. Mais celles-ci étaient, dans ce cas, plus précises. Sous le titre *« Qui défendra les juifs de France ? »*, on a pu lire dans le *Maariv* : *« Le gouvernement français est trop occupé à faire la cour à l'O.L.P. Comment, dans ces conditions, faire échec au terrorisme qui frappe au cœur même de Paris ? »* Le journal ajoute : *« Les juifs ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour monter la garde devant les synagogues et dénoncer les organisations néo-nazies ; c'est à eux qu'il appartient de faire échouer les actes de terrorisme et d'arrêter la main qui les menace. »*

L'éditorialiste du journal *Yediot Aharonot*, avec le titre *Autodéfense ?*, écrit : *« Les efforts des autorités françaises pour conquérir le cœur des Arabes ont franchi la limite qui sépare l'anti-sionisme de l'antisémitisme. »* Le journal estime qu'il n'y a rien à attendre de l'action des responsables du ministère français de l'intérieur, car ceux-ci font partie d'un *« establishment »* dont la *ligne de conduite est souvent anti-juive »*. L'éditorial s'achève sur ces mots : *« Il reste donc aux juifs de France, et surtout aux plus jeunes d'entre eux, à prendre leur destinée en main et à organiser leur auto-défense. »*

FRANCIS CORNU.

UN TÉLÉGRAMME DU PAPE AU CARDINAL MARTY...

Jean-Paul II a adressé, samedi, au cardinal Marty, archevêque de Paris, un télégramme dans lequel il fait état de son *« indignation »* après l'attentat. Il s'associe *« aux prières pour les victimes innocentes »* et formule *« d'ardents vœux pour que de telles violences soient définitivement bannies, parce qu'indignes de l'homme et à plus forte raison d'un chrétien »*.

... ET UN MESSAGE DU CHANCELIER SCHMIDT

Le chancelier Helmut Schmidt avait envoyé, samedi, un télégramme à M. Valéry Giscard d'Estaing, dans lequel il déclare : *« Cet attentat lâche et meurtrier remplit également le gouvernement fédéral et mes compatriotes d'effroi, d'indignation et d'une grande compassion. Je partage vos sentiments de mépris face à cet acte et je sais que nous sommes tous deux déterminés à combattre ensemble avec tous les moyens à notre disposition ce genre de crimes terroristes. »*

● *M. Kurt Waldheim*, secrétaire général de l'ONU, *« condamne énergiquement l'attaque terroriste effectuée devant une synagogue juive à Paris, qui a causé des pertes de vies innocentes et de nombreuses victimes. De tels actes de haine et de violence sont contraires aux idéaux de tolérance et de fraternité proclamés par la charte des Nations unies et suscitent l'aversion de tout le monde civilisé. »*

● *Un porte-parole officiel de l'organisation de libération de la Palestine* a *« condamné »*, dimanche 5 octobre, l'attentat de la rue Copernic et a réfuté *« les allégations du gouvernement israélien »* contre l'O.L.P. *« L'O.L.P. n'utilise pas de pareils procédés* (attentats terroristes). *Elle respecte et vénère les lieux de culte et par conséquent condamne tout acte de ce genre »*, a indiqué le porte-parole de l'O.L.P. — *(A.F.P.)*

LES ÉTUDIANTS PALESTINIENS : ces actes odieux n'ont rien à voir avec notre combat.

L'Union générale des étudiants palestiniens en France *« dénonce vigoureusement les attentats racistes qui ont frappé récemment la communauté juive en France. Ces crimes inadmissibles sont le résultat d'un développement du racisme qui frappe aussi quotidiennement la communauté arabe. Il ne doit y avoir aucun amalgame entre ces actes antisémites et la lutte contre le sionisme. Ces actes odieux n'ont rien à voir avec notre combat pour une Palestine laïque et démocratique, dans laquelle cohabiteront juifs, chrétiens, musulmans et non-croyants à égalité de droits. »*

Dans l'opposition

M. MITTERRAND DÉNONCE L'IMPUISSANCE DU GOUVERNEMENT

Tarbes. — M. François Mitterrand, qui participait dimanche 5 octobre, à Tarbes (Hautes-*Pyrénées*) à la Fête de la rose, a évoqué l'attentat de la rue Copernic. Le premier secrétaire du P.S. a dit son *« anxiété »* avant de souligner que cet attentat *« est le trentième »* d'une longue série. *« On a tué sans même savoir qui on tue »*, a ajouté M. Mitterrand avant de dénoncer *« l'impuissance du gouvernement après des avertissements qui n'ont jamais été entendus »*. Le chef de file des socialistes rappelle la présence *« d'activistes d'extrême droite »*, dans les rangs du service d'ordre du candidat Giscard d'Estaing en 1974. *« Certes M. Giscard d'Estaing a éloigné de lui une partie de ces éléments*, a précisé M. Mitterrand, *mais d'autres ont été depuis élus députés U.D.F. (...). Cette droite essaie de se distinguer des activités de l'extrême droite, mais le ver est dans le fruit (...). M. Giscard d'Estaing a besoin des suffrages de cette extrême droite pour gouverner. Ce n'est pas dans ces conditions que le chef de l'Etat pourra disposer de la liberté de jugement nécessaire pour frapper quand il faudra frapper »*.

M. Mitterrand a également indiqué : *« et pourtant, je suis sûr de leur indignation* [celle des gouvernants] *et même de leur révolte (...) mais il ne s'agit pas d'eux. Il s'agit du système, un système habitué à reposer sur l'autorité d'un seul, sans contrôle ; un système cependant si fragile qu'il suffit de quelques milliers de Français pour le mettre en bas »*. — *(Corresp.)*.

● *M. Jean-Pierre Chevènement*, secrétaire national du P.S. : *« Le pouvoir qui déshonore la France en expulsant Simon Malley est le même qui, depuis des années, n'a rien fait pour arrêter le bras des tueurs racistes et antisémites. (...) La vérité est qu'une véritable osmose s'est créée entre une partie du personnel dirigeant giscardien et l'extrême droite française, de Vichy au Club de l'Horloge en passant par l'O.A.S. »*

LE P.S. DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Le bureau exécutif du P.S., réuni samedi soir 4 octobre, a demandé la démission du ministre de l'intérieur. Les dirigeants socialistes ont également décidé d'adresser une lettre aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat *« pour que le gouvernement s'explique dès lundi 6 octobre devant les parlementaires »*. Enfin, à l'issue de cette réunion extraordinaire du bureau exécutif, une déclaration a été publiée dans laquelle on lit notamment : *« Comme assuré de l'impunité, le terrorisme d'inspiration néo-nazie et raciste vient à nouveau de frapper à Paris. » (...)*

« Après les assassinats de Laïd-Sebaï, Henri Curiel, après les morts et les blessés de la rue Copernic, faudra-t-il de nouvelles tentatives et de nouvelles victimes pour que cesse l'incroyable impuissance de la police, les discours lénifiants du pouvoir et la montée de la violence terroriste ? »

M. MICHEL ROCARD A ORADOUR-SUR-GLANE

M. Michel Rocard, en visite dans le Limousin, a voulu témoigner, samedi 4 octobre, *« sa solidarité avec la communauté juive victime d'un attentat ignoble à Paris »* en allant s'incliner devant le mémorial d'Oradour-sur-Glane, élevé à la mémoire des six cent quarante-deux victimes de la barbarie nazie.

« Il faut absolument lutter contre toute résurgence du nazisme » a déclaré le député des Yvelines, qui a rappelé que *« les élus socialistes avaient déjà attiré l'attention du ministre de l'intérieur lors de l'assassinat de Pierre Goldman »*. *« Malheureusement*, a-t-il dit, *les assurances données à l'époque n'ont pas été confirmées dans les faits; le nazisme tente de se relever en Europe, n'oublions pas : il a débuté en 1930 en commettant des attentats isolés. »*

M. Michel Rocard s'est rendu à Oradour, accompagné de M. Claude Evin, député socialiste de Loire-Atlantique, et des responsables de la fédération socialiste de la Haute-Vienne.

LE P.C.F. APPELLE A MANIFESTER MARDI

Le secrétariat du comité central du parti communiste a exprimé, samedi 4 octobre, *« son émotion devant* [le] *crime odieux et provocateur »* que constitue l'attentat de la rue Copernic. Le P.C.F. indique que, ayant pris connaissance de la décision du M.R.A.P. d'organiser une manifestation mardi, il *« apporte son soutien complet à cette initiative »*. Le secrétariat *« appelle tous les travailleurs, les démocrates, les organisations du parti communiste à participer massivement à cette manifestation pour exprimer leur indignation devant ce crime, s'opposer à toutes les activités et agressions de caractère raciste et fasciste et à la violence exercée contre les travailleurs et la population, exiger du gouvernement qu'il se décide enfin à prendre les mesures efficaces qui s'imposent pour mettre un terme à ces activités et, en premier lieu, à celles des groupes néo-nazis »*.

● *M. Robert Ballanger*, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a déclaré : *« Par son refus de prendre toutes les mesures nécessaires, notamment en laissant trop longtemps se poursuivre les activités de la FANE, la responsabilité du gouvernement se trouve directement engagée. Dans le même temps où il alimente une campagne xénophobe en multipliant les expulsions de travailleurs étrangers, il permet l'infiltration d'éléments nazis dans l'armée et la police. »* Le groupe communiste a demandé l'organisation d'un débat, à l'Assemblée nationale, dès le lundi 6 octobre, et la création d'une commission d'enquête sur les relations qui pourraient exister entre certains policiers et les mouvements qui se réclament du nazisme.

● *Le parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L.) « appelle à participer massivement aux initiatives prises par les organisations syndicales, politiques et démocratiques et, en particulier, aux arrêts de travail et manifestations de mardi. »*

● *Le Réseau des Amis de la Terre* appelle *« les militants et les sympathisants de l'écologie à participer à la manifestation contre le racisme et les attentats antisémites organisée à l'initiative du MRAP »*.

Dans la majorité

● *M. Michel Debré* : *« Nous vivons un temps où le droit des peuples, le droit des hommes sont bafoués. Les nations qui ont la fierté d'un régime politique fondé sur la liberté doivent se défendre, c'est-à-dire prévenir et châtier. Souvenons-nous et disons à nos enfants que les démocraties, il y a quarante ans, ont failli périr en Europe parce qu'elles n'avaient pas voulu réagir à temps contre ceux qui avaient assassiné et terrorisé. »*

● *M. Bernard Pons*, secrétaire général du R.P.R. : *« Je demande au gouvernement de prendre enfin conscience que le danger n'est pas simplement artificiel mais qu'il est réel. Ce n'est pas seulement la communauté juive qui a été visée, c'est le peuple français dans sa totalité, « c'est notre société, notre démocratie »*. M. Pons a lancé un appel au gouvernement afin *« qu'il se dote de moyens exceptionnels pour réprimer, comme elles le méritent, des actions comme l'attentat de la rue Copernic »*.

● *M. Michel Pinton*, délégué général de l'U.D.F., a déploré, lundi matin 6 octobre, que *« certains essaient de transformer la tragédie de la rue Copernic en une mauvaise comédie politicienne »*. Il a ajouté : *« Je crois que les dirigeants du parti socialiste, qui réclament la démission du ministre de l'intérieur, sont tout à fait à côté de ce que pense l'immense majorité des Français qui, aujourd'hui, se recueille. »*

Comme on lui demandait s'il ne *« soupçonnait pas ses adversaires politiques, le P.S. en particulier, de vouloir attirer à eux le ou les votes des juifs »*, le responsable de l'U.D.F. a répondu : *« J'ai tendance à croire à cette entreprise de débauchage, mais je suis persuadé que l'immense majorité de la communauté juive ne se laissera pas influencer par des méthodes tout à fait déplacées dans les circonstances actuelles. »*

● *M. Roger Chinaud*, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale : *« Cet attentat est un événement de haute gravité qui met en danger la patrie et la République. »* M. Chinaud a dénoncé *« ceux qui tentent d'exploiter politiquement cet acte odieux, au risque d'en doubler l'effet »*. Il a déclaré : *« Samedi, derrière les dignes manifestations des Israélites, j'ai noté la présence d'agitateurs prêts à tirer profit de la douleur du monde juif. Il s'agissait de racailles anarcho-gauchistes. »*

● *M. Bernard Stasi*, président délégué du C.D.S. : *« Révoltés par la lâcheté de l'attentat, nous dénonçons la prolifération d'actes odieux contre la communauté juive de France. Nous demandons que tous les moyens soient mis en œuvre pour retrouver et condamner les coupables. Nous souhaitons que, par des actions exemplaires, le gouvernement français puisse assurer la sécurité et garantir les libertés individuelles sur son territoire. »*

● *M. Gilbert Gantier*, député (U.D.F.) du 16e arrondissement de Paris, dénonce l'*« internationale de la folie criminelle »* et estime : *« Après Anvers, après Bologne, après Munich, voici que Paris est, à son tour, atteint par le terrorisme aveugle, comme pour montrer qu'il existe une internationale de la folie criminelle et de la renaissance du racisme antisémite. La trop facile diffusion d'explosifs puissants, qui se trouvent pratiquement en vente libre, la publicité nécessairement apportée à ces drames, expliquent dans une large mesure le renouvellement insupportable de tels actes. Tout réflexe de vengeance aveugle irait dans le sens souhaité par des meurtriers irresponsables, décidés à détruire notre société. Mais il importe que les pouvoirs publics prennent sans tarder les mesures propres à prévenir le renouvellement de lâches attentats anonymes. Chaque fois que les coupables auront pu être identifiés, la justice devra passer, rapide et impitoyable. »*

M. MINKOWSKI : j'accuse Giscard d'Estaing.

Le professeur Alexandre Minkowski a déclaré à *Libération* : *« Ce qu'on peut dire aujourd'hui ? Sans me prendre pour Zola, je dirai, moi, que j'accuse Giscard d'Estaing. C'est lui le premier responsable. Responsable d'un climat de « retour à Vichy », instauré en France depuis quelques années par la République giscardienne. Qu'on ne s'étonne pas alors que l'extrême droite se sente tout à fait couverte, d'autant que l'opinion publique est totalement médiocre.*

» Ce que j'entends par retour à Vichy ? Plusieurs choses, et en particulier que les giscardiens n'ont rien de commun avec la Résistance, qu'ils ont gommée.

» Le régime giscardien, c'est aussi un total de trente attentats d'extrême droite impunis en quelques mois. Ce sont des juifs qui, parce qu'ils sont menacés, demandent vainement protection (...).

» Le régime giscardien, c'est aussi que, avec le potentiel de militants d'extrême droite dans la police, on ait fait assurer la protection du rabbin Kaplan par l'inspecteur Durand. »

Dans les organisations syndicales

LA C.G.T. : un laxisme criminel.

Le bureau confédéral de la C.G.T. *« s'incline respectueusement devant les victimes de l'ignoble attentat. Le gouvernement fait preuve d'un laxisme criminel devant la multitude d'attentats qui ont fait des dizaines de victimes. Il porte la responsabilité du sang qui vient à nouveau de couler. Une immense protestation populaire doit monter de toute la France pour arrêter le bras meurtrier des auteurs de tous les actes fascistes, racistes et antisémites »*.

LA C.F.D.T. : mobilisation populaire.

La C.F.D.T. fait part *« de la profonde indignation que suscitent chez les travailleurs les assassinats fascistes. Elle a immédiatement entrepris des démarches auprès de ses partenaires syndicaux pour traduire cette indignation dans une mobilisation populaire. (...) Le pouvoir n'a rien fait d'efficace pour arrêter la main des assassins. Sa responsabilité est totalement engagée. Il faut que soit mis un terme aux agissements des groupuscules nazis »*.

La C.F.D.T. *« appelle ses organisations à prendre dès maintenant les initiatives nécessaires pour que, dans la journée de mardi, les travailleurs participent massivement dans l'unité à des arrêts de travail »*.

M. Edmond Maire a déclaré : *« Nous demanderons, mardi, à Christian Bonnet d'arrêter les auteurs de l'attentat de la rue Copernic, quelle que soit la place qu'ils occupent, car nous avons la conviction qu'il y a de sérieuses infiltrations des milieux d'extrême droite dans la police et l'administration. »*

F.O. : raison garder.

M. André Bergeron a déclaré *« admirer le comportement des dirigeants de la communauté juive qui, malgré leur émotion, ont trouvé la force de conseiller à la jeunesse israélite de ne pas tomber dans le travers de la violence » (...). Toutes les femmes et les hommes de cœur ne peuvent que condamner le racisme et l'antisémitisme. Mais il faut savoir garder raison et ne pas tomber dans le piège de la provocation. »*

LA C.F.T.C. : folie meurtrière.

La C.F.T.C. *« s'associe à l'indignation et à la réprobation soulevées par le lâche attentat (...) De tels actes relèvent de la folie meurtrière et leur inquiétante multiplication appelle à une vigilance et à une rigueur absolues contre la prolifération inadmissible de groupes armés qui n'ont pas leur place dans une société de liberté »*.

LA FEN : une politique anti-israélienne.

M. André Henry a assuré que cet attentat *« devait faire ouvrir les yeux »*. Il a ajouté qu'il *« souhaitait que la justice soit plus expéditive que pour retrouver les assassins de Goldman »*. Il a ensuite critiqué le gouvernement, *« qui tolère l'existence de groupes fascistes »*, précisant que *« la France mène une politique anti-israélienne pouvant recréer un mouvement d'antisémitisme »*.

LES P. M. E. : les périodes les plus noires.

La Confédération générale des P.M.E. *« s'indigne de l'ignoble attentat commis au nom d'un racisme qui nous ramène aux périodes les plus noires de l'histoire contemporaine »* et *« s'incline avec respect et émotion devant les victimes innocentes de cet acte inqualifiable »*. La C.G.P.M.E. *« demande aux pouvoirs publics de prendre toutes mesures — les plus sévères — pour que le petit nombre de responsables de tels méfaits soient mis sans délai hors d'état de nuire »*.

● *Le mouvement du Recours* (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer) condamne *« le lâche attentat de la rue Copernic, rappelant que les rapatriés, qui comptaient dans leurs rangs de nombreux Français de confession israélite, avaient assez souffert du terrorisme et d'une certaine indifférence de l'opinion pour ne pas être révoltés par ces actes abominables »*.

Le Monde

sports

FOOTBALL

Demain... Saint-Étienne

Depuis la finale de la Coupe européenne des clubs champions, perdue contre le Bayern Munich à Glasgow en 1976, la venue au Parc des Princes de l'Association sportive de Saint-Etienne est devenue un événement. Mais jamais elle n'avait suscité autant de passion que cette année, où l'ouverture de la location a donné lieu à des agressions et à des incidents pour obtenir les précieux billets, malgré le prix exorbitant des places (1).

Pour la première fois, en effet, cette rencontre de la treizième soirée du championnat de France, disputée samedi 4 octobre, prenait aussi valeur d'un test sportif très attendu entre le Paris-Saint-Germain, invaincu sur son terrain et qui peut enfin ambitionner l'une des trois places qualificatives à la prochaine Coupe de l'Union européenne des associations de football, et cette équipe stéphanoise qui n'a pas connu la défaite depuis dix matches et que la plupart de ses adversaires jugent déjà plus forte que ses devancières.

« Ce sont des monstres ! » disait récemment un joueur monégasque visiblement impressionné par la démonstration et par la victoire stéphanoise en principauté. *« Aussi loin que remontent mes souvenirs, je ne sais pas si le football français a possédé une équipe de ce calibre-là* (2). » Comment alors expliquer les sentiments très mitigés des cinquante mille spectateurs du Parc des Princes après le match nul (1 à 1) somme toute équitable contre Paris - Saint-Germain ?

Plutôt favorable aux Stéphanois à la présentation des équipes, le public a en effet démontré qu'il avait surtout été conquis par les Parisiens, en sifflant copieusement, à un quart d'heure de la fin du match, la vaine tentative de transformation d'un indiscutable penalty par Johnny Rep ou en acclamant Dominique Baratelli, sauvant son équipe de la défaite en plongeant dans les pieds de Laurent Roussey se présentant seul devant lui à l'ultime minute.

Face à des adversaires privés de Mustapha Dahleb, leur meneur de jeu, mais les harcelant sans relâche avec un cœur admirable, les Stéphanois ont laissé le public sur sa faim en faisant seulement entrevoir leurs énormes possibilités offensives. La réussite initiale de Laurent Roussey, auteur du premier but dès la quinzième minute, explique peut-être l'abandon de l'initiative du jeu aux Parisiens, dans l'attente d'un de ces contres où excellent Johnny Rep et Jacques Zimako. Après l'égalisation par Toko à la trente-cinquième minute, le harcèlement trop tardif des buts parisiens dans le dernier quart d'heure et les multiples occasions qui s'ensuivirent ont démontré que les Stéphanois disposaient en fait virtuellement des moyens de s'imposer sans problème.

Si on excepte Christian Lopez, Gérard Janvion et Jacques Santini, les trois derniers rescapés de la phalange de Glasgow, l'équipe stéphanoise 1980 n'a plus grand chose à voir avec son illustre devancière de 1976. Si celle-ci se comportait comme un boxeur « frappeur » qui use peu à peu son adversaire en le saoulant d'attaques, celle-là agit plutôt comme un « puncheur » qui cherche et attend l'ouverture pour réussir le K.O.

Cette nouvelle tactique, moins éprouvante, devrait porter ses fruits dans une épreuve de longue haleine comme le championnat de France, où seuls les Nantais pourraient être des adversaires à la hauteur. Mais les coupes d'Europe ont réussi, ces dernières année, à des équipes comme Nottingham Forest, avant tout solides et bien organisées défensivement pour résister, en toutes circonstances, à des adversaires survoltés par un enjeu et par un public exceptionnels.

Si les Stéphanois de 1980 impressionnent par la juxtaposition d'attaquants aussi talentueux que Michel Platini, Johnny Rep, Jacques Zimako, Laurent Roussey et Laurent Paganelli, ils sont loin de montrer la même cohésion et de donner autant de garanties défensives que leurs aînés de 1976, malgré le renfort, cette saison, de deux internationaux, Bernard Gardon et Patrick Battiston.

Ce recrutement de deux nouveaux joueurs vedettes pourrait laisser penser que l'Association sportive de Saint-Etienne a abandonné la politique de formation des jeunes qui avait été sa force avec la « promotion 1970 ». En fait, ce recrutement devrait marquer la fin d'une période de transition rendue nécessaire par le relâchement momentané du travail de détection et de recrutement de Pierre Garonnaire, le manager général du club, trop pris par la préparation des campagnes européennes entre 1973 et 1975.

Nouvelle génération

Le centre de formation stéphanois, qui coûte annuellement près de deux millions de francs au club, a connu un *nouvel* essor en 1977 avec le recrutement de vingt-quatre jeunes placé sous la responsabilité de Guy Briet, un militaire de carrière ancien entraîneur du Bataillon de Joinville. *L'objectif était alors* d'amener, par un travail physique et technique intensif, quinze d'entre eux au niveau de la troisième division en 1978, dix à celui de la seconde division en 1979 et six ou sept à celui de la première division en 1980.

Quand on sait que parmi eux se trouvaient Jean Castaneda, qui a pris cette année la place d'Ivan Curkovic dans les buts ; Laurent Paganelli, en qui beaucoup d'observateurs voient un nouveau Kopa ; Laurent Roussey, peut-être le grand avant-centre français dans un proche avenir, mais aussi Thierry Oleksiak, un Bathenay en herbe, Patrick Lesage, Guy Colleu et Jean-Louis Zanon, qui ont déjà tous fait des opérations remarquées en championnat et même en Coupe d'Europe, on peut penser que l'objectif est atteint et qu'une nouvelle génération de Stéphanois est prête à prendre la *relève*.

Dans l'immédiat, six joueurs verront leur contrat arriver à la fin de la saison : Ivan Curkovic, Gérard Janvion, Jean-Marie Elie, Jean-François Larios, Michel Platini et Jacques Zimako. Gageons que moins de la moitié d'entre eux seront renouvelés. Ce serait mal connaître Robert Herbin, l'entraîneur, et Roger Rocher, le président, de penser qu'ils ne profiteront pas de l'occasion pour opérer dans les deux prochaines années la transfusion susceptible de redonner à leur équipe les vertus traditionnelles des Verts : ambition, esprit de corps, rigueur, générosité dans l'effort et capacité de se surpasser dans les grandes occasions.

Dès lors, la question de savoir si les Verts de 1976 étaient supérieurs ou non à ceux de 1980 sera bientôt dépassée. La meilleure équipe stéphanoise est probablement celle de... demain, qui alliera les vertus des uns et le talent de chefs de file aussi doués que Laurent Paganelli et Laurent Roussey.

GÉRARD ALBOUY.

(1) La recette s'est élevée à 3 millions 626 570 F pour 46 620 spectateurs payants. A titre de comparaison, la recette du 9 septembre avait été de 2 086 850 F pour 47 316 spectateurs.
(2) *L'Équipe* du 25 septembre.

DIVISION I
(Treizième journée)

Paris-St-G. (6) et Saint-Etienne (1), 1-1 ; Auxerre (19) et Nantes (2), 0-0 ; Lille (13) et Bordeaux (3), 2-2 ; Lyon (4) b. Nice (12), 5-1 ; Strasbourg (16) b. Tours (5), 4-1 ; Monaco (7) b. Sochaux (8), 2-1 ; Valenciennes (14) b. Lens (9), 1-0 ; Bastia (18) b. Nancy (17), 2-1 ; Metz (11) b. Laval (15), 3-2 ; Nîmes (17) b. Angers (20), 2-1.

DIVISION II
(Neuvième journée)
GROUPE A

Béziers (5) b. Avignon (7), 3-2 ; Gueugnon (3) b. Montpellier (1), 1-0 ; Cannes (11) et Besançon (2), 1-1 ; Marseille (14) b. Martigues (4), 2-1 ; Angoulême (6) b. Montluçon (12), 2-0 ; Toulouse (8) b. Tavaux (18), 2-0 ; Thonon (9) b. Libourne (16), 2-0 ; Saint-Dié (10) b. Corbeil (17), 1-0 ; Ajaccio (13) et Grenoble (15), 0-0.

GROUPE B

Rennes (15) et Rouen (1), 0-0 ; Brest (2) b. Orléans (13), 2-1 ; Thionville (3) b. Paris F.C. (16), 1-0 ; Montmorency et Le Havre (4), 1-1 ; Blois (10) et Quimper (5), 1-1 ; Dunkerque (18) b. Châteauroux (6), 2-1 ; Nœux (7) et Abbeville (11), 1-1 ; Caen (17) et Guingamp (8), 0-0 ; Reims (14) b. Limoges (9), 1-0.

AUTOMOBILISME

Jones et Williams terminent en beauté à Watkins-Glen

Watkins-Glen (Etat de New-York). — L'Australien Alan Jones (Williams), champion du monde depuis le Grand Prix du Canada, a remporté, dimanche 5 octobre à Watkins-Glen (Etat de New-York), le Grand Prix des Etats-Unis côte Est, quatorzième et dernière épreuve du championnat du monde des conducteurs. La saison prend ainsi fin en apothéose pour le constructeur britannique Williams dont le deuxième pilote, l'Argentin Carlos Reutemann, s'est classé deuxième de cette course. En 1980, Alan Jones a enlevé cinq grands prix, performance qu'aucun pilote n'a approchée au cours de la saison (1), et son palmarès comporte aussi une victoire dans le Grand Prix d'Espagne dont le résultat a été annulé

De notre envoyé spécial

Ce Grand Prix des Etats-Unis n'a pas attiré la foule. Tout juste vingt-cinq mille spectateurs, la plus faible affluence et la plus faible recette de toute l'année en formule 1, le plus grand échec populaire même enregistré depuis une dizaine d'années. A cet égard, la réglementation du championnat du monde, conçue en principe pour conserver à la compétition de l'intérêt jusqu'à la dernière épreuve, n'a pas atteint son but. Les Américains ont boudé une course sans enjeu majeur, le titre mondial ayant été attribué une semaine plus tôt à Montréal.

C'est presque devant des banquette vides que Jones a franchi *la ligne d'arrivée, au terme d'une* course qui a, encore une fois, prouvé qu'il était capable du meilleur comme du pire. Dès le départ, le champion australien, qui semble parfois trahi par ses nerfs ou par son enthousiasme, a perdu beaucoup de temps à la suite d'un embouteillage qui l'a contraint à *sortir* de la piste sans que, heureusement pour lui, sa voiture souffre de cette escapade. Pointé au tour suivant à la neuvième place, Jones a entrepris une remontée spectaculaire, facilitée il est vrai par les abandons de Nelson Piquet (Brabham) et de Bruno Giacomelli (Alfa-Roméo), mais au cours de laquelle il a démontré toute sa maîtrise. D'abord le pire, ensuite le meilleur. Les erreurs quelquefois peu compréhensibles que commet encore Jones, compte tenu de son expérience et des *risques* encourus n'enlèvent cependant pas grand-chose à la réputation qui est désormais la sienne.

Le titre de champion du monde est de toute évidence, malgré ces réserves, allé à un grand pilote et à une voiture dont l'efficacité le dispute à la fiabilité. Entrées en service à la mi-saison 1979, les Williams bénéficient aussi d'une préparation hors pair : onze victoires en un an et demi. C'est à tout prendre la première qualité des voitures britanniques qui sont restées en permanence à la pointe *de la bagarre.*

D'autres voitures au moins aussi performantes telles les Ligier ont trop souvent été pénalisées cette année par des ennuis qu'une équipe aguerrie devrait être à même d'éviter. Même s'il faut reconnaître que les moyens financiers de Williams sont supérieurs à ceux de Ligier, il tombe sous le sens que la conquête du titre de champion du monde a dépendu pour une bonne part de l'extrême compétence de chacun des membres de l'équipe Williams. La consécration de Jones est aussi celle de son constructeur, Frank Williams, qui a longtemps fait figure de parent pauvre dans la formule 1. Alors que Lotus, Tyrell, Brabham, MacLaren, Ferrari, tenaient la vedette et se partageaient les honneurs, Franck Williams, à qui il manquait toujours un sou pour en faire deux, était condamné à faire de la figuration. Ses pilotes de l'époque s'en souviennent, notamment Jacques Laffite, qui a conduit ses voitures avant d'entrer chez Ligier.

Obstiné, dynamique, Frank Williams réussit à convaincre, il y a trois ans, des financiers d'Arabie Saoudite que la formule 1 pouvait être une bonne caisse de résonance et un agent de promotion spectaculaire pour leurs compagnies nationales d'aviation. C'était la fin des vaches maigres et le début de l'une des plus grandes réussites qu'a connues la formule 1. L'habileté de Frank Williams a ensuite tenu à s'attacher les services d'un ingénieur de premier plan, Patrick Head, et ceux d'un pilote dont on disait déjà grand bien, Alan Jones.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Piquet a remporté trois grands prix, Arnoux deux, Pironi, Laffite, Jabouille et Reutemann un.

GRAND PRIX DES ETATS-UNIS COTE EST

1. Jones (Williams), les 320,55 kilomètres en 1 h. 34 min. 36 sec. ; 2. Reutemann (Williams), à 5 sec. ; 3. Pironi (Ligier), à 13 sec. ; 4. De Angelis (Lotus), à 30 sec. ; 5. Laffite (Ligier), à un tour ; 6. Andretti (Lotus) ; 7. Arnoux (Renault), etc.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS 1980

Classement final : 1. Jones, 67 pts ; 2. Piquet, 54 ; 3. Reutemann, 42 ; 4. Laffite, 34 ; 5. Pironi, 32 ; 6. Arnoux, 29 ; 7. De Angelis, 13 ; 8. Jabouille, 9 ; 9. Patrese, 7 ; 10. Daly, Jarier, Rosberg, Villeneuve et Watson.

CYCLISME

LA MORT DE JEAN ROBIC

L'ancien champion cycliste Jean Robic s'est tué au volant de sa voiture, dans un accident de la route, à Villeparisis (Seine-et-Marne), dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 octobre.

La mort de Robic sur la route est conforme à sa légende. Car ce petit homme à la gueule celtique de marron sculpté qeu l'on imaginait à l'ombre des menhirs comme dans les complaintes de Dufilho, avait collectionné les fractures du crâne, les chutes, les plaies et les bosses tout au long de sa carrière de cycliste-routier. Ce Breton, né dans les Ardennes il y a cinquante-neuf ans, avait commencé par se faire une réputation de « trompe-la-mort » en *terminant* Paris-Roubaix 1944 avec un traumatisme crânien.

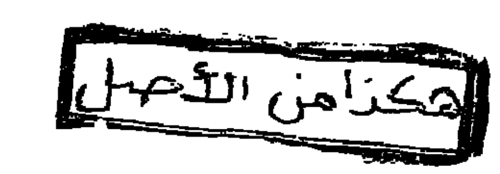
C'était le premier Tour de France de l'après-guerre, en 1947, qui allait lui valoir sa renommée sportive. La dernière étape, Caen-Paris, était courue d'avance et l'Italien Brambilla déjà vainqueur. Mais dans le peloton il y avait « Biquet », son casque de cuir et ses petites jambes de grimpeur infatigable. Notre Robic s'envola dans la côte du Bon-Secours et on dut lui passer le maillot jaune du vainqueur au Parc des Princes. En 1953, dans l'étape Cauterêts - Luchon, alors qu'il comptait neuf minutes d'avance sur Bobet, ce fut plus dramatique : une chute terrible, cinq vertèbres déplacées, des mois d'hospitalisation et de rééducation.

Mais ce petit homme (1,57 mètre) au caractère hargneux, mal aimé des pelotons, chéri de la foule qui le reconnaissait dans l'instant à son casque de cuir et à ses lunettes noires, incarnait le lutteur à l'énergie farouche, jamais abattu par les géants de la route de son époque, Bartali, Coppi ou Koblet : le roseau qui ne plie pas est une image qui a toujours séduit les Français.

Techniquement, Robic, ancien champion de cross cyclo-pédestre, avait le génie du développement idéal, surtout en montagne : *« Il faut que le braquet réponde à la respiration »*, disait-il.

Ce coureur menu au cœur gros comme une maison possédait un bar avenue du Maine qu'il géra quand il se retira des compétitions. Il laisse à tous le souvenir d'une figure, « cheval d'orgueil » à sa manière.

OLIVIER MERLIN.



ÉDUCATION

UN COURS MOYEN SUR UNE PÉNICHE AU FIL DE L'EAU

Les leçons de l'écluse

Après les classes de neige, de mer, de nature ou de vendanges, voici maintenant les classes de rivière. C'est une nouvelle formule de « classes transplantées » imaginées par la municipalité de Rueil-Malmaison (*Hauts-de-Seine*), qui consiste à installer une classe pour huit jours complets sur un bateau qui parcourt les rivières et les canaux de France.

Les vingt-sept élèves du C.M. 2 de l'école Jules-Ferry se retrouvent ce dernier jour de septembre, à 9 heures, sur le quai du Halage, sous le pont de Chatou, pour embarquer sur une pimpante péniche baptisée *les Jours-Heureux*. Quelques instants plus tard, le bateau quitte le quai salue avec émotion par les quelques parents qui sont venus, bardés d'appareils photos, immortaliser le départ de cette « grande première ».

A bord, le premier souci des enfants sera de faire connaissance de leur nouveau royaume, une péniche quinquagénaire, entièrement rénovée. On se disperse bruyamment pour visiter le réfectoire, les cabines de quatre couchettes — « *elles sont trop petites et il fait trop chaud* », — on dégringole dans les escaliers trop raides, on court sur le pont et on se cogne la tête dans les « roufs ». Il est vrai qu'« *on est énervé* », comme le confirme l'instituteur — pionnier pour la circonstance, — M. Alain Aymes : « *Depuis que la nouvelle a été annoncée*, explique-t-il, *j'en connais qui n'en dorment plus la nuit.* »

Puis ce sont les présentations : Max, le capitaine marinier, un débonnaire colosse de trente-cinq ans, assisté de son épouse, Catherine, l'infirmière, et Christian, le cuisinier. Enfin, les trois animateurs de la croisière, Georges, Béatrice, et surtout Michel, instituteur lui aussi, au savoir encyclopédique, paré pour répondre à toutes les questions que le parcours pourra susciter.

« *L'intérêt d'une telle formule*, explique M. Bordillon, adjoint au maire chargé de l'enseignement, *réside dans la brièveté des séjours : huit jours au lieu des vingt-cinq habituels. C'est moins pénible pour les enseignants, moins inquiétant pour les parents, et moins cher : de 120 à 400 francs, suivant le quotient familial.* »

Quand à l'intérêt pédagogique de la croisière il appartient à *l'enseignant de le préciser : « On découvre, on découvre* », dit avec ravissement M. Aymes, qui projette de « *laisser de côté le programme scolaire et d'exploiter méthodiquement les découvertes quotidiennes* ».

Le calme de la rivière

A midi, après avoir passé l'écluse de Bougival — expérience inoubliable — et tandis que le calme de la rivière commence à gagner les esprits, la péniche accoste à Conflans-Sainte-Honorine, capitale de la batellerie. C'est l'occasion d'aller assister à la séance quotidienne du bureau d'affrètement. Mais à la sortie, cruelle déconvenue : on s'aperçoit que les enfants n'y ont « *rien compris du tout* ».

On s'asseoit donc en rang sur la pelouse, face au confluent. Tout est alors prétexte à faire la classe sans en avoir l'air. Les élèves citent quelques villes arrosées par la Seine : « *Rouen, Toulouse, Brest.* »... C'est de la géographie. On aperçoit une ancre avec un « a », à ne pas confondre avec l'encre du stylo. Voilà pour l'orthographe. La réserve d'eau de la péniche est de 10 mètres cubes, « *soit combien de litres ?* » Voilà pour le calcul. On a mis trois heures pour faire 23 kilomètres : « *Quelle est la vitesse du bateau ?* », etc.

Et puis, comme l'attention des enfants commence à baisser, on revient au sujet de loin le plus passionnant : l'écluse. On en explique en long et en large le fonctionnement. Dix minutes plus tard Pascal a tout compris. Et il conclut : « *Finalement m'sieur, les écluses... c'est comme les pots à Ricard.* » A part le fait d'en « *écluser un petit* », M. Aymes n'a vraiment pas compris le rapport. Et il s'est dit qu'il y aurait encore beaucoup à apprendre...

FRANÇOIS ROLLIN.

Élèves à l'encan

Juché sur deux tables de classe, couronné d'un chapeau claque, un professeur martèle le bureau de son maillet de commissaire-priseur. Adjugé... Vendu !

Vendu ? Telle une esclave à l'encan, l'élève a trouvé preneur, *comme trouveront preneur Marie-Sophie et Véronique, la pancarte* en sautoir : « *Lot de deux élèves de première F 8. Soldées. Bonne qualité...* » Un professeur d'allemand ou de mathématiques qui ne s'estime pas trop chargé en élèves voudra bien se les approprier. Le temps d'un symbole.

C'était la « foire aux élèves », jeudi 2 octobre, au lycée polyvalent Hector-Berlioz, à Vincennes (Val-de-Marne). Dans cet établissement de douze cents élèves, auxquels s'ajoutent les six cents collégiens *du premier cycle, les enseignants de l'intersyndicale* (S.G.E.N.-C.F.D.T. et S.N.E.S.-F.E.N.) ont recensé vingt-trois classes sur quarante de plus de trente élèves chacune. Le proviseur n'en comptabilise que vingt, tout en reconnaissant que quatre classes sont dans une « zone critique » : deux secondes A de 37 élèves, une seconde C de 36 et une première F 8 de 38. « *Mais dans aucune classe la norme officielle n'est dépassée* », se rassure Mme le proviseur. L'argument n'a pas grand poids aux yeux des élèves et des professeurs. « *Comment s'exprimer tous quand on est trente-huit ?* », demande l'un. « *Ceux des rangées du fond n'entendent rien. Ça pousse les profs aux cours magistraux* », *renchérissent* d'autres.

Alors, après la grève du 25 septembre suivie à 50 %, et qu'ils ont répétée le 29, les professeurs ont pris le chemin du rectorat. *Là, ils se sont entendu répondre « qu'ils n'ont pas à se plaindre : la moyenne des élèves du lycée étant de trente par classe ».*

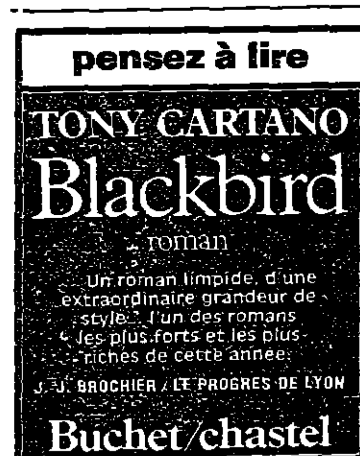
Un raisonnement qui ne satisfait guère les infortunés des classes de trente-six ou trente-sept. « *Nous avons décidé de répliquer par l'absurde à l'absurdité du rectorat* », déclarent les enseignants. D'où la « *Fête du redéploiement rectoral* », avec spectacle de mime à 13 heures, pique-nique et vente aux enchères.

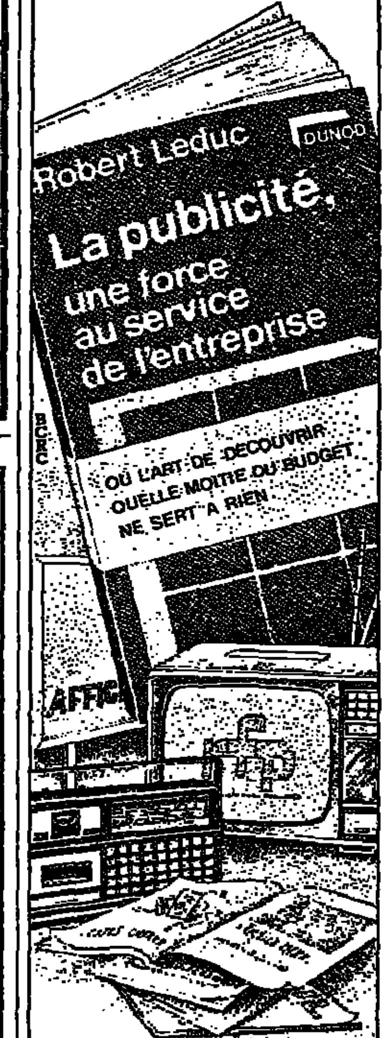
La cérémonie n'a pas été du goût de tous les enseignants. « *C'est instaurer le « foutoir » et ça va contaminer le collège* », regrettait un professeur de lettres. Les élèves, eux, ont plutôt apprécié. « *Est-ce plus grave que de nous avoir changé nos emplois du temps, trois semaines après la rentrée ? Au moins, on parle avec les profs un jour comme ça.* »

CHARLES VIAL.



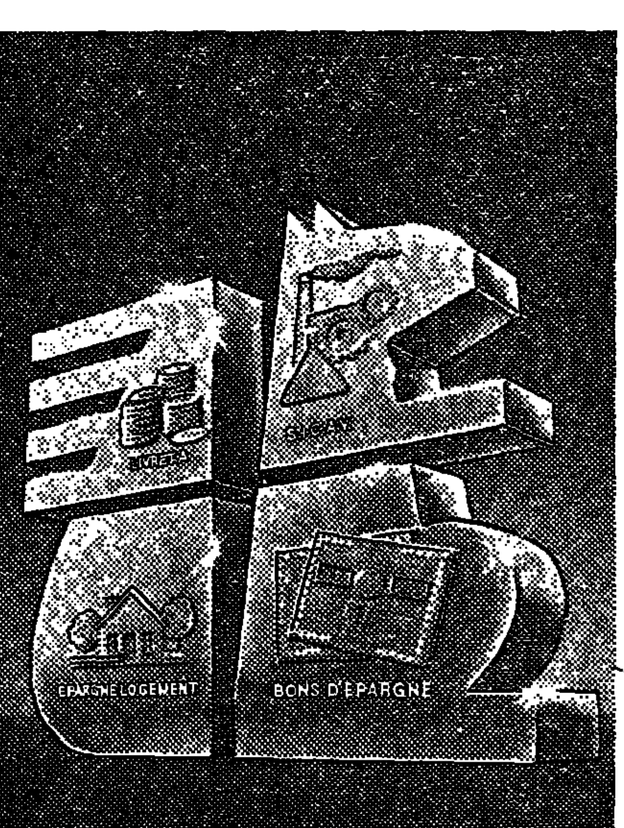




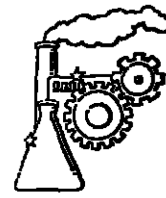












Le Monde

culture

THÉATRE

« CHER MENTEUR », de Jérôme Kilty

Edwige Feuillère et Jean Marais reprennent *Cher menteur*, la pièce de Jérôme Kilty traduite par Jean Cocteau, — lecture à haute voix de fragments des lettres qu'auraient échangées pendant près d'un demi-siècle George Bernard Shaw et la comédienne miss Sarah Campbell.

Il y a dans cette œuvrette deux pages attachantes. La première : l'écrivain irlandais raconte l'incinération du corps de sa maman. La deuxième : l'actrice et l'auteur se chamaillent pendant les répétitions de *Pygmalion*. Le reste est gentil, l'intérêt tenant surtout à une donnée paradoxale : ces deux êtres qui s'écrivirent si longtemps semblent *ne* pas s'être aimés, pas vraiment. Ils se mentent sans se mentir. Ils se tendent la main dans l'absolu, par-dessus le néant. Toute la pièce répondrait à cette phrase que Kilty met sous la plume de Shaw : « *La solitude c'est merveilleux, mais pas quand on est seul.* »

La représentation nouvelle, au théâtre de l'Athénée, est étrange. Il n'y a aucune affinité d'aucune sorte entre le talent de Shaw et celui de Jean Marais. Marais respire la bonté, la gentillesse, les manières simples. Il semble n'y avoir rien de commun non plus entre Miss Campbell et Edwige Feuillère. Il est vrai que le portrait de la comédienne anglaise donné par la pièce est très caricatural.

Pour ces raisons, le public n'aura peut-être jamais eu l'occasion de voir de si près, avec tant de vérité, deux grands acteurs célèbres qu'il aime beaucoup, Edwige Feuillère et Jean Marais, bien portants, semble-t-il, et détendus, sont là sur scène pour la forme. La pièce ne vaut pas un clou, ils n'ont donc pas à se forcer. Ils passent la soirée avec nous, sans cérémonie, c'est formidable. Edwige Feuillère veille seulement à donner un peu d'allant, de légèreté, aux robes pas terribles et un peu trop même du décorateur (Yves Saint-Laurent, qui ne doit pas se désespérer : il trouvera bien sa vocation).

MICHEL COURNOT.

★ Athénée, 21 heures.

« L'HABILLEUR » A LA MICHODIÈRE

BONJOUR TRISTESSE

Pendant sa tournée dans la province anglaise, Sir John, directeur-vedette d'une compagnie shakespearienne assez minable, craque. Sans raison précise, mais c'est la guerre. Les bombardements, les alertes du moins, interrompent les représentations. Le monde tremble et change. Sir John, despote puéril et mégalomane, ne sait plus où il en est. Ses points de repère *fichent le camp*. Sir John, cabotin bourré de tics, perd la mémoire, est emmené à l'hôpital, puis se réfugie dans sa loge auprès de sa femme, Milady, qui n'est plus si jeune mais joue encore Cordelia et qui en a ras-le-bol. Auprès de son habilleur surtout, son fan fidèle qui lui sert de souffre-douleur, de nounou attentive... Pour la première fois de sa vie, Sir John ratera son entrée.

Les personnages solides sont en place pour un mélo bien construit (la pièce est de Ronald Harwood), amer, suffisamment ancré sur des anecdotes vécues pour permettre à des comédiens d'éclater, de faire éclater la convention. Sir John pourrait être le Chaplin de *Limelight*, le Brasseur des *Enfants du paradis*, Michel Simon. Mais c'est Jean-Pierre Marielle ; il fait le pitre, c'est tout, sans folie ni émotion, seulement avec des grimaces. Comme s'il refusait son personnage et voulait le détruire. Jacques François, parce que l'habilleur est homosexuel, le caricature en vieille pédale.

Quant aux autres acteurs, à l'exception de Danielle Ajoret, qui donne de la chair, de la pudeur, une sorte de colère résignée à la triste Milady, ils n'ont pas le loisir de prouver grand-chose. La situation de la pièce est recréée : tout pour les vedettes, les petits restent dans l'ombre... On a l'impression que Stéphane Meldegg a laissé faire, bien que sa mise en scène soit huilée, bien rythmée. Le décor de Claude Lemaire est fonctionnel, elle en a réussi de plus intéressants. Mais enfin, si seulement Jean-Pierre Marielle ne se noyait pas dans la clownerie lourde !

Le soir de la générale, il avait un public de copains glorieux : Belmondo, Bernard Blier, Michel Audiard... Ils étaient venus pour lui, on les voit rarement au théâtre. Peut-être en rajoutait-il pour eux...

COLETTE GODARD.

★ Michodière, 20 h. 30.

■ Venant du Festival de Berlin, la troupe de Puné (Inde) présente un spectacle de théâtre chanté et dansé, « Ghashiram Kotwal », le 7 octobre, à 20 h. 30, dans la salle n° 1 de l'Unesco, avant de partir pour Amsterdam et Londres. Entrée Libre.

■ Le violoncelliste Yvan Chiffoleau a obtenu le premier prix du Concours international de Budapest, qui s'est terminé le 1er octobre. Né à Nantes et âgé de vingt-quatre ans, Yvan Chiffoleau, élève du Conservatoire de Paris, est déjà lauréat de quatre concours internationaux de musique.

CINÉMA

« MA BRILLANTE CARRIÈRE », de Gill Armstrong

La sève de la jeunesse

Elle est rousse, insolente, intrépide, elle se croit laide, mais elle a la beauté du feu, la séduction des êtres qui mordent la vie à pleines dents. Que veut-elle, Sybilla ? Rompre avec son milieu, « *faire carrière* », devenir pianiste, chanteuse ou, mieux encore, raconter dans un livre ses colères, ses rêves et ses déceptions. Et pour cela, elle le sait, il lui faut rester libre, il lui faut refuser le sort des autres femmes, fuir les chaînes du mariage et de la maternité, avoir le courage de dire « non » à l'amour.

De nos jours, la détermination de Sybilla *ne nous étonnerait guère*. Mais Sybilla — et c'est ce qui fait la saveur et l'originalité du film de la réalisatrice Gill Armstrong — est une adolescente du début du siècle, la fille de misérables fermiers australiens, une petite paysanne qui n'échappe à sa condition que lorsqu'elle est invitée chez sa grand-mère, vieille dame fortunée imbue des *principes* de la bourgeoisie victorienne. C'est pendant un de *ces séjours qu'entre deux incartades* et deux boutades scandaleuses Sybilla tourne la tête d'un fils de famille et prend le parti de renoncer au bonheur.

Ma brillante carrière est inspiré d'un roman autobiographique (paru en 1901) et l'on retrouve à l'écran l'authenticité des sentiments, la justesse de ton, qui devaient caractériser l'œuvre originale. Pour peindre *son héroïne et le monde où elle* évolue, Gill Armstrong adopte une mise en scène délibérément impressionniste. Elle *enferme* son récit dans un réseau de brèves notations, de touches intimistes, ne cédant au *plaisir de la « mise en scène » qu'à* l'*occasion* de rares séquences (une bataille à coups d'oreillers, une soirée dansante) d'ailleurs parfaitement réussies. Le charme naît de la précision des détails, de l'élégance de la photographie (une élégance proche parfois du maniérisme), d'un climat romanesque et désuet que la réalisatrice reconstitue avec une sensibilité très féminine. Il naît surtout de l'interprétation de Judy Davis, étonnante de fougue et de naturel dans le rôle de Sybilla la sauvage, la fantasque, l'ambitieuse. Grâce à Judy Davis, *Ma brillante carrière* est mieux qu'un joli film : une sève l'irrigue, l'impétuosité de la jeunesse en brise les délicats contours.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Voir les films nouveaux.

■ L'American Center propose un Festival vidéo du 6 au 10 octobre, avec une sélection des programmes d'Art Vidéo produits par la chaîne de télévision W.G.B.H. de Boston, la première à ouvrir ses studios aux artistes ; des œuvres récentes (de Rose Baron, en particulier), ainsi que des classiques, de Nam June Paik à Peter Campus. (261, boulevard Raspail, Paris-14e.)

ROCK

Ry Cooder au théâtre Mogador

On se disputait le mètre cube d'oxygène jusque dans les allées, le samedi 4 octobre, au théâtre Mogador. Soit, Ry Cooder est une légende mais dont on parle si rarement que ce fut véritablement une surprise de le voir faire salle comble. Une surprise et un plaisir tant le musicien s'est montré à la hauteur de la réputation qui le précédait pour sa première prestation parisienne, illuminant la soirée d'une atmosphère décontractée avec ses compositions gracieuses et limpides.

Né à Los Angeles en 1947, Ry Cooder est sans doute l'un des rares musiciens californiens de sa génération à n'avoir pas pris un coup de vieux grâce à une musique intemporelle qui se nourrit avec éclat des influences du blues, du country, du gospell et du soo-woop. Au théâtre Mogador, il était entouré de six musiciens (claviers, basse, batterie, guitare et chœurs) à la technique superbe, dont il faut citer plus particulièrement l'excellent John Hiatt, chanteur et guitariste qui mène parallèlement une carrière en solo, ainsi que les deux choristes noirs dont les voix magnifiques donnaient à l'unisson des couleurs chatoyantes aux compositions, soulignant, appuyant ou relançant avec nuances le chant de Ry Cooder. Maîtrisant parfaitement les circonvolutions de cette musique éclairée aux échos variés, le groupe swingait avec légèreté, et il se dégageait de la scène une joie d'être là et de jouer qui ajoutait à la chaleur des climats évoqués. Il était impossible de ne pas se laisser séduire par la facilité de ses musiciens qui évoluaient en vrais professionnels.

ALAIN WAIS.

★ Discographie chez W.E.A.

Steppenwolf et Live Wire

La deuxième semaine d'octobre va être marquée par le retour sur la scène du rock de Steppenwolf, un de ces groupes des années 60 qui firent la légende d'une musique alors en symbiose avec un mouvement de société.

Steppenwolf allait se disloquer en 1972 à l'initiative de son leader John Kay, attiré, comme beaucoup d'autres, par une aventure individuelle. Un an plus tard Kay reconstituait le groupe qui allait alors se maintenir tant bien que mal. Et c'est bien d'abord dans un climat nostalgique que se présente le concert que Steppenwolf donne au Palace mardi 7 octobre à 20 heures.

Live Wire qui succède à Steppenwolf au Palace quatre jours plus tard apparait avec un nouveau guitariste — Simon Boswell, également producteur du groupe — et allie avec bonheur jazz et reggae dans un rock interprété avec punch. Robert Palmer, quant à lui, avec sa vieille passion du funk et avec son blues donne un concert au Théâtre Mogador le 8 octobre puis tourne en province. Il est à Rouen (Studio 44) le 7 octobre, à Lille (Palais Saint-Sauveur) le 10, à Strasbourg (Palais des Congrès, le 1er novembre et à Lyon (Bourse du Travail) le 2 novembre.

MUSIQUE

« GIANNI SCHICCHI » et « PAILLASSE », à Nancy

Pour une fois, Paillasse, *de Leoncavallo, ne fait pas équipe avec* Cavalleria rusticana. *M. Jean-Albert Cartier, directeur du Théâtre de Nancy, estime à juste titre que ces deux drames passionnels font une soirée trop lourde et sinistre, et il a préféré nous faire rire avant de nous faire pleurer en commençant par le désopilant* Gianni Schicchi, *de Puccini, dont l'humour macabre donne les forces nécessaires pour supporter l'âpre tranche de vie calabraise et les malheurs du pauvre Paillasse.*

Jean-Louis Thamin en a réalisé une étourdissante mise en scène, à la manière des films muets de René Clair, où tous les mouvements semblent jaillir de cette musique avec ses alternances rapides d'adagios, de recueillement, de larmes (de crocodile), d'abattement (les parents d'un défunt se lamentent en supputant leurs chances d'hériter) et de prestissimos, d'excitation, de mise à sac de la maison quand les personnages cherchent et retrouvent le testament qui, tous, les déshérite. Gianni Schicchi *accepte de prendre la place du mort pour dicter un nouveau testament ; il est adulé par les héritiers en extase qui retrouvent tous leurs espoirs et leur fureur quand le faux moribond lègue tous ses biens... à son ami Gianni Schicchi !*

Cette musique pétillante et gentiment cruelle, comme celle de Falstaff, *éclairée par les délicieuses roulades des amoureux (Faith Esham et Neil Rosenschein) et l'air savoureux à la gloire de Florence, caricature impitoyablement chaque personnage de ce petit monde avide, dont Jean-Louis Thamin, par un travail acharné de quatre semaines, a fait jaillir les silhouettes saisissantes de vérité. Tous jouent et chantent à ravir avec deux prodigieux acteurs, Gabriel Bacquier, en Schicchi, et Fedora Barbieri en douairière, qui sont comme les aimants irrésistibles autour desquels s'agglutine et se défait la limaille de ces prétendants affolés.*

Jean-Louis Thamin parait d'abord moins à l'aise dans Paillasse, *mais l'on sait que le fameux vérisme de Leoncavallo est en réalité le monde de l'artificiel. L'arrivée du chariot de Thétis, l'installation des comédiens, les scènes de brutalité et de séduction, l'air des oiseaux, la procession du 15 août, tout cela s'enchaîne de façon trop rudimentaire pour qu'on puisse lui redonner quelque naturel. Mais sur le petit théâtre forain où les personnages de la comedia dell'arte jouent la comédie tragique de leurs amours et de leurs drames réels, soudain ces êtres frustes prennent une véritable stature ; la musique brutale, parfois raccrocheuse mais efficace, exprime avec force la lancinante jalousie de Paillasse qui l'oblige à tuer sa partenaire, sa femme.*

Cette irruption de la vie sur le théâtre est ce qui assure à l'œuvre, assez schématique le Leoncavallo, sa longévité. Elle était fort bien interprétée par une jeune et excellente Nedda (Faith Esham), distinguée au récent concours de chant de Paris, un émouvant Canio (Jon Frederic West) et surtout un Tonio, très tragique, dans ce rôle de valet humilié qui arme la main du criminel (John Rawnsley). Les chœurs, parfois un peu durs, du théâtre de Nancy jouent avec intensité et discipline, tandis que l'orchestre se montre très brillant toute la soirée sous la direction flamboyante et précise de Jérôme Kaltenbach.

C'est donc un excellent début de saison du théâtre de Nancy, pour lequel Jean-Albert Cartier a préparé une série des productions originales dont il a le secret, où l'on pourra voir, notamment, le Rake's Progress, *de Stravinsky, par le Festival de Glyndebourne,* l'Heure espagnole *et le* Château de Barbe-Bleue, *par Lavelli et* Orlando Furioso, *de Vivaldi, par Pier Luiggi Pizzi.*

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 7 et 9 octobre.

SPECTACLES

théâtres

SPECTACLES NOUVEAUX

Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : *Magdane.*

Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 20 h. 30 : le Cœur *sur la main,* de Loleh Bellon, avec Suzanne Flon.

Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Debureau, de Sacha Guitry, avec Robert Hirsch.

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20), 20 h. : l'Héritière.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : le Bourgeois gentilhomme.
Centre Georges-Pompidou (277-12-33), débats, 18 h. 30 : A quoi sert la Biennale ? ; 19 h. : La poésie corporelle ; 20 h. 30 : Qu'est-ce que penser ?

Les autres salles

Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : les Exploits d'Arlequin.
Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la *Cantatrice chauve* ; 21 h. 30 : *la* Leçon.
Lucernaire (544-57-34), I, 18 h. 30 : Haute surveillance ; 20 h. 30 : Rude *journée en perspective.* — II, 18 h. 15 : Idée fixe ; 22 h. 15 : Ficelles. — III, 18 h. 15 : Parlons français.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 6 octobre

Marigny (225-20-74), I, 21 h. : l'Azalée. — II, 21 h. : la Bonne Soupe.
Nouveautés (770-52-76), 21 h : Un clochard dans mon jardin.
Palais des glaces (607-49-93), 22 h. 15 : Scènes de chasse en Basse-Bavière.
Poche-Montparnasse (548-92-97), 21 h. : le Premier.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. : Fish out of water ; 21 h. : les Jumelles.
Théâtre de Paris (874-20-44), 20 h. 30 : le Mariage de Figaro.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 15 : la Voix humaine ; 21 h. 15 : la Collection ; 22 h. 30 : la Revanche de Nana.
Bistrot Beaubourg (271-33-17), 19 h. 15 : Vignol's Band Rock ; 20 h. 30 : E. Sarda Generation Hollywood ; 21 h. 45 : *Naphtaline.*
Blancs-*Manteaux* (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier ; 22 h. 30 . Et vous trouvez ça drôle ? — II, 20 h. 15 : Tribulations sexuelles à Chicago ; 21 h. 30 : les Belges ; 22 h. 30 : les Voyageurs de carton.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau ; 22 h. 15 : Bruant Superstar.
Cafessaion (278-46-42), 22 h. : Jacques Charby.
Le Clown (555-00-44), 22 h. 30 : Caf' Conc'.
Le Connétable (227-41-40), 20 h. 30 : Abadoche ; 21 h. 30 : J. Rigaux ; 22 h. 30 : J. Debronckart ; 23 h. 30 : Carnival Jazz Quartet.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 30 : Ma chère *Sophie ;* 23 h. : Bagdad Connection.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : Dan Ar Bras ; 21 h. 30 : Ivres pour vivre ; 22 h. 40 : la Matiouette.
L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : M. Boubin, M. Fanon.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : Jacques *Mailhaut ; 21 h. 15 : le Président.*
Fer-Play (707-96-99), 20 h. 30 : les Zazous ; 22 h. 30 : L'une mange, l'autre boit.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 23 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 . Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet ; 22 h. 30 : Refrains.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : le Plus Beau Métier du monde ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : C. Brosse.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Heureux ceux qui n'attendent rien car ils n'auront pas plus.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Quand les Anes voteront.

Le music-hall

Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Mama Bea.
Palais des congrès (758-22-56), 21 h. : Julien Clerc.

Les concerts

Athénée, 21 h. : K. Moll, P. Moll (Schubert, Wolf, *Brahms, Thième*).
Faculté de droit, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. G. Amy, sol. *C. Eda-Pierre (Varèse).*
Lucernaire, 19 h. 30 : L. Petrova, A. Perchat (mélodies populaires slaves et flamandes).
Point-Virgule, 21 h. : les Dominos (musique médiévale et baroque).
Salle Gaveau, 21 h. : Collegium Musicale de Cologne (Hassler, Monteverdi, Janequin, Wittenbach).
Théâtre Saint-Georges, 20 h. 30 : K. et H. Labèque (Joplin, Gershwin, Mozart, Stravinski)
FIAP, 21 h. : Ensemble A. Stajic (Purcell, Bach, Grieg, Britten).

Jazz, pop, rock, folk

Café de la Gare (278-52-51), 18 h. 30 : Celestrial Communication Orchestra ; 21 h. : A. Doyle, A. Silva.
Café d'Edgar (322-11-02), 22 h. 30 : Roger Mason.
Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : François Guin Swing Quintet.
Caveau de la Montagne (354-82-39), 21 h. 30 : E. Boell, L. Rouback.
Club Saint-Germain (222-51-09), 21 h. 30 : Kai Winding Quartet.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : Dan Ar Bras.
Dreher (233-48-44), 20 h. 15 : D. Friedman, D. Humair, J.-F. Jenny Clarke ; 21 h. 30 : Frank Wright Quartet.
Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : Quartet E. Tocanne.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 . Ludovik et Roussin.
La Mort-Subite (331-41-48), 22 h. 30 : Jeff Garner.
Mogador (285-28-80), 20 h. : Brothers Johnson.
Patio-Méridien (758-12-30), 22 h. 30 : Jimmy Witherspoon.

Festival d'automne

(296-12-27)

MUSIQUE

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez (Stravinski, Ravel, Webern, Boulez).

THEATRE

Centre Pompidou, 20 h. 30 : Richiamo.
American Center, 21 h. : A Prelude to death in Venice.

DANSE

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : Troyla Tharp Dance Foundation.

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.)

La Cinémathèque

Comédies musicales

Chaillot (704-24-24), relâche.

Beaubourg (278-35-57), 15 h. : Cavalleria Rusticana, d'A. Palermi ; 17 h. : Rashomon, d'A. Kurosawa ; 19 h. : Ixe 13, de J. Godbout.

Les exclusivités

AINAMA, SALSA POUR GOLDMAN (Fr.) : Saint-Séverin. 5e (354-50-91)

ANTHRACITE (Fr.) . Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Marignan. 8e (359-93-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Templiers. 3e (272-94-56)

ATLANTIC CITY (A., v.o.) : U.G.C. Odéon. 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) — V.f U.G.C. Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar. 14e (320-89-52) ; U.G.C Gobelins. 13e (336-23-44)

LA BANQUIERE (Fr.) . Gaumont-Richelieu 2e (233-56-70) . Saint-Germain Studio. 5e (354-42-72) ; Ambassade. 8e (359-19-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Saint-Lazare Pasquier. 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31); Nation. 12e (343-04-67) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Wepler, 18e (387-50-70) : Paramount-Maillot. 17e (758-24-24).

LE BAR DU TELEPHONE (Fr.) (*) . Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Montparnasse. 14e (329-90-10)

BIENVENUE Mr. CHANCE (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45)

BRONCO BILLY (A., v.f.) . Paramount-Opéra. 9e (742-56-31).

CALIGULA (I.-Ang., v.o.) (**) : Studio Logos, 5e (354-26-43) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-93). — V.f : Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Magic-Convention. 15e (828-20-64)

CAN'T STOP THE MUSIC (A., v.o.) : Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Belg.) : Haussmann, 9e (770-47-55); Espace Gaîté, 14e (320-99-34).

LA CHASSE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon. 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) — V.f Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) : Bretagne. 6e (222-57-97) : Helder. 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gobelins. 13e (336-23-44) ; U.G.C Gare de Lyon. 12e (343-01-59) ; Mistral. 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-24); Murat, 16e (651-99-75) : Secrétan, 19e (206-71-33)

LE CHEVAL D'ORGUEIL (Fr.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70); Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82); Lumière, 9e (246-49-07); Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50); Cambronne, 15e (734-42-96); Victor-Hugo, 16e (727-49-75) : Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96)

CHER VOISIN (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) : la Pagode. 7e (705-12-15)

LE CHRIST S'EST ARRÊTE A EBOLI (It.) Forum Cinéma, 1er (297-53-74)

LE CŒUR A L'ENVERS (Fr.) Biarritz, 8e (723-69-23) , Caméo. 9e (246-66-44) , Bienvenue - Montparnasse, 15e (544-25-02) : les Tourelles. 20e (364-51-98)

LE DERNIER METRO (Fr.) . ABC. 2e (236-55-54) , Berlitz, 2e (742-60-33) , Quintette. 5e (354-35-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) , Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) : Paris, 8e (359-53-99) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) : Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86); Parnassiens, 14e (329-83-11); Gaumont - Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23); Cambronne, 15e (734-42-96); 14-Juillet-Beaugrenelle. 15e (575-79-79) ; Mayfair. 16e (525-27-06) : Clichy-Pathé, 18e (522-46-01): Gaumont-Gambetta. 20e (636-10-96) : Paramount-Maillot 17e (758-24-24).

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) U.G.C Odéon, 6e (325-71-08); Marignan, 8e (359-92-82) ; Ermitage. 8e (359-15-71) : v.f. : Rex, 2e (236-83-93); Berlitz, 2e (742-60-33); U.G.C Gobelins, 13e (336-23-44) : Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) . Murat. 16e (651-99-75) : Wepler. 18e (387-50-70) : Secrétan. 19e (206-71-33)

EXTÉRIEUR NUIT (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) : Racine. 6e (633-43-71): Biarritz, 8e (723-69-23); Forum Cinéma. 1er (297-53-74) ; 14-Juillet-Parnasse. 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille. 11e (337-90-81) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79)

FAME (A., v.o.) Gaumont-les Halles. 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées. 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f : Impérial, 2e (742-72-52) . Nation. 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27); Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43)

LA FEMME INTÉGRALE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

LA FEMME-ENFANT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33); Montparnasse 83, 6e (544-14-27); Saint-Germain-Village, 5e (633-79-38) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic. 14e (542-67-42).

FENETRES SUR NEW-YORK (A., v.o.) ; U.G.C -Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) — V.f. : U.G.C -Gobelins (336-23-44)

GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : *Vidéostone, 6e* (325-60-34)

LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., v.o.) (**) Danton. 6e (329-42-62); Ermitage, 8e (359-15-71) — V.f : Miramar, 14e (320-89-52) : Maxéville (770-72-86)

HEART BEAT (A., v.o.) Saint-Germain Huchette. 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln. 8e (359-36-14) ; Movies-les-Halles, 1er (236-71-72) ; Saint-Lazare Pasquier. 8e (387-35-43) ; Parnassiens 14e (329-83-11)

HEROS OU SALOPARDS (Austr., v.o.) : Espace Gaîté. 14e (320-99-34).

KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; La Clef, 5e (337-90-90) — V.f. : Capri, 2e (508-11-69)

LOULOU (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz. 2e (742-60-33) ; Quintette. 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) : Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Convention. 15e (828-42-27) : Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96)

MANHATTAN (A., v.o.) : J.-Cocteau 5e (354-47-62)

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82)

MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Hautefeuille. 6e (633-79-38). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). Parnassiens. 14e (329-83-11)

NIJINSKY (A., v.o.) Quintette. 5e (354-35-40); Colisée. 8e (359-29-46) — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v.f.) : U.G.C Opéra. 2e (261-50-32)

PASTORALE (Sov., v.o.) : Cosmos. 6e (544-28-80) : Olympic. 14e (542-67-42)

PILE OU FACE (Fr.) . Bretagne. 6e (222-57-97) ; U.G.C -Danton. 6e (329-42-62) ; Biarritz. 8e (723-69-23) : Caméo. 9e (246-66-44).

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) Balzac. 8e (561-10-60) ; Luxembourg. 6e (633-97-77)

RETOUR A MARSEILLE (Fr.) : La Clef. 5e (337-90-90)

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche-Saint-Germain. 6e (633-10-82) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) ; Saint-Ambroise. 11e (700-89-16) ; Tourelles, 20e (364-51-98) H. sp.

LES SOUS-DOUES (Fr.) : Marignan. 8e (359-92-82) : U.G.C -Gare de Lyon. 12e (343-01-59)

THE ROSE (A., v.o.) Kinopanorama, 15e (506-50-50) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Forum Cinéma. 1er (297-53-74).

LE TROUPEAU (Turc. v.o.) Studio de la Harpe. 5e (354-34-83) : 14-Juillet-Bastille. 11e (357-90-81) : 14-Juillet-Beaugrenelle. 15e (575-79-79)

UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.) : Paramount-Marivaux. 2e (296-80-40)

URBAN COW-BOY (A., v.o.) . Saint-Michel. 5e (329-79-17) ; Elysées-Cinéma. 8e (225-37-90) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32). — V.f. : Rex. 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (320-89-52) : Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan. 19e (206-71-33) , U.G.C -Gare de Lyon. 12e (343-01-59)

LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Luxembourg. 6e (633-97-77) ; Publicis-Saint-Germain. 6e (222-72-80) ; Paramount-City. 8e (562-45-76) : Paramount-Elysees. 8e (359-49-34). — V.f . Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) : Passy. 16e (288-62-34) : Paramount-Maillot. 17e (758-24-24); Convention - Saint - Charles, 15e (579-33-00) : Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

Les festivals

DE LA NUEE A LA RESISTANCE, Denfert. 14e (354-00-11) ; *en alter-En passant par la Lorraine ; Général. nous voilà : Je vous si nance Français, si vous saviez ; compris*

MELODRAMES A LA FRANÇAISE : Studio 43. 9e (770-63-40), en alternance : Violette Nozières : Gloria ; Corps à cœur ; les Sœurs Brontë.

F. TRUFFAUT, 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) : Baisers volés.

LA FEMME DANS LE CINEMA AMERICAIN (v.o.), Action La Fayette. 9e (878-80-50) : Honeymoon.

MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : les Marx au grand magasin

FRED ASTAIRE, GINGER ROGERS (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : l'Entreprenant Mr. Petrov.

REGARD SUR *LE* JAPON, Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (v.o.) : t.l.j., 17 h. 50 et 23 h. : l'Empire des sens (**) ; 20 h. : l'Empire de la passion (**) ; Lun., 16 h. 45 : le Goût du saké ; 19 h. : la Vengeance d'un acteur ; 21 h. 15 : Kwaidan ; Mar., 15 h. 45 et 18 h. 45 : Fin d'automne ; 20 h. : Nuit et brouillard au Japon ; 22 h. 15 : la Cérémonie.

ANGLETERRE, LES CINEASTES DE LA FOLIE, Olympic, 14e (542-67-42) (v. o.) : Family Life.

AL PACINO, R. de Niro (v.o.). Olympic. 14e (542-67-42) : Serpico. Vivre.

AKIRA KUROSAWA, Action République. 11e (805-51-33) (v.o.) : Vivre.

BOITE A FILMS, 17e (622-44-21) (v.o.) : I : 13 h. 30 : Girls ; 15 h. 15 : la Horde sauvage ; 18 h. : Taxi Driver ; 20 h. : The Rocky Horror Picture Show ; 22 h. : Easy Rider ; V., S., 24 h. : Délivrance. II : 13 h. 15, Mer., S., Dim. : Jeremiah Johnson ; J., V., L., Mar. : Iphigénie ; 15 h. 30 : Macadam Cow Boy (v.f.) ; 17 h. 30 : A la recherche de Mr Goodbar ; 19 h. 50 : Chinatown ; 22 h. 5 ; Midnight Express (**) ; V., S. 24 h. 15 : Théâtre de sang.

GRAND - PAVOIS, 15e (554-46-85) (v. o.), tous les jours, 15 h. : les Vacances de M. Hulot ; 16 h. 30 : Mon oncle ; 18 h. 30 : Play Time ; 20 h. 30 : le Lauréat ; 22 h. 10 : New-York, New-York. — 15 h 10 : la Griffe et la Dent ; 16 h 50 : Le shérif est en prison ; 18 h. 30 : l'Année dernière à Marienbad ; 20 h. 10 : Mort sur le Nil : 22 h. 30 : Jeremiah Johnson ; vend., 0 h. 20 : Quadrophenia ; sam., 0 h. 20 : la Course à la mort de l'an 2000.

SAINT-AMBROISE, 11e (700-89-16) (v.o.), en alternance : le Roi et l'Oiseau, les Aventures de Robin des Bois, le Casanova (F), Macbeth. Dr Folamour, Festival de dessins animés Tex Avery. Dersou Ouzala, Reflets dans un œil d'or, Soudain l'été dernier.

DAUMESNIL, 12e (343-52-97) (v. o.) : la Roulette chinoise ; le Droit du plus fort ; Gibier de passage ; la Troisième Génération ; le Marchand de quatre saisons ; Despair.

CHATELET - VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.). — I. 14 h. : Un après-midi de chien ; 16 h. 10 + S., 0 h. 20 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 25 : Marathon Man ; 20 h 20 : Un tramway nommé Désir ; 22 h. 30 : Jeremiah Johnson : V., 0 h. 20 : Love. — II 14 h. 5 : If ; 16 h. 15 : la Petite ; 18 h. 15 + sam. 24 h. : American Grafiti ; 20 h. 15 + V., 24 h. : Ascenseur pour l'échafaud ; 22 h. 5 : *le Crabe-Tambour.*

STUDIO GALANDE 5e (354-72-71) (v.o.), 13 h. : Amarcord ; 14 h. 10 : Dernier Amour ; 16 h 20 : les Hommes du président ; 18 h. 25 : Portier de nuit ; 20 h. 30 : Salo ; 22 h. 30 et 0 h. 15 : Rocky Horror Picture Show

STUDIO DE L'ETOILE 17e (380-19-93) (v.o.), 19 h. 45 + sam., 24 h. (sf L.) : la Grande Bouffe ; 22 h. (sf L.) : le Locataire ; sam., dim., 18 h. : Sex O'Clock U.S.A. ; mer., 18 h. : l'An 01.

LES FILMS NOUVEAUX

KAGEMUSHA, film japonais d'Akira Kurosawa (v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) : Studio de la Harpe 5e (354-34-83) ; Hautefeuille 6e (633-79-38) ; La Pagode. 7e (705-12-15) ; Gaumont-Colisée. 8e (359-29-46) ; U.G.C Biarritz, 8e (723-69-23) — V.f Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) . Montparnasse 83, 6e (544-14-27) : Nation. 12e (343-04-67) ; Magic-Convention. 15e (828-42-27).

BREAKING GLASS, film britannique de Brian Gibson (v.o.) : George V. 8e (542-41-46) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) — V.f. : Gaumont-Les Halles. 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé. 18e (522-46-01).

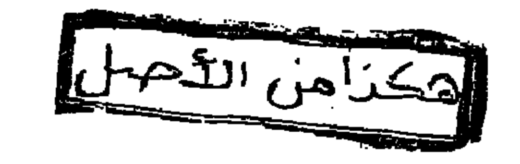
MA BRILLANTE CARRIERE, film australien de Gill Armstrong (v.o.) U.G.C Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie U.G.C., 8e (359-41-18) — V.f. : Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) : U.G.C Opéra. 2e (261-50-32)

LES PETITES CHERIES, film américain de Ron Maxwell (v.o.) : Paramount - City Triomphe, 8e (562-45-76) : Paramount - Odéon, 6e (325-59-83). — V.f : Paramount-Marivaux. 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) : Paramount-Bastille. 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie. 13e (580-18-03) : Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre. 18e (606-34-25) ; Convention Saint-Charles, 15e (828-42-27) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24)

PINBALL, DES FILLES ET DES FLIPPERS, film américano-canadien de Georges Mihalka (v.o.) Balzac. 8e (561-10-60). — V.f Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33) : Montparnasse - *Pathé 14e (322-19-23) ; Fauvette.* 13e (331-60-74) : Clichy-Pathé. 18e (522-46-01)

SUNBURN, film américain de R. Sarafian (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Mercury 8e (562-75-90) — V.f : Paramount-Marivaux 2e (296-80-40) ; Max-Linder 9e (770-40-04) ; Paramount - Bastille. 12e (343-79-17) Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse. 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES TEMPS SONT DURS POUR DRACULA, film américain de Clive Donner (v.o.) : Marignan. 8e (359-92-82) ; Parnassiens. 14e (329-83-11) — V.f. . Gaumont-Richelieu. 2e (233-*56-70) ; Athéna, 12e (343-*07-48) : Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral. 14e (539-52-43); Cambronne. 15e (734-42-96) : Murat. 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé 18e (522-46-01).



RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 6 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 *Une minute pour les femmes.*
Comment aider votre enfant à bien apprendre à lire.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.



20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « la Reine de la prairie ».
Film américain d'A. Dwan *(1954)*, avec B. Stanwyck, R. Reagan, G. Evans, L. Fuller, A. Caruso, J. Elam, Y. Dugay.



21 h 55 Questionnaire : Alfred Grosser.
Professeur à « Sciences Po », journaliste, spécialiste des questions allemandes, Alfred Grosser s'entretient avec Jean-Louis Servan-Schreiber des élections en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : *Des chiffres et des lettres.*
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.



20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Question de temps.
Regards neufs sur l'Amérique.
Jacques Segui à Washington et Claude Gatignaire à Los Angeles ont réalisé une enquête sur l'obésité, nouveau fléau social dans un pays qui compte le plus grand nombre d'obèses au monde. Reportage sur l'extension de la télévision.
21 h 40 Documentaire : Les Nouveaux Seigneurs.
Les jésuites hier et aujourd'hui.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo jeunes
18 h 55 *Tribune libre.*
Comité national des associations de personnes âgées.
19 h 10 Journal.
19 h 20 *Emissions régionales.*
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « les Risques du métier ».
Film français d'A. Cayatte (1967), avec J. Brel, E. Riva, J. Harden, A. Alari, *M. Laurey, C. Fabrega, N. Nell, D. Desyeux* (rediffusion).
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Le théâtre Chichois, d'après M. Chevitt.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, Présence des arts : Exposition « Lublum », à Mantoue.
20 h., Athéisme et foi héroïque chez Dostoïevski, de S. Fumet (3e partie)
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : « Aurélia », de G. de Nerval.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Risques de turbulence.

FRANCE-MUSIQUE

18 h., Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Chasseurs de son :
20 h. 30, Concert (en direct de la faculté d'Assas à Paris) : « Arcana », « Offrandes », « Intégrales », « Amériques » (Varèse), par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Amy, avec Ch. Eda-Pierre, soprano (Saison internationale des concerts de l'U E R).
23 h., Ouvert la nuit : Solistes français d'aujourd'hui (Vivaldi, Couperin, Saint-Saëns) ; 0 h. 5, Domaines de la musique électro-acoustique.

Mardi 7 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
Mémoire en fête ; *14 h 5, C.N.D.P.* ; 14 h 25, Elles en question ; 14 h 40, Feuilleton : Jean-Christophe ; 15 h 35, Mini show ; 15 h 45, Les recettes de mon village ; 16 h 5, A tire d'elles ; 16 h 15, Tout feu tout femmes ; 16 h 25, Dossier : Les nouveaux bébés ; 16 h 55, Le pour et le contre ; 17 h 5, A vos mains : Patchwork ; 17 h 15, La femme insolite ; 17 h 20, Série : Coup de cœur ; *17 h 50*, Variétés.
18 h TF 4.
18 h 30 : L'île aux enfants.
18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
S'y retrouver dans les méthodes d'apprentissage de la lecture.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 30 Le grand débat : Michel Debré.
Quatre députés, MM. M. Barnier (R P.R. Savoie), G. Bapt (P.S. Haute-Garonne), G. Longuet (U D.F. Meuse), P. Zarka (P.C Seine-Saint-Denis) interrogent Michel Debré (R.P.R. Réunion).
21 h 35 Caméra Une, Première : Ils furent rois tout un matin.
D'après le roman de C. Chonez, réalisation R. Milcent, avec S. Bouy, P. Rouleau, S. Thomas...
Dans une petite ville au bord de la mer, l'amour très pur d'un homme et d'une fillette détruit par les commérages et la méchanceté des voisins.
22 h 40 Variétés : Etoiles sur glace.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui *madame.*
La littérature des rêves.
15 h Série : Moïse.
16 h Itinéraires.
La sauvegarde du patrimoine international.
17 h 20 Fenêtre sur : Bram Van Velde.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Téléfilm - J'ai volé mes enfants.
Ce téléfilm américain raconte l'histoire d'un père divorcé qui s'enfuit avec ses deux filles, les recherches menées par la mère, le drame des enfants, etc
22 h Débat : Otages du divorce, les enfants.
Avec Mme S. Rozès, présidente du tribunal de Paris, M. R. Liberman, neuropsychiatre et auteur du livre les Enfants devant le divorce, *M. J.-P. Delaitte, père qui a lutté pour la garde de sa fille dans la clandestinité, Me H. Cren, avocat à la Cour, Me D. Petit-Moreau, avocat à la Cour, et Bruno, enfant de 14 ans, qui fait partie de l'Institut de recherche sur l'enfant.*
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 55 Tribune libre.
Le Syndicat national des collèges.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
20 h *Les jeux.*
Quelques artifices de mise en scène, mais surtout des discours vraiment rebattus et pour le moins univoques.
22 h 40 La grande parade du jazz : New-York Jazz Repertory.
23 h 10 Journal.
20 h 30 Cinéma (cycle grands westerns) : « Sept secondes en enfer ».
Film américain de J. Sturges (1967), avec J. Garner, J. Robards, R. Ryan, A. Salmi, C. Aidman, S. Ihnat, L. Gates, J. Voight (rediffusion).
22 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues franco-islandais : « Les relations franco-islandaises et la vie culturelle de l'Islande actuelle », avec Mme V. Finnbogadotir, présidente de la République islandaise, et R. Boyer
21 h. 15, Musiques de notre temps : avec M. Roche.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Concert (Festival Estival de Paris) : « Lamentations », de Cristobal de Morales, par l'Ensemble A. Sei Voci, avec A. Zaepffel et R. Safir, haute-contre, R. Oudot, ténor, B. Fabre-Garrus et P.-Y. Le Maigat, barymatique . autour de G. Reibel.
23 h., Ouvert la nuit : La revue de la presse et de l'édition musicale internationale, le domaine anglo-saxon, deuxième partie (Donizetti, *Berlioz, Ravel, Rachmaninov*).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 6 OCTOBRE

— *M. Gehrardt Kirsch*, professeur de sciences politiques à l'université de Berlin, participe en direct de Bonn à l'émission « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h. 20.

— *M. Alfred Grosser*, professeur à l'Institut d'études politiques et l'invité de « *Questionnaire* », sur TF 1, à 21 h. 55.

MARDI 7 OCTOBRE

— *M. Michel Debré*, ancien premier ministre, député R.P.R. de la Réunion, est l'invité *du « Grand débat »*, de TF 1, à 20 h. 35

— VU —

FANTOMAS AU RABAIS

Etonnez-vous, demandez autour de vous : pourquoi, en règle générale, les téléfilms sont-ils tellement plus mauvais que les films ? On vous répondra que la raison en est évidente : la télévision n'a pas les moyens de s'offrir des mois *de tournage, des acteurs* célèbres et des réalisateurs réputés. Admettons. Il arrive pourtant qu'elle se mette en frais, qu'elle confie un sujet en or à un cinéaste en béton, en le laissant libre de choisir lui-même ses *interprètes, privilège assez rare* au cinéma. A quoi je pense ? Au *Fantomas* de Claude Chabrol, avec Helmut Berger et Jacques Dufilho, samedi dernier, sur A 2.

Ce n'était pas mal. Pas bien non plus. Pas bien au point de remplir pendant plus de huit jours une salle d'exclusivité. Ça *manquait de rythme*, de *punch*, c'était mollasson, ça traînait les pieds. Alors, je repose la question : comment peut-on se permettre de nous présenter un produit qu'on n'oserait jamais introduire tel quel dans le circuit commercial ? On aurait trop peur d'en être de sa poche et de faire fuir ensuite les producteurs. Les capitaux privés ne se placent qu'à bon escient la plupart du temps. Sous quel prétexte devrait-on se montrer plus négligent dès qu'il s'agit des deniers publics ?

C'est absolument inadmissible. D'autant qu'il aurait suffi d'un rien, un tour de vis ici ou là, un coup de ciseau là ou ailleurs, et trois ou quatre effets de surprise en prime pour ajuster et tendre le fil d'une action paresseuse, sans ressort. Dans *un policier, s'il ne se passe pas* quelque chose toutes les trente secondes, on commence à s'impatienter. C'est le secret des séries américaines.

Soyons justes, il y a de bons moments. Surtout vers la fin : *l'entourloupette destinée à arracher* Fantomas à la mort en lui substituant un cabotin qui s'est fait la tête de l'emploi pour jouer un rôle de malfrat. Et surtout, absolument fidèle à la réalité, l'arrivée de la guillotine au petit matin à la porte de la prison, les bois de justice que l'on dresse, que l'on ajuste, le couperet dans son étui — le moyen de ne pas penser à Ranucci ? —, M. de Paris et ses moustaches à l'ancienne, le condamné qu'on va chercher sur la pointe des pieds pour ne pas déchaîner les hurlements de ses voisins de cellule. Et l'inspecteur *Juve penché sur le panier où* vient de basculer la tête d'un innocent : « *Ce n'est pas lui !* Ce n'est pas Fantomas ! » Formidable. Vraiment dommage que tout n'ai pas été à ce niveau, de cette qualité.

CLAUDE SARRAUTE.

APRÈS LE VIDCOM 80 A CANNES

« Il y a de l'argent à gagner »

C'est un fait : M. Bernard Chevry a encore gagné son pari avec le VIDCOM 80, organisé à Cannes du 29 septembre au 2 octobre. Après le MIDEM (Marché international du disque et de l'édition musicale), après le MIP-TV (Marché international des programmes de télévision), il a lancé *désormais* le Marché international de la vidéo, dont Cannes sera la capitale. La date du prochain VIDCOM est d'ores et déjà fixée du 5 au 9 octobre 1981, avec l'assentiment des plus grandes firmes américaines.

Pour ce qui concerne le marché proprement dit, trois points méritent d'être mentionnés à défaut de tenter l'impossible bilan de ce *genre de manifestation. D'abord*, le nombre des participants : on en escomptait de quatre mille à cinq mille, ils furent finalement *six mille. Or il en va, semble-t-il*, du VIDCOM 80 comme des Jeux olympiques : l'essentiel n'est pas de gagner mais de participer.

Deuxième point : la place importante prise par les programmes par rapport aux matériels. Certes la diversité même de ces programmes témoigne de la grande perplexité des fabricants devant les *goûts supposés des acheteurs* éventuels : tandis que les uns investissent dans *Autant en emporte le vent* sur cassette, d'autres *parient sur des produits spécifiques* comme la dernière séquence électronico-musicale de Jean-Michel Jarre. Un seul secteur paraît échapper à *cette* incertitude commerciale : les films de catégorie X. Une dizaine de fabricants spécialisés offraient leur production à Cannes (de 225 francs à 500 francs la cassette) et l'un d'eux avait loué probablement le plus beau stand du VIDCOM...

La troisième impression : en dépit des particularismes technologiques qui existent (faut-il parler sur le BETAMAX plutôt que sur le V.H.S. ?) ou ceux qui restent à venir (le vidéodisque plutôt que la bande magnétique ?), on sent que l'heure du choix va bientôt sonner. Chacun s'y prépare en offrant des matériels de plus en plus fiables et sophistiqués dont les prix seuls demeurent souvent dissuasifs.

Pour suivre tous les travaux du congrès international de la vidéo-communication, organisé pendant la durée du VIDCOM 80, il eût fallu un don d'ubiquité assez rare. Mais le journaliste de la presse écrite se sentait plus spécialement concerné par la télématique. La mise en œuvre du système Télétexte représen*tera, pour la presse et l'édition*, un progrès dans la communication en même temps qu'une profonde remise en question (*le Monde* du 27 septembre). Les représentants de la direction générale des télécommunications continuent d'affirmer qu'ils ne sont que les simples « plombiers » de cette révolution (*« Nous fournissons les tuyaux à qui veut s'en servir »*), cependant qu'une partie de l'auditoire ne paraissait guère convaincue de l'innocence du propos. M. Dominique Ferry, de la librairie Hachette, a fort bien montré que cette complémentarité théorique entre la presse écrite et le Télétexte risquait cependant de se traduire par l'étranglement de la première par le second dès que les petites annonces emprunteront le canal du Télétexte. Il a reconnu cependant qu'il est absurde à l'heure actuelle d'imprimer *les P.A.* si l'on tient compte du prix du papier, des frais de composition, etc. *« D'ores et déjà, la nature du journal a changé »*, a-t-il dit.

M. Frank Tenot, du groupe Filipacchi — qui s'apprête à tenter l'expérience Télétel à Vélizy avec *Pariscope*, — *constate que* les recherches menées pour l'adaptation télématique du magazine a permis de repenser et d'améliorer sa *version imprimée*. En ce qui concerne les bases de données dont les applications dans la presse française sont encore très limitées (la Documentation française, Agora à l'A.F.P.), M. Jacques Michel, chef de la mission interministérielle de l'information scientifique et technique, a donné quelques chiffres comparatifs de deux marchés : pour la France, il le situe à 600 millions de francs, tandis qu'il *serait* de 5 milliards de francs pour les Etats-Unis. Comparant les dépenses nécessaires pour mettre en œuvre ces *bases de données*, M. Michel les situe à 2,8 milliards de francs pour la France et à 15 milliards de francs pour les Etats-Unis.

L'énormité de ces sommes ne parvient pas cependant à modérer l'optimisme d'une majorité d'experts — américains pour la plupart, il est vrai — dont l'intervention s'achevait le plus souvent par la formule : « *Il y a de l'argent à gagner et nous le gagnerons !* »

CLAUDE DURIEUX.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

RELIGION

LES TRAVAUX DU SYNODE ROMAIN

« L'Évangile est libérateur et nul ne doit se sentir écrasé »

déclare Mgr Danneels (Belgique)

De notre envoyé spécial

Cité du Vatican. — La première des trois parties du synode est partiquement terminée si ce n'est l'intervention de deux ou trois laïcs auditeurs ou experts prévues pour ce 6 octobre. Plus d'une centaine d'évêques ont déjà pris la parole, et l'assemblée va entrer dans sa phase la plus secrète et la plus constructive, celle des douze carrefours linguistiques qui seront réunis toute la semaine.

Au tour d'horizon international qui s'achève, s'est ajoutée vendredi 3 octobre, une contribution d'une grande qualité, celle du successeur du cardinal Suenens à l'archidiocèse de Malines-Bruxelles, Mgr Godfried Danneels, dont l'intervention est considérée comme une des plus marquantes de la série. Elle reflète, sans fard, les préoccupations pastorales réelles et la mentalité de la plupart des évêques et des fidèles. En voici la plus grande partie. — H. F.

« Le cœur de beaucoup d'hommes et de femmes est habité par une peur profonde, une angoisse pour l'avenir. Nous avons perdu le Père. Et lorsque le père disparaît, les enfants ont peur et ils ont froid.

» Le synode doit éclairer les consciences. Mais il devra aussi réchauffer les cœurs. Il devra apporter la lumière, mais aussi la chaleur (...) : beaucoup d'hommes et de femmes attendent de ce synode que cette peur et cette angoisse soient exorcisées.

» 1) Le synode doit dire une parole de vérité, de libération et de profond respect et de reconnaissance à l'égard de la femme. Après les crises de confiance qui ont marqué la relation entre l'Eglise et le monde ouvrier et entre l'Eglise et le monde des intellectuels, une perte de sa crédibilité dans le monde des femmes aurait des conséquences graves. Le départ silencieux des jeunes femmes provoquerait l'hémorragie peut-être la plus dangereuse de toute l'histoire de l'Eglise.

» Paradoxalement, la révélation du mystère de la femme aidera l'homme à découvrir sa véritable identité, le mystère de sa vocation.

» 2) Peut-être, pour la première fois dans l'histoire de l'Eglise en Occident, les parents ne réussissent plus à transmettre à leurs enfants les valeurs humaines et évangéliques dont ils vivent eux-mêmes.

» 3) La présentation de la morale conjugale est trop souvent coupée de ses racines doctrinales et spirituelles. Nous faisons trop de morale et nous manquons de mystique. Des préceptes moraux coupés d'une spiritualité et d'une mystique conjugales aboutissent souvent à la culpabilité excessive, au découragement ou à l'indifférence. Au lieu d'être pour l'homme un appel au dépassement et une chance, la morale sans la spiritualité provoque une crispation de la volonté. La loi nouvelle n'est-elle pas l'Esprit saint ? Elle n'est donc pas uniquement un impératif, mais une promesse et une grâce, car Dieu n'est pas seulement législateur, il est sauveur.

» 4) Nous ne pouvons nous cacher que le problème de la parenté responsable pose de graves questions à nous, pasteurs. Affirmons d'emblée que la solution de ce problème doit être cherchée en toute fidélité au magistère (...).

» 5) Certains pasteurs et fidèles reconnaissent dans l'encyclique Humanæ vitæ *un appel prophétique. Mais de nombreux autres pasteurs et fidèles et, parmi eux, les chrétiens engagés et dynamiques ont une conception théorique et pratique divergente de ce qu'enseigne le magistère. Ils acceptent difficilement que cela pourrait les mettre à l'écart de la communauté ecclésiale. Puis il y a ceux qui sont perplexes, déchirés entre un amour sincère de l'Eglise et les difficultés à leurs yeux insurmontables de mettre en pratique cet enseignement.*

» Ce déchirement intérieur nous touche profondément. Nous ne pouvons pas nous dérober à cette souffrance de tant de couples. Nous demandons au synode de creuser l'inspiration profonde de Humanæ vitæ *et des valeurs humaines et évangéliques qu'elle prône ; de rendre plus transparente l'argumentation qui les sous-tend. Car là où l'enseignement de l'encyclique se réclame de l'éthique naturelle, les arguments rationnels demandent un soin extrême dans leur teneur et leur formulation puisqu'ils s'adressent au-delà des fidèles à tous les hommes.*

» 6) Paul VI posait déjà quelques jalons en invitant les couples à mettre progressivement leur vie, à travers les aléas de l'existence, à l'unisson de l'idéal du mariage chrétien qu'ils poursuivent (...). Il faut le dire hautement : jamais l'angoisse ni la peur ne devraient se trouver chez les âmes de bonne volonté ; l'Evangile n'est-il pas une bonne nouvelle aussi pour les foyers et un message qui, s'il est exigeant, n'en est pas moins profondément libérateur ?

» Dans cette même ligne nous disons : Eglise ne te contente pas de répéter les valeurs et la norme mais donne-nous ta sagesse pastorale. Que nul ne se sente écrasé, mais que tous nous puissions respirer selon l'expression liturgique.

» 7) Parmi les divorcés remariés, il en est qui se sont constitués un nouveau foyer paisible et stable. Ils s'acquittent des obligations qu'imposent la justice et l'équité à l'égard de leur conjoint antérieur et des enfants issus d'un premier mariage. Possédant la foi ils désirent participer à la vie de l'Eglise.

» L'attitude de l'Eglise à leur égard suscite le désarroi de nombreux prêtres et laïcs qui ne voient plus comment concilier les exigences objectives de la doctrine et du droit canonique avec la miséricorde de Dieu. »

CARNET

Naissances

— M. et Mme Jean-Jacques BONNAUD, Pierre-Olivier et Charlotte sont heureux d'annoncer la naissance de

Alexis,

le 26 septembre 1980.
26, rue Juliette-Lamber,
75017 Paris.

— Michel et Annie NGUYEN-XUAN-DANG ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Guillaume,

le 22 septembre 1980.
Place de l'Ecole, Soyons,
07130 Saint-Péray.

Décès

JEAN LAPORTE

Nous apprenons le décès de

M. Jean LAPORTE,

ancien préfet de région.

[Né le 7 septembre 1909 à Toulouse, inscrit au barreau de cette ville, M. Laporte était entré en 1936 dans le corps préfectoral. Il avait occupé de nombreux postes territoriaux et joué un rôle dans la Résistance avant d'être nommé, en août 1944, préfet de l'Indre, puis préfet du Morbihan et préfet du Finistère. Nommé en 1954 préfet de la Moselle et préfet de la VIe région, il était devenu, en 1964, préfet de la région de Lorraine. En 1967, il avait été nommé préfet de la région Provence-Côte d'Azur jusqu'en 1973, année où il était devenu préfet hors cadre. M. Laporte avait pris sa retraite en septembre 1974 et était devenu président du conseil d'administration de l'Agence financière du bassin Adour-Garonne.]

— M. Pierre Barbier, vice-président au tribunal de Paris, Mme Pierre Barbier, leurs enfants et petit-fils,
Mlle Cécile Barbier,
Le docteur André Barbier, Mme André Barbier et leurs enfants,
M. et Mme Charles Leroux,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis BARBIER,

avoué honoraire
près le tribunal civil de la Seine,
officier de la Légion d'honneur,

leur père, beau-père, grand-père et arrière-grand-père, survenu le 3 octobre 1980, dans sa quatre-vingt-douzième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Sulpice, à Paris (6e), le mercredi 8 octobre 1980, à 10 h. 30, suivies de l'inhumation au cimetière Montmartre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

9, rue Joseph-Bara, 75006 Paris.
13, rue de Mézières, 75006 Paris.
331, chemin du Pouget,
34980 Saint-Gély-du-Fesc.
2, place des Canuts,
95100 Argenteuil.

— Mme Raoul Champetier et ses enfants Lionel, Bruno, Hubert, Elyane, Guy, et ses petits-enfants,
Les familles Champetier, Garnier, Hermant, de Morgues de Saint-Germain, de Rivoire-Labatie, Lacroix, leurs parents et alliés,
font part du décès de

M. Raoul CHAMPETIER,

ingénieur civil des mines,
survenu le 4 octobre 1980, à l'âge de soixante et onze ans.

Les obsèques auront lieu à l'église de Meyreuil le 7 octobre 1980, à 14 h. 30.
Chemin de la Plaine,
13590 Meyreuil.

— « J'ai choisi, le jour où je décidai de me mettre au service du cinéma, et renonçai à mettre le cinéma à mon service. »
Louis Daquin.

Clara Daquin, son épouse,
Jean-Michel Daquin,
Marc Daquin,
ses fils,
Simone Legrand et ses enfants, sa sœurs, ses neveu et nièce,
Hinda Gançarski, sa belle-mère,
Toute la famille et ses amis,
Le comité central du parti communiste français,
La Fédération de Paris du parti communiste français,
La section du huitième arrondissement,
La cellule des cinéastes communistes,
ont la douleur de faire part du décès de

Louis DAQUIN,

médaille d'or
du Conseil mondial de la Paix,
chevalier des Arts et Lettres,
secrétaire général
du comité de libération du cinéma,
président d'honneur
du Syndicat des techniciens
de la production cinématographique (C.G.T.),
membre du comité d'honneur
du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.),
directeur des études à l'IDHEC,
vice-président de la Société
des réalisateurs de films,
survenu le 2 octobre 1980, à l'âge de soixante-douze ans.

L'inhumation aura lieu le mercredi 8 octobre 1980, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris, où un dernier hommage lui sera rendu.
5, rue Jean-Bart, 75006 Paris.

(*Le Monde* du 4 octobre.)

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Jean DUFAUR,

née Marguerite Thoumsny,
survenu le 29 septembre à Amiens.

De la part de M. Jean Dufaur, son époux, ses enfants et petits-enfants.

Les obsèques ont été célébrées le jeudi 2 octobre 1980.

— Mme Gilles de Monbrison, sa fille,
Marc et Naïla, Emmanuel et Pamela, Alain et Françoise de Monbrison, ses petits-enfants,
M. Pierre Cludy, son gendre,
Alain, Laurence, Jean-François Cludy, ses petits-enfants,
Mlle Gisèle Brocot, sa compagne dévouée,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Mme Henry JASSELMANN,

le 2 octobre, dans sa quatre-vingt-onzième année.
23, rue de Constantine,
75007 Paris.
28, avenue Victor-Hugo,
75016 Paris.
12, avenue Victor-Hugo,
75016 Paris.

— Mme Georges Lejeune, son épouse,
Mlles Françoise, Brigitte, Catherine Lejeune,
M. et Mme François de Chassey, ses enfants,
Adilé, Hélène, Thibaut, Claire, ses petits-enfants,
Ainsi que ses sœurs, beaux-frères, neveux, nièces, et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges LEJEUNE,

conseiller honoraire
à la cour d'appel de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu en son domicile le 4 octobre 1980.

Les obsèques auront lieu le mercredi 8 octobre, à 8 h. 30, en l'église Saint-Jacques - Saint-Christophe, 6, place de Bitche, Paris (19e), suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.
18-24, quai de la Marne,
75019 Paris.

— Mme Marc Maingourd, son épouse,
M. et Mme Jean-Louis Maingourd et leur fils,
M. et Mme Philippe Maingourd-Buffandeau et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Me Marc MAINGOURD,

conseiller juridique honoraire
à l'Entreprise Tunzini,
survenu à Saint-Brieuc, le 2 octobre 1980.

Les obsèques auront lieu à Saint-Brieuc, en l'église Saint-Michel, le mardi 7 octobre, à 10 heures.
39, rue des Promenades,
22000 Saint-Brieuc.

— M. Henry Pinatel, notaire honoraire, et ses enfants, Roger, Jacqueline et Christiane,
Mme Raymond Bayer et ses enfants, Claude et Francis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henry PINATEL,

née Germaine Bréhier,
survenu le 1er octobre 1980, à Saint-Jean-de-Luz.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 7 octobre, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris (16e).
40, rue de l'Yvette, 75016 Paris.

— Jacques Plessis,
Jean-Paul Plessis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Janine PLESSIS,

chevalier des Palmes académiques,
survenu le 29 septembre 1980.

Les obsèques ont eu lieu, dans la plus stricte intimité, au cimetière du Kremlin-Bicêtre, le 3 octobre 1980.

— Mme Clara Stis a la douleur de faire part du décès de son époux,

Vladimir STIS,

survenu le 4 octobre 1980, en son domicile, 37, boulevard Lannes, à Paris (16e).

Le service religieux sera célébré en l'église Saint-Honoré d'Eylau, à Paris (16e), le mercredi 8 octobre, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Colombes, Pluvet.
Mme Lucien Thenlot,
Les familles Drexler, Monange, Loir, Lacoffrette, Cotton et Pot,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien THENLOT,

expert en œuvres d'art
(Extrême-Orient),
survenu le 1er octobre 1980, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse, de culte protestant, a été célébrée dans l'intimité à Pluvet (Côte-d'Or).

« Il essuiera toutes larmes de ses yeux,
» Et la mort n'existera plus. »
Apoc., XXV, 4.

67, rue du Bournard,
92700 Colombes.

— Mme François Thoreau annonce à ses amis de France qu'il a plu au Seigneur de rappeler à Lui

M. François THOREAU,

docteur en droit,
administrateur-
directeur général honoraire
de la STIL,
né à Louvain le 24 août 1914, entré dans la paix éternelle à Liège le 26 septembre 1980.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
4, Vieux-Chemin-de-Bléret,
B 4930 Embourg.

Remerciements

— Robert Besnainou,
Denis Besnainou,
M. et Mme Hirsh Myslabodski,
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de leur regrettée épouse et mère

Gisèle BESNAINOU,

adressent leurs sincères remerciements.

— Le Plateau-d'Assy, Grenoble, Brest.
Mme le docteur M.-D. Joly-Picard,
Anne Tobé, son époux et leurs filles,
Françoise Moevus-Joly et ses fils,
Catherine Tripard, son époux et leur fils,
Ainsi que toute leur famille,
remercient de tout cœur de la sympathie qui leur a été témoignée.

Anniversaires

— Pour le troisième anniversaire du passage vers Dieu de

André TURPIN,

une pensée est demandée à tous ses amis en union de prière à la messe qui sera célébrée à son intention et à ses intentions le 9 octobre 1980, à 9 h. 15, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, sa paroisse.

Avis de messe

— A la mémoire de Paul ROBERT.
Les amis de

M. Paul ROBERT,

auteur des dictionnaires « Robert »,
fondateur de la Société
du Nouveau Littré-Le Robert,
décédé à Mougins (Alpes-Maritimes), le 11 août 1980, se réuniront le jeudi 9 octobre 1980, à 10 heures, en la chapelle paroissiale de Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, où une messe sera célébrée à sa mémoire par le Père Bernard des Lyons.

— Une messe sera dite le 10 octobre, à 11 heures, en la chapelle Saint-Louis des Invalides, à la mémoire du

général TOUZET du VIGIER.

De la part de Mme Touzet du Vigier, de ses enfants et des associations, fédérations et amicales dont il était président ou membre.

— Mme Emile Touzet et ses enfants prient d'assister ou s'unir par la pensée à la messe qui sera célébrée le jeudi 9 octobre 1980, à 11 heures, dans la salle des sports de l'Alsace de Bagnolet, 5, rue des Loriettes, 93 Bagnolet, à l'intention de

M. Emile TOUZET,

décédé le 3 août 1980.

Cet avis tient lieu de faire-part.
28, rue Girardot, 93170 Bagnolet.

Communications diverses

— En raison de la maladie d'Hervé Bazin, la réception que devait donner le Mouvement de la paix le mercredi 8 octobre, à 18 h. 30, à l'occasion de la remise du prix Lénine de la paix à l'écrivain, est remise à une date ultérieure.

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

Au carrefour des affrontements Nord-Sud et Est-Ouest

Le tiers-monde secoue le Fonds monétaire

L'assemblée générale du Fonds monétaire qui vient de se terminer à Washington a été marquée notamment par l'affrontement du groupe des nations développées et des pays du tiers-monde. Ces derniers se rendent mieux compte qu'ils peuvent revendiquer avec plus de chances une part du pouvoir puisque figurent dans leur rang des Etats membres de l'OPEP. Ils avaient, au reste, préparé soigneusement l'offensive en mars, puis en juin-juillet à *Arusha (Tanzanie)*.

DANS l'histoire monétaire de la présente décennie, qui risque d'être aussi riche en bouleversements que celle des années 70, une petite et salubre ville de Tanzanie, centre touristique important (*à cause de la* proximité des réserves et du magnifique cratère de Ngorogoro), aura sans doute joué un rôle important.

Deux conférences internationales s'y sont tenues dans le courant de 1980, à *Arusha*.

La première, en mars, tout à *fait officielle : il s'agissait de la* réunion du groupe dit des « 77 » (groupe de pression du tiers-monde qui comprend maintenant cent vingt pays), au cours de laquelle fut *décidée, à l'unanimité*, la reconnaissance officielle de l'O.L.P. Cette résolution n'allait pas être sans conséquence sur la préparation de l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, qu'a présidée, cette année, M. Amin Jamal, ministre des finances de la Tanzanie, chaud partisan, à sa manière, qui est celle d'un homme pondéré, d'un renforcement de l'influence des pays du tiers-monde sur ces deux institutions (et l'on sait que l'affaire de l'admission de l'O.L.P. à titre d'observateur avait valeur de test).

Quant à la deuxième conférence, qui se tint fin juin début juillet, elle avait un tout autre caractère (mais des préoccupations voisines), puisqu'elle était organisée par des associations privées, telles la Fondation Dag Hammarskjold d'Upsalla et l'Institut d'études politiques (Institute for Policy Studies) de Washington, qui soutiennent activement les thèses tiers-mondistes.

Le document qui devait en résulter, baptisé un peu pompeusement l'Initiative d'Arusha (The Arusha Initiative), a rencontré beaucoup d'échos. Il a ainsi parfaitement atteint son but, qui était d'orchestrer un vaste mouvement, politique, diplomatique, intellectuel, qui vise rien de moins qu'à modifier profondément le fonctionnement des *institutions financières internationales* où l'influence occidentale, et plus particulièrement américaine, est omniprésente. Il reste à déterminer si les voies *tracées pour réaliser cette vaste* remise en question ne sont pas contradictoires entre elles quant aux méthodes préconisées et aux fins poursuivies. Il est en tout cas presque certain que ce sera, dans les années qui viennent, l'une des grandes parties qui va se jouer sur la scène internationale.

Si l'un des réflexes les plus *profonds du Fonds monétaire* est de se tenir à l'écart de ce qu'on appelle la politique, cela tient à ses origines et à son rôle historique. A l'origine, le Fonds et la Banque mondiale avaient été conçus comme des organismes spécialisés des Nations unies. *Mais, dès leur création effective*, ils se sont détachés de ce parrainage. Le fait que l'U.R.S.S., bien qu'elle eût participé à la conférence de Bretton-Woods, *renonça à être membre du F.M.I.* (et de la Banque mondiale), facilita les choses. Il fut entendu que le Fonds aurait à veiller sur l'ordre monétaire codifié en un corps de règles (la charte), dont l'objectivité tient justement au fait qu'elles sont en principe *soustraites aux critères politiques*. De même, le GATT était chargé de promouvoir à travers le monde des libres échanges, en appliquant un certain nombre *de principes* (non-discrimination, réciprocité, etc.) dont la raison d'être est précisément de soustraire le commerce à la politique.

Finances et politique

Au vingtième siècle, ce genre *de distinction a beaucoup perdu* de sa froide netteté, mais puisque le « libéralisme », vrai ou supposé, de l'Occident reste un thème *constant* de discussion, il est important de garder à l'esprit qu'il n'existe, ni théoriquement ni pratiquement, d'ordre tant soit peu *libéral* si n'est pas reconnu simultanément, non seulement en droit mais en fait (dans le fonctionnement des institutions par exemple), l'existence *de principes d'actions « objectifs »* (les règles du GATT, par exemple, tirent leur justification du raisonnement économique selon lequel le libre-échange assure la meilleure répartition des ressources disponibles...).

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 25.)

Les non-alignés veulent sortir de leur réserve

Le monde est-il double, triple, quadruple ou a-t-il tendance à s'unifier ? En d'autres termes, la propension à l'alignement des différents pays sur les deux blocs mondiaux opposés est-elle prédominante ou est-ce le choix du non-alignement qui se généralise ?

La question se pose un an après la sixième conférence des pays non alignés qui s'est déroulée à La Havane l'été dernier.

LES résultats du regroupement mondial le plus massif étaient apparus contradictoires. Les principes et les programmes adoptés par la conférence dans les conclusions étaient inspirés de la doctrine *pure du non-alignement*, d'une position critique égale par rapport aux deux grands blocs. Mais les interventions les plus radicales avaient dominé pendant la conférence, faisant du non-alignement un mouvement offensif, destiné à subvertir les *structures de l'Ancien Monde* et par conséquent à devenir « allié naturel » de l'U.R.S.S. et des pays socialistes. »

Le caractère extrémiste venait tout d'abord des discours pressants de Fidel Castro, le maître *de maison. Le concept* du non-alignement intégral a été sauvegardé grâce à la volonté ferme de la majorité des participants, menée par Tito, de ne pas abandonner la seule position qui les unissait et préservait le rôle qu'ils *s'étaient fixé au plan mondial. L'aspect paradoxal de la* conférence est venu du fait que le chef de file de la conception la plus étroite et sectaire, Fidel Castro, a été appelé à coordonner les *actions tendant à mener vers* la conception la plus large et la plus dialectique du non-alignement.

Les non-alignés risquaient donc gros cette année : le président actuel pouvait faire évoluer le mouvement vers le radicalisme, provoquant des défections en chaîne qui l'auraient réduit à une patrouille d'avant-garde, petite, bien sûr, mais combative. La majorité devait réussir à obliger Fidel Castro et les représentants cubains à respecter les principes adoptés. Un an après, on peut dire que le mouvement a surmonté l'épreuve.

Le président cubain n'a réussi ni à rapprocher les non-alignés de ceux qu'il considérait comme leurs « alliés naturels », les Soviétiques, ni à provoquer des scissions ou des défections du mouvement pour le dominer après en avoir réduit la composition à son goût. Mais Castro a conduit à une certaine immobilisation du mouvement, ce qui était à *prévoir*. Faute de pouvoir imposer sa ligne, le coordonnateur a empêché dans les moments cruciaux de la crise que les non-alignés pèsent de tout leur poids *et* de tout leur prestige.

On constate plutôt que Castro a été de plus en plus isolé dans le mouvement, son prétendu leadership de moins en moins reconnu, et qu'on examine ses intentions avec une suspicion croissante, avec pour résultat une prudence de la part du président coordonnateur et par *suite l'absence d'actions coordonnées* des non-alignés. Elles n'ont pas seulement fait défaut au Cambodge et en Afghanistan, mais aussi dans les points névralgiques du golfe Persique, de la Méditerranée, de la corne de l'Afrique, de l'Afrique australe et *méridionale, et à propos* du réarmement stratégique.

Les non-alignés se sont pourtant fait entendre sur tous les aspects de la crise mondiale dans les conférences *régionales* et aux Nations unies, donnant ainsi la preuve spontanée de leur vitalité. Paradoxalement, le non-alignement a continué à s'exprimer et à s'affirmer malgré et souvent contre le président-coordonnateur.

Deux dangers ont été évités : celui du déplacement du mouvement de sa position naturelle à égale distance des deux blocs, et celui des scissions qui auraient eu lieu en faveur de la partie radicale du mouvement.

Une décision significative

La décision d'avancer à la fin de l'année la conférence des ministres des affaires étrangères, alors qu'elle était prévue pour l'été prochain, manifeste l'urgence de faire quelque chose. Cuba était peu pressé de prendre une position sur l'Afghanistan et *le Cambodge, alors* que c'est précisément l'acuité de ces problèmes qui a décidé la majorité.

L'affrontement entre les deux superpuissances se déplace vers le tiers-monde de manière de plus en plus flagrante. L'Occident, qui n'est pas arrivé à trouver une *formule* qui le transforme d'ancien patron en partenaire privilégié pour les ex-pays coloniaux, vit sa propre crise et l'aggrave par bien des aspects : l'incommunicabilité avec le tiers-monde en particulier.

L'U.R.S.S. vise la même zone en espérant rendre la crise de l'Occident définitive (privation de sources d'énergie, de matières premières et de nouveaux marchés).

FRANE BARBIERI.

(Lire la suite page 25.)

Mettre un embargo sur la technologie pétrolière destinée à l'U.R.S.S. serait absurde

L'Occident doit-il sanctionner l'Union soviétique pour sa politique expansionniste, en la privant de la technologie dont elle a besoin pour sa *croissance économique ? Ceux qui soutiennent* encore cette théorie ne tiennent pas compte, je crois, des leçons de l'expérience. La réalité est que les sanctions économiques n'ont en aucun cas réussi à mettre un frein aux ambitions soviétiques. Plus grave, elles vont à l'encontre même des intérêts de l'Occident.

par EDWARD HEATH (*)

UNE politique d'embargo, dans le domaine de la technologie pétrolière, telle qu'en ont adopté ces dernières années les Etats-Unis et certains pays européens, vient aujourd'hui sanctionner l'invasion de l'Afghanistan. *Bien que destinées* à faire pression sur les Soviétiques en visant la veine jugulaire de leur économie — le secteur de l'énergie, — pareilles mesures auront, à mon sens, un effet de boomerang et viendront frapper au cœur même des intérêts *les plus vitaux* de l'Occident.

D'ici une dizaine d'années, en effet, l'Union soviétique ne sera plus exportateur net de pétrole, mais *probablement un gros* importateur. Les énergies de remplacement sont loin, semble-t-il, de pouvoir combler les manques, et les réserves n'apparaissent *pas considérables*, car les Soviétiques sont déjà des utilisateurs relativement exigeants.

L'équilibre entre la demande et l'approvisionnement énergétiques du pays peut *certes* se modifier, mais un embargo sur les technologies pétrolières ne fera très certainement que précipiter les difficultés de Moscou.

Quelles seraient, pour nos pays, les conséquences de l'apparition d'un *nouvel* importateur de pétrole, en l'espèce l'U.R.S.S. ?

Il se pourrait, tout d'abord, qu'interviennent d'importantes augmentations de prix, même si les Soviétiques ne disposent pas des devises suffisantes pour acheter les millions de barils quotidiens supplémentaires. Comme on l'a vu l'an dernier, d'infimes diminutions dans l'approvisionnement, de faibles augmentations de la demande peuvent avoir des effets considé*rables sur* les prix, *du fait de la* spéculation panique qu'elles provoquent dans les pays consommateurs.

Deuxième conséquence, cette *demande supplémentaire sur le marché mondial* du pétrole donnera plus de pouvoir à l'OPEP et accroîtra la vulnérabilité des économies occidentales aux changements politiques qui caractérisent aujourd'hui les pays producteurs du Proche-Orient, pays qui, *de plus en plus*, élaborent l'ensemble de la politique de l'OPEP.

Troisième point, moins l'Union soviétique pourra produire elle-*même de pétrole, plus dépendants* seront ses satellites d'Europe centrale du marché mondial. Ils devront alors soustraire des investissements productifs leurs gains limités de devises. La détérioration de la croissance économique qui pourrait en résulter risquerait d'exacerber les tensions sociales déjà existantes, comme nous l'avons vu en Pologne, ces dernières semaines, de façon si éclatante.

Si cette poudrière de l'Europe de l'Est menaçait de prendre feu, les autorités communistes ne voudraient pas risquer une libéralisation, même progressive, de la société qui est la leur, parfaitement conscientes qu'elles ne feraient par là qu'encourager les forces du changement. La preuve apportée par l'histoire récente suggère que, avec l'exception no*table de la Pologne, la répression* s'intensifierait et que le rideau de fer à nouveau se baisserait.

L'Allemagne de l'Ouest, en particulier serait tentée ou même *conduite par l'opinion publique*, à un rapprochement avec Moscou, afin d'éviter de compromettre les relations humaines et commerciales établies avec ses voisins d'Europe centrale grâce à une décennie de détente. Le danger d'une détérioration de *l'unité — et par conséquent de l'efficacité* — de l'alliance atlantique n'a pas besoin d'être souligné.

Ne pas favoriser l'attrait du Proche-Orient

Quatrième conséquence qu'en*traînerait l'apparition de l'Union* soviétique comme importateur sur le marché mondial du pétrole, le renforcement de l'intérêt que traditionnellement elle porte aux Etats producteurs du *Proche-Orient* auprès desquels elle cherche à s'assurer une influence dominante. Etant donnés, en fait, la pénurie chronique au sein du bloc soviétique d'une *monnaie* suffisamment forte pour lui per*mettre d'acheter* du pétrole sur le marché mondial et le contrôle de plus en plus étroit de l'OPEP sur ce même marché, il n'y aurait, semble-t-il, d'autre choix *pour le Kremlin que d'exercer* des pressions sur l'organisation des pays producteurs pour qu'elle lui fournisse, à des conditions intéressantes, les quantités qui *lui sont nécessaires*.

Moscou, de plus, n'aurait pas besoin de brandir la menace d'une intervention militaire pour parvenir à ses fins. La sensibilité des régimes *de cette partie* du globe à l'équilibre militaire dans la région, leurs doutes quant à la fiabilité de l'Occident, permettraient à l'Union soviétique de se servir d'une importante présence militaire comme d'une menace latente, tout en poursuivant ailleurs, par des voies plus subtiles, des négociations pour obtenir l'avantage politique.

On pourra ainsi voir utiliser la subversion et l'exploitation des rivalités entre les Etats, les manœuvres de propagande contre l'alignement sur l'Occident et *l'exploitation du conflit entre* Israël et ses voisins arabes. Tout cela pour éloigner les pays musulmans de l'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis. Si ces tactiques s'avèrent efficaces, Moscou se trouvera alors en bien meilleure position pour faire pression sur les régimes *de la* région.

On ne sous-estimera pas les limites de l'influence soviétique au Proche-Orient. Mais il est, à *mon sens, absurde de la part de* l'Occident de vouloir soumettre l'U.R.S.S. à des embargos dans le domaine de la technologie pétrolière si le résultat final revient précisément à encourager ce que, dans l'attitude de ce pays vis-à-vis du marché inter*national* du pétrole et *vis-à-vis* de l'Europe de l'Est, nous voulons éviter.

(*) Ancien premier ministre du gouvernement britannique.

Un entretien avec M. Kodjo secrétaire général de l'O.U.A.

Lire page 24.

Soyons sérieux

PERSONEL ADS

HARD-HEADED, Soft-Hearted German guy. Impeccable anti-*fascist credentials, young-looking middle age*, seeks peace-loving, serious-minded, caring electorate for enduring relationship Box SPD 80 Bonn.

Titled Managing Director of successful French national enterprise, into accordion-playing, TV, African curios, would like to meet friends of both sexes not suffering from seven-year itch. Box UDF 81. Paris

Elegant Wine Buff, 60 this year, sensitive, concerned, moderate, *interested biography, Europe, Social Democracy*, making up party for group travel from Belgium to Britain in New Year. Liberal expenses, share fuel costs. Box EXEEC 1. Brussels.

Blonde Bombshell, still just 54, enjoying recent windfall from kindly European gentlemen friends, seeks fun-loving playmates for collective *practising martial arts*. Box *Downing St London*.

Self-Confessed Federalist, soon to *move* from Luxembourg to Brussels, needs twelve apostles for crucifixion scene in Greek tragedy provisionally titled *Nine Plus One*. Box EEC 10. Luxembourg.

410 Stage-Struck Guys and Dolls urgently seek permanent pad for theatre workshop currently playing Strasbourg, but due to tour when Luxembourg premises available. Box EP 1. Strasbourg.

PANGLOSS.

LE panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cégos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) Croissance la plus forte possible ; b) Croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) Croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

Contraste entre l'Amérique et l'Europe

ALORS que l'activité recule dans nos quatre grands pays européens, les signes de reprise se multiplient outre-Atlantique. Après la profonde chute de la production américaine du deuxième trimestre (le P.N.B. a diminué de 9,6 %), les nouvelles sont meilleures. Du moins si l'on compare les réalisations du mois à celles du mois précédent, car si l'on prend le mois correspondant de l'année dernière, les résultats sont encore franchement mauvais. Ainsi, la production *industrielle* a augmenté pour la première fois de 0,5 % en août, mais reste encore à 8 % au-dessous de celle de l'année 1979.

Même constatation pour les deux piliers traditionnels de l'activité américaine. Les mises en chantier de logements ont augmenté trois fois de suite, et même très fortement : de 3,2 % en juin, de 2,1 % en juillet et de 12 % en août, mais le niveau atteint de un million quatre cents mille logements est inférieur de 23 % à celui de 1979. De même, les ventes d'automobiles américaines ont donné des signes de reprise mais restent, début septembre, à 21 % au-dessous de l'année dernière. Pourtant, les constructeurs redeviennent optimistes. Ainsi M. Thomas Murphy, chairman de General Motors, s'attend à un marché regonflé de dix millions de voitures grâce aux nouveaux modèles 1981. *Par ailleurs, les* deux dernières enquêtes du Conference Board montrent que les consommateurs reprennent confiance.

En revanche, les milieux financiers sont inquiets, car le *prime rate* est déjà remonté de son plancher de 10,75 % à 13 %. L'inflation menace en effet, les prix de gros s'accélèrent à nouveau à 17 %. Problème difficile pour M. Volcker, le président du FED, écartelé entre deux exigences contradictoires : ou serrer le crédit pour lutter contre l'hydre inflationniste, ou rester souple pour ne pas casser une reprise naissante qui suscite tellement d'espoirs.

Par ailleurs, les candidats à l'élection présidentielle, aussi bien M. Carter que M. Reagan, n'arrangent pas les choses avec leurs promesses de réductions fiscales. Le gardien du dollar s'est élevé vivement contre ces inconséquences électorales. Seuls les avantages promis aux investissements lui semblent appropriés, d'autant plus que les prévisions des chefs d'entreprise baissent nettement, au moment même où le renforcement du potentiel productif s'impose le plus.

Si les pays européens voient tous leur croissance décliner, ils n'en sont pas au même point. L'activité allemande, après une très bonne progression au premier trimestre (+ 5,8 % pour le P.N.B.), *s'est fortement* ralentie au deuxième (+ 1,5 %), la production industrielle reculant même. Cependant, la Bundesbank a noté en juillet et août un arrêt de la dégradation. Si cette évolution s'est accompagnée d'une nette baisse de l'inflation, qui, calculée sur trois mois, n'est plus que de 3,5 %, elle n'a, en revanche, pas amené d'amélioration de la balance des paiements courants, gravement déficitaire. Le deutschemark reste faible, et la Bundesbank est prise, elle aussi, entre deux exigences contradictoires : défendre *ce dernier*, ce qui implique des taux d'intérêt relativement élevés, ou, au contraire, accompagner le ralentissement de l'activité et de l'inflation en les abaissant.

D'abord rigoureuse, elle a finalement accepté d'injecter des liquidités, puis, plus récemment, elle a réduit de 9,5 % à 9 % le taux des avances sur titres. Manœuvre prudente cherchant à éviter une détérioration plus forte de l'activité. Certes, l'Allemagne n'est pas en récession, comme l'a rappelé le chancelier Schmidt, mais elle aborde une passe difficile, où il lui faudra encore améliorer son potentiel productif, malgré la faible croissance, de manière à préparer une reprise saine, que plusieurs instituts et banques, dont la H.W.W.A. de Hambourg et la Westdeutsche Landesbank prévoient pour 1981, propulsée en particulier par les exportations vers les producteurs de pétrole, riches de leurs nouveaux revenus.

Si l'Allemagne a déjà redémarré fortement ses investissements pour répondre au nouveau défi international, la France n'en est malheureusement pas encore là. Problème crucial qui vient d'être souligné à propos des *mauvais résultats* du commerce extérieur. Comme l'a expliqué Raymond Barre, la solution ne consiste pas à réajuster le franc, mais à renforcer la compétitivité. La libération des prix industriels, qui a permis aux entreprises de rétablir leur *situation financière, n'est* qu'un point de départ.

Plutôt que de continuer à augmenter leurs prix de vente et contribuer, avec les organismes publics, à maintenir une inflation élevée de 13 % (la France est, avec l'Italie, le seul grand pays industriel où ce rythme n'a pas baissé depuis mai), les chefs d'entreprises devront comprimer maintenant leurs prix de revient en investissant. Tâche qui devrait être facilitée par la nouvelle mesure proposée dans le budget 1981 : déduction pendant cinq ans de l'impôt sur les bénéfices de 10 % de tous les investissements réalisés. Il est vrai qu'en France comme en Allemagne la conjoncture est difficile, le PIB ayant baissé de 2 % au deuxième trimestre.

Cependant, en dépit de l'inflation et du déficit extérieur, le franc reste étonnamment ferme, ce qui a permis une baisse du taux de base bancaire par petites touches de 13,25 % à 12,25 %. Situation monétaire favorable qui serait menacée au cas où l'inflation française ne redescendrait pas enfin significativement dans les mois qui viennent.

La Grande-Bretagne connaît actuellement sa plus forte baisse d'activité depuis la crise des années 30 : le PIB a encore reculé de 0,5 % au *premier* trimestre et de 1,50 % au second, et se trouve à 4 % en dessous de son niveau de 1979. La dégradation devient d'autant plus préoccupante que sous la pression simultanée de la récession, des hausses de salaires, des taux d'intérêt élevés et d'une livre trop forte, nombre de sociétés envisagent de fermer leurs usines. Conséquence directe : comme on le constate sur notre courbe, la montée du chômage a été impressionnante depuis mai, soulevant de violentes réactions syndicales et politiques, et entraînant la demande par Mr Callaghan d'une session extraordinaire du Parlement pour examiner « le consternant total de 2 011 206 chômeurs du mois d'août ».

Pour se défendre, le gouvernement met l'accent sur la baisse tout aussi impressionnante du taux d'inflation, repassé de 25 % en rythme calculé sur trois mois à 8 % et sur l'amélioration de la balance, le taux de couverture étant remonté à près de 100 %. Cependant, dans le cas anglais surtout, ce n'est pas la situation immédiate qui importe, mais l'avenir et les *investissements*, ceux des industries manufacturières ayant nettement reculé au premier semestre (— 3 %). Le C.B.I. (le patronat) est revenu à la charge pour que le gouvernement baisse les taux d'intérêt, mesure qui serait justifiée par *le recul de l'inflation. Mais* Mme Thatcher hésite à accentuer le virage amorcé avec une légère diminution du M.L.R. (Minimum Lending Rate) de 17 à 16 %.

L'Italie est, avec le Japon, le *pays où le ralentissement vient* à peine de se manifester, après un premier semestre où d'après l'INSTAT, l'Institut de la Statistique, la production industrielle a brillamment augmenté de 9,7 % par rapport à 1979. Mais l'inflation ne ralentit pas comme *ailleurs, rendant de plus en plus* difficile la position des produits italiens, compte tenu des contraintes qui pèsent sur la lire dans le cadre du système monétaire européen.

Conséquence grave : le déficit de la balance *commerciale se* creuse, comme le montre notre courbe, le taux de couverture ayant encore une fois chuté en juillet de 82 à 75 %. Le problème de l'Italie est à l'opposé de celui de la Grande-Bretagne : il faut freiner. La Banque Centrale s'y emploie de son côté en encadrant le crédit. Cependant, comme ailleurs, il faut ménager l'investissement. Malheureusement, le plan gouvernemental qui vise à alléger les charges sociales pesant sur les entreprises, sans cependant oser toucher à l'échelle mobile des salaires, n'est toujours pas adopté.

En attendant, la situation s'aggrave. Ainsi en est-il dans l'automobile chez Fiat, entreprise pilote, dont les exportations sont plus difficiles et qui menace de licencier vingt-deux mille personnes. D'où de sombres pronostics contre lesquels s'était élevé M. La Malfa, alors ministre du budget : « *Il n'y aura pas d'automne noir pour l'économie italienne* » affirmait-il. Le nouveau gouvernement reprendra-t-il la *situation en main ?* Il faut espérer qu'il le fera le plus vite possible !

MAURICE BOMMENSATH.

CROISSANCE	—— (———)	Après le profond recul du deuxième trimestre, les signes de reprise se multiplient. Les ventes au détail ont augmenté de 2 % en juin, 3,1 % en juillet et 1,5 % en août, les mises en chantier de logements de 2,1 % en juillet et 12 % en août, les commandes à l'industrie du taux record de 5,7 % en juillet, et la production industrielle de 0,5 % en août.
PRIX	—— (——)	Après s'être ralentie à 0,8 % en juin, la hausse des prix de gros s'est à nouveau accélérée en juillet (1,7 %) et août (1,5 %) son rythme annuel repassant à 17 %. Cette évolution menace les prix de détail qui s'étaient assagis, leur rythme annuel calculé sur trois mois n'étant plus que de 8 %.
CHOMAGE	—— (———)	Le taux de chômage, après avoir fortement augmenté de 6 % en février à 7,8 % en mai, s'est ensuite stabilisé à ce niveau, passant à 7,7 % en juin et à 7,8 % en juillet. En août, il a légèrement reculé à 7,6 %, la population active augmentant et l'effectif des chômeurs diminuant de 200 000.
CAPACITE	—— (——)	D'après l'enquête du département du commerce, les investissements des entreprises ont augmenté de 2,4 % au premier trimestre et de 1,3 % au deuxième, mais devraient reculer de 1,4 % au troisième et de 1 % au quatrième. Cependant, le taux d'utilisation des capacités productives est légèrement remonté de 74,4 à 74,5 % en août.
ECHANGES	— (—)	Le déficit commercial, calculé Fob-Caf, qui avait augmenté de 1,87 milliard de dollars en avril à 3,96 milliards en mai, est revenu à 2,38 milliards en juin, à 1,85 milliard en juillet et à 1,1 milliard en août sous l'effet d'une très forte contraction des importations de pétrole.
MONETAIRE ET FINANCIER		Le prime rate américain, qui avait fortement baissé de 20 % en avril à 10,75 % en juillet, remonte depuis régulièrement. Récemment, il est passé d'un seul coup de 11,50 à 12 %, puis à 12,25, 12,50 et à 13,50 %. Dans nos quatre grands pays européens les taux subissent la tension américaine, mais la Bundesbank a récemment abaissé son taux d'avance sur titres de 9,5 à 9 %.
ECONOMIQUE		Les quatre grands pays européens voient tous maintenant leur activité se ralentir, sinon reculer. Ils n'ont pas beaucoup à attendre de l'économie américaine où la reprise risque d'être fragile et médiocre, sans compter l'effet défavorable des taux d'intérêt américains qui remontent à nouveau.

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

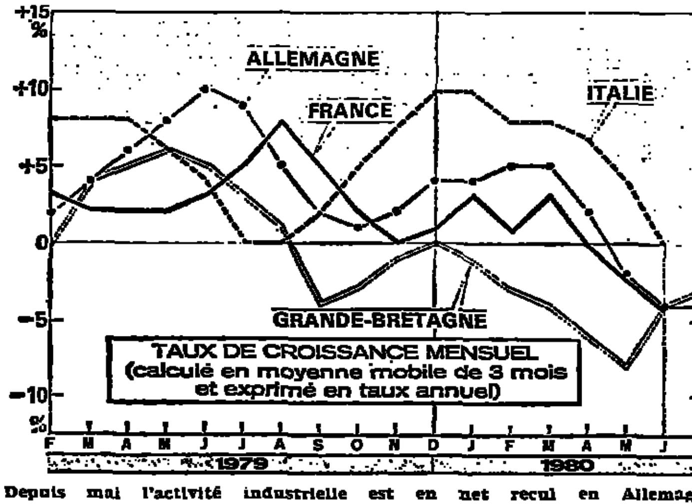
	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Échanges	Sensibilité (1) internationale
ALLEMAGNE	—	+	—	+	+	—
(tendance précédente)	+	—	—	++	+	+
FRANCE	—	——	——	+	—	+
(tendance précédente)	+	——	——	+	——	+
ITALIE	+	——	———	—	———	—
(tendance précédente)	++	——	——	+	——	—
GRANDE-BRETAGNE	——	—	———	——	+	++
(tendance précédente)	—	——	——	——	+	+

+++ excellent ++ bon + assez bien — médiocre —— mauvais ——— très mauvais [+] tendance précédente

(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

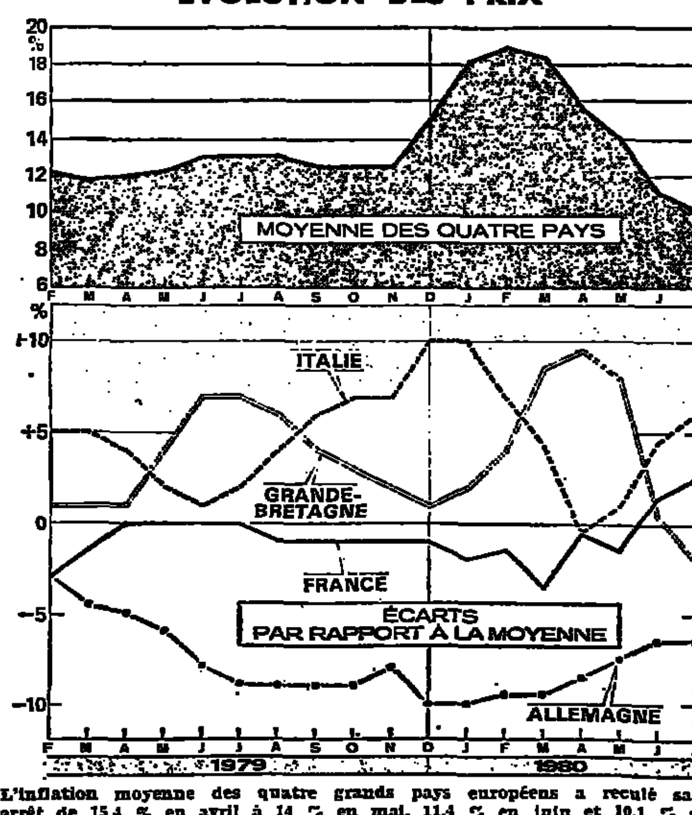


TAUX DE CROISSANCE



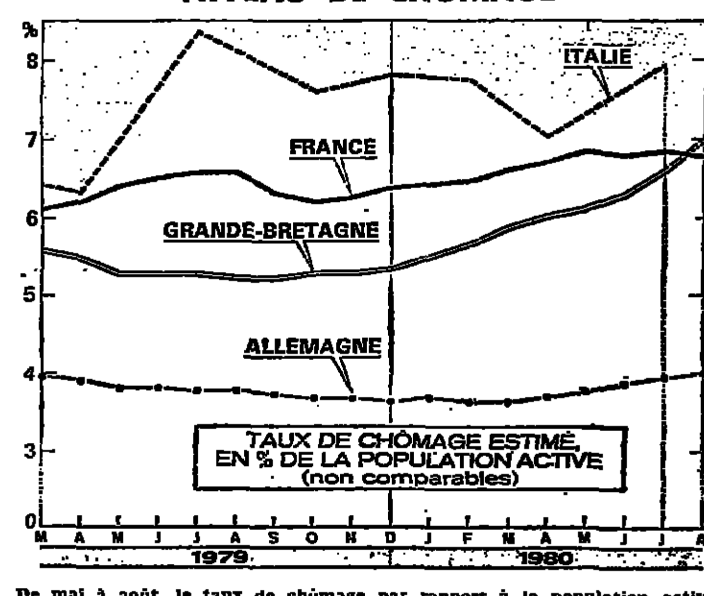
Depuis mai l'activité industrielle est en net recul en Allemagne (— 4 %) et en France (— 4 %). Quant à la baisse de l'activité anglaise amorcée à la fin 1979 elle continue toujours (— 3 %). L'Italie n'en est pas encore là, mais sa croissance s'est nettement tassée.

ÉVOLUTION DES PRIX



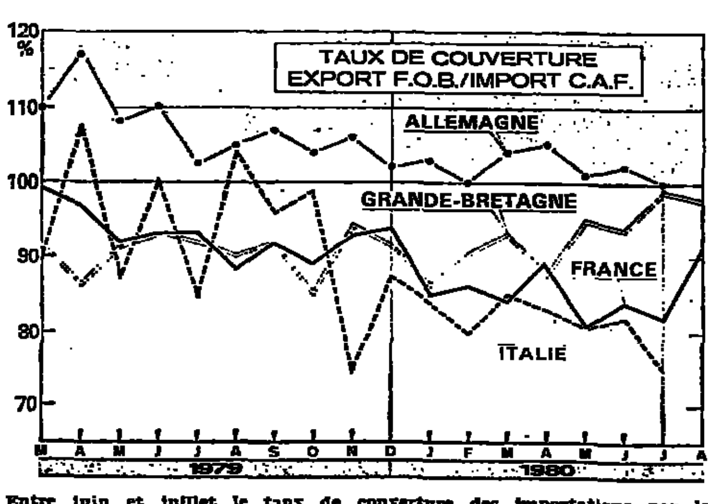
L'inflation moyenne des quatre grands pays européens a reculé sans arrêt de 15,4 % en avril à 14 % en mai, 11,4 % en juin et 10,1 % en juillet. Cette baisse a été due uniquement à l'Allemagne où l'inflation est descendue de 7 à 3,5 %, et à la Grande-Bretagne où elle a chuté d'une *manière spectaculaire de 25 à 8 %. En revanche le rythme est resté* pratiquement sans changement en France à 13 % et en Italie à 16 %. Rappelons que ces chiffres sont calculés sur les mois de juin, juillet et août. Evalués sur douze mois ils sont de 5,5 % en Allemagne, 13,6 % en France, 16,3 % en Grande-Bretagne et 21,6 % en Italie.

NIVEAU DE CHOMAGE



De mai à août, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations *saisonnières*, a *augmenté considérablement* de 6,10 à 7 % en Grande-Bretagne, plus modérément de 3,75 à 4 % en Allemagne, avec, en septembre, un changement de tendance (— 5 % par rapport à fin août) et est resté stable à 6,80 % en France. En Italie ce taux a augmenté fortement entre le premier (7 %) et le deuxième trimestre (7,95 %).

ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Entre juin et juillet le taux de couverture des importations par les exportations (calculé Fob-Caf et corrigé des variations saisonnières) s'est encore tassé de 102 à 100 % en Allemagne et a fortement baissé de 82 à 75 % en Italie. Entre juillet et août ce taux est remonté de 82 à 91 % en France et est resté proche de 100 % en Grande-Bretagne.

Bruxelles

A la conquête du gros lot immobilier

D'étonnantes tractations se poursuivent concernant la construction des nouveaux bâtiments destinés à abriter le secrétariat général du conseil des ministres de la C.E.E. Dans cette affaire, manœuvres et magouilles surgissent à chaque étape, à *chaque détour*.

IL s'agit, il est vrai, d'un contrat fabuleux : au prix actuel entre 6 et 7 milliards de francs belges, lesquels *seront* payés, sous forme de loyer, par les gouvernements-membres, autrement dit par le contribuable européen.

Se *sentant* incapables de trouver ensemble une solution acceptable pour tous, les Neuf ont attribué le rôle de meneur de jeu au pays hôte, donc au gouvernement belge. A celui-ci, ils ont laissé le soin de désigner le groupe qui sera chargé de l'opération, avec, toutefois, l'obligation de prendre l'avis du conseil des ministres de la C.E.E. Dès le début de la procédure *de sélection, plusieurs* Etats membres ont eu le sentiment désagréable que les autorités belges, consultations ou pas, étaient décidées à donner la préférence à un groupe belge et, donc, à écarter les concurrents venus d'autres pays de la Communauté. Les Néerlandais et les Français le dirent crûment, et parvinrent de la sorte à ce que soient rétablies, au moins provisoirement, des conditions de concurrence un peu plus normales.

Entre Belges et non-Belges

Par la suite, la querelle entre la Belgique et les Etats membres s'est ravivée. Cinq projets présentés par trois groupes (deux groupes belges, C.E.I. et Just Lipse, ainsi qu'un groupe international, Westland *Utrecht*) avaient finalement franchi les différents barrages. En mai, le conseil des ministres prit officiellement position : il indiquait que, pour des raisons de commodité pratique, ses préférences allaient, et de loin, à l'un des deux projets conçus par Westland Utrecht. Il insistait, méfiant, pour que les Belges tiennent attentivement *compte* de ce choix. Malchance, c'était là précisément un projet dont les *urbanistes* belges *officiels* avaient expliqué qu'il était irrecevable ; leur sympathie allant à l'un des deux projets de C.E.I. Faut-il ajouter que la position ainsi *prise* par les services belges était, et demeure, suspectée de partialité intéressée par les quatre partenaires... On en est là.

Le nouveau ministre belge des travaux publics, M. Chabert, est embarrassé : peut-il, comme son administration semble le souhaiter, passer outre à l'avis donné par le principal intéressé, le *futur* utilisateur, à savoir le conseil des ministres ? Avec le résultat limité, mais pas tout à fait inexistant, que le conseil, agacé « d'être mené en bateau », renonce finalement à louer.

La position prise par le comité du personnel, au nom des quelque mille *cinq cents fonctionnaires* que compte le secrétariat général du *conseil* n'aidera guère *M. Chabert à statuer De même* qu'Inter-Environnement, l'organisation porte-parole des écologistes, il rejette en bloc les cinq projets sélectionnés.

Selon les experts qu'il a consultés, les uns comme les autres ne peuvent aboutir qu'à la création d'un ghetto administratif invivable. Il reproche au conseil des ministres d'avoir esquivé ses responsabilités en laissant faire les Belges. Il lui fait également *grief* de ne pas avoir suivi les recommandations de la Cour des comptes européenne. Celle-ci a *préconisé* récemment un changement radical de la politique immobilière de la Communauté : elle ne devrait plus louer, mais devenir propriétaire des immeubles qu'elle occupe. Le montant des loyers a, il est vrai, de bonnes raisons de préoccuper la Cour : selon ses experts, le conseil devra payer chaque année, et pendant trente ans, un *montant à peu près égal à 10 %* de l'investissement, soit, si l'on tient compte des inévitables réévaluations du coût du projet, environ 1 milliard de francs belges par an... Chère Europe !

PHILIPPE LEMAITRE.

Forum

Comment cela finira-t-il ?

UN aperçu général de la *situation* économique mondiale montre que les forces déflationnistes prennent actuellement de l'élan et exercent des pressions plus fortes que tout ce que nous avons vu depuis la dépression des années 1930. On en trouve les signes dans le fait que, dans bien des pays, les *agrégats économiques* se sont aujourd'hui détériorés plus gravement que tout ce que l'on a vu depuis les années 30 et qu'il n'y a guère de signes d'amélioration.

En même temps, les autorités font jusqu'ici des efforts répétés *pour émousser* les forces déflationnistes, ce qui ne fait que provoquer des pressions infla*tionnistes contraires au but* recherché. Les pays actuellement frappés de la malédiction d'une récession qui *s'aggrave, associée* à une forte inflation, découvriront en fin de compte que la crise de l'économie durera plus longtemps et mordra plus profondément que ce n'aurait été le cas si des mesures économiques destinées à freiner l'inflation avaient été maintenues en premier lieu.

Dans bien des cas à travers l'histoire, l'inflation a été la cause de la destruction d'une nation. Mais il n'y a pas d'exemple *dans l'histoire connue que la* déflation ait détruit une nation.

Comment tout cela finira-t-il ? L'histoire nous dit que les gouvernements sont en mesure de maîtriser l'inflation, en utilisant des politiques monétaires pour développer ou contracter les économies, en remplaçant les forces inflationnistes par des forces déflationnistes qui contractent la masse monétaire... pour un temps. L'histoire nous dit aussi qu'aucun gouvernement n'est *jamais parvenu à maîtriser* les forces déflationnistes quand elles deviennent profondément enra*cinées dans le système.*

Beaucoup de gens pensent que l'économie keynésienne a apporté la réponse à ce problème dans les années 1930. Mais l'économie keynésienne n'a jamais été réellement mise à l'épreuve. Les politiques expansionnistes keynésiennes *n'ont* été utilisées qu'après que l'économie mondiale se fut écroulée, dans les années 1930, pour aider à redonner vie à un système déjà *dévasté*. Nous ne voyons aucun indice que l'économie keynésienne soit capable de prévenir la dévastation.

Si nous étudions l'histoire des dépressions économiques à travers les années, nous découvrons que le point précis à partir *duquel les forces déflationnistes* l'emportent sur les forces inflationnistes se produit avec une défaillance du système bancaire résultant de la dette cumulée que le gouvernement a encouragée dans le but de différer les conséquences politiques associées à la récession et à la dépression. L'industrie, les consommateurs et l'Etat, individuellement ou collectivement, ne peuvent plus supporter cet endettement qui a progressé avec des taux d'intérêts croissants, associés à l'inflation. Finalement, nous assistons à une banqueroute finan*cière majeure qui* a des chances de provoquer une réaction en chaîne, et qui joue le rôle de *détonateur*, déclenchant les aspects incontrôlables inhérents à ces forces déflationnistes.

L'aspect le plus redoutable de toute la situation, c'est que notre système financier mondial est si instable que cette défaillance pourrait se produire à tout moment, d'un ou plusieurs côtés, sans le moindre avertissement. Nous avons la combinaison de *l'endettement énorme des pays* du tiers-monde, du manque de liquidités du secteur de nombreuses entreprises dans toute l'Europe occidentale et de la montagne de dettes à la consommation qui croît inexorablement depuis des décennies.

L'histoire des poussées inflationnistes et déflationnistes depuis mille quatre cents ans suggère qu'une maturation du cycle inflationniste se produit cinq décennies environ après le *creux de la phase déflationniste.* Cela voudrait dire que le cycle inflationniste est parvenu à sa pleine maturité. C'est une référence historique qui est effectivement confirmée par les tendances économiques actuelles.

ROBERT BECKMAN,
directeur de Investors Bulletin.

Pas de bousculade au "bureau des mariages"

LES mariages de raison des firmes européennes n'encombrent pas le carnet mondain de la C.E.E. On ne se bouscule pas, en effet, aux portes du Bureau de rapprochement des entreprises (B.R.E.) de la C.E.E., *créé* en 1973. Son activité a permis, au cours des années 1978 et 1979, la conclu*sion de trente-six accords* de coopération entre quatre-vingt-cinq P.M.E. de l'Europe des Neuf. Les contrats passés concernent de nombreux secteurs (matières plastiques, ingénierie, chimie, informatique, chaussure). Ils portent, le plus souvent, sur des échanges de technologie et de licences et des accords de distribution réciproques et de vente en commun.

En règle générale, ils associent deux entreprises, mais, dans quelques cas, établissent *des liens entre plusieurs* P.M.E., jusqu'à cinq.

A côté des opérations de jumelage dans lesquelles il lui est demandé de trouver un partenaire, *le « bureau des mariages »* a la possibilité de prendre des initiatives. Dans son rapport sur les deux exercices considérés, le B.R.E. souligne son action dans le secteur bancaire, qui a vu se constituer le Groupe européen des banques, rassemblant dix banques moyennes (deux belges, deux françaises, trois italiennes, une allemande, une danoise et une néerlandaise). Il *mentionne également son effort* de coordination pour améliorer l'organisation des foires de sous-*traitance, élimination, notamment*, des chevauchements de date.

Une campagne a enfin été entamée afin d'associer les fabricants européens d'équipements de décoration pour hôtels de luxe et sièges de société, *l'objectif étant de créer* un groupement à l'exportation, notamment vers le marché nord-américain. Dans les prochaines années, il a l'intention de porter une attention particulière au rapprochement des P.M.E. des Neuf avec celles du prochain Etat membre de la Communauté, *la Grèce, et* les deux autres pays candidats, l'Espagne et le Portugal.

M. S.

L'Occident

Un entretien avec le secrétaire général de l'O.U.A.

« Il faut réaliser un marché commun africain autocentré »

nous déclare M. Edem Kodjo

Peu nombreux sont actuellement les hauts responsables du tiers-monde porteurs d'un message original s'écartant des sentiers battus et des idéologies dominantes. L'un d'entre eux, cependant, est M. Edem Kodjo, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, de nationalité togolaise. Répondant aux questions d'« Europa », il se prononce ici en faveur du développement endogène des pays du tiers-monde et souhaite la création d'une économie communautaire de l'Afrique. Les propos critiques qu'il exprime ici font suite au discours remarqué qu'il a prononcé lors de la 11e session extraordinaire des Nations unies, qui s'est achevée le 15 septembre, dans lequel il disait « combien il est illusoire de se fier à des négociations globales comme le dialogue Nord-Sud pour réformer le système international : lenteur et clauses de sauvegarde de toutes sortes limitent cruellement la portée de leurs conclusions ».

« Quelle vous paraît être en termes généraux la situation économique du tiers-monde, et de l'Afrique en particulier ?

— Les périls se multiplient ; l'inflation se poursuit ; le chômage s'accentue ; le déficit des balances des paiements des pays pauvres pourrait atteindre 79 milliards de dollars en 1980 (dont 44 milliards pour l'Afrique) alors que les excédents des pays exportateurs de pétrole atteindront sans doute 110 milliards de dollars. D'autre part, l'aide publique au développement des pays industriels est de 0,36 % du P.N.B. en 1980 et ne sera que de 0,35 % en 1990.

» Pour l'Afrique, la situation est particulièrement dramatique ; la Banque mondiale l'a décrite comme proche de la catastrophe. Elle estime que le taux de croissance moyen des pays africains pendant la période 1980-1990 ne dépassera pas 1,1 % par an. L'Afrique demeure un continent pauvre, frappé par les calamités naturelles et la famine. Alors que sa population va doubler d'ici à l'an 2000, elle pourrait ne couvrir que 60 % de ses besoins alimentaires. Enfin, l'Afrique compte environ 70 millions de personnes sans emploi, l'espérance de vie la plus courte et le taux de mortalité le plus élevé. Comment pourrait-elle survivre dans ces conditions si d'autre part ses exportations déclinent ?

— Quelle solution suggérez-vous pour tenter de redresser cette situation ?

— Deux décennies de développement n'ont apporté que des résultats fort limités à la majorité des peuples du tiers-monde. Comment ne pas penser à faire du neuf, loin de tout replâtrage : à inverser complètement la filière suivie durant les deux précédentes décennies.

» Pour l'Afrique, il faut revoir l'ensemble du problème du développement autrement qu'à travers les négociations globales et le dialogue Nord-Sud, fussent-ils importants, voire essentiels.

» L'Afrique possède des ressources considérables ; elle est en tête des potentialités décelées. Mais ses productions sont extraverties, orientées vers les marchés extérieurs, et non pas destinés à satisfaire les besoins des populations. Il faut retourner la situation, reconvertir les économies africaines, mettre l'accent sur ce que les gens consomment, répondre à leur besoins essentiels (nourriture, logement, santé, etc.). Tout le monde affirme donner la priorité à l'agriculture et à l'alimentation, mais ce n'est pas le cas. Cela suppose que les investissements soient largement réorientés.

— Le programme de développement de l'Afrique défini par la conférence des chefs d'Etat à Lagos en avril 1980 ne s'inspire-t-il pas de cette philosophie ?

— Lagos représente un choix de société. L'Afrique a résolument choisi à cette occasion une politique courageuse de changement. Elle a opté pour ce qu'il est convenu d'appeler un développement endogène, autocentré. Pour un autre développement.

» Le programme d'action que les chefs d'Etat ont adopté définit les voies et moyens pour une auto-suffisance nationale et collective. Ce programme est devenu un document de référence de la stratégie internationale du développement pour la troisième décennie. Certes son application dépend beaucoup de ce que feront les Etats. Mais il est prévu d'en faire une évaluation périodique.

Créer de véritables ensembles régionaux

— Estimez-vous souhaitable aussi la mise en œuvre de politiques économiques nationales ou la réalisation d'ensembles régionaux ?

— Ceci apparaît de plus en plus indispensable en vue d'aborder le problème de la pauvreté dans un esprit différent de celui du « rattrapage coûte que coûte ». Après vingt ans d'indépendance, les résultats sont faibles à cet égard. Il n'y a pas de développement régional cohérent. L'un des thèmes de Lagos est précisément la prise en compte des réalités régionales. Cela nécessite des regroupements régionaux sur le plan économique en vue de l'an 2000.

» Cet objectif sera défendu au cours de débats politiques au sein de l'O.U.A. Il faut dépasser l'union douanière — de type est-africain — et créer une véritable communauté d'échanges tendant vers la réalisation d'un Marché commun africain. Une telle approche non seulement est intéressante du point de vue du développement, mais elle devrait favoriser un meilleur dialogue Nord-Sud.

— Et le projet élyséen de trilogue, de coopération euro-arabo-africaine ?

— L'idée a été bien reçue cette année par les chefs d'Etat africains réunis à Nice avec le président Giscard d'Estaing. Au sommet africain de Freetown, un peu plus tard, certains pays ont demandé que ce projet fasse l'objet d'études complémentaires. Le secrétariat de l'O.U.A. qui en a reçu mandat devrait déposer ses conclusions avant février prochain.

— A New-York, vous avez porté un jugement très sévère sur les pays pétroliers, indiquant notamment qu'il ne servait « à rien de multiplier les objections pour refuser la coopération en matière d'énergie ni de vouloir à tout prix lier ce problème à ceux des matières premières et des négociations multilatérales ». Vous avez également suggéré l'étude d'un système collectif de garantie de manière à rassurer les détenteurs de « surplus » financiers et favoriser le « recyclage » de ceux-ci. Est-ce suffisant pour venir en aide aux pays les plus démunis dont un grand nombre sont en Afrique ?

— Les pays pétroliers ne font pas ce qu'il faut faire. Par rapport au P.N.B., l'assistance de la plupart d'entre eux — du moins de ceux qui ont des excédents financiers — dépasse largement 1 % du P.N.B. (la moyenne pour les pays de l'OPEP est de 5 % en 1980). Et les pays producteurs mettent en place des mécanismes pour accroître encore l'aide au développement. Mais les Etats africains, à bout de souffle à la suite des hausses pétrolières successives, ne peuvent attendre.

» Certes, nous n'imputons pas l'origine de la crise aux pays pétroliers. Mais ils l'ont aggravée. Nous ne disons pas non plus qu'ils ont tort. Nous soutenons au contraire leur action. Mais il faut que le droit de vendre leurs matières premières au prix fort soit accompagné de devoirs. C'est pourquoi nous réclamons une coopération énergétique plus cohérente et plus rationnelle. Les Etats doivent intervenir sur le marché pour que le recyclage ne soit pas l'affaire principalement d'intérêts privés.

— Le texte de la stratégie de développement pour la décennie 1980 vous semble-t-il porteur d'espoir ?

— C'est un document général qui ne va pas assez loin. Dans beaucoup de pays, on cherche, comme aujourd'hui en Afrique, à bâtir un autre développement. La stratégie définit des objectifs généraux et fixe des données quantitatives. C'est un document classique qui ne remet pas en cause les schémas de développement, parfois plaqués sur l'Occident. »

Propos recueillis par
GÉRARD VIRATELLE.

هكذا من الأصل

et les pays en voie de développement

Une entreprise urgente : stopper la chute des investissements européens

Depuis plusieurs années, les autorités de Bruxelles tâchent de persuader les Etats membres de la C.E.E. de la nécessité d'instaurer un système communautaire de promotion et de protection des investissements *européens à l'étranger. Va-t-elle* enfin aboutir ?

En 1972, elles avaient pris contact avec les gouvernements nationaux pour mettre en place un mécanisme couvrant l'ensemble des pays tiers. Très vite abandonnée devant le veto des Neuf, l'idée est revenue sur la table du conseil des ministres de la Communauté en 1978 à l'occasion des négociations sur le renouvellement de la convention de Lomé entre la C.E.E. et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) sous la forme d'un projet visant les seuls pays en développement.

LA proposition de M. Cheysson, le commissaire européen chargé de la coopération était très ambitieuse : d'une part, inclure dans tous les accords conclus avec les pays en voie de développement (P.V.D.), une clause générale sur la garantie des investissements européens dans ces pays et, d'autre part, prévoir des dispositions portant sur la conclusion d'arrangements spécifiques pour des investissements déterminés, ceux-ci pouvant faire l'objet d'une garantie accordée par le budget communautaire. Ce dernier point a été d'emblée rejeté par Paris, Bonn et Londres qui ont torpillé cette initiative malgré l'intérêt qu'elle avait suscité dans les autres capitales. De sorte que Lomé II prévoit simplement que les Etats A.C.P. assurent le même traitement aux investissements des Etats membres et ouvrent la possibilité de conclure des accords de protection d'investissements dans les secteurs minier et énergétique.

Comment expliquer que les « grands pays » de la Communauté — la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, mais pas l'Italie — sont plus que réticents à donner une couverture communautaire aux investissements européens dans les P.V.D. ? La raison en est simple : ils estiment ne pas avoir besoin de la Communauté pour protéger leurs investisseurs. De fait, ces trois pays ont, depuis une vingtaine d'années, créé leur propre système de garanties. C'est ainsi que l'Allemagne a conclu une trentaine d'accords.

Dans le cas de la France et du Royaume-Uni, ils sont un peu moins nombreux, mais il est vrai que l'existence des « zones franc et sterling » leur donne des garanties suffisantes dans les pays en faisant partie.

Ils ont su renforcer ensuite leur organisation d'assurance-crédit à l'importation, alors qu'un pays comme l'Italie n'en a toujours pas.

L'affaire se complique avec l'attitude de nombre de P.V.D. qui ne sont pas près d'offrir des garanties *contre les risques* politiques et financiers. C'est le cas par exemple du Nigéria parmi les pays A.C.P.

Les dispositions arrêtées avec les autres pays en développement (Sud-est asiatique, Yougoslavie, Brésil) sont tout aussi académiques que celles qui sont contenues dans la nouvelle convention de Lomé. Seul le projet mis au point avec les pays arabes apparaît plus opérationnel. Il faut dire que la protection de leurs avoirs en Europe est une raison suffisante pour intéresser les Arabes. Mais comme le dialogue euro-arabe est actuellement au point mort pour des raisons politiques, il n'est pas possible de juger de l'efficacité du système envisagé.

Une nouvelle chance

La mise en œuvre des clauses figurant dans les accords avec les autres P.V.D. fait toujours l'objet de discussions entre les Neuf. Un récent compte rendu du secrétariat du conseil des ministres de la C.E.E. résume bien la tactique de freinage adoptée : « *Certaines délégations* (il faut lire la France et le Royaume-Uni) *considèrent que les investissements relèvent de la compétence exclusive des Etats membres et d'autres* (l'Allemagne et, dans une moindre mesure, les Pays-Bas), *qui ont passé également un nombre significatif d'accords avec les P.V.D., ont le souci de ne pas porter préjudice à l'acquis obtenu sur le plan bilatéral au niveau national.* »

Pour la Commission — et aussi pour les Etats membres qui n'ont pas une position aussi favorable que leurs partenaires, — il s'agit au contraire non seulement d'étendre la compétence de la C.E.E. dans ce domaine (dès accords sont envisagés avec les pays du groupe andin, l'Inde et même la Chine) mais aussi de prouver que l'échelon communautaire peut être utile.

Lomé II lui en donne une possibilité. Elle met en effet à la disposition de la Banque européenne d'investissements (B.E.I.) un montant de 200 millions d'ECU (1,2 millions de francs) pour réaliser directement des investissements dans les secteurs minier et énergétique. Les services de la Commission étudient actuellement le premier projet à présenter aux Neuf, susceptible d'être financé par la B.E.I. et d'attirer ainsi — on croit dur comme fer à Bruxelles à l'effet déterminant de toute action communautaire — d'autres investissements européens. Ce sera là le premier test de viabilité de l'entreprise engagée par Bruxelles. Car, selon la Commission, il est urgent de stopper la diminution des investissements européens dans les P.V.D.

Dans certains secteurs, notamment minier, affirme-t-elle, « *ils menacent même de décroître dramatiquement alors que l'approvisionnement de la Communauté en matières premières est en jeu* ». Pour appuyer sa thèse, elle avance les chiffres suivants : entre 1970 (indice 100) et 1977, les investissements des Neuf tombaient à *87,9 % tandis* que ceux des Etats-Unis et du Japon passaient respectivement aux indices 205 et 130.

MARCEL SCOTTO.

Les non-alignés veulent sortir de leur réserve

(Suite de la page 21.)

D'où la stratégie d'extension au tiers-monde des divisions *entre l'Est et l'Ouest. Une chaîne* de conflits locaux qui, en somme, remplacent les effets d'un affrontement global. Plus la tension augmente et plus on incline à diviser en amis et ennemis les pays restés en dehors des blocs. Le non-alignement se présente comme le seul remède à la déchirure qui se prépare pour le monde.

Tout en étant non aligné, on peut choisir le système socialiste sans se soumettre à la stratégie globale de l'U.R.S.S. ou un modèle de développement capitaliste sans rouvrir les portes de son pays à la domination occidentale. De nombreux pays non alignés ont adopté une forme de socialisme guère définie, d'inspiration tribale même. L'Occident a considéré que le non-alignement était un « mouvement subversif ». On a compris à temps que c'était la seule voie pour ne pas laisser toute tendance socialiste coïncider avec l'expansion soviétique.

L'U.R.S.S., au contraire, l'a compris très vite et a essayé de faire du mouvement du non-alignement une sorte de purgatoire de son propre paradis. Aujourd'hui, les Occidentaux recommencent à y croire. En butte à des défaites cuisantes dans le tiers-monde, les gouvernements occidentaux se rabattent sur le non-alignement pur, dans la crainte que le non-alignement castriste pro-soviétique ne prédomine. L'U.R.S.S. en a trop fait en chauffant la tendance dure avec pour résultat de compromettre Castro. L'Occident court le risque d'en faire trop en favorisant l'autre tendance. Il serait plus sage d'appuyer ceux qui réclament un nouvel ordre économique mondial, et de dépasser l'U.R.S.S. dans les rapports entre pays développés et sous-développés.

Les seules vraies guerres ont lieu aujourd'hui entre les pays non *alignés ou sur leur territoire* : cela montre à quel point la bataille stratégique mondiale s'est déplacée dans ces zones du globe. Guerres importées, guerres inspirées par d'autres pays, guerres provenant de conflits séculaires, nationaux ou religieux. Il est pourtant significatif que, quel que soit le motif de ces conflits, aucun pays belligérant *ne se soit jamais détaché* du non-alignement parce qu'il était en guerre contre un autre pays non aligné. Si l'appartenance au groupe des non-alignés ne les protège pas, l'appartenance à un des grands blocs, qui revient à choisir entre les anciens ou les nouveaux patrons, les détruit à coup sûr. Choisir pour ne pas avoir à choisir : c'est peut-être *en cela que consiste* le non-alignement, même dans les moments de graves déchirements.

FRANE BARBIERI.



Le tiers-monde secoue le Fonds monétaire

(Suite de la page 21.)

D'emblée, l'Initiative d'Arusha (quelques-uns de ses rédacteurs étaient des représentants des pays marxistes) s'en est pris à cette conception derrière laquelle s'abritent effectivement des décisions inspirées par des intérêts politiques ou stratégiques (quand le Fonds accorde une aide massive à la Turquie par exemple), ou des partis pris idéologiques (qui s'exercent dans les deux sens selon la mode du moment ou les humeurs changeantes de la Maison Blanche vis-à-vis de tel ou tel potentat d'Amérique Centrale ou d'ailleurs).

« *La monnaie est pouvoir* » (« Money is power ») lit-on d'emblée dans ce document. *Concrètement, ce que* réclament les auteurs de ce texte, et à travers eux, un grand nombre de pays du tiers-monde, ce sont deux choses, dont l'une est relativement précise et dans une assez large mesure justifiée, tandis que l'autre est susceptible d'ajouter à la confusion actuelle (créée par les pays dominant et leur gestion).

Il est demandé au Fonds monétaire d'abandonner son intransigeance vis-à-vis des pays pauvres en assouplissant les conditions qu'il pose à l'octroi de ses prêts. Sans doute sensible aux critiques qui lui sont adressées (« *Il est temps que nous adoptions des règles de conditionnalité plus intelligentes* » est allé jusqu'à dire, récemment dans une réunion privée, M. Jacques de Larosière) c'est un fait que le F.M.I. s'est efforcé depuis quelques mois d'adapter ses méthodes à la situation particulière des pays en voie de développement, en relâchant le lien entre le montant du quota et le montant du prêt, et en étalant sur plusieurs années le délai imparti pour le redressement de la situation.

Un récent prêt à la Guyane (Guyana) ouvre une nouvelle voie d'intervention qui nous semble tout particulièrement répondre au problème posé. Par définition, les pays en voie de développement sont des pays importateurs de biens d'équipement de toutes sortes. Sans apport de *capital extérieur*, leur balance des paiements est, dans la plupart des cas, vouée au déficit (comme l'a été la balance des paiements des Etats-Unis pendant tout le dix-neuvième siècle). Pour la première fois, en faveur de la Guyane, un crédit du F.M.I. a été accordé en vue de contribuer au financement d'un grand projet industriel.

Ne serait-ce qu'à cause de l'élévation des taux d'intérêt, les pays en voie de développement se considèrent de plus en plus comme les victimes de l'inflation mondiale. C'est ici que leurs intérêts véritables ne coïncident plus nécessairement avec leurs revendications. L'Initiative d'Arusha en est une illustration supplémentaire. *Un appel y est* lancé pour la convocation d'une conférence des Nations unies sur la monnaie et les finances. Tous les précédents, hélas ! tendent à prouver qu'il ne pourrait en résulter qu'une politisation extrême des questions posées.

A la conférence d'Arusha, on a déjà vu les participants, pour des raisons politiques, repousser une à une les suggestions que leur avait faites le rapporteur, l'Egyptien Ismaïl-Sabri Abdalla, en vue de garantir, précisément, un minimum d'objectivité à l'émission de monnaie internationale...

PAUL FABRA.

Sur le plateau du Colorado...

L'ultime sacrifice des Indiens à l'uranium sera peut-être aussi le nôtre

Quatre Etats des Etats-Unis, le Colorado, l'Utah, l'Arizona et le Nouveau-Mexique se rencontrent là en forme de croix. Nous sommes sur le haut plateau du Colorado. Beauté immense et tranquille d'un paysage grandiose où les vastes plaines sont à 2 500 mètres et le sommet des montagnes qui les bordent sur l'horizon à plus de 4 000 mètres. « Sangre de Cristo », le sang du Christ, dit-on de certaines d'entre elles lorsqu'elles rougeoient au coucher du soleil. « C'est un pays sans intérêt pour le cultivateur et pour l'industriel, mais pour l'artiste, le poète et le géologue, c'est un paradis », en disait autrefois son premier explorateur anglo-saxon, John Wesley Powell. On y laissa, ou bien repoussa, nombre d'Indiens de diverses tribus. C'est aujourd'hui le centre d'un drame moderne qui met en jeu la survie de l'humanité.

« *NATIONAL sacrified area* », disent les autorités : territoire national sacrifié. Il renferme approximativement la moitié des réserves nationales d'uranium des Etats-Unis, les deux tiers des schistes bitumeux d'où l'on peut extraire du pétrole et nombre de riches mines de charbon encore jamais exploitées. « *La crise de l'énergie doit être traitée comme l'équivalent d'une guerre* », a annoncé le président Carter, dans son fameux discours sur le sujet, en juillet 1979, lorsqu'il indiqua les nouvelles priorités énergétiques de l'Amérique : précisément ces trois produits-là.

De notre envoyée spéciale

Seule région américaine productrice d'uranium jusqu'en 1953, le grand plateau du Colorado en fournissait encore près des trois quarts à la fin des années 70. Les programmes officiels prévoient que les niveaux actuels doivent être multipliés par trois, quatre ou cinq d'ici à 1990 et de quatre à sept fois avant l'an 2000. Si les souhaits de l'administration sont exaucés, le tiers au moins des nouveaux plans nationaux de production d'énergie seront assumés là. Seul le centre du Wyoming pourra se vanter d'avoir connu une expérience aussi dévastatrice...

« *National disaster area* ». Les indiens Navajos réclament que cette zone soit déclarée « *sinistrée nationale* ». Dès lors que 85 % de la radioactivité contenue dans les minerais d'uranium reste dans les déchets, le haut plateau du Colorado contient plus de radioactivité que les Etats-Unis tout entiers. La plupart de ces déchets ne sont pas stabilisés et se trouvent jetés dans les affluents du Colorado, qui les véhiculent comme le font aussi le vent et la pluie.

Cancer des poumons après cancer des poumons, les femmes voient leurs maris mineurs disparaître les uns après les autres, attendant, pour leur part et pour leurs enfants, d'autres symptômes, plus lents, plus insidieux. Le bétail a déjà commencé à accoucher d'animaux monstrueux et l'ensemble de ces phénomènes ont contribué à faire des fermiers des régions voisines, gardant pourtant depuis toujours leurs distances, de nouveaux alliés des Indiens. « *Notre terre est empoisonnée et elle le restera pendant des milliers d'années* », disent les leaders de l'opposition à l'extraction minière. « *Même si les mines d'uranium devaient être complètement fermées aujourd'hui, des décennies et des milliards de dollars seraient nécessaires pour la guérir...* »

A côté des Navajos, qui plaident la catastrophe nationale, les Hopis n'en demandent pas tant, ou plutôt, ils demandent beaucoup plus. « *Refuge national* », supplient-ils. « *Il faut décréter cette région « refuge national »...*



Sur le site religieux, des prophètes

Faut-il s'inquiéter des réactions, et de la santé, de quelques centaines de milliers d'Indiens (ils ne sont plus guère qu'un million au total dans l'ensemble des Etats-Unis), alors que c'est toute la politique et la sécurité énergétique de la plus grande puissance mondiale qui sont en jeu ? se demande-t-on là-bas cyniquement. Les Américains blancs, malgré une sensibilité et une mauvaise conscience mal contenues au sujet des habitants d'origine de leur continent, sont dans l'ensemble peu enclins à les écouter. Une grande puissance est prisonnière de l'inéluctable, et les Indiens ne sont pas toujours les mieux placés pour parler. Eux-mêmes, certains « chefs » lucides qui luttent, comme Janet McCloud, vivant dans les montagnes rocheuses voisines de Seattle, dans l'Etat de Washington, reconnaissent que « *l'alcool et la jalousie sont les deux fléaux de nos peuples* ».

Non seulement les Indiens sont divisés en tribus, mais ils s'opposent entre « traditionalistes » et « progressistes », l'un des seuls moyens d'expression de l'opposition traditionaliste étant de s'abstenir de voter dans l'élection des conseils de tribus, qui sont les interlocuteurs officiels du bureau fédéral des affaires indiennes de Washington. Ce bureau contribue largement à mettre les grandes compagnies minières en relation d'affaires avec les membres des conseils, qui négocient les conditions financières dans lesquelles l'extraction se fait sur leur territoire.

En position de relative faiblesse, ils touchent des royalties, mais faibles. Ainsi, les neuf dixièmes des ressources du conseil Hopi viennent-elles d'activités minières, mais on constate aussi que l'Etat d'Arizona, pour sa part, perçoit sur l'énergie générée à partir des centrales situées sur son territoire des sommes bien supérieures à celles que les Navajos et les Hopis reçoivent pour la production des combustibles.

Quoi qu'il en soit, ce n'est d'ailleurs pas sur ce terrain de récriminations que les nouveaux leaders indiens traditionalistes, qui commencent à se faire entendre, placent leurs discours et leurs blâmes. Pour eux, aucune « royaltie », même bien supérieure, ne vaut le sacrifice qui consiste à détruire la terre sur laquelle d'autres générations, on l'espère, auront à vivre.

Etrangement, leur audience augmente, bien qu'elle ne réponde pas à la logique « moderne ». Ils ne tablent ni sur les intérêts des uns et des autres ni même sur la peur de chacun, individuellement, d'avoir à subir la *malemort de ce nouveau* « progrès ». Ils se reposent sur des croyances anciennes, dont les fondements sont apparemment liés, eux, à la logique des phénomènes de la nature, et ils réveillent là où ils passent l'angoisse collective de voir se réaliser des prophéties catastrophiques, voire apocalyptiques, car l'atome enfoui au cœur de la terre n'a même pas besoin, une fois déterré, d'un conflit mondial pour faire des ravages...

Le « cœur des quatre Etats », cette grande croix incluse à l'intérieur du cercle du plateau du Colorado, territoire grand comme un pays européen, a toujours été, depuis la nuit des temps, réputé « terre sacrée » pour les Indiens de partout, quelles qu'aient été par ailleurs leurs dissensions. Sur certaines de ses parties, la guerre même n'a jamais été autorisée : on laissait l'ennemi passer, traverser, et on l'attendait à la lisière... Même les accidents géologiques semblent avoir été, là, atténués, lorsqu'on observe les accidents du terrain dans les régions voisines : une plate-forme stable dans une zone d'intense transformation depuis des millions d'années.

On peut tout déranger, partout, disent les croyances anciennes, mais les « régions secrètes » doivent être maintenues dans leur état naturel, refuges de l'humanité. Le viol de « notre mère la Terre » la fera trembler, les terres s'engloutiront, les montagnes éclateront, on verra des éclairs... « *L'homme blanc reviendra pour détruire à nouveau nos peuples* », disent les prophéties plus récentes du conseil des anciens de toutes les tribus réuni en 1948. « *Le progrès technique apportera un progrès matériel* », expliquaient-ils, décrivant notamment la télévision et la force nucléaire, « *mais il n'y aura rien de spirituel là-dedans* ». Suivaient les mises en garde, parmi lesquelles la recommandation de ne rapporter aucun objet de la Lune sur la Terre. (On n'en a, bien sûr, tenu aucun compte.)

Gros collier de turquoises, turban de mousseline rouge et chemise à carreaux sur blue-jean, l'un des porte-parole des Hopis traditionnels nous rapporte ces étranges prophéties, pour en arriver à parler de l'équilibre de la nature. Oui, au nord-ouest du Nouveau-Mexique, le mont Taylor, montagne sacrée des tribus Navajos et Pueblos, souffre d'une mine d'uranium qui s'enfonce à plus de 1 000 mètres dans son cœur et qui, si tout se déroule comme prévu, deviendra bientôt la plus grande mine d'uranium du monde. Les quatre dixièmes de l'uranium extrait aux Etats-Unis viennent déjà d'un rayon de 25 miles autour de ce pic. Pitié pour lui... Parler de sacrilège fait sourire. Alors parlons de l'eau...

Trente-cinq millions de tonnes de déchets radioactifs non stabilisés ont été déposées dans le bassin du fleuve Colorado. Déjà, plusieurs catastrophes ont carrément entraîné une partie de ces déchets dans les eaux (14 000 tonnes de déchets solides sont ainsi parties durant une inondation à Green-River dans l'Utah, 400 millions de litres d'eau radioactive s'échappant à la suite d'une rupture de barrage près de Churchrock dans le Nouveau-Mexique, etc.).

Chaque année, des tonnes d'eau radioactive sont pompées des mines du Nouveau-Mexique pour être replongées dans le fleuve Colorado après un traitement rudimentaire. Plus bas, ce fleuve fournit l'eau qui irrigue les grandes plantations de fruits et les fermes de primeurs de la Vallée impériale en Californie et de Yuma dans l'Arizona. Les autorités assurent que cette eau est parfaitement sûre. Mais cette « agriculture nucléaire », comme l'appellent ses détracteurs, n'entraînera-t-elle pas des effets à retardement dont il faudrait se soucier davantage ? En clair : les tomates et les fraises que nous recevrons cet hiver, en Europe, sont-elles déjà contaminées ?

Des milliers de tonnes d'eau sont extraites des sous-sols du haut plateau du Colorado, pour être utilisées dans les mines. Réserves millénaires, elles ne se renouvelleront pas. Or l'eau est l'un des biens les plus précieux de cette région. Sans chercher le retour à la nature, ne devient-il pas urgent, au moins, de se préoccuper simplement de l' « équilibre de la nature » dans laquelle nous vivons ?

Un dialogue de sourds

« Si les nations de ce monde ne changent pas au plus vite leurs politiques, la vie, pour la plupart des peuples, sera plus difficile et plus aléatoire en l'an 2000 qu'aujourd'hui. La terre sur laquelle on cultive des aliments deviendra moins productive dans de nombreux endroits. L'extension des conditions désertiques touche maintenant chaque année dans le monde des terres représentant la surface de l'Etat du Maine. Les forêts sont détruites au rythme de 18 à 20 millions d'hectares (la moitié de la Californie) chaque année, de sorte que 40 % de celles qui existent actuellement pourraient avoir disparu en l'an 2000. 15 à 20 % des espèces animales pourraient disparaître en même temps. La déforestation déstabilise l'approvisionnement en eau, aggravant les sécheresses, augmentant les inondations, l'érosion du sol, l'ensablement des rivières...

» *L'augmentation de la population impliquera, en l'an 2000, des besoins d'eau doubles, de ceux de 1971, et sans doute plus si l'on veut améliorer les niveaux de vie. La compétition pour le contrôle des sources d'eau aggravera les tensions internationales, car cent quarante-huit des plus grands bassins d'eau du monde sont contrôlés par deux pays seulement, et cinquante-deux autres par trois à dix autres nations. L'augmentation de la consommation de combustibles fossiles risque d'entraîner des pluies acides qui endommagent les lacs, les plantes et les bâtiments, alors que la concentration croissante d'oxyde de carbone dans l'atmosphère terrestre risque d'entraîner des changements climatiques extrêmement perturbants pour l'ensemble de l'agriculture mondiale.* »

Arrêtons là cette encourageante description, qui n'est pas l'œuvre d'un Indien subversif, mais extraite du... rapport officiel présenté au président Carter sur l'état de la Terre en l'an 2000, intitulé : *Abordant le XXe siècle*. Alors, pourquoi ce dialogue de sourds ?

Vers une nouvelle OPEP américaine

Le dossier nucléaire est un moyen parmi d'autres utilisé par les Indiens traditionalistes pour stigmatiser le monde moderne et rappeler les valeurs de base, proches de la nature, qui, selon eux, n'entraîneraient pas le malaise moral qu'on voit en Occident si elles étaient mieux observées. Une infime minorité d'alcooliques dégénérés ! affirment de nombreux Blancs, qui leur conseillent de regarder la poutre dans leur œil avant de s'intéresser à la paille se trouvant dans celui de leur voisin. Cela suffit-il ?

On se demande si l'acteur John Wayne n'a pas été, comme sept autres personnes qui ont travaillé avec lui au tournage du film *les Conquérants*, dans le désert du Névada, l'une des victimes des retombées nucléaires qui ont eu lieu après les expériences des années 50, près de Saint-George, où le taux de cancer, dans la population, est particulièrement élevé. Qui peut répondre ? Est-ce une raison pour ne pas poser la question ?

On trouve en pays Navajo une mine à ciel ouvert à 4 kilomètres d'une école et à 9 kilomètres de l'église, dans un village où la rupture d'un barrage d'eau a eu lieu à 7 heures du matin : les habitants apprirent à midi par la radio à quoi correspondait le bruit qu'ils avaient entendu : nulle autre mise en garde. Une pancarte fut installée au bord des nouvelles nappes d'eau dispersées : « *Attention : l'utilisation de l'eau de cette rivière est déconseillée par la NMEID* (l'administration responsable (1). » Nulle indication de la nature de la pollution. D'ailleurs, les animaux ne savent pas lire, et du reste, ils en burent...

On ne peut éviter de mettre en cause les compagnies minières Kerr McGee, Anaconda, United Nuclear Homestakes, Union Carbide, Atlas Minerals et autres. Car peut-on sérieusement prétendre que des conditions minimales de sécurité sont actuellement assurées alors que même l'étayage des mines est, de notoriété publique, dans bien des cas, rudimentaire. La ruée vers l'uranium se poursuit, même et surtout dans les compagnies pétrolières, qui y voient à juste titre de nouvelles souces-relais de profits.

Le fait que cette région soit relativement peu peuplée autorise des pratiques qui s'y perpétuent alors qu'il n'en serait pas question dans des zones plus denses et plus importantes politiquement... comme celle qui entoure la centrale de Three Miles Island, dont on ne cesse de parler. Les « terres sacrées » des Indiens paraissent, par comparaison, déjà appartenir à un autre monde. Est-ce un hasard si l'on trouve là diverses unités d'extraction ou d'exploitation « les plus grandes du monde » : personne n'a pu exiger qu'elles soient plus petites.

Aujourd'hui, cependant, en dépit de leurs divergences, les Indiens participent à un conseil des tribus productrices d'énergie, le CERT (2). Deviendra-t-il, comme certains l'imaginent, l'amorce d'une sorte d' « OPEP américaine » ? Ainsi, un nouveau dialogue de sourds succéderait-il à l'ancien ? La survie de l'humanité n'est pas, en effet, une question de prix. Et l'ultime sacrifice des Indiens d'Amérique, qu'il soit gratuitement fait à la nation américaine ou chèrement payé sur l'autel du Veau d'or, pourrait bien aussi être le nôtre.

JACQUELINE GRAPIN.

(1) Warning, all use of water from this river is discouraged by the NMEID.

(2) Council of energy resource tribes.

— Portrait —

M. Christopher Hogg, nouveau président de Courtaulds et manager de crise

Tandis que le gouvernement de Mme Thatcher poursuit sa rude politique monétaire dans un contexte international d'économie ralentie, les affaires britanniques sont *dans une passe difficile. Les profits sont en baisse*, les bilans s'affaiblissent, et le nombre des faillites augmente. Dans beaucoup de cas — et souvent dans des secteurs stratégiques de l'industrie, — les chiffres sont aujourd'hui accablants.

CHEZ Courtaulds, premier fabricant de textiles en Grande-Bretagne, un certain réalisme s'est fait jour de bonne heure, en partie parce que l'industrie textile connaît bien, depuis dix ans au moins, une situation de crise ou de menace de crise ; et en partie aussi parce que le conseil d'administration de la société a élu, au début de l'année, un nouveau président qui s'est montré déterminé à faire face, même si les mesures à prendre devaient être douloureuses.

M. Christopher Hogg, qui est aujourd'hui à la tête de la firme, a quarante-quatre ans, ce qui, en Grande-Bretagne, est inhabituellement jeune pour présider l'une des plus importantes sociétés industrielles. Ses références cependant — Oxford, Harvard, le secteur bancaire et sa participation à l'expérience de réorganisation industrielle du gouvernement travailliste en 1964, avant d'entrer chez Courtaulds comme chef de produit en 1968 — l'auraient fait juger apte à un tel poste n'importe où dans le monde.

La réalité, telle qu'il la voit, est que la branche textile de Courtaulds, sous sa forme actuelle du moins, c'est-à-dire avec encore les trois cinquièmes de ses activités reposant sur le textile, est tout simplement en train de lutter pour sa survie. M. Hogg s'est publiquement mis en devoir, lors de son premier rapport aux actionnaires, de poser la question de savoir si la firme pouvait continuer à fabriquer du textile à grande échelle. Aujourd'hui, alors que les répercussions de la récession se font plus que jamais sentir sur le plan commercial, la réponse reste oui, même si, pour tenter d'y parvenir, le président va se trouver contraint à un certain nombre d'hypothèses aléatoires et à des décisions plutôt délicates.

« *Je crois, dit-il, que ma nomination doit intensifier rapidement et étendre ce que nous avons déjà fait. Nous avons dû prendre le taureau par les cornes et nous nous sommes rendu compte qu'il valait mieux intervenir au plus vite et de la façon la plus ferme dans l'intérêt de ce qui nous restait.* »

Ce qui, finalement, restera n'apparaît pas très clairement. Mais dans le mouvement de la grande vague de fermetures d'usines et de suppressions d'emplois qui frappe souvent les régions les plus déshéritées du pays, Courtaulds a, au cours des dix-huit derniers mois, réduit sa main-d'œuvre suivant le rythme moyen d'un millier de personnes par mois. En toile de fond de son programme se trouve l'impératif de conserver l'industrie textile. « *Plus encore*, commente M. Hogg, *il s'agit de revenir à une situation qui permette de réaliser véritablement des bénéfices...* »

Pour lui, les difficultés actuelles touchent tout le monde dans l'entreprise. A l'échelon de la direction, M. Christopher Hogg a compris que l'épreuve représentée par le long combat d'arrière-garde, uniquement défensif, de tant d'opérations réalisées par le groupe dans le domaine textile depuis de nombreuses années a été totalement débilitante. Du côté des syndicats, le message a été entendu : il est de l'intérêt de tous de combattre, chez Courtaulds, les difficultés que rencontrent à peu près tous les grands producteurs de textile dans les pays développés.

Le taux de change de la livre

Le pronostic clinique de M. Hogg, qui pourrait s'appliquer à bien d'autres fabricants britanniques, est le suivant : « *Il nous faudra, d'une manière ou d'une autre, accroître notre productivité afin de compenser un taux de change qui va se maintenir à un niveau élevé du fait du pétrole de la mer du Nord.* »

Ici encore se manifeste son réalisme. Beaucoup d'industriels et d'économistes britanniques voient dans la bonne tenue de la livre un phénomène temporaire. Peut-être ont-ils raison, mais c'est une hypothèse qu'il se refuse à admettre. « *La grande expansion de la branche textile de Courtaulds à la fin des années 60 et au début de 1970 reposait sur l'hypothèse d'un taux de change beaucoup plus faible qu'il ne l'est maintenant. C'est peut-être la raison pour laquelle nous avons toujours eu tendance à penser qu'il fallait gérer notre entreprise en comptant avec un taux de change élevé, et, dans les décisions que nous avons à prendre, agir comme s'il allait se maintenir à son niveau actuel.* »

Une attitude identique se retrouve chez le même homme lorsqu'il s'agit de prendre position sur la question souvent débattue de la protection du secteur textile. « *Le gouvernement ne pourra jamais protéger et aider l'industrie suffisamment pour la renflouer. Elle se trouvera donc toujours dans une situation précaire* », dit-il.

Le secteur des produits manufacturés emploie encore environ sept millions de travailleurs en Grande-Bretagne, souligne M. Hogg. Que le processus de désindustrialisation se poursuive ou non, ce chiffre reste suffisamment important pour mériter un certain intérêt.

Lui-même, ayant constaté que trop pe de personnes capables de diriger de grandes sociétés industrielles acceptent en fait de travailler dans l'industrie, s'est résolu à quitter la finance parce que « *rester à l'écart et se contenter de critiquer l'industrie n'est pas la solution* ».

ANDREW GOODRICK-CLARKE.

La télématique au «Républicain lorrain»

Reprenant ses activités après plusieurs semaines de repos, M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., répond, dans une interview publiée *samedi 4 octobre* par « le Républicain Lorrain », aux préoccupations récemment exprimées par M. Robert-André Vivien devant la commission des finances qu'il préside, et selon lesquelles la télématique peut porter préjudice à la presse écrite (« le Monde » du 30 septembre). M. Ségard estime que les P.T.T. ont pour vocation de fournir les supports de transmission, mais que c'est aux différentes parties prenantes, et en particulier à la presse écrite, de les utiliser. « Sans la presse, ces nouveaux moyens de la télématique ne pourront se développer convenablement », ajoute-t-il.

De notre correspondant

Metz. — Du 2 au 12 octobre, dans le cadre de la Foire internationale de Metz, *le Républicain lorrain* présente l'une des toutes premières expériences de télématique réalisées par un quotidien en France. Le programme, qui a été établi par le quotidien régional en collaboration avec la direction générale des télécommunications, Télésystème et Cap Sogeti-saisie, comprend cent cinquante pages. Ces « *pages* » sont ce qui apparaît sur un écran de télévision lorsqu'on interroge l'ordinateur et elles se composent au maximum de vingt-quatre lignes comportant chacune quarante signes. En couleurs, elles sont illustrées par une carte, un dessin ou simplement un titre.

Sur le stand du *Républicain lorrain* seront installés les six écrans reliés chacun à un clavier et une ligne téléphonique. Ces écrans sont connectés à l'ordinateur du centre de Boulogne-Billancourt, lui-même connecté à un terminal installé dans les locaux du quotidien régional à Metz. En effet, si la plus grande partie du programme intégré en mémoire reste fixe, une partie peut être modifiable en quelques minutes à longueur de journée.

Le programme auquel pourront avoir accès les visiteurs comprend sept grands chapitres. « R.L. magazine » se compose des « *titres de demain* », de la météo, de l'horoscope et des manifestations d'octobre. Six pages de ce programme sont consacrées à l'information. On peut faire apparaître les titres que le quotidien régional publiera le lendemain, des informations en flash réactualisées au fil de la journée grâce à une introduction en mémoire quasi immédiate. « R.L. documents », en cinq chapitres, informe sur la conquête de l'espace, les autoroutes lorraines, les recettes de cuisine, le jardinage, un métier. Par un système de recherche mnémonique, on fait apparaître des informations ou des éléments d'information publiés dans les colonnes du journal ces dernières années. « R.L. foot » donne les classements des équipes de championnat de première division ainsi que ceux des équipes de la région au cours de la saison passée. « R.L. cinéma » fournit le programme des salles en Lorraine, « R.L. immobilier » les petites annonces de ce secteur. Elles sont mises en mémoire et, toujours grâce à une recherche mnémonique, on obtient le lieu, le prix, les caractéristiques du logement recherché ainsi que le nom de l'agent immobilier chargé de sa vente ou de sa location. « R.L. voitures d'occasion », comme pour la précédente rubrique, donne le parc automobile disponible dans la région avec toutes les informations concernant chacun des véhicules, a été mis en mémoire. Enfin, « R.L. voyages » offre une sélection de voyages avec lieu, prix, etc.

Dans son édition du dimanche 28 septembre, *le Républicain lorrain* a expliqué les raisons pour lesquelles il s'est lancé dans cette expérience. « *Il s'agit là, bien évidemment, d'une préfiguration de l'avenir, d'une esquisse de ce que pourrait être un service nouveau rendu par votre quotidien régional lorsque la télématique aura cessé d'être expérimentale pour entrer de plain-pied dans la vie quotidienne des Français. La télématique pourrait donc être dans les années à venir un véritable prolongement du journal, un complément de la presse écrite qui trouverait ainsi un lien plus étroit encore avec ses lecteurs en leur permettant un accès direct à ce que l'on peut appeler une banque d'informations sans cesse enrichies et renouvelées.* »

JEAN-CHARLES BOURDIER.

Mme Simone Veil, première invitée de l'émission R.T.L. - « le Monde »

Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, ancien ministre de la santé, sera le mardi 7 octobre, *de 18 h. 15 à 19 h. 15, la première invitée de l'émission produite par* Radio-télé-Luxembourg et *le Monde*. Mme Veil répondra aux questions que voudront bien lui poser les auditeurs de cette station et les lecteurs du journal, les dernières pouvant être communiquées par téléphone au cours de la journée de mardi, de 9 heures à 17 heures, au numéro suivant : 225-74-00.

CORRESPONDANCE

Hachette en Égypte

M. Jacques Marchandise, président - directeur général d'Hachette, nous écrit :

Vous avez publié dans *le Monde* du 22 septembre, sous la signature de votre correspondant à Alexandrie, un article intitulé « Le projet de fermeture des trois librairies Hachette suscite *l'amertume de l'intelligentsia* », qui appelle de ma part les remarques suivantes, que je vous serais obligé de bien vouloir porter à la connaissance de vos lecteurs.

Nous distribuions en Egypte, par l'intermédiaire de notre succursale Hachette-Le Caire, une partie de la presse française. Une telle activité n'a de sens que si elle s'appuie sur un réseau de points de vente aussi dense que possible : réseau que le chiffre d'affaires réalisé par Hachette avec la seule presse française (2 millions de francs) ne permettait pas de constituer. En confiant désormais à *Al Ahram* le soin d'assurer cette distribution, nous allons permettre aux journaux français, grâce à la remarquable organisation logistique dont dispose ce quotidien, d'être diffusés en Egypte, à la fois plus largement et vingt-quatre heures plus tôt. Cette solution ne peut donc que servir les intérêts de la presse française en Egypte. C'est si vrai que certains journaux — dont *le Monde* — avaient pris l'initiative de l'adopter depuis plusieurs mois pour leur propre compte.

Notre décision de mettre fin, dans les conditions actuelles, à l'exploitation des librairies du Caire, d'Alexandrie et d'Héliopolis était inévitable. En effet, leur déficit chronique est aggravé par les difficultés de transferts de devises, qui laissent pratiquement à notre seule charge toutes les dépenses d'exploitation.

Nous avons, à bien des reprises, appelé l'attention des pouvoirs publics sur cette situation. Jusqu'alors, leur intérêt ne s'est pas exprimé autrement que par des déclarations de principe. Dans ces conditions, la solution la meilleure *est de céder ces librairies* à des entreprises égyptiennes. Si nous n'y parvenons pas, nous continuerons, bien entendu, à *assurer l'acheminement des ouvrages* en langue française, notamment des manuels scolaires.

Je voudrais enfin ajouter que le même problème se pose ou se posera dans tous les pays qui ne sont pas principalement francophones et il ne pourra être résolu que par la mise en œuvre d'une véritable politique du livre français à l'étranger, sujet permanent d'études brillantes et sans suite.

Le quotidien londonien «Evening Standard» absorbe son rival l'«Evening News»

De notre correspondant

Londres. — L'annonce de la fermeture prochaine du quotidien vespéral londonien *Evening News*, presque centenaire, absorbé par son seul rival du soir, l'*Evening Standard*, provoque de vifs remous dans les milieux de presse, qui anticipent maintenant la disparition, à plus ou moins long terme, d'autres titres. Dans l'immédiat, la fusion annoncée par le ministère du commerce, qui avait à apprécier si l'opération ne contrevenait pas à la loi sur les monopoles, se traduit par la perte de 1 750 emplois, affectant toutes les catégories de personnel (ouvriers de l'imprimerie, cadres, employés, journalistes) du *News*, qui cessera sa publication à la fin du mois d'octobre. En revanche, aucun licenciement n'est prévu au *Standard*. La direction du *News* a prévu des indemnités d'un montant global de 20 millions de livres pour le personnel licencié, mais elle a mis en garde les syndicats contre tout mouvement de protestation ou de cessation du travail anticipé, ce qui aurait pour conséquence de réduire le montant des indemnités de licenciement.

Les syndicats, très mécontents d'avoir été tenus dans l'ignorance du projet de fusion, s'efforcent de sauver le *News* en cherchant des groupes financiers qui s'intéresseraient à la publication d'un second journal du soir : M. Murdoch, P.-D. G. du groupe News International, propriétaire du quotidien *The Sun* et du journal du dimanche *News of the World*, aurait été sollicité mais ne semble pas disposé à renflouer un journal dont les pertes accumulées au cours des six dernières années ont atteint 38 millions de livres.

Lord Matthews, président du groupe Express, qui publie le *Standard*, n'a pas précisé le prix payé à Associated Newspapers pour l'achat du titre du *News*, indiquant seulement qu'il dépassait 1 million de livres. Il a spécifié que le nouveau *Standard*, dont le tirage de départ s'établira entre 600 000 et 700 000 exemplaires, aurait un nouveau directeur, dont le nom sera communiqué ultérieurement. Lord Matthews, « patron de combat », a invité les syndicats à cesser leurs pratiques restrictives et à abandonner leur opposition à l'introduction de la nouvelle technologie, « *sinon*, a-t-il dit, *d'autres titres seront inévitablement condamnés à disparaître* ». Ces propos entretiennent les spéculations sur l'inéluctabilité d'une nouvelle fusion entre le *Daily Mail*, dont la situation financière est affectée par la disparition de son camarade d'écurie, *The News*, avec lequel il partageait les frais généraux, et le *Daily Express*. La rationalisation découlant de la fusion entraînerait la perte de nouveaux emplois.

A dire vrai, seule une rivalité de cinquante ans entre les anciens grands patrons de presse, Rothermere et Beaverbrook, respectivement propriétaires d'Associated News et du groupe Express, avait retardé la fusion des deux quotidiens du soir, perdant tous les deux des lecteurs et des recettes publicitaires. Ainsi, au cours des quinze dernières années, le tirage du *News* était tombé de 1 600 000 à 450 000, celui du *Standard* de 600 000 à 350 000. Quant à la perte des recettes publicitaires, elle s'établissait, pour les onze derniers mois, à 7 millions de livres pour le *News*, à 1 million de livres pour le *Standard*.

HENRI PIERRE.

● *L'O.C.D.E.* organise, du 6 au 8 octobre à Paris, une conférence sur les politiques de l'information, de l'informatique et des communications au cours des années 80.

● *Le Syndicat des journalistes C.G.C.* tiendra son congrès annuel les 8, 9 et 10 octobre, au château de La Voisine (Yvelines), sur le thème : « Télématique et informatique ».



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

SERI RENAULT INGENIERIE

recherche dans le cadre du développement de son activité

ENTREPRISE GENERALE

UN INGENIEUR DE TRAVAUX

- ingénieur diplômé T.P., Centrale, Ponts et Chaussées...
- assurera dans un premier temps la responsabilité de deux chantiers au Moyen-Orient dans le cadre de la réalisation d'un grand projet,
- par la suite, une évolution est possible vers une carrière de Direction Locale de projet.

DEUX CONDUCTEURS DE TRAVAUX

pour des chantiers bâtiment au Moyen-Orient

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillant l'expérience, photo et prétentions à :

Séri Renault Ingénierie

Direction du Personnel
SERI RENAULT INGENIERIE
BP 19 - 2, avenue du Vieil Etang
78390 BOIS D'ARCY

Sté française constructeur machines à emballer recherche

DIRECTEUR

pour sa filiale de Francfort-sur-le-Main (R.F.A.)
Parfaite connaissance de l'allemand exigée
Env. C.V. et photo s/référence T 022.105 M, R.-Presse 85 *bis*, r. Réaumur, 75002 Paris.

Important groupe de fabrication de peinture de bâtiments et de produits de droguerie recherche pour Casablanca

COLORISTE

fabricant de peintures
Poste à pourvoir de suite.
Env. C.V., photo et prétentions sous n° 7.053, *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

UNIVERSITE D'EDIMBOURG
FACULTE DE DROIT
CHAIRE DE DROIT CIVIL

L'université recherche des candidats pour la chaire de droit civil avec jouissance à partir du 1er octobre 1981. Il s'agit d'un poste à plein temps et le salaire est commensurable avec le poste.

D'après les statuts de l'université, la nomination à une chaire est faite par les curateurs (Curators of Patronage), mais le barreau écossais (Faculty of Advocates) est requis de soumettre aux curateurs les noms de deux personnes qualifiées pour occuper la chaire.

Les détails du programme de la charge, etc., peuvent être obtenus auprès de Clerck of Faculty, Advocates Library, Edinburgh, EH1 1RF (Ecosse).
Date limite de réception des candidatures : 24 octobre 1980.
Prière d'indiquer la référence 9/80.

---

directeur industriel textile
FILATURES — **SUD BRESIL**

Important Groupe International Textile recherche le futur Directeur Industriel de ses **filatures** du **Sud Brésil** (3000 personnes).

Après une période de mise au courant de 18 mois environ, il remplacera l'actuel titulaire promu dans le Groupe.

Ce poste convient à un Ingénieur ayant déjà une solide expérience soit comme Directeur d'une filature moyenne, soit comme cadre dans une unité importante. La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel et elle progressera sensiblement avec la prise de responsabilités.

N.B. L'entreprise est installée au Brésil depuis plus de 30 ans, elle est en expansion.

Nous attachons plus d'importance à l'expérience qu'à l'âge des candidats.

Ecrire sous référence 2351-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---

emplois régionaux

Adjoint Directeur Recherche et Développement
NORMANDIE

La filiale française d'un important groupe international, leader sur son marché et fournisseur essentiel dans le domaine du conditionnement pharmaceutique, cosmétologique et de la parfumerie recherche l'**Adjoint de son Directeur Recherche et Développement.**

Collaborateur étroit et confiant de celui-ci, il l'assistera dans l'élaboration des programmes, méthodes et travaux de recherche et de développement. Attentif aux besoins de la clientèle, il travaillera en permanence avec les services techniques et commerciaux, pour concevoir et diriger le développement de produits nouveaux. Par sa créativité, il contribuera à maintenir l'avance technique et la situation concurrentielle de la société tout en participant activement aux décisions de gestion générale.

Ce poste stimulant requiert un candidat cumulant une formation d'ingénieur, *(Centrale, ENSI, A et M) et une solide expérience, soit en mécanique des fluides* soit dans la transformation des matières plastiques, acquise de préférence au sein d'une société fabriquant des articles de grande série. Son potentiel important lui permettra d'accéder à de plus larges responsabilités. La pratique de l'anglais est requise. Rémunération attractive pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous référence M 150 à Rudolph Von Raesfeldt, TEG, Tour Maine Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Discrétion assurée.

The Executive Group
management consultants

DIRECTEUR GENERAL
TEXTILE — **MAROC**

- Notre client est une très importante société textile (900 ouvriers - Production annuelle 12 millions de mètres), créée en 1966 et dont le parc de machines a été renouvelé en 1978 (l'investissement dépasse 80 millions de Francs) - L'unité de production est classiquement structurée en 3 divisions : "tissage" - "filature" - "teinture, impression, apprêt et finissage".
- Le Directeur Général que nous recherchons sera, avant tout, un homme de PRODUCTION possédant de solides connaissances en gestion d'entreprise et maîtrisant les techniques modernes de management. Il sera responsable de l'utilisation optimale de l'outil de production et COIFFERA DIRECTEMENT : - les ingénieurs responsables des **3 divisions** - les services **"entretien et travaux neufs"** - le bureau de **méthodes** et d'**ordonnancement** - le **contrôle-qualité** - le bureau d'**études** et de **recherches** - le centre de **formation professionnelle.** En collaboration avec l'administrateur délégué, il animera et assurera la coordination de tous les services administratifs, financiers et commerciaux.
- Ce poste sera confié à un homme de GRANDE ENVERGURE, diplômé d'une grande ECOLE D'INGENIEURS (du secteur "textile" de préférence) et possédant une *formation complémentaire* **en gestion d'entreprise.** Une EXPERIENCE DE 10 ANNEES MINIMUM dans des fonctions similaires au sein d'une usine textile est requise.
- La société offre tous les avantages sociaux (sécurité sociale, retraite-cadre, ASSEDIC...). La fourchette de rémunération étant très ouverte, nous invitons les candidats à préciser leurs prétentions dans leur C.V. (+ photo). Le poste est basé dans une importante ville côtière au MAROC. Référence BF/937/M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

MANAGEMENT DEVELOPMENT
113, Av. Mers-Sultan - CASABLANCA - MAROC

publidsy

IMPORTANT COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL
AFRIQUE DE L'OUEST

recherche

UN CHEF DE CULTURE
UN TECHNICIEN AGRICOLE
AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES

ayant, si possible, quelques années d'expérience dans canne à sucre.

Avantages sociaux, logement, congés, voyages garantis par contrat expatrié.

Écrire avec C.V. complet, photo, références et prétentions, sous référence n° 3713, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

Important Groupe Français
recherche pour
GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIERE et COMPTABLE D'UNE SOCIETE EN

AFRIQUE FRANCOPHONE

RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE

- DECS ou équivalent
- avec expérience
- anglais souhaité.

Avantages habituels d'expatriement

Adresser C.V. et prétentions à No73462 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

Ingénieurs ou Cadres Commerciaux
Rouen - Lille

Un important constructeur européen de mini-ordinateurs, filiale d'un groupe industriel international recrute 2 INGENIEURS ou CADRES COMMERCIAUX pour ses agences de ROUEN et LILLE.

Ingénieurs de formation Arts et Métiers, ENSMA, CNAM ou formation équivalente, ils seront chargés de la commercialisation de systèmes de gestion industrielle.

Les candidats justifieront d'une expérience en industrie.

Une connaissance de la gestion industrielle et des applications informatiques dans ce domaine est vivement souhaitée.

Ces postes à dominante technique nécessitent néanmoins de réelles aptitudes à la négociation commerciale.

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V, photo et rémunération actuelle) en précisant sur l'enveloppe la référence ML 347 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

RESPONSABLE NATIONAL SUR LA SUISSE

Groupe Français de Services recherche pour implantation :

SON RESPONSABLE NATIONAL SUR LA SUISSE

Activité libérale : contrat d'exclusivité pour toute la Suisse. Responsabilité création réseau d'agences, autonomie de travail, possibilité rémunération mensuelle supérieure à 30 000 FF.

Nécessaire disposer : bureaux, téléphone. Formation supérieure, sérieuses références, bilingue, dynamisme. Investissement de 100 000 FF.

Ecrire avec C.V. + photo + prétentions sous référence 2029 MI à

PUBLISCOPE JUNIOR, 11 rue Royale 75008 PARIS (qui transmettra)

URGENT
Société japonaise de commerce international
recherche
pour assurer formation du personnel algérien dans cadre projet usine d'ennoblissement textile en cours de réalisation

en ALGÉRIE

- **UN INGÉNIEUR OU TECHNICIEN SUPÉRIEUR textile ou chimie textile**
  avec quelques années d'expérience dans domaine chimie textile, blanchiment, teinture, finissage.
- **UN INGÉNIEUR OU TECHNICIEN SUPÉRIEUR textile ou Arts et Métiers**
  ayant solide expérience dans domaine entretien usine textile ou traitements supports humides (papeterie, film, etc.).

Adresser C.V. et photo en double exemplaire à TEKMATEX FRANCE, Département Projets, M. Rouault, 23, rue de La Haye, Saint-Quentin-Fallavier, 38290 La Verpillière.

---

assistant de gestion

Groupe industriel de matériaux de construction ; nous cherchons un assistant de gestion. Il est, pour un centre de profit, responsable de la comptabilité générale et analytique, de la paie, des facturations et du recouvrement des créances.

Ce poste convient à un homme ou à une femme de 25 ans minimum, de formation licence en sciences économiques, ESC + DECS ou IAE. Une expérience préalable de 2 à 3 ans comme assistant administratif dans une entreprise de matériaux de construction ou dans le bâtiment serait appréciée, mais une expérience de gestion réussie dans un autre secteur est tout aussi importante. Possibilité de carrière dans le groupe.

Le poste est situé en Normandie.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la référence 156 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris



membre de syntec

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche pour

AFRIQUE NOIRE

JEUNES DIPLOMES E.S.C.

Débutants - Célibataires
Langue anglaise souhaitée
Situation intéressante
Perspectives d'avenir après formation
Libre rapidement.

Adr. C.V., photo et prét. s/n° 74.127, Contesse Pub., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

CONDUCTEUR DE CHANTIER

est recherché par importante Société établie en Afrique Occidentale pour mener chantier de construction préfabriquée. Très bonnes références indispensables. Expérience des travaux en Afrique noire sera prise en considération.

Env. C.V. et photo + prétent. de salaire s/ch. D.18-115386 à PUBLICITAS CH-1211 GENEVE 3.

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIETE DE CREDIT
CHAMPS ELYSEES
recherche

INSPECTEURS COMMERCIAUX

Pour régions SUD-OUEST *et* EST
Ecole Commerce.
Expérience crédit
Contacts avec milieu automobile souhaités

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo.
à Direction du Personnel
B.P. 720-08 75361 PARIS Cédex 08

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉCANIQUE
recherche pour ses
Services Comptables

un cadre niveau DECS

Il possède une *expérience* en comptabilité *fournisseurs* et *en comptabilité analytique* acquise dans une Société possédant un système de gestion informatisé.
Il fait preuve de réelles capacités d'organisation alliées à un sens certain de la synthèse et de la rigueur.
Lieu de travail : Province agréable.
Réelles possibilités d'évolution.
Env. C.V., photo et prétent. sous réf. **EGRET** *(mentionnée sur l'enveloppe)* à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet. 75008 PARIS

Groupe Français, Leader sur le marché des Travaux Publics
recherche

1 INGENIEUR X,ECP,PC,MINES,

ayant exercé une direction complète de *grands travaux de génie civil pour lui confier* la DIRECTION D'UN TRES GRAND OUVRAGE *situé à proximité d'une importante ville universitaire, Il y résidera après un an de préparation en région parisienne.*
Responsabilité offrant des perspectives de très grand avenir.
Discrétion totale assurée.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé photo récente et prétentions *s/réf.2365* à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

INSTITUT LAUE LANGEVIN
GRENOBLE - FRANCE
ORGANISME FRANCO-ALLEMAND BRITANNIQUE (400 AGENTS)
POSSÉDANT UN RÉACTEUR NUCLÉAIRE A HAUT FLUX
recherche

UN INGÉNIEUR

Pour le département réacteur afin de participer aux études et modifications du réacteur, au *programme de modernisation ainsi qu*'aux interventions sur le bloc pile. Il préparera les dossiers en vue des analyses de sûreté et assurera la *fonction* d'ingénieur de service.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Diplômé ayant, si possible, quelques années d'expérience de réacteur nucléaire ou de grandes installations industrielles.

Formation complète en thermo*dynamique*, *hydraulique*, technologie, résistance des matériaux exigée.
Connaissance de l'anglais et de l'allemand souhaitable.
Salaire annuel brut à partir de *100.000 F* et *plus* selon qualification et expérience. Avantages sociaux.
Adresser C.V. manuscrit au service du Personnel
INSTITUT LAUE LANGEVIN
B.P. 156 X, Centre de tri, 38042 GRENOBLE Cedex.

THOMSON-BRANDT
DÉPARTEMENT ARMEMENT
USINE DE LA FERTÉ-SAINT-AUBIN 45240
recherche

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(A.M. - E.N.S.I. - I.N.S.A.)
Ecrire avec C.V.

Nous sommes une
IMPORTANTE SOCIETE d'ASSURANCES DE PERSONNES
Nous recherchons :

2 COMMERCIAUX

pour encadrer notre réseau de vente en province.

Nous offrons :
- une formation complète rémunérée à notre siège social à Paris.
- un salaire et un statut motivants.
- une possibilité d'évolution vers des responsabilités hiérarchiques importantes.

Nous voulons :
- une formation supérieure. Ecole Commerciale. Droit. Sciences Economiques (d'au moins 2 ans après le bac).
- un sens du contact *humain développé*, une grande disponibilité géographique, du dynamisme

Une première expérience commerciale est appréciée mais non *impérative*
Adresser lettre manuscrite, C V détaillé, photo (retour réel et prétentions à
J.-M. COLLOMB - GENERALI FRANCE
76, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.



MUTUELLE ASSURANCE DES INSTITUTEURS DE FRANCE
recherche

responsable service informatique

Équipement actuel : 6060 C II HB
Livraison prévue printemps 1981 :
DPS 8/70 C II HB

- Lieu de fonctions et résidence à NIORT.
- Niveau de recrutement : Ingénieur Grandes Écoles (ou équivalent) justifiant d'une expérience professionnelle d'une dizaine d'années.

Candidatures à adresser à :
Monsieur le Directeur de la M.A.I.F.
79038 NIORT CEDEX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
Région SUD-OUEST

CHEF du SERVICE APPROVISIONNEMENTS

- Le candidat retenu sera de formation supérieure et expérimenté dans le domaine des composants électroniques.
- Il dirigera un service d'environ vingt personnes.

Adresser curriculum vitae + photo à n° 73.811, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Littoral Atlantique
Important groupe industriel
leader dans sa spécialité, recrute

Jeune Cadre Gestion et Administration Commerciales

90 000 - 110 000 F

Diplômé d'études supérieures (Sup de Co ou équivalent), il possédera une solide expérience réussie dans un poste similaire, ou un fort potentiel individuel de développement pour :
- assurer les liaisons avec les ingénieurs de vente et les services fonctionnels de la société,
- animer et coordonner l'activité d'une quinzaine *de correspondancières.*

Larges perspectives d'évolution pour un candidat motivé et performant.
Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à notre conseil

Michel AUBRY 10, Impasse Pierre Loti 85000 La Roche sur Yon

MEDIAPA

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
SAINT-ÉTIENNE
recherche

UN RESPONSABLE

pour son service commercial
afin d'assurer la coordination interne entre les différentes cellules :
- Niveau d'études supérieures exigé.
- Expérience professionnelle appréciée.

PUBLICITÉ - ÉTUDES - ANIMATION, etc.

Envoyer lettre manuscrite, photo d'identité curriculum vitae et prétentions sous références n° 57.059, HAVAS SAINT-ÉTIENNE.

• PROVENCE •
BANQUE DE DEPOTS
FILIALE DE LA
BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
recherche

CHEF D'AGENCE (VI - VII)

pour DEVELOPPER, ANIMER et GERER
SON AGENCE D'AVIGNON
(8 personnes)

L'homme (jeune) recherché
- a une solide formation bancaire.
- a déjà fait ses preuves à la tête d'une petite Agence autonome en expansion ou, étant Second d'une Agence + impte, est impatient d'avoir « son » Agence (à dominante Commerciale). Il raisonne en termes de résultats.

S.C. *garantit* une DISCRETION ABSOLUE.
Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo (ret.) ss réf. 4485 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

DOWELL SCHLUMBERGER est une des principales compagnies internationales de services à l'industrie pétrolière.
Elle est spécialisée dans les opérations de cimentation des puits pétroliers, dans les techniques de stimulation des réservoirs (acidification et fracturation) et dans les procédés de récupération assistée des hydrocarbures.
Dans le cadre d'une extension très importante de son Centre de Recherche de SAINT-ETIENNE, elle recrute plusieurs :

INGENIEURS DE HAUT NIVEAU :

UN INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

Profil du candidat :
- Grande Ecole d'ingénieur
- Quelques années d'expérience industrielle de préférence dans l'un des domaines suivants :
- Moteurs à vitesse variable (continu ou alternatif)
- Application des réglements DNV et ABS
- SCR et circuits de commande associés

Mission :
Le candidat retenu aura à concevoir et à développer le matériel de puissance destiné à équiper :
- Notre station pilote
- *Nos unités de pompage (stimulation, offshore et onshore, en collaboration avec les autres* ingénieurs du Centre de Recherche.

INGENIEUR-INFORMATICIEN SOFTWARE TEMPS REEL

Profil du candidat
- Grande Ecole d'ingénieur
- Quelques années d'expérience industrielle dans la programmation en temps de réel de mini-ordinateurs.
- *Expérience en automates programmables appréciée.*

Mission
Conception et développement de programmes en temps réel sur mini-ordinateurs, destinés au contrôle et à la régulation de processus industriels sophistiqués, en collaboration avec les techniciens et ingénieurs du Centre de Recherche.

UN MATHEMATICIEN (Mathématiques appliquées)

Profil du candidat :
Doctorat ou grande école d'ingénieurs et quelques années d'expérience en mathématiques appliquées : analyse numérique, résolution d'équations différentielles non linéaires, méthodes d'analyse aux éléments finis.

Mission :
La mission consistera à développer des solutions (analytiques et numériques) aux systèmes d'équations différentielles décrivant les écoulements polyphasiques en milieux poreux.

TROIS INGENIEURS PHYSICIENS OU CHIMISTES

Profil des candidats :
- Grande école + doctorat ou master ou quelques années d'expérience dans l'un des domaines suivants :
- Analyse et synthèse en chimie organique
- Mécanique des roches
- *Physico-chimie des interfaces solide-liquide*
- Physico-chimie des polymères en solution
- Mécanique des fluides et écoulement en milieux poreux
- Forte motivation pour la recherche.

Mission :
Sous l'autorité du chef de laboratoire, ils devront assurer la responsabilité de projets de recherche et développement.

UN(E) DOCUMENTALISTE

Profil
- Une bonne formation scientifique de base
- Une formation complémentaire à la fonction de documentaliste.

Mission :
- *Gérer la bibliothèque du centre abonnements revues, achats de livres.*
- Effectuer les recherches documentaires sur banques de données.

Pour tous ces postes, une excellente connaissance de l'anglais, acquise de préférence lors d'un séjour prolongé dans un pays de langue anglaise, est indispensable.
La taille de l'entreprise, (Groupe SCHLUMBERGER) son expansion continue et son caractère *international permettent d'offrir de réelles opportunités de carrière à des candidats de valeur.*
Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et rémunération souhaitée à
Monsieur le Chef du Personnel
ETUDES ET FABRICATION
DOWELL SCHLUMBERGER
Z.I. de Molina la Chazotte
42002 - SAINT ETIENNE CEDEX

DOWELL Schlumberger

rsog carrières





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



La Société VOLKSWAGEN FRANCE recherche

POUR SA DIVISION MARKETING

UN RESPONSABLE DE PROMOTION

Il devra remplacer rapidement le titulaire actuel promu à un autre poste au sein de la division marketing.

Il sera chargé :

- d'élaborer en liaison avec les agences les opérations de promotion des ventes : définition du budget par opération, suivi et gestion de ces budgets ;
- de superviser les travaux d'éditions et de fabrication : catalogues, dépliants, affiches, matériel de PLV... ;
- d'organiser des manifestations : salons, foires, conventions...

Le candidat aura un esprit créatif et souple, le sens de l'organisation et de la gestion des affaires avec des qualités de vendeur et d'acheteur.

Une expérience professionnelle chez un annonceur ou une agence de publicité est exigée ; l'expérience du milieu automobile est appréciée.

Le poste est situé à VILLERS-COTTERÊTS avec de nombreux déplacements de courte durée en province.

réf. PPV/130

pour le département Études, Produits et Marchés:

UN(E) ASSISTANT(E)

Dans le cadre des activités du service, il (elle) devra participer :

- à l'observation et au suivi du marché automobile ;
- à l'analyse de l'offre concurrente et à l'argumentation destinée aux forces de vente ;
- à l'analyse des actions commerciales et de communication (notoriété, image, impact...).

Le poste convient à un(e) candidat(e) de formation type ESCAE option Marketing, méthodique et organisé(e).

La connaissance de la langue allemande est souhaitée.

Le poste est situé à VILLERS-COTTERÊTS.

réf. APM/132

POUR SA DIVISION APRÈS-VENTE

CHEF DU SERVICE COMMERCIALISATION APRÈS-VENTE

Il devra donner aux Chefs de Région et aux Inspecteurs Après-Vente les moyens visant à développer tous les services après-vente dans les concessions du réseau V.A.G.

Pour ce faire, il devra :

- analyser le marché après-vente du réseau ;
- établir des normes en vue d'améliorer l'efficacité et la compétitivité du réseau ;
- élaborer une politique de commercialisation (objectifs, promotion).

Le candidat sera à la fois un homme de marketing et de terrain. Il aura une bonne expérience de la vente de services dans le domaine de l'après-vente et un bon niveau d'études supérieures (Ingénieur). Il aura de bonnes aptitudes commerciales. La connaissance de la langue allemande est indispensable, l'anglais est souhaité.

réf. SCA/140

Le poste est situé à VILLERS-COTTERÊTS. Des déplacements sont à prévoir sur toute la France.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous référence correspondante au Département du Personnel - BP 62 - 02600 VILLERS- COTTERÊTS.



HAVAS CONTACT

---

ingénieur AM normandie

Nous sommes un groupe industriel de matériaux de construction ; dans le cadre de notre politique de régionalisation, nous cherchons, pour l'une de nos directions régionales, un ingénieur AM ou équivalent de 35 ans minimum.

Il est, sous l'autorité d'un directeur régional, responsable d'un centre de profit dans l'Eure (140 personnes - 42 MF de chiffre d'affaires).

Il assume une responsabilité complète : technique, économique et commerciale.

Cet ingénieur a déjà une expérience de direction, par exemple dans l'exploitation de carrières ou dans le bâtiment.

A moyen terme, il peut accéder à des fonctions plus importantes dans notre groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 154-2 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris

membre de syntec

---

juriste confirmé

DROIT + I.E.P.
LYON

Société d'importance nationale, secteur immobilier, recherche pour sa Direction de LYON, un Juriste confirmé, diplômé d'Etudes supérieures (Droit + I.E.P.). Il sera responsable de la fonction juridique au sein d'une unité opérationnelle importante. Outre le rôle de Conseiller, il aura en charge les régularisations foncières, les nantissements de marchés, le contentieux, l'établissement des règlements de co-propriété ainsi que des cadres de vente. Nous pouvons offrir à un candidat de valeur une évolution de carrière au sein d'un groupe important. Une expérience professionnelle de *plusieurs années est indispensable*.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 9437 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/OUI TRANS.

---

analyste chef de projet

SUD-OUEST. Le Service Informatique décentralisé d'une importante Entreprise Industrielle du Sud-Ouest recherche un Ingénieur Analyste chef de Projet de haut niveau.

Il sera responsable de la conception de systèmes automatiques de traitement et de nouvelles applications de gestion depuis la définition des besoins jusqu'à la mise en place des systèmes et leur maintenance; en outre il devra jouer un véritable rôle de conseil auprès des utilisateurs.

Ce poste s'adresse à un Chef de Projet ayant une formation supérieure et une solide expérience en informatique de gestion acquise en Entreprise Industrielle.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite et photo en précisant la réf. 3662/M à, P. Audhuy, Sema-Sélection ; **31000 TOULOUSE - 54 bis, rue d'Alsace.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection
Paris · Lille · Lyon
Marseille · Toulouse

Ingénieur mécanicien expérimenté Lyon

Au sein d'une très importante société d'ingénierie et de construction d'équipement pour l'industrie nucléaire, il sera chargé de la rédaction des programmes de qualification et du suivi des essais en usine.

A ce poste, il est envisagé la candidature d'un ingénieur mécanicien diplômé (ELC, AM ou équivalent). possédant environ 5 ans d'expérience en contrôle et méthodes de fabrication ou bureau d'études mécaniques.

Merci d'adresser CV, sous réf. 7395 à rscg carrières 64 rue la Boëtie 75008 PARIS. qui transmettra rapidement.

VILLE DE CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

65.000 habitants

recrute

RESPONSABLE INFORMATIQUE

<u>CHEF DE SERVICE</u>, rattaché au Secrétariat général, il prend en charge les applications actuelles et participe simultanément à la définition d'un nouveau système d'information (gestion écrans), dont *il* assurera, à court terme, l'implantation et le développement progressif en fonction des besoins (planifiés) des services et des projets d'organisation à mettre en chantier.

<u>C'EST UN CONCEPTEUR</u> (formation supérieure I.E.S.T.O. ou équivalente) possédant si possible une première expérience et un savoir-faire technique (analyse-*programmation, langage COBOL, BASIC...), doublés de* qualités éprouvées — ou potentielles — <u>d'organisateur</u> ouvert tant aux techniques modernes d'organisation du Bureau (bureautique, traitement de textes...) qu'au dialogue avec les utilisateurs. La connaissance du milieu communal serait très appréciée.

Recrutement direct ou par voie de mutation.
Position titulaire. Disponibilité prochaine.

Adresser lettre de candidature manuscrite, photo et curriculum vitae sous la référence S.G. au



B.P. 301 - 08105 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES.

LA CAMIF

COOPERATIVE D'ACHAT
RESERVEE AUX ADHERENTS MAIF

3e SOCIETE FRANÇAISE DE V.P.C.
SITUEE A NIORT, (Deux-Sèvres)

RECHERCHE

un(e) rédacteur(trice) expérimenté(e)

Le (la) candidat(e) aura rempli pendant 2 ou 3 années un poste similaire dans une entreprise de vente par correspondance, ou une agence de publicité, et sera intéressé(e) par une communication basée sur l'objectivité, la sobriété et l'efficacité, et, destinée à 85 % du personnel de l'Education Nationale.

Le poste est à pourvoir immédiatement. Les candidatures seront reçues au DEPARTEMENT PERSONNEL - CAMIF - 79059 NIORT CEDEX. (Adresser C.V. manuscrit, prétentions et photo).

Heineken

Un contrôleur de gestion très "business minded"

Vous avez du contrôle de gestion la même conception que nous. Si vous faites leur part aux nécessaires tâches de vérification que comporte la fonction, vous avez aussi le réflexe de l'homme d'affaires qui, derrière les chiffres comptables, discerne la réalité économique . Qui, du résultat d'aujourd'hui, déduit une orientation pour demain. Votre encore jeune expérience vous a déjà appris cela. C'est dans cet esprit que nous voulons améliorer le «contrôle» de notre activité commerciale et de nos filiales de distribution, à partir du système existant à réformer *largement. Et ce sera votre responsabilité au sein du Contrôle de* Gestion.

A votre solide formation économique et financière de base (Grandes Ecoles ou Université.), vous avez déjà ajouté une bonne expérience comptable, par exemple dans un grand cabinet d'audit. Les années que vous avez passées dans le monde de la distribution vous ont donné une sensibilité aux problèmes commerciaux indispensable pour notre métier. Puisqu'encore jeune, vous êtes prêt, étant basé à Strasbourg, à des contacts fréquents avec notre Direction Commerciale à Paris, nos filiales et nos directions régionales.

Les consultants de SIRCA étudieront votre candidature. En leur écrivant sous référence 802 471 M, merci de leur préciser délai de disponibilité et prétentions. Et comme il s'agit de Heineken France, que vous parlez anglais.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Trouvay et Cauvin

recherche d'urgence pour son service ASSURANCE QUALITE :

UN TECHNICIEN SUPERIEUR

(I.U.T. - B.T.S.)

ayant une très bonne expérience, 3 ans mini, dans :

- la gestion et l'application d'un programme d'assurance qualité ;
- une très bonne connaissance en :
  - métallurgie ;
  - soudage ;
  - contrôles non destructifs (ultrasons, magnétoscopie-ressuage). Une certification serait très appréciée ;
  - codes de construction appareils à pression / *tuyauterie* ;
  - normes internationales de produits (tubes, raccords, brides, toutes nuances).

Dans les secteurs tuyauterie/chaudronnerie/robinetterie

Anglais souhaité
POSTE A POURVOIR

au HAVRE

Envoyer C.V. et prétentions s/nº 7.096 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra

---

IMPORTANT GROUPE D'ÉLECTRONIQUE

recherche pour son USINE DU NORD

chargée de la production de matériels électroniques et électro-mécaniques d'avant-garde :

UN INGÉNIEUR

ayant acquis la pratique de la gestion de la production *pendant quelques* années pour diriger le Bureau de production.

Age souhaité mais non impératif : entre 35 et 45 ans.

Une bonne connaissance de la gestion informatique de la production sera appréciée.

Ce poste pouvant déboucher sur des fonctions plus élevées, il sera tenu compte des possibilités des candidats à cet égard.

UN INGÉNIEUR

A. et M. ou équivalent

ayant une bonne expérience de la production en séries de matériels électroniques et électro-mécaniques haut de gamme.

Il sera responsable de la fabrication et du contrôle de petites et moyennes séries et participera à l'industrialisation des produits nouveaux.

Le candidat idéal, outre l'expérience certaine demandée, serait âgé de 35 ans environ et devrait avoir une forte personnalité lui permettant d'accéder à des fonctions plus élevées.

LIEU DE TRAVAIL : **Région LILLOISE**

Ecrire avec C.V., photo et prét. ss le nº 73.737 à CONTESSE P., 20 av. de l'Opéra, Paris-1er, qui tr.

BANQUE REGIONALE

FACADE MEDITERRANEE

recrute

ORGANISATEUR

homme ou femme

pour renforcer petite équipe rattachée à la

DIRECTION INFORMATIQUE

De formation supérieure, le candidat recherché aura une expérience d'organisateur de 3 à 5 ans.

Outre des connaissances bancaires indispensables, une connaissance de l'informatique serait souhaitée.

Il sera répondu à toute candidature adressée avec lettre manuscrite, *CV, photo et rémunération actuelle sous référence 7845 à :*

BEO 3, rue de Téhéran 75008 PARIS.

REGION SUD-EST

Société filiale d'un des premiers grands groupes industriels français, fabriquant un produit de très haute technicité destiné à l'industrie nucléaire, recherche, son

INGENIEUR CHEF DES ACHATS

Ce collaborateur sera chargé de l'approvisionnement en matières premières et en équipements spéciaux très diversifiés pour un montant global annuel de plus de 100 millions de francs.

Il aura la responsabilité des relations avec *une importante sous-traitance. Il lui sera* confié en outre le choix et la négociation des transports.

Le poste s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école, mécanicien de formation ou d'expérience, âgé d'au moins 35 ans et possédant 4 à 5 années d'exercice de ce type de poste Anglais indispensable.

Adr. CV sous réf. 710 à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



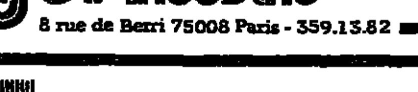


BIOÉLECTRONIQUE

CHEF DU SERVICE QUALITE

ROCHE BIOELECTRONIQUE est un des leaders mondiaux dans son domaine : les équipements électroniques scientifiques et médicaux.
Le Chef du service actuel doit prendre d'autres responsabilités au sein du groupe, il faut assurer sa succession.
Directement rattaché au Directeur Général, le titulaire du poste est responsable de la coordination de l'ensemble des problèmes de qualité des produits à tous les stades industriels.
Il conçoit et gère les plans d'assurance qualité et assure pour ce qui le concerne, la totalité des relations entre les clients et les services de la Société.
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Electronicien pratiquant l'anglais, justifiant d'une expérience industrielle de 5 ans minimum. Celle-ci a été acquise de préférence dans des services qualité, S.A.V., études ou développement.
Le poste est à pourvoir à Montigny Le Bretonneux (78).
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 10209 P à

média-system



8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

MELUN

RESPONSABLE LOGISTIQUE

Dépôt central

Avec un C.A. de plus de 100 millions, cette entreprise, filiale d'un important groupe industriel, est la première entreprise française (fabrication, négoce) dans le domaine du décor de la fenêtre : tringles à rideaux, stores... Elle commercialise ses produits par l'intermédiaire d'un réseau d'agences et de dépôts régionaux, son dépôt central étant situé à Melun.
Rattaché à la Direction générale, le titulaire du poste, outre sa responsabilité de gestion physique du dépôt central (il anime une équipe d'environ 40 personnes), assure la fonction approvisionnement (rapport avec la fabrication et fournisseurs extérieurs) et l'ensemble de la logistique en fonction des prévisions des ventes et des commandes des agences régionales. Il contrôle et organise le transport et les livraisons.
Nous souhaitons rencontrer un homme minimum 32 ans, possédant une solide expérience de la fonction «appro» et de la logistique (stock physique et livraisons).
Poste basé à Melun.
Les conditions offertes sont de nature à intéresser un professionnel de bon niveau.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 5412 A, à

média-system

egor
8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

NORD
Important Cabinet d'expertise comptable

FUTUR ASSOCIE

Le développement de ce Cabinet, tant au point de vue révision que Commissariat aux comptes conduit son propriétaire à rechercher un collaborateur de valeur.

En un premier temps, sa qualité d'adjoint lui permet d'acquérir la méthodologie en vigueur. Il traite personnellement dans les moindres détails les dossiers importants dont il a la charge. Ensuite, l'évolution du poste le conduira à l'association et la titularisation de mandats de Commissariat aux Comptes.

Nous souhaitons rencontrer un expert comptable stagiaire, diplômé si possible de l'enseignement supérieur, justifiant d'une expérience en cabinet de 3 à 5 ans. Ce réviseur possède un premier certificat supérieur...

Merci d'adresser une lettre de motivation, CV complet, photo et salaire actuel, sous référence M 7411 A, à

média-system

egor 8 rue de Berri 75008 Paris 359.13.82

GROUPE DROUOT — Service Promotions Immobilières

RESPONSABLE INVESTISSEMENTS ET GESTION

Cette Société est l'un des plus importants groupes privés d'assurances, et connait depuis trois ans le taux d'accroissement le plus élevé de la profession. La Direction Financière recherche un financier pour son Service «Placements immobiliers».
Sous l'autorité du Responsable «Investissements Immobiliers», il prépare et suit le déroulement des placements de trésorerie du Groupe dans les opérations de promotion immobilière. Cela implique qu'il intervient tant au niveau des études de participation financière (tour de table promoteur) qu'au niveau de la gestion financière (comptabilisation des profits) jusqu'à la disparition de la S.C.I. Il collabore étroitement avec les services techniques de son département.
Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste évolutif, de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles, Sciences Po ...) justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans, acquise, si possible, dans un établissement financier.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 7410 A, à

média-system

egor
8 rue de Berri 75008 Paris 359.13.82

ROCHE BIOÉLECTRONIQUE

RESPONSABLE DOCUMENTATION TECHNIQUE

La division médicale, spécialisée dans la fabrication d'appareils d'exploration à ultra-sons doit renforcer sa structure et souhaite intégrer un ingénieur spécialiste.

Après une période de formation aux productions spécifiques, le titulaire sera responsable de la rédaction et de la publication de l'ensemble des notices techniques de la division (manuels d'utilisation, dossiers de maintenance ...).

Il est également chargé de l'organisation de stages de formation dans son domaine à l'attention de techniciens de services marketing.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Electronicien, parfaitement bilingue anglais dont l'expérience industrielle a été acquise en Etudes développement ou S.A.V. de produits techniquement comparables.

Des réelles qualités rédactionnelles sont naturellement indispensables.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 10209 N, à

média-system

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

FUTUR CHEF DE PROJET HF

Cette Société, filiale française du leader mondial de produits thermorétractables issus d'une technologie de pointe, se développe à un rythme important et soutenu, depuis plus de 10 ans. Cette expansion conduit la société à renforcer son service informatique.

Au sein d'une équipe légère et efficace, il est responsable du développement et de la maintenance de certaines applications nouvelles. Il exerce ses talents sur petit et gros systèmes car il dispose d'une configuration Arc Data Point 6600, reliée, au niveau européen, à un Burroughs 7805.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une expérience de quelques années et pratiquant le Cobol. Evoluant dans un environnement international, il maitrise bien la langue anglaise.

Lieu de travail : grande banlieue Ouest.
Merci d'adresser CV complet, photo et salaire actuel, sous réf. M 7288 P, à notre Conseil Didier PROU,

média-system

egor promotion
8 rue de Berri 75008 Paris



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON-CSF TELEPHONE

Etablissement d'EU (Seine-Maritime proche de Dieppe)

INGENIEURS ELECTRONICIENS

(Diplômés ESE, ENSI, INSA etc...)
Intégrés à une équipe de service industrialisation, nous recherchons :

- 1 ingénieur : possédant une expérience de 2 à 3 ans : en programmes de test d'unités fonctionnelles, moniteur temps réel, mini-microcalculateur qui participera aux études et à la mise au point du logiciel de test et d'intégration d'unités fonctionnelles de centraux téléphoniques.
  Des connaissances en technique de commutation temporelle seraient appréciées.
- 1 ingénieur débutant : diplômé grande école (ESE,...) libéré des obligations militaires.
  Intéressé par les techniques de téléphonie temporelle (matériel et logiciel), il sera l'un des interlocuteurs de la ligne de production pour les problèmes techniques nécessitant une assistance fabrication sur des sous-ensembles de centraux téléphoniques temporels.
  Ce poste demandera des liaisons étroites, avec le service technique et nécessitera une bonne connaissance des produits concernés.

Formation assurée - Déplacements à prévoir en R.P. et province.
C.V. détaillé et prétentions sont à adresser sous réf. 73711 à
THOMSON CSF TELEPHONE
Division Commutation Publique - Service Emploi
146, Bd de Valmy - 92707 COLOMBES



THOMSON-CSF

DÉPARTEMENT AVIONIQUE GÉNÉRALE

– Pour ses laboratoires d'études et de développement d'équipements électroniques embarqués, civils et militaires.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Formation X, ENST, ENSAE, ESE, ECP.
DÉBUTANTS ou EXPÉRIMENTÉS.

Adresser C.V. et photo à Service du Personnel,
B.P. n° 3 - 33160 LE HAILLAN.

LYON
Cabinet de Conseil Juridique et Fiscal
dont l'activité s'étend sur la région
Rhône-Alpes et la Région Parisienne
recherche
pour renforcer son équipe actuelle de 4 Fiscalistes

Collaborateur Fiscaliste

de haut niveau
Praticien confirmé, il a au minimum 5 ans d'expérience professionnelle.
Envoyez CV, photo et prétentions
sous référence 9951 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

Groupement Professionnel du LANGUEDOC-ROUSSILLON
recherche
pour son siège social
AXAT (AUDE)

RESPONSABLE
DES PROBLEMES LIES à l'EMPLOI et à l'INFORMATION

– sa mission sera d'étudier et de coordonner la mise en œuvre des mesures destinées à favoriser le développement économique, l'emploi et la formation des entreprises du secteur bois.

La candidat sera de formation supérieure.
Voiture personnelle indispens.
Ecr. avec C.V., lettre manuscrite n° T 022.065 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VOGICA
Un des plus importants fabricants français de CUISINES INTEGREES en forte expansion crée un poste de

DIRECTEUR DES VENTES
FRANCE et EXPORT
(résidence Paris ou Est)
Convient à jeune cadre commercial de formation supérieure. Ecrire n° 3.705 ou tél. pour détails au (8) 335-42-63

BLIQUE CONSEIL
160, avenue de Strasbourg,
54000 NANCY.

VILLAGE DE VACANCES
400 LITS
rech. saisons hiver et été
personnel qualifié
– Couples DIRECTION ;
– Hôtesse ;
– Aide-comptable dactylo ;
– Economes ;
– Chefs cuisin. et cuisiniers ;
– Responsables animation.

Env. C.V. dét. manusc., photo et prét. s/n° 8.849, le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VILLE DU HAVRE
recrute pour direction
crèche familiale

PUERICULTRICE D.E.
Agée de plus de 25 ans avec 5 ans de pratique de la profession ou docteur en médecine.
Adresser C.V. à M. le maire, bureau du personnel, jusqu'au 1er novembre 1980.

ETABLISSEMENT FINANCIER
à compétence nationale, offre pour ses agences de
BEAUVAIS, BESANÇON, BEZIERS, LA ROCHELLE, NEVERS et TARBES
un poste de

RECEPTION CLIENTELE ET PLACEMENT DE PRETS IMMOBILIERS
à homme ou femme âgé de 25 à 35 ans, actif, dynamique, ayant le goût du contact. Formation secondaire et expérience bancaire ou immobilière souhaitées.
Préciser si dactylographe.

Ecrire avec réf. et prétent. à n° 74.346 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er.

SOCIÉTÉ TRAVAIL TEMPORAIRE
75010 Paris - Gare de l'Est
CAUTION BANCAIRE

pour poursuivre son développement
recherche

TECHNICO-COMMERCIAL HF

possédant clientèle réputée
bureau ou industrie

Nous lui proposons :
- La responsabilité totale de ses embauches et des mises en place chez ses clients
- Un support informatique évolué
- Un secrétariat éfficace et des locaux bien situés
- Le remboursement de ses frais réels.
- Un salaire important dès lors que les critères de rentabilité et d'encaissement sont respectés
- Une totale liberté de manœuvre et d'emploi du temps
- Un statut cadre et la possibilité d'une association ultérieure

Si notre proposition vous intéresse, nous adresser un bref C.V.
indiquant votre C.A. prévisionnel 81
SACOR - réf. 182
36, rue Paul-Valéry - 75116 PARIS

bleu



KODAK PATHÉ
SEVRAN (93)

recherche

• BTS - DUT
GÉNIE MÉCANIQUE

pour son service
organisation industrielle

(connaissance des gammes d'usinage et notions d'organisation)

Les candidats même débutants, libérés des obligations militaires devront avoir une bonne pratique de la langue anglaise.

- Salaires intéressants.
- Larges possibilités d'évolution.

Téléphoner pour Rendez-vous
Service du Personnel
Tél. : 384.93.00 (poste 202 ou 302)

bleu

Un ensemble industriel de plus de 2.000 personnes, premier fabricant français de machines à laver et sèche-linge, filiale
Thomson-Brandt
recherche à Lyon

ingénieur électronicien

Ce poste comporte la responsabilité autonome de l'étude de circuits de commande de moteurs à vitesse variable, le pilotage des essais, le choix des fournisseurs pour des productions de grandes séries et le respect des coûts.

La fonction nécessite la connaissance des composants de puissance : TRIACS, THYRISTORS, TRANSISTORS.

Il sera en relation étroite avec les équipes d'électroniciens de l'ensemble du Groupe THOMSON.

Ecrire Cabinet Gatier
32 rue Barrême 69006 Lyon.
(référence 390)

média-system

Cabinet Gatier

Pour prendre la responsabilité d'une division technique basée dans le sud de la France
SOCIETE INTERNATIONALE
recherche

INGENIEUR GENIE RURAL
ayant expériences :
– infrastructures irrigations ;
– montage d'opérations ;
– interventions outre-mer (anglais indispensable).

Ecr. avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 1.638, à
MEDIA P.A.
9, bd des Italiens
75002 PARIS.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégations ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs.
Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'était glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :
LE MONDE
Direction de la Publicité,
5, rue des Italiens,
75009 PARIS.

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche pour ses bureaux de
TROYES et SENS
collaborateur qualifié. Expérience cabinet souhaitée. Position cadre.
Avantages sociaux.
Ecr. avec C.V., prét. et lieu souhaité s/n° 7.143 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Le Comité pour l'Aménagement et l'Expansion économique de l'Isère
recherche
pour le secteur de
VIENNE-ROUSSILLON

UN RESPONSABLE DE COMITE LOCAL

Fonction principale :
– accueil et aménagement industriel ;
– observation économique et suivi de l'emploi.

Niveau demandé :
– universitaire de niveau maîtrise (géographie, Sc. éco, Droit public) + expérience professionnelle souhaitée.

Adresser candidature avec C.V. (photo + prétentions) au : C.A.E.E.I., 12, rue Dolomier, 38000 GRENOBLE.

Centre hébergement réinsertion sociale important région Rhône-Alpes rech. directeur lib. rapidem.
Adresser C.V. et photo s/n° 7.144 le Monde Publicité, 5, rue des Italiens. 75009 Paris.

IMPTE ADMINISTRATION
région Rhône-Alpes recherche
pour son siège lyonnais

ATTACHE DE PRESSE
Expérience profession. souhaitée dans la carrière journalistique.
Salaire annuel : 81.300 à 113.800 F selon la qualification acquise.
Adresser candidature + C.V. et photocopies des diplômes s/réf. 2.715, à P. LICHAU S.A. 41, rue Paul-Chenavard Lyon-1er, qui transmettra.

Pour Sud-Est de la France

INGENIEURS
Format. INSA, connaissances résistances matériaux et exécution de calcul ordinateurs

Pour ETRANGER

INGEN. CONTROLEUR
Bilingue anglais
Connaissances mécaniques
chaudronnerie, soudure
CRIT INTERIM
37, r. Miromesnil, 75008 Paris
Tél. : 285-54-89.

attaché commercial

REGION PARISIENNE-NORMANDIE-NORD

Cette importante entreprise de transformation de matières plastiques recherche pour son département "produits de synthèse", matières premières pour peintures, vernis et encres d'imprimerie, un Attaché Commercial. A compter d'une clientèle déjà existante, il aura pour mission essentielle d'étendre les marchés sur le secteur indiqué et de les négocier. Basé à Paris, il sera assisté sur le plan logistique et technique par le siège et trouvera sur place l'appui administratif nécessaire. La préférence sera donnée à un candidat rompu à la vente, chimiste de formation, connaissant les peintures. La rémunération comprend un intéressement aux résultats.

Faire offre de manière précise avec C.V. détaillé et prétentions sous référence C 902-M à notre Conseil qui garantit la discrétion d'usage.





CEP annecy
37 avenue gambetta
74000 annecy
tél. (50) 23.10.19

grenoble - lyon

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GUNTHER LAMBERT COLLECTION ®

Nous sommes une importante société commerciale dans le secteur d'aménagement de l'habitat en Allemagne. Quant à la distribution, nous sommes en voie de *construction d'une organisation de vente en France et recherchons un*

REPRÉSENTANT DE VENTE

pour le 1er janvier 1981, *qui sera chargé de toute responsabilité* en ce qui concerne les ventes dans sa région de vente. Nous nous imaginons un jeune homme dont le métier est la vente et qui a des connaissances étendues du marché d'aménagement de l'habitat en France. Notre nouveau collaborateur devrait être en mesure de prospecter une nouvelle clientèle. De plus, il devra conseiller nos clients d'une collection très cultivée. Cette collection est composée de verre, porcelaine, couverts, des articles du métier d'art, etc.

Parler anglais couramment est indispensable.

La rémunération avec un fixe et le revenu additionnel subordonné au succès seront certainement intéressants. En outre, vous recevrez une voiture de fonction neutre.

Si ces perspectives vous tentent, adressez votre candidature avec curriculum vitae sous forme de tableau, vos copies de diplômes et vos prétentions.

M. G.F. Wiedenhöfer,
c/o GUNTHER LAMBERT COLLECTION
Konstantinstr, 303, Postfach 330159
D-4050 Mönchengladbach 2.

INGENIEUR SYSTEME, EXPLIQUONS-NOUS AU TELEPHONE.

Vous maîtrisez les systèmes IMB/OS, vous connaissez les systèmes transactionnels CICS et les méthodes d'accès aux réseaux *BTAM et VETAM.*
Ou vous avez une expérience d'un ou plusieurs systèmes de gestion de bases de données (TOTAL, IMS...)
Notre Responsable Informatique vous écoute et vous répond le 8 octobre de 10h à 20h aux numéros suivants :

563 59 32 ~ 562 48 35.

Mais si vous préférez écrire adressez votre CV sous référence 7410 à : rscg carrières 64, rue La Boëtie 75008 PARIS qui nous le transmettra rapidement.

CAP SOGETI SYSTEMES

Leader européen des Sociétés de Service et de Conseil en Informatique recherche pour sa Division **tertiaire** (Banques, Assurances, Distribution, Services).

ANALYSTES PROGRAMMEURS EXPERIMENTES
ayant pratiqué PL 1

INGENIEURS EXPERIMENTES
ayant pratiqué CICS et/ou IDS

La diversité des interventions, un plan de formation et utilisation de méthodes leur permettront *une évolution personnelle et professionnelle de tout premier plan au sein* d'une Société en constante expansion.

Ecrivez ou téléphonez à C. JACQUEMINET - **CAP SOGETI SYSTEMES**
92, Bd du Montparnasse 75014 PARIS - Tél. 320.13.81.





TRANSAC
Alcatel

LEADER DE LA PERI-INFORMATIQUE FRANCAISE, recrute pour développer l'activité **Contrôle qualité logiciel** des

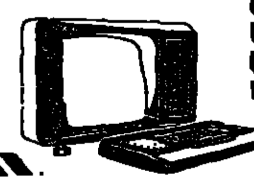
analystes-programmeurs

7 à 8 années d'expérience dans le langage Assembleur et/ou langage évolué : COBOL PL1 réseaux de télécommunications.

ou ingénieurs logiciels débutants

GRANDES ECOLES
Lieu de travail : MASSY (5' du R.E.R.)

Envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 26386 M à Catherine BONNIER
TRANSAC S.A.
91680 BRUYERES LE CHATEL.



PHOTOWATT
INTERNATIONAL S.A. **Groupe CGE**

Notre Société dont l'activité est orientée vers la conversion de l'énergie *solaire et la conception de systèmes photovoltaïques*

recherche

UN JEUNE INGENIEUR
grande école

intéressé, après une 1ère expérience technique, par une orientation *commerciale.*

Dans une structure souple il s'initiera à l'ensemble des activités commerciales, suivi des affaires, conception de documents technico-commerciaux, participation aux expositions et préparera ainsi son évolution vers une responsabilité technico-commerciale à caractère international.

Adressez-nous votre candidature sous référence P.1.42 à la Direction des Relations Humaines - SAFT - 119, rue du Président Wilson - *92300 LEVALLOIS PERRET.*

SOCIETE MULTINATIONALE A VOCATION ELECTRONIQUE ET MECANIQUE

recherche pour Siège PARIS

son chef de la comptabilité générale

- 28 ans minimum
- DECS - Ecole Supérieure de Commerce
- Expérience de 4 à 5 ans en comptabilité générale et fournisseurs
- connaissances fiscales et pratique Informatique
- animation d'une équipe de 20 personnes.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à No 74.001 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEURS COMMERCIAUX EN INFORMATIQUE

Nous recherchons de jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur Economique, Commercial ou Informatique, souhaitant débuter leur carrière commerciale chez un leader de l'industrie informatique.

Des petits systèmes aux grands ensembles électroniques, du traitement de textes aux réseaux de télécommunication, nos Ingénieurs Commerciaux disposent des cartes maîtresses pour permettre à notre clientèle de choisir la solution informatique qu'elle souhaite.

Soutenu par une formation de grande qualité, assisté par des services de support et d'assistance efficaces et structurés, l'Ingénieur Commercial *Burroughs est l'interlocuteur privilégié des entreprises souhaitant* améliorer leurs systèmes de gestion. La taille et la structure de notre groupe garantissent des possibilités d'évolution pratiquement sans limite.

Plusieurs postes sont à pourvoir sur PARIS et la REGION PARISIENNE, pour le 1er Décembre 1980.

Adressez-nous lettre et C.V. sous référence M2 à
Jean-Louis PERROT
BURROUGHS
Direction du Personnel
230-242, av. Laurent-Cély 92231 GENNEVILLIERS Cedex

Burroughs

chef comptable
Paris - F. 140.000

La Filiale française d'un important groupe anglo-américain, spécialisée *dans la fabrication et la distribution de profilés métalliques pour les* équipements industriels, recherche son Chef Comptable. Dépendant du Directeur Financier, et animant une équipe de 13 personnes, il aura la responsabilité : • du suivi quotidien de la comptabilité (clients et fournisseurs), • de la Trésorerie et des relations bancaires, • des déclarations légales, fiscales et de la paie.
Il veillera à la préparation en temps voulu des états financiers et du reporting mensuel selon les procédures du Groupe, et à l'amélioration de l'organisation comptable interne.

Ce poste stimulant s'adresse à un candidat, âgé de 30 ans minimum, de formation *comptable supérieure (DECS) et ayant une expérience* similaire d'au moins 5 ans, acquise au sein d'une société anglo-saxonne.

Homme de terrain, il fera preuve de rigueur et de méthode.
Anglais courant indispensable.

Prière envoyer lettre manuscrite – CV détaillé – photo et salaire actuel à No 73.514 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE
PARIS 8ème recherche

ATTACHES COMMERCIAUX

DUT techniques de commercialisation.
Particulièrement motivés par le commercial en crédit et en banque.

Adresser C.V. + photo sous réf. 2374 à P. LICHAU S.A., BP 220 - 75063 PARIS cédex 02 *qui transmettra.*

GROUPE SOFIAM - LES NOUVELLES RESIDENCES DE FRANCE
Importante société de construction et de promotion de logements
recherche :

UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES
(Région Parisienne)

De haut niveau, capable de seconder la Direction des Programmes.
Il participe au montage des opérations, les gère et les administre.
Il bénéficie de l'appui de l'ensemble des services techniques de la société.
Les candidats sont diplomés de l'enseignement supérieur (HEC-ESSEC, SUP de CO- SCIENCES PO-DEA droit) particulièrement motivés par les problèmes juridiques immobiliers.
Cinq années *minimum d'expériences sont indispensables.*
De solides qualités de méthode et de coordination sont nécessaires pour ce poste qui ouvre de très larges perspectives d'évolution.
Les candidats intéressés devront adresser un dossier au Groupe

SOFIAM - LES NOUVELLES RESIDENCES DE FRANCE
9 Avenue Matignon - 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ *INDUSTRIELLE*

recherche pour sa

DIRECTION FINANCIÈRE A PARIS

ANALYSTE FINANCIER

De haut niveau d'études supérieures, il sera chargé des travaux préparatoires aux prises de participation.

Une expérience d'analyse financière dans une société industrielle ou une banque est souhaitée.

ANGLAIS ou ALLEMAND nécessaire

Adresser curriculum vitae et prétentions sous le n° 72.834 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

DIPLOMÉS de L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
un emploi, une carrière

La *Direction Générale des* Impôts offre aux jeunes diplômés une carrière aux possibilités multiples, en prise directe sur les réalités économiques et humaines.

La Direction Générale des Impôts recrute *par voie de concours*, avec

LICENCE, DEUG, DUT, BTS
600 inspecteurs des impôts

environ.

Epreuves les 22, 23 et 24 janvier 1981. Clôture des inscriptions le *3 novembre 1980.*

Formation et affectation possibles en Ile de France.

Renseignements et *inscriptions,*

pour Paris et les départements de la région Ile de France :
Centre d'Etudes de Paris,
15 rue Scribe - 75436 Paris Cedex 09,
tél. 266.93.46 poste 326, ou 742.10.00 en permanence,



dgi
Pour les autres départements :
Direction des services fiscaux.



média-system

STEIN HEURTEY

FRENCH MULTINATIONAL DIVISION OF U.S.
«Fortune 500» company requires

TAX SPECIALIST

to supervise all tax planning, accounting and administration throughout the division.
Preference would be given to those candidates with international tax experience (principally french, *U.K. and U.S.*) and with some knowledge of U.S. accounting. Nationality is unimportant but fluent french and english is essential.

Please send resume to **Service du Personnel** -
STEIN HEURTEY - BP 69 - 91002 EVRY CEDEX

Dans le cadre de son activité d'engineering de centrales électriques diesel, un important Groupe industriel recherche pour son établissement de la banlieue Nord de Paris

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE ELECTRIQUE

Ses missions essentielles consisteront dans la définition technique des *équipements entrant dans la conception d'unités de 1 M.W. à 120 M.W.* dans le contrôle de l'exécution des études, dans le suivi des prestations confiées à la sous-traitance – à ce titre, il apportera son assistance au Service Achats lors des négociations technico-commerciales avec les fournisseurs.

Ce poste s'adresse à un **INGENIEUR DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE** justifiant d'une expérience confirmée des courants forts et du contrôle commande.

Les sens développés des contacts, celui de l'animation des hommes, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont les conditions indispensables pour occuper efficacement le poste proposé.

Des déplacements de courte durée à l'Etranger sont à prévoir.

Adresser lettre *manuscrite avec C.V. et photo* à No 73.853 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



KODAK PATHÉ
93 SEVRAN

recherche

BTS - DUT ÉLECTROTECHNIQUE

pour ses services de maintenance de matériel de photo-finishing

Les candidats (libérés des O M) devront avoir des connaissances approfondies en électronique et une bonne pratique de la langue Anglaise afin de pouvoir s'adapter rapidement à un materiel evolutif faisant appel à une technologie de pointe.

- Formation assurée.
- Salaire intéressant.
- Larges possibilités d'evolution.

Téléphoner pour rendez-vous
Service du Personnel
Tél. : 384.93.00 (poste 202 ou 302)

bleu

Vos compétences et notre notoriété internationale dans un domaine technologique avancé ont assuré à notre entreprise (française) une expansion rapide. Nos effectifs dépassent 4000 personnes, assurant la conception, la conduite et le suivi d'importants projets.
Au stade actuel de notre évolution nous désirons recruter des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

CONTRÔLE COMMANDE

Vous êtes SUPELEC, IEG ou équivalent, vous avez quelques années d'expérience dans le domaine ainsi que dans l'exploitation d'ensembles industriels complexes. Vous participerez alors aux études de conception générale et prendrez en charge des problèmes de physique de réacteurs, neutronique, thermo-hydraulique, instrumentation du cœur. Vous vous rendrez compte sur le terrain pour les essais de validation.

SYSTÈMES FLUIDES

Vous avez quelques années d'expérience dans la définition de systèmes fluides et en exploitation de centrales thermiques ou d'installations industrielles similaires. Vous serez chargés alors de définir le matériel en termes de performances et d'établir des diagrammes logiques.

Pour ces 2 postes, une formation en Génie Atomique serait appréciée.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous réf. 70086 M, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

T R W HYDROSYSTEMS

spécialisée dans les biens d'équipement robinetterie

recherche

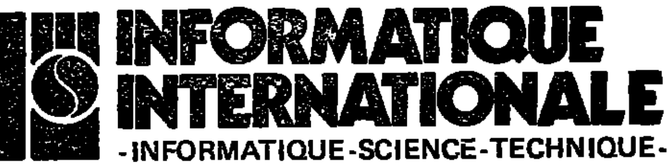
pour poste basé à PARIS

RESPONSABLE DE MARCHÉ

Fonction :
- Prospection, négociation, suivi des contrats.
- Animation du réseau de vente.
- Déplacements en Europe fréquents.
- Anglais courant indispensable.

Expérience technique ou technico-commerciale en robinetterie, tuyauterie et fournitures industrielles.

Adresser C V., photo et prétentions sous réf. 3420 M a BLEU Publicité 41, Avenue du Château - 94300 VINCENNES
(il sera répondu a toutes candidatures)



Nous travaillons sur les projets techniquement les plus avancés : nos équipes de haut niveau se renforcent. Nous recherchons deux

ingénieurs

ayant une formation en ANALYSE NUMERIQUE et/ou INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE (D.E.A. d'Analyse numérique et/ou maîtrise en informatique)

- Le premier poste, basé à PARIS, s'adresse à un candidat débutant ou confirmé ayant une bonne connaissance du FORTRAN (des compétences en NEUTRONIQUE seront un atout apprécié)

- Le second poste, basé à BORDEAUX, implique nécessairement de bonnes connaissances en MECANIQUE et ELEMENTS FINIS.

Si vous souhaitez travailler dans un environnement technique de pointe, sur des projets très ambitieux valorisant vos qualités personnelles et votre potentiel adressez votre candidature (CV, photo et prétentions) en précisant le poste retenu à INFORMATIQUE INTERNATIONALE - SILIC 232 - 94578 RUNGIS CEDEX.

GROUPE CISI



La Télématique vous intéresse.

Vous êtes entreprenant et mobile.
Vous avez une

FORMATION JURIDIQUE

et 2 ans au moins d'expérience professionnelle.

Nous sommes la première banque de données juridique opérationnelle en France.

Nous recherchons pour la région parisienne plusieurs

CADRES COMMERCIAUX
(Hommes ou Femmes)

pour participer à notre lancement.

Nous avons confié ce recrutement au G.CAM, à qui nous vous demandons d'adresser c.v. détaillé, photo et prétent.

G.CAM
Marie-Françoise ALETTI
(réf. 5814) - Tour Maine Montparnasse - B.P. 185 - 75755 Paris Cedex 15.

---

expert en technique bancaire

190. 000 F.

Un important Organisme de dimension nationale cherche un expert en organisation bancaire pour lui confier le poste de conseiller technique au niveau de la Direction de ses Etablissements Financiers et Informatiques.
Placé sous l'autorité du Responsable de l'Exploitation, il aura pour mission de faciliter l'interface avec le secteur Bancaire. Il devra participer à la définition d'une politique de gestion de la clientèle (Conseil financier, produits nouveaux) et analyser les modalités pratiques de mise en œuvre et de fonctionnement d'un service client.
Le candidat souhaité sera diplômé, soit d'une Ecole d'Ingénieur (X, Centrale, E.S.E.), soit muni d'un Doctorat d'Etat. De plus, il devra posséder au minimum 10 années d'expérience des circuits bancaires développée au sein d'une Grande Banque de Dépôt. Le poste est à pourvoir à Paris.

Adresser CV. et photo avec une courte lettre manuscrite sous réf. 6748/M à L. de Menthon - Sema - Sélection - 92126 MONTROUGE - Centre Metra - 16 - 18, rue Barbès.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection — Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

---

arianespace

RECRUTE pour son Siège Social à EVRY (91)

3 CADRES de Formation Supérieure placés sous l'autorité du Directeur Général Adjoint Administratif et Financier.

LE RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Réf. DGA/AF/08

Le titulaire du poste sera particulièrement chargé :
- de l'administration générale et du service intérieur
- des assurances
- de la gestion du personnel de la société (120 personnes)
- de la facturation client

Ayant plusieurs années d'expérience administrative à un haut niveau dans le domaine industriel notamment en matière d'assurance, connaissance de la législation sociale et une bonne pratique de la langue anglaise.

LE RESPONSABLE DU SERVICE TRESORERIE

Réf. DGA/AF/09

Le titulaire du poste sera particulièrement chargé :
- de la gestion de la trésorerie en francs et en devises
- des prévisions de trésorerie et plans de financement
- des relations courantes avec les banques
- du suivi des comptes clients.

Ayant plusieurs années d'expérience de gestion à un niveau élevé d'une importante trésorerie multi-devises en milieu industriel, commercial ou financier. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

LE RESPONSABLE DU SERVICE CONTRATS

Réf. DGA/AF/10

Assisté de 2 cadres, le titulaire du poste aura la responsabilité :
- de la préparation et de la négociation des contrats «clients et Fournisseurs» sous leurs aspects juridiques et financiers
- de la rédaction des contrats et des documents y afférents
- du montage financier des contrats exportations avec les administrations françaises et européennes (COFACE et équivalents en Europe) et les banques.

Ayant une expérience à un niveau élevé en matière de contrats dans un secteur industriel ou commercial, des aptitudes pour la rédaction de documents juridiques et la négociation. La connaissance des mécanismes d'assurance crédit et de financement des exportations de biens d'équipement. Connaissance de la langue anglaise indispensable.

Adresser CV et prétentions en précisant la référence du poste à : ARIANESPACE - Direction Générale - rue Baudelaire - 91000 EVRY

DIEBOLD FRANCE
recherche
INGÉNIEURS CONSEILS
Diplômés Grandes Écoles

Notre développement nous amène à rechercher des hommes de potentiel élevé, désireux de s'intégrer dans une équipe de grandes qualités pour effectuer des interventions très diverses mais toujours de haut niveau.

Les candidats devront nous apporter une expérience pratique dans au moins l'une des disciplines suivantes :

- **AUDIT INFORMATIQUE :** Évaluation et accroissement des performances (sur gros systèmes).
- **TÉLÉ INFORMATIQUE :** Architecture de systèmes décentralisés, conception de bases données.
- **EXPLOITATION :** Matériel Logiciel et Systèmes Sécurité Informatique.
- **DIRECTION DE PROJETS :** Gestion de production, Contrôle de gestion.

Cette expérience de plusieurs années aura été acquise soit dans un Cabinet de Conseil, soit chez un constructeur, soit en tant que responsable d'un Centre Informatique.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : Mme AICH - 63, rue La Boétie, 75008 PARIS.

---

jeune cadre financier
paris

UNE AFFAIRE DYNAMIQUE DE L'INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE, LEADER SUR SON MARCHÉ, cherche pour sa direction financière, un jeune cadre financier. Adjoint au directeur administratif et financier, il se voit confier, dans un premier temps, la gestion de 3000 comptes clients et il prend en charge progressivement d'autres missions : renouvellement des procédures administratives, contrôle de gestion.

Ce poste convient à un homme ou une femme, ESCP plus DECS, ayant par exemple deux ans d'expérience dans les services financiers d'une entreprise industrielle. C'est une situation d'avenir pour un homme qui veut s'engager résolument dans la fonction administrative et financière. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 168 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris



membre de syntec

Adjoint chef de service presse et information

Important groupe français recherche l'adjoint du Chef de Service Presse et Information.
L'expérience ou la connaissance de la Presse particulièrement automobile serait appréciée, formation souhaitée Science PO.
Anglais, allemand.

Envoyer C.V et photo s/réf 7390 à rscg carrières 64 rue la Boëtie 75008 PARIS. qui transmettra.

LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS

recherche dans le cadre du développement de ses activités radar

ingénieurs électroniciens

GRANDES ECOLES
Débutants ou quelques années d'expérience

Au sein d'équipes chargées de l'étude et de la réalisation de systèmes radar faisant appel aux techniques les plus avancées.

Définition et conception de système — *référence C*

Etude et développement de systèmes de traitement de données radar en temps réel (expérience micro-informatique) — *référence J*

techniciens d'études électroniciens

BTS ou DUT
Débutants ou quelques années d'expérience

Traitement de signal et de données sous forme numérique pouvant inclure des moyens micro-informatiques. — *référence P*

Pour tous ces postes :
- Nationalité Française exigée
- Déplacements episodiques à l'étranger possibles.
- Connaissance de la langue anglaise appréciée.

Adresser C.V. en précisant la référence du poste choisi à LCT B.P. 40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex.

PHILIPS

DEPARTEMENT INFORMATIQUE INTERNE

recherche
pour son Service Système temps réel et microélectronique

jeunes ingénieurs

GRANDES ECOLES (SUPELEC, ENSI, etc... avec option informatique ou automatismes) désireux d'orienter leurs activités dans le domaine des logiciels de contrôle de processus industriel ou de transmission de données.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à PHILIPS, Département ISA - Service du Personnel 6, rue Firmin Gillot 75015 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES

recherche

INGÉNIEUR CONFIRMÉ en TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ce poste implique une expérience d'au moins 5 ans d'ingénierie de réseau de télécommunication, utilisant de préférence les techniques CPL/BLU.

Lieu de travail : région parisienne.

Adresser C.V. s/nº 74.028 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE OFFSHORE
reconnue sur le marché pétrolier international
recherche

ingénieur confirmé

(5 à 10 ans d'expérience)

pour : • *Préparation et remise d'offres.*
• *Gestion de contrats.*

Le candidat devra avoir :
- Une bonne formation technique de base.
- Des connaissances dans le domaine des contrats internationaux.
- L'habitude des contacts avec des partenaires étrangers.
- Une parfaite maitrise de l'anglais, écrit et parlé.

Adresser dossier de candidature s/réf. 6786 M à PROJETS PUBLICITE 12 rue des Pyramides 75001 Paris.

Pour faire face à son expansion, l'un des
PREMIERS CONSTRUCTEURS EUROPEENS DE MINI et PERI-INFORMATIQUE
recrute pour son Centre de Recherche et Développement :

1 chef de service langages

Ses missions, assurer : • Une stratégie cohérente de développement des *compilateurs*-interpréteurs à travers l'évolution des outils existants • Le développement et la maintenance des processeurs de langages. Une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire est *nécessaire.* (Réf. CS/299)

6 ingénieurs logiciel débutants (H ou F)

qui auront en charge, soit la *qualification*, soit la *conception de logiciel* de base pour mini et micro-ordinateurs. (Réf. ID/298)

2 ingénieurs matériel confirmés (H ou F)

- l'un sera chargé d'études d'alimentation à découpage pour mini et micro-ordinateurs (Réf. AD/316)
- l'autre se verra confier les études et le *développement de systèmes* (matériels) mini et micro-informatique faisant appel à des technologies évoluées. (Réf. DS/315)

Pour tous ces postes, une forte motivation pour la conception, le développement et la création des "outils software" des mini-ordinateurs est nécessaire. Une formation ingénieur grande école ou 3ème cycle *est très souhaitée.*

Lieu de travail : **Banlieue Sud.**

Adresser C.V., photo et salaire actuel en précisant la référence à ADEQUATION, 62/64, Avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

IMPORTANT GROUPE
MECANIQUE DE PRECISION
à vocation internationale
recherche
pour REGION PARISIENNE, un

Ingénieur Mécanicien Chef Section

Il aura une formation grande école : X, centrale, mines ou équivalent et une expérience confirmée de l'animation d'une équipe.

Il sera responsable de la fabrication, de la maintenance et de la gestion des outillages ainsi que de l'organisation du service.

Des connaissances en anglais seraient appréciées.

Le sens de l'organisation, l'aptitude au travail en équipe et le sens du commandement sont indispensables pour réussir dans ces fonctions.

Possibilités d'évolution au sein du groupe pour candidat de valeur.

Si vous répondez à ces critères et qu'un tel poste vous intéresse, écrivez en envoyant C.V., références et prétentions à C.A.P.I.C. 18, rue Volney, 75002 PARIS ss le No 80101.

Important groupe international
C.A. consolidé 2 milliards – 35 filiales,
recherche

CONCEPTEUR INGENIEUR ANALYSTE

Chargé de concevoir pour ses filiales des systèmes automatiques de traitement de l'information sur divers types de matériel de petite ou moyenne dimension.

Les candidats devront :

- justifier d'une expérience réussie dans la réalisation de projets informatiques, de préférence dans les domaines de la Gestion de stocks et de la Comptabilité,
- être disponibles pour des voyages fréquents en Afrique francophone (jusqu'à 2 à 3 mois par an, en 3 à 6 voyages).

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé, en précisant salaire annuel souhaité, sous réf. 10824, à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system



Pour la commercialisation d'appareils et réactifs destinés aux laboratoires d'analyses médicales, nous recherchons:

SPÉCIALISTE ANALYSES MÉDICALES

sa mission :

- Prendre en compte l'aspect technique de ces produits.
- Participer à l'élaboration de leur plan de lancement.
- Effectuer en clientèle les essais nécessaires.

De formation supérieure (biochimie, pharmacie...) il possédera une **expérience** de quelques années dans le domaine des analyses médicales et pratiquera **couramment l'anglais.**

Ecrire avec C.V., photo (retournée) sous Réf. 101 à :
KODAK PATHÉ
Service du Personnel
26, rue Villiot - 75012 PARIS

bleu



La Division Télécommunications
propose à des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS
GRANDES ÉCOLES A VOCATION ÉLECTRONIQUE

DE S'INTÉGRER
à des ÉQUIPES étudiant des SYSTEMES modernes de COMMUNICATION, faisant intervenir les techniques de pointe en traitement du signal, mini et micro informatique.

DE PARTICIPER
à la définition, la conception et la réalisation de MATÉRIELS nouvelle génération.

POSTES A POURVOIR A PARIS ET EN PROVINCE

Adresser C.V. et photo à M. POTUS, B.P. 59 - 92231 GENNEVILLIERS CEDEX.

GROUPE FRANCAIS
en pleine expansion occupant une place prépondérante sur son marché
recherche pour l'un de ses départements électronique industrielle

1 ingénieur électronicien

Chargé du développement des ventes en France, de la formation et de l'information des équipes de vente, il sera en liaison *permanente* avec les fournisseurs américains.

Une première expérience en bureau d'études ou en production alliée à de réelles aptitudes commerciales sont des atouts pour réussir à ce poste.

Anglais indispensable. Rémunération annuelle de *l'ordre de 120.000 F.*
Lieu de travail : PARIS.
Envoyer C.V., photo et prétentions à no 73807 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

L.E.P. Paris, recherche
un prof. dessin industriel
un profes. mécan. outilleur ou ajusteur
un professeur d'anglais.
S'adresser au secrétariat
26, rue du Dr-Potain, Paris-15e.

Banque Internationale Paris
recherche pour son service du personnel

UN EMPLOYÉ PAYE (H., F.)

pour la tenue et le suivi des feuilles d'absentéisme, déclarations Sécurité Sociale et accidents du travail.

UN EMPLOYÉ (H., F.)

ayant connaissance paye bancaire informatisée (système S.I.T.B.) et comptabilité y afférente ; expérience similaire indispensable.

Écrire avec C.V. et photo sous n° T 22.044 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

OBJECTIF CONSEIL PARIS 20

recherche

DES INGÉNIEURS EN ORGANISATION

DES INGÉNIEURS SPÉCIALISTES
en maintenance et ENTRETIEN de patrimoine immobilier ou d'infrastructures industrielles

DES INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU
spécialistes en bio-industrie

Véritables responsables de projets touchant aux organisations publiques ou privées, ils possèdent un esprit d'analyse et de synthèse très développé et devront s'adapter à des projets très variés.

Intéressés financièrement aux résultats de l'entreprise, ils verront rapidement leur poste évoluer vers la *responsabilité* d'un département spécifique de l'entreprise.

Formation grande école ou universitaire indispensable.

Un an d'expérience minimum.

Connaissances langues étrangères appréciées.

Envoyer C.V., prétentions, date de disponibilité et photo à OBJECTIFS CONSEILS, 160, r. de Bagnolet, 75020 Paris

---

COMPAGNIE INTERNATIONALE D'ASSURANCE recrute

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

E.S.M.E. ou E.N.S.I. ou équivalent

Dans le cadre de son service incendie, risques industriels en expansion.

Libre immédiatement, il sera chargé de l'étude et de l'évaluation des risques techniques dans des entreprises *de différents secteurs industiels.*

Nombreux déplacements de courte durée en province.

Anglais courant apprécié.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à Mme de Chambost, 40, rue de Moulineaux, 92150 Suresnes.

ÉDITIONS DE VECCHI
recherchent

COMPTABLE

pour comptabilité clients
Niveau B.T.S.
Poste à responsabilités
pouvant évoluer rapidement

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions au : 20, rue de la Trémoille, Paris (8e).

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

recrute pour son
Centre de Recherches du Bouchet (Essonne)

UN INGÉNIEUR PHYSICIEN diplômé

Formation GRANDES ÉCOLES ou UNIVERSITAIRE de HAUT NIVEAU

Référence ITB-37.
Pour s'occuper d'études théoriques et expérimentales dans le domaine de la combustion.

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

Référence ILDG-52.
Il sera chargé de diriger un laboratoire d'étude de synthèses et de procédés.
Une première expérience de l'industrie ou du développement est nécessaire.

Ecrire avec C.V., photo et prétent. à N° 73.365 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

VELUX-FRANCE
recherche
EXCELLENT

PROMOTEUR DES VENTES

pour poste *Délégué Régional*
Bassin Parisien

Possédant :

- une formation secondaire entérinée par BAC G3 ou similaire; études complémentaires bâtiment un avantage
- le sens des responsabilités et de l'organisation
- une expérience de la vente de produits de second-œuvre
- aisance contacts avec Maîtres d'Ouvrage, Ar*chitectes, Entreprises et Négoces*
- forte capacité de travail, efficacité, ambition

Nous offrons :

- produit leader, en forte progression
- voiture de société + frais.

Réf. 801006

Les candidatures seront traitées de façon confidentielle, mais seules seront prises en considération celles comprenant lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et niveau de salaire actuel, *adressées sous la référence du poste à :*
Direction Générale - VELUX-FRANCE
BP 7 - 5 Avenue F. de Lesseps
91421 MORANGIS CEDEX

CRÉDITS COMMERCIAUX
Société leader dans sa branche
recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS

JEUNES DIPLOMÉS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Pour participer à la mise en place d'une informatique de gestion dans un environnement base de données sur système IBM 4341 DOS - VSE.
Formation complémentaire assurée

Adr. lettre manuscrite C.V. dét., prét. et photo récente s/n° 74.079, à Contesse *Publicité,* 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

IMPORTANTE SOCIETE *AERONAUTIQUE*
Banlieue Sud de Paris
recherche

TECHNICIEN

Formation BTS ou DUT électronique

Quelques années d'expérience lui ayant apporté de bonnes connaissances des techniques digitales.

Il devra assurer au sein d'une équipe la mise au point de systèmes d'équipements embarqués (calculateurs, radars, inertie, optronique).

Ecrire à no 73.794 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---

carrières du commerce et de la vente

le bon jour, maintenant, c'est le VENDREDI

Les « nouveaux vendeurs » sont arrivés.
Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.
Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux « nouveaux vendeurs ». C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le «niveau Monde». Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20% des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, vont maintenant disposer de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.

Son nom ?
FONCTIONS COMMERCIALES
Ses annonceurs ? *Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.*

Ses résultats ? *Certainement des curriculum vitæ et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.*

TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde
(daté samedi)

DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

OFFRES D'EMPLOIS

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES
recrute
pour sa DIRECTION DES LANCEURS à EVRY (91000)

des ingénieurs grandes écoles

ED/20
UN INGENIEUR GRANDE ECOLE
charge du suivi du developpement des structures liées au Lanceur ARIANE, ayant 3 à 5 ans d'experience dans l'étude et la réalisation des structures aeronautiques, une bonne connaissance des techniques de soudage, des methodes d'étude de la mecanique de la fracture et la pratique de la langue anglaise.

ED/24
UN INGENIEUR GRANDE ECOLE
chargé d'etudes pogo (couplage structure - hydraulique - propulsion) dans le cadre des études système lanceur.
Ayant 3 ans d'expérience dans le secteur aerospatial, de bonnes notions de mathematiques, de mecanique rationnelle, mécanique des fluides, propulsion, asservissements et la pratique de l'informatique.

ED/25
UN INGENIEUR GRANDE ECOLE
charge d'etudes d'aerodynamique et de mécanique du vol dans le cadre des études système lanceur.
Ayant 2 ans d'expérience dans le secteur aérospatial et de pratique informatique sur calculateur scientifique, de bonnes notions de mathématiques, de mécanique rationnelle, de mecanique des fluides, d'aérodynamique et de programmation.

Adresser C.V. et pretentions à :
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES
Direction des Lanceurs, Service du Personnel
Immeuble Hélios Rue Baudelaire 91000 EVRY.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE PREMIER PLAN D'IMPLANTATION NATIONALE ET INTERNATIONALE EN PLEINE EXPANSION
recherche un

CADRE COMMERCIAL

pour renforcer ses effectifs parisiens
- de formation supérieure type E.S.C. ;
- ayant le sens des négociations à haut niveau ;
- étant travailleur et l'ayant prouvé au cours d'une première expérience professionnelle.

Prévoir de courts déplacements

Envoyer curriculum vitae et photo sous n° 41.490, P.A. SVP, 37, rue Général-Foy, 75008 PARIS.

---

controller

PARIS

Nouvellement créée la filiale française d'un groupe multinational américain de grand renom dans le secteur de la parfumerie recherche son Controller (N° 2 de la société) pour prendre en charge, avec l'assistance d'un comptable l'ensemble des opérations financières, budgétaires et comptables. Il anticipera et fournira au Directeur Général toutes informations de gestion nécessaires à ses prises de décision.

Jeune et entreprenant, le candidat aura une formation supérieure + DECS, 3 à 5 ans d'expérience des principaux aspects de la fonction Controller dans une filiale de société américaine où il aura acquis une solide connaissance des principes comptables et procédures de contrôle anglo-saxons. Bonne pratique de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. avec salaire actuel sous référence 2352-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Le



CIEFOP

recherche
PLUSIEURS

FORMATEURS EN TECHNIQUES NUMERIQUES

(Cours théoriques et travaux pratiques)

Dans les domaines :
- microprocesseurs
- automatismes industriels
- circuits logiques combinatoires et séquentiels

Niveau : DEA ou Ingénieur diplômé.

Adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel CIEFOP 83-85 Bd Vincent Auriol 75646 PARIS CEDEX 13

P. L. S.
recherche

INGÉNIEURS CONSTRUCTION MÉCANIQUE

pour assemblage de charpentes et de tuyauteries, connaissant le soudage et les procédés de soudage avec expérience CONTROLES NON DESTRUCTIFS. Anglais souhaité pour France et étranger. Postes à pourvoir immédiatement.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
PÉTROCONSULT, 41, rue Ybry, 92522 Neuilly.

Fabricant français très performant sur le marché de la « Machine-Outil » (30% du C.A. à l'export) recherche pour PARIS

CHEF DU SERVICE ACHATS

Il dynamise une équipe en place, organise et structure son service : établissement des budgets, prévision des besoins, plans d'achats et négociations à haut niveau avec les fournisseurs.
Ce collaborateur a 30 ans minimum. C'est un organisateur et un gestionnaire, familier de l'outil informatique qui a déjà fait la preuve de ses compétences techniques et administratives dans les achats industriels.
Connaissances en anglais appréciées.

Écrire avec C.V. détaillé en précisant la rémunération actuelle, sous réf. 70 068 M à D. JOUSSET,
plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.
Conseils en Ressources Humaines depuis 1959.

AU SEIN D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL
département chargé d'études et de réalisation d'échangeurs de chaleur spéciaux
cherche :

THERMOHYDRAULICIEN

pour participer aux études de conception, dimensionnement, et analyse fine de fonctionnement de ces échangeurs.

Ce poste fait appel aux différentes connaissances théoriques du domaine technique et utilise le calcul scientifique sur ordinateur.

Il conviendrait à un agent technique supérieur confirmé dans le domaine ou à un jeune ingénieur désireux de s'y consacrer.

Connaissances de l'anglais et de la programmation souhaitées

Envoyer C.V. à L. Thouny, 8, rue Cotte, 75012 Paris.

Importante société française, filiale d'un groupe étranger, spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits cosmétiques, implantée Sud-Est, 35 kilomètres de Paris, recherche pour assister le chef de son Service Achats :

1) ACHETEUR CONFIRMÉ (pos. cadre)
ayant déjà assuré la fonction achat d'un groupe de produits.
Le candidat aura une expérience d'au moins cinq années dans la fonction et dans la branche cosmétique ou pharmaceutique. Il devra être familiarisé avec la gestion informatique des stocks. La pratique de la langue anglaise ou allemande est souhaitable.

2) ACHETEUR (EUSE)
Le candidat aura une expérience d'au moins deux ans dans la fonction achat (branche cosmétique et pharmaceutique).

Pour ces deux postes, merci d'envoyer C.V. détaillé avec photo, en précisant la formation (école ou université, diplôme) et prétentions à N° 7132 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra. Discrétion assurée.

UNE PUBLICATION INDUSTRIELLE LEADER SUR SON MARCHE
recherche son

responsable de la promotion

Adjoint au Directeur du Marketing, il aura en charge :
- la conception et l'exécution des plans d'actions publicitaires
- l'elaboration et la realisation des documents promotionnels
- le développement d'une image de marque conforme à la politique générale
- la promotion des ventes sur le réseau NMPP.

Excellent créatif et fondamentalement combatif, le candidat retenu répondra au profil suivant :
- il apprecie le travail en equipe et son aptitude au contact est indiscutable
- il a reçu une bonne formation marketing ou connait deja le milieu et les mécanismes de la «pub»
- il sait evoluer et acquerir les connaissances spécifiques qui lui font défaut.

Adresser d'urgence, sous référence 73.965 vos lettres manuscrites, C.V. et rémunération souhaitee à : Contesse Publicite 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Recherchons pour usine située dans la banlieue Est (600 personnes)

1 INGÉNIEUR DÉBUTANT Arts et Métiers

Devant assurer des études de matériels électrotechniques sous la responsabilité de l'ingénieur de recherches d'applications. Aura également à animer une équipe de 3 dessinateurs.

Adresser candidature avec C.V. et photo à N° 73.471 CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS
recherche

CADRE COMPTABLE

- Formation comptable supérieure.
- Expérience : au moins 5 ans Chef service comptabilité dans une banque.
- Connaissances : statistiques Banque de France, état CCB et comptabilité pluromonaitaire.
- Anglais souhaité.

Écrire avec C.V. et prétentions sous référence n° 2379, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

---

informatique

Importante Société de Services et Conseils en informatique
FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL
recrute

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Vous avez :
- une formation supérieure,
- plusieurs années d'expérience en informatique,
- une réelle expérience d'encadrement.

Nous vous offrons :
- la responsabilité d'un groupe de clients,
- l'animation d'équipes importantes,
- une large autonomie d'action,
- une rémunération attractive.

Envoyez votre C.V. détaillé, photo, prétentions et délai de disponibilité sous réf. 2353-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche pour son secteur « Chimie » à PARIS

INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT

Ingénieur diplômé, soit en chimie organique, soit en agronomie, il assurera, sous les directives d'un chef de service, le développement d'une gamme de produits : pesticides, herbicides, intermédiaires de polymérisation, etc.

Il assurera les contacts avec la clientèle potentielle ce qui nécessitera de fréquents déplacements soit en France soit à l'étranger.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adr. C.V. et prétent. sous le n° 73.964, à : CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

Pour développer ses ventes en France dans le secteur MACHINES-OUTILS
SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES INDUSTRIELS RÉGION PARISIENNE
recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Bon négociateur, le candidat aura une réelle expérience de la vente d'équipements électroniques.
Allemand souhaité.
Evolution vers direction des ventes possible.

UN INGÉNIEUR APPLICATIONS

Chargé du suivi technique des affaires, le candidat (ingénieur ou B.T.S.) aura des connaissances approfondies en électronique et régulation.
Allemand indispensable.

Adresser C.V., photo, prétentions, s/n° T 022060 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
de produits chimiques pour le bâtiment et les T.P. (600 personnes, 200 millions C.A.)
Leader dans son secteur
recherche pour son siège social à Paris un

CHEF DE PROJET Informatique - Comptabilité - Gestion

Le candidat sera chargé, dans un premier temps, du projet d'introduction de l'informatique et de la réorganisation de l'outil de gestion.

Ultérieurement, il est destiné à prendre la responsabilité des différents services comptables et administratifs. De formation supérieure (école de commerce et/ou DECS...), il possédera de bonnes connaissances pratiques en informatique, et aura au minimum 5 ans d'expérience en comptabilité.

Agé de 35 ans environ. Bonne maîtrise de l'anglais. Rémunération en fonction du candidat.

Adresser C.V., photo et prét. sous réf. T 22.061 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIETE EUROPTRONIC recherche

CHEF DE GROUPE

● Gestion de commandes (matériel technique) Poste à large autonomie. Le candidat sera chargé d'organiser, diriger et contrôler.

INGENIEUR ou ATP
MICROPROCESSEURS

AT2
connaissant VUHF

Se présenter 29, rue Bergère 75009 PARIS ou tél. 246.93-06

amp

POCLAIN
recherche
pour sa DIRECTION DU PLAN

UN CHEF DE PROJET ÉTUDES COMMERCIALES

INGENIEUR TPE + MARKETING OU SCIENCES HUMAINES OU H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P.

Il aura pour mission de prendre en charge et de réaliser toutes études nécessaires au groupe pour développer ses marchés, ses produits et sa distribution dans le monde entier.

Déplacements 30 % du temps. France-étranger.
Anglais et espagnol ou allemand indipensables.
Lieu de travail : Siège social 40 km N.E. - Paris.
Ecrire avec curriculum vitae, prétentions et photo sous n° 73.923 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er.

CADRE ADMINISTRATIF

pour assurer au sein d'une caisse de retraite complémentaire la gestion d'un service d'encaissement des cotisations

Il est indispensable que vous soyez diplômé universitaire, que vous ayez quelques années d'expérience dans une fonction analogue et l'habitude des liaisons avec un service informatique. Dynamisme et autorité.
Situat. suscept. de développ. intér. pour cand. de valeur.
Adr. C.V., lettre man. et prétentions sous la référ. 6.390, à PLAIN CHAMPS 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

Filiale Groupe Multinational Américain
Secteur Tertiaire Paris
recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Anglais courant, même débutant, à former pour participer au lancement et au développement de nouveaux créneaux dans branche en pleine expansion.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo sous réf. 3957 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94300 VINCENNES

LogAbax
recherche pour sa division
GRANDES ENTREPRISES ET ADMINISTRATION située à EVRY

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

DIPLOMÉS GRANDE ECOLE
AVEC GESTION INFORMATIQUE

Les candidats retenus se verront confier une mission d'assistance à caractère technico-commercial sur systèmes de terminaux construits autour de mini-ordinateurs et/ou de micro-ordinateurs connectés par réseaux de transmissions à d'autres ordinateurs.

Adresser C.V. et prétentions à SOCIETE LOGABAX, DIRECTION DU PERSONNEL RECRUTEMENT, 79, av. Aristide-Briand, 94115 ARCUEIL, sous réf. 343.

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE OFFSHORE dynamique et innovatrice
recherche

jeunes ingénieurs

Diplômés A & M, ENSTA, ENSM, etc ...

Débutants ou ayant quelques années d'expérience, pour participer à nos activités de recherche et développement, études d'avant-projets et de réalisation, suivi de construction et installation en mer de plateformes offshore.
Nombreuses possibilités d'évolution pour candidats dynamiques.
Anglais indispensable.
Adresser dossier de candidature sous référence 6787 M à :
PROJETS PUBLICITE
12 rue des Pyramides
75001 PARIS.

P. L. S.
recherche

INGÉNIEURS SOUDEURS

pour son DÉPARTEMENT CONTROLE

Connaissance des C.N.D. souhaitée. Anglais indispensable. Déplacements France et étranger. Postes à pourvoir immédiatement.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
PÉTROCONSULT, 41, rue Ybry, 92522 Neuilly-sur-Seine.

INGÉNIEUR CONSEIL
ASSOCIÉ A UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
recherche

INGÉNIEUR GRANDE ECOLE

25-30 ans, double formation française et américaine.
pour développement nouveaux services
épuration des eaux, fiabilité des systèmes
Possibilité de devenir partenaire après une année
Lieu de travail : Paris, banlieue ouest
Ecr. ss le n° T 022.461 M à : RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES NON SALARIES
recherche
pour sa division INSPECTION

UN CADRE

Chargé du contrôle d'organismes régionaux. Le candid. min. 25 ans sera titulaire d'une maîtrise en Droit ou équival. Déplacements en Métropole et D.O.M.
Salaire annuel : 70.000 F
Adresse C.V., photo sous N° 9955 à L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle 75083 Paris Cedex 02.

Société Etudes de marchés
recherche

CHARGE ETUDES

quantitatif 3 à 4 ans expérience professionnelle.
Envoyer C.V. à ESOP, 92, av. d'Ivry, 75013 PARIS.

Centre d'information financière recherche
CONSEILLERS COMMERCIAUX (H. ou F.)
débutants ou expérimentés.
- Sens de la négociation.
- Excellente présentation.
- Formation assurée.

Tél. pr R.-V. 553-20-00, p. 209.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

OFFRES D'EMPLOIS

Importante Agence d'Architecture Paris recherche pour création de poste un

CADRE FINANCIER

D.E.C.S. ou E.S.C.
Expérience P.M.E. indispensable. Responsable devant le Directeur général des services comptable, financier, administratif, il sera chargé de la mise en place de la comptabilité analytique et de l'informatique.

Salaire : 100.000 +.

Envoyer C.V. manuscrit et photo n° T 022.097 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cabinet Juridique et Fiscal 17e arrondissement recherche

COLLABORATEUR

3 à 4 ans expérience en cabinet droit des affaires, sociétés, contrats.
Envoyer C.V. à FIDUCIAIRE FRANCE, 86, rue Laugier, 75017 PARIS.

ASSISTANT D'ETUDES DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

Expérience : Aménagement urbain, S.E.M., D.D.E., administration communale min. 4 ans.

FORMATION :

Maîtrise de droit public ou équivalent.

Photo, C.V. et prétentions à E.P.A., ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, B.P. 329, 78184 Saint-Quentin-Yvelines Cedex.

Sté d'ENGINEERING recrute

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

IBM - COBOL - AMS confirmés

INGÉNIEURS DE RÉALISATION

HP 3000 et Mini 6 CEGOS.
Ecrire C.V., prét. à INFO'ROP, 68, avenue Général-de-Gaulle, 94000 CRÉTEIL.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE recherche pour POSTES STABLES

OPTICIEN INGÉNIEUR

OPTIQUE ORIENTÉ vers l'ÉLECTRONIQUE

Env. curr. vitae + prétent. ou contact, tél. INTER COMPUTER 61, avenue de la République, Paris-11e - Tél. : 355-89-01.

Gde marque française technique de produits de beauté recherche

UNE FORMATRICE

pour animer des stages destinés au personnel de son réseau de parfumeurs détaillants. C.A.P d'esthétique indispensable, langues étrangères souhaitées.
Env. C.V. et prétentions à ADEP B.P. 39-08, 75362 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE recherche pour POSTES STABLES

INGÉNIEURS

FORMATION I.N.S.A. E.N.S.I. - I.D.N.
DÉBUTANTS ou CONFIRMÉS pour applications temps réel assembleur.

INGÉNIEURS

connais. ANALOGIQUE option TÉLÉVISION.

Env. C.V. + prét. ou contact, tél. INTER COMPUTER, 61, avenue de la République, Paris-11e - 355-89-01.

Important groupe de services Paris-8e au C.A. de plus d'un milliard de francs recherche

ADJOINT

AU CHEF DE SECTION TRESORERIE
Il suit et contrôle les différents mouvements de trésorerie au jour le jour et par décade. Il contrôle également les valeurs des opérations bancaires.
En relation permanente avec son chef de section, il a des contacts fréquents avec les sections dépenses et recettes du service trésorerie.
Ce poste conviendrait à un débutant de formation licence de gestion ou E.S.C. option finance comptabilité.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions s/référ. 217 à INTER P.A., B.P. 508, 75066 Paris Cedex 02, qui transmettra.

PRESTEC recherche pour REGION SURESNES POSTE FIXE

PROJETEURS 1

MECANIQUE GENERALE pour calcul numérique connaissance informatique langage FORTRAN ou BASIC pour liaisons bureaux d'études exploitation.

Se prés. 65, av. Paul-Doumer, RUEIL-MALMAISON. 732-03-57

Entreprise TELECOMMUNICATIONS proche banlieue nord-ouest recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

minimum 30 ans

pour effectuer rédaction de notices techniques et assurer formation de clients étrangers (arabes en particulier).

Langue anglaise écrite et parlée.

Ecrire avec C.V., photo, prétent. sous n° 977 à Trendances, 41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

Sté METALLURGIQUE Groupe PUK, siège social CRÉTEIL-L'ÉCHAT recherche

AGENT COMMERCIAL EXPORTATION

- prise en charge secteur géographique ;
- anglais courant obligatoire, allemand apprécié ;
- expérience exportation nécessaire ;
- déplacements 25 % temps travail.

Adresser curriculum vitae à : Direction du Personnel CUIVRES ET ALLIAGES, 9-11, rue Georges-Enesco, 94008 CRÉTEIL CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS-16e recherche

COMPTABLE

Titulaire D.E.C.S., connaissant fiscalité des sociétés. Expérience dans cabinet expert comptable souhaitée.
Horaire mobile — 40 h/semaine — restaurant d'entreprise. 13e mois + primes.

Adresser C.V. + prétent. sous n° 73.670, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

Société de documentation (R.E.R. GENTILLY) rech.

AGENTS TECHNIQUES

(B.T.S. électronique)

et INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour rédaction notices techniques.
Tél. pour R.-V. : 546-27-22.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Secteur d'études et de fabrication des télécommunications

recherche pour le département « Informatique et systèmes » de son service technique

UN INGÉNIEUR

de formation électronique libéré des O.M.
ayant acquis une bonne connaissance dans la mise en œuvre des microprocesseurs (logiciel et matériel).

Responsable du développement d'équipements informatiques, il devra les spécifier, préparer et négocier les contrats puis en contrôler l'exécution dans l'industrie.

De très solides connaissances techniques, le goût de l'initiative et des contacts humains ainsi que des qualités de rédacteur sont indispensables.

Adr. lettre manuscrite avec C.V. au Directeur de la SEFT, 18, r. du Dr-Zamenhoff, au fort d'Issy, 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Service d'études économiques du secteur public recrute

CHARGE D'ETUDES

niveau ingénieur ou doctorat.
Expérience souhaitée des problèmes d'économies industrielles internationales et études de firmes. Allemand nécessaire, anglais, japonais appréciés. Envoyer lettre, C.V. et prét. s/réf. 1.055 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 75063 Paris Cédex 02, qui transmettra.

ERIN

recherche

- **DES INGÉNIEURS** Débutants à 3 ans d'expérience.
- **DES ANALYSTES-PROGRAMMEURS** Minimum DUT
  - pour développer logiciel de base ;
  - contrôle de processus industriels.

Formation assurée.

Ecr. avec C.V. s/réf. 5.707 à AXIAL PUBLICITÉ, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui tr.

STÉ ÉLECTRONIQUE

recherche pour RUEIL-MALMAISON

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

2 ans d'expérience souhaitées. IBM DOS/VS, VSAM, CICS, COBOL.

Ecrire avec C.V. à n° 9.471, Emplois et Entreprises.

IMPORTANTE ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS recherche

pour un de ses services de la proche banlieue SUD-OUEST de PARIS

1) CADRE COMPT. CHEF DE BUREAU

minimum 32 ans
Niveau supérieur (D.E.C.S. - B.T.S.)
Solide expérience nécessaire si possible dans la profession.

2) COMPTABLE

1er ou 2e ÉCHELON
Ayant déjà quelques années d'expérience.

Adr. lettre manusc., C.V., photo et prétent. s/référence 6.102, à PUBL. LAROCHE, 39, rue Périer, 92120 MONTROUGE, qui tr.

CONSEILS EN ORGANISATIONS

recherchent

DIPLOMES

UNIVERSITES, GRANDES ECOLES COMMERCIALES OU SCIENTIFIQUES
Une expérience professionnelle dans le conseil et/ou la familiarisation avec l'informatique seront appréciées.
Adr. let. man., C.V., photo, prét. s/réf. 6.391 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

SOCIETE IMPORTATION ET DISTRIBUTION PRODUITS CHIMIQUES (Champs-Elysées) recherche

INGENIEUR CHIMISTE

TECHNICO-COMMERCIAL
pour prospection et suivi clientèle toutes industries et plus particulièrement électronique, électrique et pharmaceutique.
25 ans minimum
Niveau école supérieure de chimie ou équivalent
Expérience : 2 à 3 ans ou débutant.

Ecrire avec C.V. à CIPEC, 7, rue Lincoln, 75008 PARIS.

Lycée technique de Sarcelles (95) recherche

PROFESSEUR

DE FABRICATION MECANIQUE titulaire BAC F1 + B.T.S. ou DUT fabrication mécanique. Tél. : 990-70-95.

GROUPE PHARMACEUTIQUE Banlieue NORD-PARIS

recrute pour son SERVICE RECHERCHES

TECHNICIEN (NE)

DEBUTANT (E) spécialisé BIOCHIMIE

Envoyer C.V. et prétentions n° 74.096 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

PROGRAMMEUR

MEME DEBUTANT

Importante Société Industrielle proche banlieue nord accès par métro recherche pour développer son informatique de gestion

UN DUT ou BTS GENIE INFORMATIQUE

Dégagé OM.
et connaissant de préférence :
- le PL1 ;
- la gestion de base de données DL1 ;
- le moniteur de télétraitement C.I.C.S.

Possib. d'évolution de carrière.

Ecrire avec C.V. et prétentions à n° 74.063 CONTESSE Publicité, 20, avenue Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION offre un poste d'

INGENIEUR QUALITE PRODUITS NOUVEAUX

à un

CERAMISTE ou PHYSICO-CHIMISTE

Rattaché au chef du Service production de l'usine, le candidat retenu analysera les résultats des contrôles qualité et conseillera les responsables pour la mise au point industrielle des produits. Il assurera la gestion des programmes produits nouveaux.
Une expérience industrielle serait appréciée.
Lieu de travail dans région agréable 80 km nord de Paris.

Ecrire avec C.V. et photo en précisant rémunération annuelle souhaitée à n° 73.942 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

GROUPE IMPORTANT recherche

PERSONNEL MASCULIN-FEMININ

pour poste sédentaire dans service commercial. Bonnes connaissances souhaitées en italien et/ou portugais et/ou espagnol et/ou allemand. Poste évolutif pour candidat de valeur.
Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions s/réf. 022.106 REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES NON-SALARIES

recherche pour renforcer sa division ORGANISATION et METHODES :

UN CADRE

Devant prendre en charge études de circuit administratif, conception d'imprimés et missions de conseil.

Le candidat devra posséder un niveau d'étude supérieure et une expérience concrète en organisation.

Salaire annuel 77.000 F

Adresser C.V., photo et prétent. s/N° 8026 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES recherche

HOMME SYSTÈME

ayant connaissance DOS C.I.C.S. - V.S.A.M.
pour assistance technique de service.
Développement et maintenance de progiciels.
Ecr. LA FONCIÈRE, M. Pasquier, 48, rue N.-D.-des-Victoires, 75082 PARIS CEDEX 02.

TOURISME SOCIAL ET FAMILIAL recherche

DIRECTEUR

DE VILLAGE MER OU MONTAGNE (plus de 500 lits)

RESPONSABLE :
- GESTION
- ANIMATION
- HEBERGEMENT
- RESTAURATION
- PERSONNEL

Poste permanent
Expérience similaire de plus de 5 ans.
Adresser lettre manuscrite + C.V. et photo (retournée) sous réf. n° 7.202 à L.T.P. 31, bd Bne-Nouvelle, 75083 Paris Ced. 02, qui transmettra.

SOCIETE SEREM

recrute pour son siège social situé à Saint-Soupplets (77)

UN ANALYSTE

(évolution chef de projet)
- Pour développement d'applications de gestion sur mini-ordinateur interactif.
- Bonnes connaissances dans ce domaine exigées.
- Connaissance du N.C.R. 8250 appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétent. à M.J.B. Service Informatique, 34, avenue du Président-Wilson, 93212 La Plaine-Saint-Denis, qui transmettra.

ECOLE à VIEILLE FONDATION — Pour Technique distance DEUX

Prof. Correcteurs

spécialisés. Exploitation. Technique forestière continentale et tropicale et

UN PROFESSEUR Dessin technique BOIS

Trav. pédagogiques div. ordres Adress. C.V. détail. Editions B B.P. 101 - ST-MAUR 94100.

Recherchons Femmes sur machines O.S. Tél. : 388-18-27.

IMPORTANT GROUPE ASSURANCES

recherche dans le cadre de son expansion

4 COLLABORATEURS COMMERCIAUX

PARIS ET PROVINCE

Nous demandons :
- candidats 25 ans minimum ;
- personnalité ;
- formation secondaire indispensable, supér. souhaitée.

Nous offrons :
- formation approfondie ;
- rémunération élevée et progressive ;
- carrière dynamique.

Envoyer C.V. + photo à : M. J.-P. COUPRY (réf. M. 8.014). 5 ter, rue du Dôme, 75116 PARIS.

Imp. Sté expertise comptable Région parisienne recrute :

REVISEURS

ASSISTANTS REVISEURS
Notions courantes d'Anglais parlé et écrit souhaitées.
Cand. C.R., photo-prétentions Ecr. s/n° 862231 R.-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Société en pleine expansion recherche

UN RESPONSABLE DU STOCK

UN CHAUFFEUR-LIVREUR

Env. curr. vitae, photo et prét. s/n° 73.846, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Cherche J. F., sér. pr s'occuper enf. 6 à 7 ans, mardi et jeudi, 16 h. 30 - 18 h. 30, Boulogne (métro). - Tél. : 605-27-28.

Saint-Maur Administrateur de Biens recherche

PRINCIPAL DE COPROPRIETE

EXPERIMENTÉ
Ecrire avec C.V. et prétentions à SOCRED 16, r. Reiter, 94100 Saint-Maur.

S.E.P. MELUN VILLAROCHE recherche

INGÉNIEUR

GRANDES ÉCOLES

(Centrale, Sup. Aéro, ENSMA...), débutant, quelques années d'expérience, pour poste comportant à la fois une activité d'analyse théorique et une participation à l'interprétation de résultats d'essais.
Une bonne formation générale (math. et physique), ainsi que des connaissances en thermique, analyse de systèmes, modélisation seront appréciées.

Ecr. Serv. du Personnel, S.E.P. Aérodr. de Melun-Villaroche, 77550 MOISSY-CRAMAYEL.

Import. société de construction de pavillons individuels de la région de COMPIÈGNE recherche Adjoint chef comptable
Ce poste conviendrait à jeune élément dynamique ayant déjà expérience de la profession. Organisat. informat. I.C.L. Situat. d'aven. Ecr. avec prétent. au n° 7.102, le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

MONOPRIX

examine la candidature de

JEUNES INGENIEURS ELECTRICIENS

Diplômés A.M. ou équivalent

pouvant avoir une certaine expérience dans l'ENTRETIEN

destiné après formation à un poste d' Inspecteur Technique régional :

- Contrôle de la maintenance des installations électriques, des infrastructures techniques et du matériel.
- gestion administrative des travaux et commandes.

Evolution assurée à forte personnalité dynamique et performante.

Adresser C.V. et prétentions à MONOPRIX service recrutement B.P. 191 75361 Paris Cedex 08.

Société de Formation cherche

SPECIALISTE

bureautique et informatique
Ecrire : DEMOS, 20, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

IMPORTANT GROUPE ASSURANCES

recherche dans le cadre de son expansion

4 COLLABORATEURS COMMERCIAUX

PARIS ET PROVINCE

Nous demandons :
- candidats 25 ans minimum,
- personnalité,
- formation secondaire indispensable, supérieure souhaitée.

Nous offrons :
- formation approfondie,
- rémunération élevée et progressive,
- carrière dynamique.

Envoyer C.V. + photo à : M. J.-P. Coupry (réf. M. 8014), 5 ter, rue du Dôme 75116 PARIS.

INGENIEURS

INFORMATIQUES MICRO-INFORMATIQUES
diplômés Grandes Ecoles, 1 à 3 ans expérience.
Disponibilité immédiate souhaitée. Salaire intéressant pour candidats de valeur.
Ecrire avec C.V. et prétentions, P.R.S., 39, rue du Ranelagh, 75016 PARIS.
Tél. pour R.-V. 524-41-20.

secretaires

FILIALE U.S. - DISTRIBUTION INSTRUMENTATIONS SCIENTIFIQUES
30 pers. - banlieue Sud près Orly - recherche

SECRETAIRE-ASSISTANTE DE DIRECTION

POSITION CADRE

- Responsabilités : secrétariat directions générale et financière, achats de fonctionnement, diverses fonctions administratives.
- Qualités requises : bilingue Français/Anglais, bonne maîtrise des techniques de secrétariat, méthode et sens de l'organisation, sens des contacts humains.
- Expérience : 5 années dans poste similaire, disponibilité souhaitée : Janvier 1981.

Adresser lettre man., c.v., photo et prétentions à EGG INSTRUMENTS zone SILIC 428 - 94583 Rungis Cedex.

Société Import-Export Paris recherche

SECRETAIRE STENODACTYLO

Allemande de langue maternelle Tél. 359-56-82.

IMPORTANTE BANQUE recherche pour ses SERVICES JURIDIQUES

UNE SECRETAIRE-STENODACTYLO

Niveau BAC G 1 à B.T.S.
Première expérience nécessaire
Lieu de travail : PARIS 2e.

Ecrire avec C.V., s/réf. 8089 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris, Cedex 02 qui transmettra.

STE DE CONSTRUCTION INTERNATIONALE recherche

SECRETAIRE DE DIRECTION

PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS ET FRANÇAIS
Sténo dans ces deux langues.
Minimum cinq ans d'expérience dans ce poste.
De préférence de langue anglaise maternelle.

Adresser lettre et C.V. en anglais, s/réf. D. 175, à TELEX P.A. 34, bd Haussmann 75009 Paris, qui transmettra.

Maison étudiants Paris rech. Secrétaire-réceptionniste 40-50 ans, lundi au vendredi 9 h-16 h 30. Tél. 589-79-51, sauf samedi après-midi et dimanche.

Ville banl. SEINE-ST-DENIS recrute :
SECRETAIRE titul. du B.T.S. BAC ou équiv. + expérience. Adr. candidat. s/n° 862.020 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Pour service spécialisé, sté en pleine expansion offre poste féminin de SECRETAIRE TECHNIQUE STENODACTYLO (bonne présentation fourchette d'âge trentaine) Références exigées MAPLEX, Z.I. rue de la Pierre-Blanche 77170 Brie-Comte-Robert Tél. pr RV : 405-54-88, P. 32.

Concess. auto B.M.W. recherche

SECRETAIRES

pour service après-vente et ccial. Connais. comptables exigées. Tél. pour rend.-v. : 731-06-05, 63, bd Jean-Jaurès, 92 Clichy, Métro : Mairie de Clichy.

capitaux propositions commerciales

Le continent américain vous ouvre le marché de 600 millions de consommat.. Nos services pourraient implanter pour vous : Représentations. Études de marché. Campagnes publicitaires et bureau correspondant.
1er contact et propositions à : G.B. 800 Nord-Est 36 th Street 1705 Miami Floride 33/37 USA

Vds S.A. garage ayant pertes fiscales et compte courant intér. Ecr. s/n° 7.119, le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRIGEANTS DE P.M.E.
De nouveaux produits conçus pour vous par Marketing et Microélectronique élargiront votre marché et augmenteront considérablement vos marges. Envoyez-nous simplement votre carte de visite. Prix modérés.
Marketing et Microélectronique, 123, avenue du Général-Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.

travaux à façon

ENTREPRISES, sérieuses références, effectue rapidement travaux peint., décor., coordin. ts corps d'Etat. Devis gratuit. Tél. 368-47-84 et 893-30-02.

travail à domicile

SECRÉTAIRE DE DIRECTION confirmée frappe tous textes et manuscrits s/I.B.M. 051-44-49.

cours et leçons

Cours d'Américain, ts niveaux traductions anglais/espagnol par professeur qualifié. Tél. : 322-01-57.

informations - divers

VIENT DE PARAÎTRE

70 MÉTIERSD'ART ET D'ARTISANAT

Analyse et commentaire des métiers d'art et d'artisanat en France, énumération des centres et écoles d'initiation et de formation (des centaines d'adresses utiles)
En vente 35 F aux Editions Yves ANDRÉ (N1)
3 rue de Montyon 75429 Paris Cedex 09

DEMANDE D'EMPLOIS

CADRE DE BANQUE Classe VII TRÉSORIER - CAMBISTE

Trente ans, excellente formation bancaire
Changes - Marché monétaire - Sept ans - Bonnes références Relations extérieures
Accepte expatriement - Parle français, anglais et arabe - Etudie toutes propositions.
Ecrire sous n° 7.145 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

ARCHITECTE D.P.L.G. haut niveau

- Expérience et références 1er ordre dans domaines diversifiés.
- Dynamisme et sens relations humaines.
- Créativité positive.

Etudie toutes propositions.

Écrire sous le numéro 6996, *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e.

Vous recherchez

UN CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

qui soit également un gestionnaire et un organisateur.
- Formation : 3e cycle en Informatique Institut de Contrôle de Gestion et INTEC.
- Expérience : 15 ans en mise en place de systèmes de gestion. Encadrement équipe analyse programmation.

Ecrire s/n° 2716 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Homme - 38 ans

Cadre confirmé dans le secteur Relations extérieures - Relations publiques

Spécialiste reconnu de la communication en particulier audio-visuelle
Grande expérience au sein d'un important établissement public
recherche : responsabilités nouvelles dans ce domaine d'activités
Ecrire sous le n° T 022.463 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75003 Paris.

LICENCIÉE sciences naturelles, française, quarante ans, contact facile et aimant relations humaines, expérience professionnelle dans la RECHERCHE POLLUTION, ÉCOLOGIE, AGRO-INDUSTRIE, et liaisons avec ORGANISMES INTERNATIONAUX, transférée à Bruxelles pour raisons familiales, cherche, dans cette ville, travail de responsabilité, plein temps ou non, toutes branches. Peut être votre antenne en Belgique.

Ecrire Rossel R.P. 521.492 - Rue Royale 112, B-1000 BRUXELLES, qui transmettra.

J.H., 28 a., titul. DECS/BTS comptab., sil. L. et P., 1 a. exp. prof. rech. empl. de préf. à mi-tps, cab. exp. compt. ou entrep. Ecrire s/n° 7.130 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., journaliste, expérience service de Presse, anglais, italien. Etudie toutes propositions. Ecr. s/n° T022092M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DIRECT. ADM. ET FINANCIER 52 ans, niveau Exp. + Sup. Co. + I.A.E. Fort potentiel travail, longue expér. direct., administr. et gest. entrepr. Parlant anglais. Ecr. s/n° 2.719 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE SUPERIEUR PARIS habitué aux négociations commerciales importantes. Anglais, espagnol courants, très introduit constructions automobiles, rech. RESPONSABILITES HAUT NIVEAU EN IMPORT-EXPORT de préf., pour nouer et entretenir des relations franco-espagnoles. Possib. implantation en Espagne, où il possède contacts professionnels de premier ordre. Ecrire EUROMEDIA, réf. LAN 48, rue de Provence, Paris-8e.

CADRE DE DIRECTION

39 ans
Domaines de compétences :
- comptabilité et finances,
- organisation,
- droit de la « gestion »,
- direction du personnel et relations sociales,
- relations extérieures.

Formation sup. droit, gestion. 15 ans d'expér. dans secteurs automobile, informatique, métall.

Offre collaboration dans poste de responsabilités et de confiance.

Ecr. s/n° 2.688 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 21 ANS
DUT Gestion du Personnel, très sérieuse et consciencieuse, recherche stage 6 mois en entreprise ou premier emploi.

Ecrire s/n° 7.120 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune diplômé, 24 ans, maîtrise Eco. publ. et politique éco., DEUG d'histoire, anglais courant, bonnes notions d'allemand, nombreux voyages étranger, recherche situation préfér. tourisme. Ouvert toute offre d'emploi.

Ecr. s/n° T022066M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H., 29 ans, bilingue anglais, loc. française, relations haut niveau, ch. poste à responsabilité évolut. Tél. : (1) 755-77-87 et 91-11.

COLLABORATEUR D'UN VRAI PATRON

38 ans, angl., esp., ital., allem.
- Formation : jurid. et Sc. Po.
- Expérience : dir. commerciale, marketing, publicité, import-export.
- Compétence : gestion et promotion d'une société.

Ch. poste à resp. Libre de suite. Ecr. s/n° 6.993 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

8 ANS DIRECTEUR USINE (500 pers.) petites pièces mécaniques gdes séries. 58 ans, autodidacte, ch. situat. simil. Paris-Province (6) 070-06-73.

J. F. 25 ans, retour en France apr. séj. profession. aux U.S.A. Sciences-Po., lic. droit privé, angl.-esp.-ital. courant, certif. INALCO russe, japon., expér. profession. dans administration juridique en France, étudierait toutes propositions. Ecr. s/n° T022023M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 30 ans, trilingue français-angl.-all., dipl. 3e cycle DESS, psychoclinique, DEA criminol. Étudie ttes propos. Écrire s/n° T 022014 Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur 75002 Paris.

CHEF DE SERVICE comptable et financier
42 ans, 20 ans pratique compt. générale et analytique, bilan, toutes déclarat. fisc. et sociales, contrôle de gestion, budget, prévision, relation bancaire, gestion et politique du personnel. Cherche place 1.200 X 13. Écr. s/n° T022042M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur 75002 Paris.

J.F. 30 ans, 3 ans U.R.S.S., 6 ans enseignement audiovisuel français et russe. Dactylo angl. Cherche emploi presse, édition, enseignement. Écr. s/n° T022054M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CONSEILLÈRE EN FORMAT. CONTINUE

33 ans, 4 ans d'expérience prof., maîtrise de psychologie + D.U.T. documentation. Étudie toutes propositions. Écr. s/n° T022033M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. H. 30 ans, licence maîtrise informatique doctorat appliqué synthèse acoustique cherche tous emplois synthèse ou saisie vocale — Téléph. : 344-73-97.

J. H. 33 a. prof. compt. économie 3 ans, recherche poste école privée temps complet. Ecrire s/n° 2726 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme jeune et dynamique recherche place stable EMPLOYÉ QUALIFIÉ de magasin gestion de stock. Paris et proche banlieue. Ecr. s/n° 74060 CONTESSE Pub. 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

J. Fme, 25 ans, ch. comptabilité à tenir 10 à 20 h. par semaine. Téléphone : 240-13-88.

J.F., 22 ans, DUT documentat., lic. sc. de l'information, niveau maîtrise CELSA, anglais, espagnol courant, libre de suite, cherche emploi stable secteurs : publicité, information, relations publiques. Ecr. s/n° T22493M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DOCUMENTALISTE

30 ans, expérimentée, ch. emploi région Strasbourg. - Mme Vergnol, 23, r. de la Digue, 67400 Illkirch, Tél. (88) 65-00-78.

Officier supérieur, 42 a., cherche poste responsabilité pour entreprendre 2e carrière. Libre de suite. Ecrire s/n° 7.137 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67.03
DEMANDES D'EMPLOI	14.00	16,46
IMMOBILIER	39.00	45,86
AUTOMOBILES	39.00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105.00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 27 a., titulaire Bac Maths, DUT, gestion du personnel, certif. de Psychologie du travail, Physiologie du travail et droit du travail. Connais. informat. (COBOL, FORTRAN). Arabe courant, bonnes connaiss. anglais, allemand, étudierait toute proposit. Ecrire s/n° 2.702 *le Monde* Pub., 5, r. Italiens, 75009 Paris C. 09.

Directeur Gestion-Finances
50 ans, formation supérieure
Expérience direction service comptable Reporting. Bilans. Fiscalité. Politique financière et comptable. Méthodes modernes, gestion, organisat. *Parl. anglais.* Ecrire s/n° 2.718 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Homme, 17 ans, 3e année électricité, cherche emploi APPRENTI. Tél. : 820-22-36.

ASSISTANT DE CABINET
2 ans d'expér., cherche place (préf. 13e, 14e, 15e, 5e, 6e). Libre 1er-11-80, permis de conduire. Etud. ttes propos. (réf. 213 M), I.C.M., 83, r. de Rennes, Paris-6e.

INFORMATICIEN - 30 ans
ASSEMBLEUR - BASIC - COBOL
DOS - OS IBM
IMOS N. C. R.
J. C. L. CONTROL DATA
ETUDIE PROP. PARIS-PROVINCE
Ecrire s/réf. 9098 à
P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Laborantine, cherche emploi dans laborat. cosmétique ou aliment. Téléphone : 028-64-40.

SOYEZ CURIEUX

Téléphonez-moi : 577-61-82
Hme 38 ans. Ingénieur + Ccial + Gestion. EXPER. : Services industrie, Conseils. Recherche OPPORTUNITE région Paris.

FRANÇAIS RECONVERTIBLE
Anc. prof., 41 ans, Licence D.E.S. (anglais) M.A., Ph. D., (french) Maître-confer. en G.-B., chaire au Nigéria, 15 ans résidence Angleterre. Toute offre à env. s/n° 98.097M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Dame, 60 ans, haute moralité, initiative, active, sportive, gaie, secrétaire éventuelle, accepterait poste Paris, province ou étranger. — Agence Havas 1490-8377 — SAINT-RAPHAËL.

J. H. 28 ans, maîtrise philo, lic. hist., droit, connais. anglais, espagnol, italien, étudie ttes propos. M. Servente, 112, rue Caulaincourt, 75018 PARIS.

J. H. 27 ans, diplômé 3e cycle D.E.A. chimie, étudie ttes propos. Ecr. s/n° 97.888 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

EX-DIRECTEUR DES VENTES
DIRECT. COMMERCIAL
filiale Pechiney depuis 7 ans, conseiller commercial auprès d'importantes entreprises, forte expérience en stratégie. Marketing et animation des hommes, cherche poste au sein d'une entreprise performante. Ecrire s/n° 022050 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ING. de PRODUCTION
école polytechnique d'Athènes effectue mission à
ATHÈNES - GRÈCE
pour mise en place bureau représent., études de marché. Ecr. s/n° T022036M, R.-Presse, 85 *bis*, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 33 ans, célibataire, diplômée enseignement supérieur droit social, gestion et administration des entreprises, trilingue anglais, espagnol,
recherche poste
COLLABORATRICE
gestion du pers. et recrutement et/ou formation dans toutes entreprises même intérim. Ecr. s/n° 20894 PUBL. ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTEUR CONCESSION AUTOMOBILE
160.000 +

54 ans, 30 ans d'expérience automobile dont 20 dans un grand groupe international dans l'activité de distribution de véhicules auto VL - PL et les activités de service (S.A.V. - P.D.A.).
Expérience confirmée dans plusieurs pays d'Extrême-Orient et d'Afrique.

Direction de filiales de 180 à 450 personnes, développant un chiffre d'affaires de 100 à 200 millions de francs français et vendant plusieurs marques.

Excellente maîtrise de la gestion :
- des ventes,
- des magasins de pièces de rechange,
- de l'atelier.

Recherche un poste similaire en France. Disponibilité rapide.
Ecrire s/n° 73.647, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Cadre retraité cherche à temps partiel, permanence, secrétariat. Prétentions raisonnables. Tél. 357-16-16 (heures repas).

J.F. 24 ans, recherche emploi gestion du personnel. Etudes supérieures. Bonnes connaissances de la fonction. Paris ou banlieue. Ecrire s/n° 2.717 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Professeur Lettres expérience cherche 10 h. hebdomadaires. Paris. Téléphone : 736-60-61.

Cadre administr., 30 ans, 3 ans expér. gest. PME, réel sens organis., fort potentiel, rech. poste à resp. Tél. 574-97-97, P. 223.

Psychologue clinicienne, 35 ans, form. analytique, exp. éducatr. 12 ans milieu pénitent., rech. pl. tps Paris ou 100 km, plus part. en milieu enfants ou maternité. Étudierait toutes propositions. Écr. s/n° 6.983 *le Monde* Pub. 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

J. H. 22 ans, lib. O.M., D.U.T. génie thermique Grenoble, angl., espagnol parlé, ch. 1er emploi. Ecr. s/n° T022068M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 34 ans, formation contrôle de gestion, cherche poste à responsabilités, intéressée par déplacements.
Ecr. s/n° T022109M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

REDACTEUR
38 ans, 15 ans expér. pluridiscipl. pub. tech. ind. photo, art graph. pouv. analyse et de synth., rech. du didactisme, bon sens, esprit d'organisat., créateur d'idées, étudie ttes propos. emploi stable. Merlhou, 2, sq. de Bretteville, 78000 Le Chesnay. 955-11-36.

Jeune Tunisien, lib. O.M., tril. français, anglais, arabe, cherche représent. tous pays, principal. Moyen-Orient - Afrique du Nord. MARRAKCHI c/o SELLAMI 156, bd Massena, 75013 Paris.

JE DACTYLOGRAPHIE SUR IBM vos manuscrits. Travail de mise en pages. Téléphone 587-37-64.

CADRE CCIAL EXPORT
43 ans, formation supérieure, 12 ans expérience, P.M.E. électronique, négociations à haut niveau, ouverture de marchés, suivi des affaires, anglais, allemand, russe, homme de terrain, grande faculté d'adaptation, cherche poste à responsabilité dans société exportatrice, produits industriels ou non. Écr. s/n° T022120M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ATTACHEE de DIRECTION
(32 ans)
Formation supérieure, sachant analyser, rédiger, organiser, sens des relations publiques, efficace et fiable, anglais, italien, cherche situation à responsabilité dans équipe dynamique.

TÉLÉPHONE : 544-52-32.

Autrichienne, 21 a., cherche EMPLOI AU PAIR dans famille av. enfants, pour apprendre le français. Offres sous n° 21579 à SOPIC, B.P. 31, 67001 Strasbourg Cedex.

Jeune, mais 12 ans d'expér., bourse gestion patrimoine, fiscalité, gestion P.M.E., anglais, excellente présentation, sens du contact, disponibilité, forte motivation.
Écrire. s/n° 2724 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR CHIMISTE
34 ans, 10 a. expér. industrielle P.M.E., rech. appliq. et fabric. Aptitude au changement, goût contacts humains. Etudie toutes propos. poste à respons. évolutif. Ecr. s/n° T022048M, R.-Presse, 85 *bis*, r. Réaumur, 75002 Paris.

traduction demande

M., 39 ans, germaniste, cult., exp., cherche emploi traducteur ou ferait travaux traduction. Ecr. s/n° 7.117, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris, ou tél. (63) 60-52-05.

occasions

Part. cherche MEUBLES et OBJETS anciens de qualité pr meubler résidence secondaire. Téléphoner H.B. 292-26-59 ou domicile 500-64-37.

30 ans — **CADRE COMMERCIAL**
Secteur **ÉDITIONS**
Expérience-Création, Direction d'un réseau de distribution. Lancement de produits sur marchés : FRANÇAIS-AFRICAINS
Étudie toute proposition - Faire offre sous réf. 80/1676. DEFI, 23, quai de l'Horloge, PARIS-1er.

COMMERCIAL INTERNATIONAL
RECHERCHE SITUATION TEXTILES, PRODUITS DE LUXE, SPORTS
34 ans, EXPERIENCE U.S.A., FRANCE, JAPON
Disponible de suite, tous pays
Tél. (6) 452-24-02.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

GEOLOGUE - Spécialiste en mécanique du sol hydrogéologie. 45 ans. Anglais, espagnol. 20 ans d'expérience sols et forages (géophysique par procédé électrique).
RECHERCHE : Situation similaire secteurs : pétrole, génie civil, T.P. ou création de branches nouvelles en rapport avec pompes à chaleur géothermie, éolienne, etc. France et étranger.
(Section BCO/JCB)

CÉLIB. 37 ans - Secrétaire direction cadres bilingue allemand. 13 ans expérience législation travail, droit des sociétés. 3 ans et demi R.F.A. 6.500 F × 13.
(Section BCO/JCB)

CADRE 32 ans - Diplôme C.F.C.E. et chambres de commerce britannique et espagnole, parlant anglais, espagnol, italien, allemand.
RECHERCHE : Poste direction administrative à l'exportation ou direction achats.
(Section BCO/LA)

CADRE FÉMININ Export - 10 ans d'expérience gestion administrative à l'exportation. I.C.I. Parfaitement bilingue anglais. Bonnes connaissances espagnol. Relations avec agents, clientèle internationale transitaires, transports, douanes, etc.
RECHERCHE : Poste à responsabilités commerce international Paris ou proche banlieue.
(Section BCO/B)

s'adresser à: **ANPE**
AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Part. vd PEUGEOT 104 ZS, août 78, 55.000 km, gr métal. + radio, exc. état, 18.000 F. Tél. heures bur. 260-16-08.

de 8 à 11 C.V.

Urgent, cause départ, part. vend FUEGO année 80 (8.000 km). Prix 40.000 F. (Boîte 5 vit., peinture métall., poste radio-cassette stéréo.) Tél. 866-39-75, apr. 19 heures.

plus de 16 C.V.

URGENT
Vd ROVER 3,5 TA 1978 peinture neuve, pneus neufs, mécanique révisée, prix sous Argus. Conditions financement. Tél. bur. 243-03-01.

Part. vend Mercedes coupé 450 SLC 5 litres, sortie 8-12-78. Mod. 79, 149.500 F, poss. créd. M. OBADIA, tél. : 836-02-33.

divers

CONCESSIONNAIRE **B.M.W** 63, Bd J. Jaurès 92 CLICHY. Tél. 731-05-05

ACHETER OU LOUER VOTRE B.M.W.
PRESENTATION et ESSAIS de
TOUTE LA GAMME
NEUVES, DISPONIBLES.
Nombreuses occasions GARANTIE B.M.W.

NEUBAUER PEUGEOT
VEND SES VÉHICULES DE DIRECTION
104, 305 D, 305 break D, 505, 604 Turbo.
PRIX COUTANT.
M. Hervé : 821-60-21.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

RUE DE TURENNE, bel appart. 210 m², 1er étage, clair GARBI 567-22-88.

4e arrdt

ILE SAINT-LOUIS, S/SEINE Ravissant 5 P. 150m² + service. DORESSAY - 548-43-94.

LOFT dans ILE ST-LOUIS 100 m² - 1.100.000 F DORESSAY - 548-43-94.

5e arrdt

BERTHOLLET - 354-95-10 75 m², 2 chambres + séjour

VERDURE
PLACE DU PANTHEON
Vue lycée Henri IV, luxueux imm. 1900, 6 PIECES 170 m², 2 services. Tél. 535-86-37.

6e arrdt

DUPIN-SÈVRES, 354-95-10, asc., DUPLEX, séj., 2 ch., 2 bs.

TERRASSE - SOLEIL
FURSTENBERG - Dans hôtel particulier, 3 PIECES, 50 m², caract. AMAR, tél. 700-59-44.

RUE D'ASSAS, 5 PCES princip. 130 m². A rénover, 4e ét. sans asc. Chbre serv. 1.250.000 F I.M.O., 23, Tél. :354-03-46.

QUAI MALAQUAIS
INSTIT. SOMPTUEUX 270 M2 haut. sous plafond env. 5 mètres et 34 m² + garage. 266-92-15.

TRÈS RAFFINÉ
CHERCHE-MIDI
3e étage, petit immeuble résidentiel, rue calme, Sud, verdure, 110 M2, belle réception double, 2 chambres. TÉL. : 524-03-96.

7e arrdt

SEGUR - DUQUESNE
4 P. Imm. pierre de taille Soleil - Ascenseur 633-29-17 - 577-38-38.

38, R. VANEAU Neuf Gd stg Du STUDIO au 4 P., GARAGES. Sur pl., 11 à 19 h - 550-21-26.

Limeil-Brévannes, 1 km R.E.R., appt. 4 p., 83 m² + loggia 8 m² ds petite résid. calme très bon standing, 2e étage, cuis. équipée, nombrx rangts, cave, park. s/sol par asc. Prix 380.000 F, + C.F. 25.000 F. 569-37-78, h. repas.

AV. DUQUESNE Même Société propriétaire vend occupés 3 PIÈCES 50 M2, STUDIOS 24 M2. 555-91-00.

8e arrdt

MIROMESNIL
Luxueux 5-6 P. Mod. 150 M2. Prix : 2.200.000 F avec parking. Michel et Reyl S.A. 265-90-05.

CHAMPS-ÉLYSÉES même, part. vd 42 m², rénové nf, sol., luxe, calme. 600.000 F. 562-43-55.

10e arrdt

METRO GARE DU NORD
Propriétaire vend libre
4-5 P. 130 m² entièrement refait à neuf (salon, s. à manger, 2 chbres) galerie d'entrée, 2 s. de bains, gr. cuisine + chbre de service, chauff. central, imm. pierre de taille, ascens. 1.100.000 F. Le soir ou week-end 205-91-73.

EXCEPTIONNEL
Part. vd appartement gd stand. dernier étage, immble récent, proche canal St-Martin, vue sur site classé, plein soleil, gde réception, 5 chbres, 2 bains, lingerie. Prix 1.500.000 F. Sur R.-V., Tél. : 202-24-22 ou heures bureaux 878-70-60.

STYLE MARAIS
Gd salon + s. à manger avec poutres + 2 chbres cuis., w.-c., bains. Moderne. Chf. centr. 4e ét., asc. Pl. soleil. S/rue du Château-d'Eau, pr. RÉPUBLIQUE. Bel imm. standg. parf. état. PRIX 750.000 F. Crédit. Tél. pptaire 720-89-18, P. 10.

14e arrdt

Mo RASPAIL, bel immeuble 4 p. à aménager, 115 m², 3e étage, ascenseur, soleil. - 900.000 F. Matin 633-38-94.

15e arrdt

VENTE PAR NOTAIRE
CH.-MICHEL, 2e ét. sans asc. studio de caractère, tout confort, mezzanine. 265.000 F. Mardi 7, de 15 à 17 heures, 15, rue Lacordaire.

PTE DE VERSAILLES
dans résidence récente, living, 2 chbres, cuis. équip., terrasse, parking 80 m². Notaire : 501-54-30, le matin.

16e arrdt

XVIe AUTEUIL
DANS IMMEUBLE RÉCENT 3e étage, ASCENS., BALCON,
GD 5 PIÈCES CONFORT 3 bains, + STUDIO DE SERVICE.
PRIX : 1.550.000 F.
S/pl. lundi, mardi 14 à 18 hres. **22**, RUE LA FONTAINE ou Tél. : 723-91-28.

PLACE V.-HUGO près. Sté Pptaire vend occupés lot 48, 3 P., 60 m² et 2 P., 39 m². Tél. : 565-91-00.

MUETTE RÉSIDENTIEL imm. réc. 6e ét. balcon, verdure, calme, soleil, beau living, chambre, parking. H. LE CLAIR - 369-69-36.

LONGCHAMP POINCARÉ 330 m², ÉT. ÉLEVÉ, RÉCEPTION EXCEPT., garage double. Possible profes. libérale. - Téléph. : 266-92-15.

17e arrdt

ETOILE, 48 m², 2 p., cuis., bains, 2e ét. - 440.000 F. GARBI 567-22-88.

TRUFFAUT 65.000 F, pte chbre, asc., bel immeuble. Téléph. : 255-59-66.

AV. WAGRAM PRÈS TERNES Bel imm. pierre taille, asc. LIV., 2 CHBRES, DÉCOR RAFF. 1.0500.000 F. - VERNEL Tél. : 526-01-50.

18e arrdt

ATELIER DUPLEX
Au pied du SACRÉ-CŒUR, séj. avec poutres, 2 chbres, 2 bns, w.-c., 110 m² environ. A neuf. Prix : 850.000 F - 766-97-81.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE
Quai de Stalingrad. Bel imm., 4e ét., 127 m², séj., s. à mang., 3 ch., 2 s. de bns. Cave. Parkg. Et. et amén. except. 1.150.000. Tél. : SOMOGER au 621-15-63.

NEUILLY - Ile de la Jatte dans bel imm. 1977 sur jard. au 5e ét., beau 2 pièces 48 m², ayant vue directe sur SEINE et la DEFENSE PASTEYER 266-35-84 le matin

NEUILLY, PRÈS BOIS DANS RÉNOVATION GD LUXE très beau **3 Pièces DÉCORÉ** 880.000 F. - Tél. : 704-43-43.

94 Val-de-Marne

Appt. tt cft, impec. 1er ét., rés., cadre verdure, compr. entrée, cuisine séjour carrelés, 1 chambre, s.-de-b., w.-c., cave, parking. PRIX 214.000 F. Crédit foncier inclus 14.000 F. Tél. 576-02-05.

94 RUNGIS
près des halles, appt 5 p., récent, calme, soleil. 360.000 F. Tél. 526-46-75.

étranger

LES MOSSES - A vendre APPARTEMENT 2 PIECES neuf. Situation ensoleillée et tranquille, près des téléskis. Libre de suite.
Vente aux étrang. autorisée. Home et foyer : Haus et Herd Lausanne, route du Châtelard 50, CH-1018 LAUSANNE (Suisse) Tél. : (1941-21) - 36-10-61.

appartements achats

RECH. appts 1 à 3 pces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. Paiem. COMPT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

ACHETE CPT PARIS
1 à 3 pièces avec ou sans travx. Mme LEULIER 261-68-81, ou le soir 900-84-25.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet-15e. 566-00-75 rech. Paris-15e et 7e pour bons clients appts ttes surfaces et immeubles. Paiement compt.

Rech appt 7e, 8e, 9e, 15e, 16e, 17e
MÊME CHER Téléphone 255-59-66.

CHER « COUP DE FOUDRE » Imm. gd standing. Dernier ét. Belle vue. - Living + chbre 85 m² environ. Park. jusqu'à 15.000 F le m². - Neuilly, Boulogne. 16e, 7e. 704-43-43.

RECHERCHE URGENT pr t. b. client apt 200/300 m², même avec travx. 5e, 6e, 7e. Interm. accepté - 563-83-55.

bureaux

CONSTITUTION DE S.A.R.L.
TELEX Secrétariat téléphonique
Domiciliations artisanales et commerciales Tous services **355-17-50**

VOTRE SIÈGE A PARIS
De 60 F à 250 F par mois
CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
GEICA
56 bis, rue du Louvre, PARIS-2e. Téléphone : 296-41-12 +

EMPLACEMENT n° 1
PLACE DES ÉTATS-UNIS
BURX 500 m² Siège de Sté ou banque
Prix élevé justifié. 387-96-97.

BOULOGNE (près Mo), burx à vdre libres, imm. récent, 110 m² rez-ch. et 79 m² ss-sol aménagé, 3 boxes + réserves. Prix 1.350.000 F. Tél. : 272-40-19.

CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS — ASPAC — SIÈGE SOCIAL

ILE DE LA CITÉ
QUAI AUX FLEURS
Propriétaire vend directement burx, libres, en toute propriété. 9 PIÈCES, 200 m², situation exceptionnelle. Vue sur Seine. Prix : 1.700.000 F. TÉL. : 887-08-21.

A louer 580 m² BUREAUX, Paris (15e). - Mo Volontaires. Sans commission d'agence. Immeuble individ. Libre 1-11-80. Téléphone : 567-88-72.

Votre SIÈGE SOCIAL
AV. SECRÉTARIAT TÉLÉPH. CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS ACTE SA PARIS 261-80-88 MARSEILLE (91) 93-11-12.

fonds de commerce

PARIS 6e Magasin cadeaux décorat. antiquit. 90 m² + appart. 90 m², tt conf. + cave, loyer ann. 40.000 ch. comp. Px 450.000 F. 261-85-77

A vendre bail tous commerces, très bien situé de artère princip. CAGNES-SUR-MER 80 m². Prix à débattre. - Écrire sous référence T 022063 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris (2e).

locaux commerciaux

LOCAL - 500 m² pour tous commerces ou petite industrie. NICE centre. Loyer 6.000 F + droit au bail. Tél. (1) 359-52-24.

Bail à céder comportant possib. habitation. 30 m², tout confort. Adr. prestigieuse. Conviendrait notamm. à siège social comm. de luxe. Tél. 202-46-90 après-midi.

ASNIÈRES - 5' GARE
2 imm. cciaux libres, 1.365 m² surface développée sur 800 m² terrain. 3.500.000. Exclusivité Sovia : 954-68-00/953-70-43.

boutiques

Ach. cpt BOUTIQUE ou LOCAL commercial, libre, avec murs, PARIS Centre 637-39-96 matin.

PLEIN CENTRE DE CANNES (06) 50 mètres de la Croisette A VENDRE boutique prêt-à-porter, 45 m². Ecr. M. CYRIL GUY, 6, rue du Commandant - André, CANNES. Téléphone : (16-93) 99-08-05.

hôtels particuliers

MARAIS Jolie Maison 4 chambres, 136 M2 + TERRASSE 30 M2. État neuf. Profession libérale. Tél. : 633-29-17 - 577-38-38.

immeubles

SAINT-MAURICE
A VENDRE EN TOTALITÉ IMMEUBLE ancien comprenant 3 boutiques, loyer 69.000 F an et 2 ÉTAGES D'HABITATION LIBRES SUR 323 M2 + 2 logements occupés et combles transformables. Px 1.700.000 F Téléphone : 227-22-62.

RECHERCHE IMMEUBLE LIBRE OU OCCUPÉ PARIS - BANLIEUE - 265-64-11

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL HOUSE
LOYERS GARANTIS
rech. 1 à 6 p. pour banques et ambassades. Tél. : 705-54-78.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction, beaux appts de standing, 4 p. et plus. Tél. : 285-11-08.

locations meublées offres

Paris

SAINT-MARCEL, face Salpêtrière. Imm. récent, beau 3 p., loggia, 110m², mens. 3.500F 874-70-47

locations non meublées demandes

Paris

Urgent particulier cherche 4 pièces dans 3e ou 11e arrdt. Loyer 2.500 F/mois environ. Tél. : 357-42-23 toutes heures.

Rech. du Stud. au 5 p. stdg. bon quartier - 255-59-66.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villes, pavil. ttes banl. Loyer garanti 5.000 F max. 283-57-02.

Association recherche logements pour étudiants. Téléphoner entre 17 et 18 heures au 260-98-86.

locations non meublées offres

Paris

Locataire cherche remplaçant pour appt 15e (4 pces, tt cft, surface 85 m²), dern. ét. (10e), avec terrasse, cave, parking. Libre 15 octobre 1980. Prix : 4.200 F charges compr. Tél. : 533-78-68 apr. 18 h.

PARIS 19e
Métro : Place des Fêtes
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
3 Pièces 62 m², loyer 1.810 F. Charg. 485 F park. 177 F
4/5 Pces 87 m², loyer 2.240 F. Charg. 681 F park. 177 F
S'adresser au Régisseur 25-29, r. des Lilas, Paris Tél. : 202-05-88 de 9 à 12 h. et de 14 à 17 h.

PL. J.-D'ARC stud. imm. neuf, tt cft. 1.200+400 F ch. + 150 F parking. « FAC » 337-69-59.

72, r. de Lourmel, 2 pces, tt cft. imm. neuf, 2.000 + 400 ch. + 150 park. « FAC » 337-69-59.

PARIS (12e)
Mo MICHEL-BIZOT
SANS COMMISSION
2 PIÈCES 51 m² - Loyer 1.656 F. Charges 396 F. Park. 150 F.
3 PIÈCES 80 m² - Loyer 2.265 F. Charges 594 F. - Park. 150 F.
5 PIÈCES 125 m² - Loyer 3.327 F. Charges 864 F. - Park. 150 F.
S'adresser 34, r. Claude-Decaen (heures bureau)
Tél. : 344-12-15

PARIS 12e
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
2 Pièces 46 m2 Loyer 1.645 F. Charges 357 F. Parking 185 F.
3 Pièces 67 m² loyer 2.194 F Charges 509 F. Parking 185 F.
4 Pièces 85 m², loyer 2.162 F. Charges 645 F. Parking 185 F.
5 Pièces 101 m², loyer 2.874 F. Charges 766 F. Parking 185 F.
S'adresser 24-26, rue Sibuet, au gardien, avant 19 h, ou téléph. 343-35-77, pour rendez-vous métro PICPUS ou BEL-AIR.

Région parisienne

MONTROUGE
dans pavillon, 1er ét., liv. + chbre 50 m² tout cft + grenier, cave. 1.400 F. Téléph. : 585-41-20.

NEUILLY
ILE DE LA JATTE
du studio au 5 p. Visite s/pl. mardi de 14 h. 30 à 19 h. 212, boulevard Bineau ou tél. au 776-42-21 poste 45.47.

MASSY (Essonne)
APPARTEMENTS A LOUER
SANS COMMISSION
3 Pièces 78 m² + 13 m² loggia. Loyer 1.434 F, charges 391 F.
4 Pièces 90 m² + 13 m² loggia. Loyer 1.658 F, charges 489 F.
5 Pièces 105 m² + 13 m² loggia. Loyer 1.928 F, charges 587 F.
S'adresser au gardien : 1, rue Nationale. Tél. : 920-48-90 ou 48-92.

viagers

AV. JUNOT, BEAU 3/4 PCES, tt cft, 5e ét., asc., bel imm. 50.000 F + 3.000 F. - Occupé homme 69 a. Viagers F. CRUZ, 8, rue La Boétie. - 266-19-00.

chasse - pêche

Disponible 2 actions de chasse région VEXIN-NORMAND Tél. : (16-32) 54-35-91.

domaines

39,67 hectares de VIGNOBLE

San Joaquin Valley, Merced County Livingston, California.

Production : 800/900 tonnes de vignes.
Prix de vente : 140 dollars U.S. la tonne ou 126.000 dollars U.S. récolte totale.

Cabernet rouge
Propriété de sept ans

BOB WRIGHT REALTY
1650 E. Battlefield, Springfield, MO - U.S.A. 65804
1 - 417-881-0426.

maisons de campagne

A VENDRE dans joli petit village du GARD « POULX » grande maison anc. avec voûtes. Prix 250.000 F à débattre. (16-90) 98-35-87 à part. 20 h.

40 KM DEAUVILLE
Maison normande gros œuvre et couverture entièrement restaurée, 105 m² sur 3.200 m² terrain : 270.000 F. Tél. (32) 41-81-88 vendredi, samedi et dimanche.

A 10' de l'autoroute du Soleil au sud de la Drôme.
JE SUIS GRANDE
J'AI DU CARACTÈRE
JE SUIS EN BELLES PIERRES
JE SERAI A VOUS
POUR 160.000 F.
CATRY, tél. : 16(75)27-13-62. avant 10 h 16(75)27-21-32.

AVEYRON
ROUERGUE SUD
20 KM VILLEFRANCHE
A moins de 1 h 30 de TOULOUSE et de Montauban, autoroute à proximité, pays de grande tradition : magnifique maison dans hameau avec cheminée et combles aménageables + 4.000 m² terrain + pigeonnier + four à pain. Vue sur vallée, habit. après travaux et install. sanitaire. Eau, électricité. Prix 130.000 F, avec 28.000 F à la réservation. CATRY TEL B.P. 18 30700 UZES (66) 22-43-44 ou 22-50-30.

maisons individuelles

BOULOGNE (92). Agréable maison pl. sud, dble living, 6 ch. Garage. Petit jardin. Bon état. Téléphone : 604-53-94.

pavillons

PLESSIS-TRÉVISE (94), 5 min. R.E.R., quartier résident., vds pav. avec 2 appts de 110 m² s/sol total et grenier, garage 3 voitures, jardin 700 m², ttes commod. Tél. : 576-35-44.

Limite BRY S/MARNE
Champigny, pav. r.-de-ch. suré.
5 P. parf. état, jard. 600 m² 500.000 F. REGNIER 254, av. Pierre Brossolette 94 LE PERREUX - 324-17-63.

villas

10 km Versailles VILLA 1972
Plain-pied, 175 m², séjour 40 m², cuis. équipée, 4 chbres, 2 bains, garage 2 voit., chauffage gaz. Jardin 800 m² - Calme - Soleil Prix : 735.000 F. - 954-68-00.

SAINT-CYR-L'ÉCOLE
CENTRE - Belle villa pierre sur 700 m², beau jardin. Séjour dble, cheminée, bur., gde cuis. équipée, office, 3 chbres, bains, grenier 70 m² aménagé, sous-sol total. Chauff. gaz. Garage. Prix 1.050.000 F. 954-68-00.

Prt. vend direct. ÉLANCOURT, 30' Montparnasse, villa dans résid. standing, décor raffiné. 5 chbres, 2 gar., 3 s. de bains. Px 820.000 F. Tél. 050-48-46 domicile, 051-38-27 hres bur.

propriétés

NEUVE 220 m², PRÈS ENGHIEN VILLA séjour, 6 chbres, 3 bns + s/sol, garage, jardin. Tél. : 261-43-44.

BOURGOGNE Site calme Jolie vue
Gde dem. 10 P. Cft. Cave. Gren. Gar. Appt. gard. Jard. 6.000 m². 2 terrasses. Près MONTCEAU. 700.000 F. Tél. (1) 603-01-54.

CLAMART - GARE
Belle maison bourgeoise
11 P. + nombreuses dépendances
CONSTRUCT. MEULIÈRE 1912
État parfait. Toit neuf. Garage 3 voitures. Prix 1.000.000 F. ROCHE - Téléphone 532-66-10.

St-GERMAIN-EN-LAYE
BORD. FORÊT, VUE S/SEINE Ppté except., 2 mais. 600 m². TENNIS - PARC 12.000 m². FLEURUS - 222-80-08.

terrains

BEAULIEU-s/Loire (45) DANS ZONE PROTÉG.
(VIGNES)
Particulier vend terrain à bâtir, 2.000 m², façade 24 m., eau sur terrain, électricité tr. proche. PRIX : 70.000 F.
Tél. soir après 19 h. 30 528-05-05.

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01
Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

INFORMATIONS « SERVICES »

DOCUMENTATION

Au sommaire des revues

Littérature - Philosophie

Europe consacre son dernier *numéro à Lorca : poète intensément présent quarante années après sa mort, et poète assassiné. Sur cet assassinat, l'article final de la chronologie apporte les plus incontestables précisions.* (Août-septembre, 32 F. 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 10e.)

Un numéro double de *Critique* : « Les philosophes anglo-saxons *par eux-mêmes.* » Exactement : la philosophie (pas seulement anglo-saxonne) par des philosophes (pas tous anglo-saxons). Cinq d'entre ceux-ci nous font le plaisir d'avoir écrit directement en français. (Août-septembre, 48 F. Editions de minuit.)

Politique - Société

En ouverture à *la Revue des Deux Mondes*, M. Raymond Barre établit son bilan de quatre années d'économie française. (Septembre, 17 F. 15, rue de l'Université, 7e.)

Les Temps modernes consacrent un cahier double — volume de 400 pages — à l'Afghanistan : « Une guerre impérialiste. » Si cette dernière (en date) entreprise de « l'expansion coloniale russe » et la résistance intérieure font l'objet des deux tiers du numéro, la dernière partie est une importante étude sur la société afghane. (Nos 408-409, 40 F. 26, rue de Condé, 6e.)

Dans *Commentaires* : un inédit de Tocqueville (sur le Canada après la révolte de 1837) ; et les souvenirs de Souvarine sur le congrès de Tours. Deux analyses qui se répondent sans correspondre, l'une d'Etienne Borne, l'autre d'Olivier Guichard · sur de Gaulle et le gaullisme. Elles peuvent se rencontrer, au moins partiellement, dans cette remarque d'E. Borne, que la *politique « est faite par une humanité ambiguë dans une histoire toujours équivoque »*. Stanley Hoffmann publie le début d'une étude sur le rôle de la Ve République dans la « *transformation de la société française* », qui le conduira à considérer « *l'état présent de la culture politique française* ». (No 10. Eté, 38 F. Julliard.)

Langas, revue de sociolinguistique dirigée par Robert Lafont, a la langue d'oc pour objet principal, mais non exclusif. Dans ce numéro, la question est posée d'une Alsace bilingue. (Deuxième semestre, 30 F. Université Paul-Valéry, B.P. 5043, 34032 Montpellier Cedex.)

Le dernier numéro d'*Ethnologie française* est consacré aux « Provinciaux et provinces à *Paris* ». *C'est-à-dire à la moitié*, aujourd'hui, de la population parisienne. Origines, migrations, maintiens des liens provinciaux, traditions d'appartenance *professionnelle* (notamment chez les Auvergnats et les Savoyards), etc. Ce thème très riche ouvre au lecteur des perspectives aussi vivantes qu'instructives. (No 2, 1980, 55 F Berger-Levrault éditeur. Et Musée des arts et traditions populaires, 6, route du Mahatma-Gandhi, 75116.)

Sciences

Dans *la Recherche* : la dioxine, agent du cancer (P. Lesca) Et « Les cellules tueuses » (D. Zagury) : *tueuses de bacilles*, de virus, de toutes cellules étrangères, ainsi que des cellules malades (cancer). (Septembre, 18 F. 58, rue de Seine, 6e.)

YVES FLORENNE.

FORMATION PERMANENTE

DENTELLE. — L'école du Centre d'initiation à la dentelle du Puy, à Paris, *ouvre le 8 octobre*. Des cours de tous niveaux sont donnés pendant huit semaines à raison *de deux heures par semaine*.

★ Fédération nationale des dentelles, Mme Ollivier, 7, rue Louis-le-Grand, 75002 Paris, tél. 261-56-29.

DOCUMENTATION. — L'A.D.B.S. (*Association française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés*) continue à organiser des *cycles de formation* continue à l'intention des personnes exerçant un des métiers relevant notam*ment de l'information, de la documentation*, de la communication.

★ Le programme de formation continue pour le deuxième semestre 1980 et l'année 1981. Il est disponible au siège de l'association : 5, avenue Franco-Russe, 75007 Paris, tél 555-55-16.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE

TIRAGE No 52 DU 4 OCTOBRE 1980

CLASSEMENT DES SERIES D'APRES LES RESULTATS DE LA COURSE :

Classée première : la série 3 (Détroit 1er)
Classée deuxième : la série 7 (Argument 2ème)
Classée troisième : la série 5 (Ela Mana Mou 3ème)

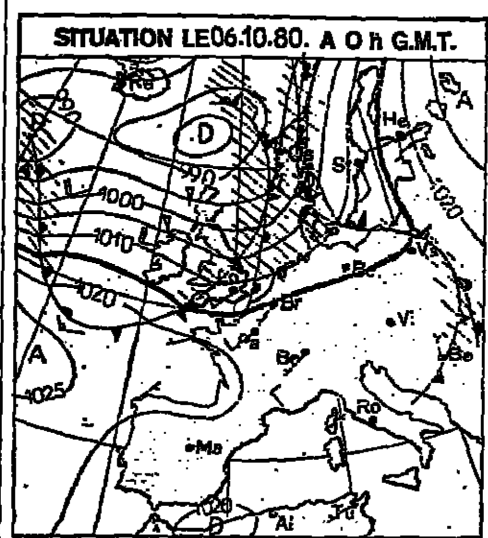
TERMINAISON	FINALES ET NUMEROS	SERIE 3 (F.)	SERIE 7 (F.)	SERIE 5 (F.)	AUTRES SERIES (F.)
1	1 41 81 691 9 291	250 2 000 2 000 10 000 20 000	néant 1 000 1 000 4 000 10 000	néant 500 500 2 000 4 000	néant 250 250 1 000 2 000
2	2	250	néant	néant	néant
3	3 643 6 853	250 10 000 20 000	néant 4 000 10 000	néant 2 000 4 000	néant 1 000 2 000
4	4 3 804	250 20 000	néant 10 000	néant 4 000	néant 2 000
5	5 085 415 1 655 3 295 7 905 8 425	250 10 000 10 000 20 000 20 000 20 000 20 000	néant 4 000 4 000 10 000 10 000 10 000 10 000	néant 2 000 2 000 4 000 4 000 4 000 4 000	néant 1 000 1 000 2 000 2 000 2 000 2 000
6	6 76 56 6 366 10 056	250 2 000 4 000 20 000 204 000	néant 1 000 2 000 10 000 102 000	néant 500 1 000 4 000 71 000	néant 250 400 2 000 20 400
7	7 87 0 707 5 007 8 847	250 2 000 20 000 20 000 20 000	néant 1 000 10 000 10 000 10 000	néant 500 4 000 4 000 4 000	néant 250 2 000 2 000 2 000
8	8 5 218 5 498	250 20 000 20 000	néant 10 000 10 000	néant 4 000 4 000	néant 2 000 2 000
9	9 59 12 809 18 189	250 2 000 750 000 5 000 000	néant 1 000 250 000 750 000	néant 500 100 000 250 000	néant 250 40 000 70 000
0	0	250	néant	néant	néant

(1) Les lots de 250 F sont attribués aux billets de la série 3 qui ne bénéficient d'aucun autre lot.

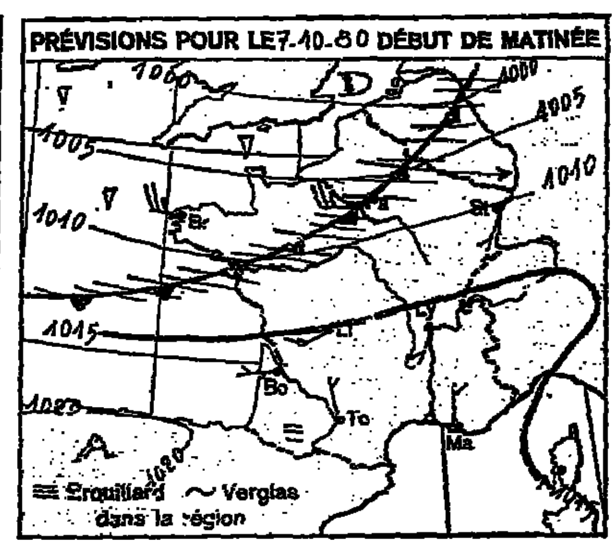
PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DE L'AUTOMOBILE LE 8 OCTOBRE 1980 à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)

MÉTÉOROLOGIE

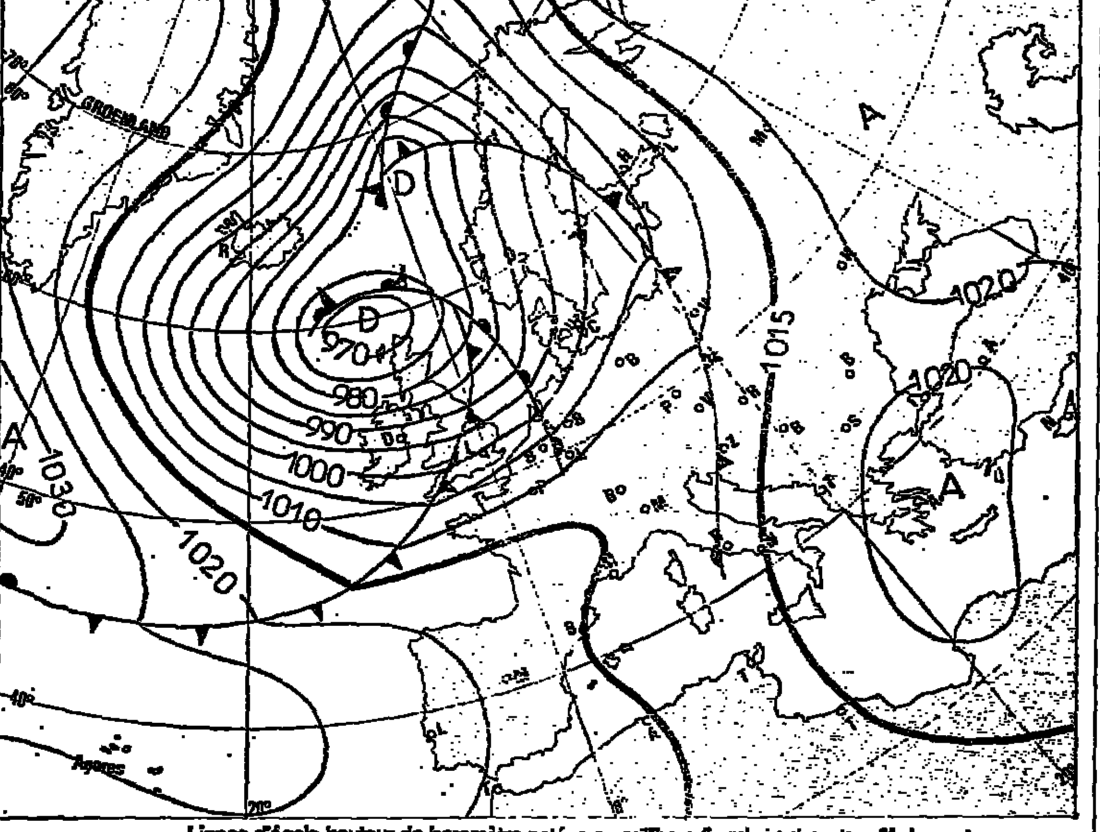
SITUATION LE 06.10.80. A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 7-10-80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 7 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds
Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 6 octobre à 0 heure et le mardi 7 octobre à 24 heures :

Le champ de pression va s'affaiblir sensiblement sur l'Europe occidentale et sur la France en particulier, sous l'influence du courant perturbé atlantique. Une de ces perturbations, plus active que les précédentes, traversera notre pays, accompagnée d'un renforcement assez sensible des vents sur nos régions septentrionales. Elle sera suivie par l'ouest de masses d'air plus frais et instable.

Mardi, en liaison avec la perturbation précitée, une bande pluvieuse se situera des Ardennes et du nord des Vosges à la Vendée et aux Charentes. Continuant ensuite sa progression à travers le pays, elle atteindra le soir les régions s'étendant des Alpes aux Pyrénées centrales. Après son passage, un temps plus variable et plus frais s'établira par l'ouest avec des averses. Avant ce passage sur les régions méridionales, le temps sera encore ensoleillé. Quelques brouillards matinaux seront observés en fin de nuit du Bassin aquitain aux Alpes.

Les vents s'orienteront à sud-ouest avec la zone pluvieuse, puis tourneront après son passage entre ouest et nord-ouest. Ils se renforceront assez sensiblement. Ils atteindront le « coup de vent » sur les côtes de Bretagne, celles de la Manche et du Pas-de-Calais.

Les températures maximales seront en baisse, sauf sur les régions méditerranéennes.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6) : Ajaccio, 23 et 14 degrés ; Biarritz, 22 et 13 ; Bordeaux, 24 et 9 ; Bourges, 17 et 8 ; Brest, 16 et 11 ; Caen, 16 et 10 ; Cherbourg, 15 et 11 ; Clermont-Ferrand, 20 et 5 ; Dijon, 18 et 7 ; Grenoble, 21 et 9 ; Lille, 16 et 8 ; Lyon, 18 et 6 ; Marseille, 25 et 14 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 17 et 8 ; Nice, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 18 et 8 ; Pau, 24 et 11 ; Perpignan, 28 et 14 ; Rennes, 18 et 8 ; Strasbourg, 17 et 8 ; Tours, 20 et 9 ; Toulouse, 23 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 26 et 20.

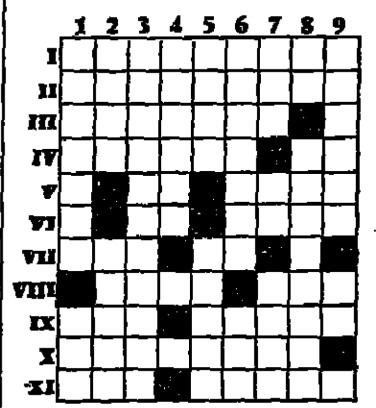
Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 17 degrés ; Amsterdam, 15 et 10 ; Athènes, 24 et 17 ; Berlin, 13 et 8 ; Bonn, 15 et 6 ; Bruxelles, 15 et 9 ; Le Caire, 30 et 16 ; îles Canaries, 29 et 21 ; Copenhague, 15 et 9 ; Genève, 20 et 6 ; Lisbonne, 26 et 18 ; Londres, 15 et 11 ; Madrid, 27 et 12 ; Moscou, 9 et 3 ; Nairobi, 27 (max.) ; New-York, 17 et 10 ; Palma-de-Majorque, 27 et 16 ; Rome, 26 et 18 ; Stockholm, 13 et 9.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 6 octobre, à 7 heures, de 1 015,7 millibars, soit 761,8 millimètres de mercure.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME No 2 772



HORIZONTALEMENT

I. Doit avoir un caractère engageant. — II. Très utile pour conserver des artères saines. — III. Réponse à un appel. — IV. Ont souvent quelque chose de piquant ; Grecque. — V. Est facilement semé ; Souverain. — VI. Château ; Fine quand on ne perd rien. — VII. Se met rarement à table quand il est gros ; Article. — VIII. Il n'y en a pas devant le capot ; Prononcé sur la croix. — IX. Cri que peut pousser celui qui s'est fait pincer ; Chambre froide. — X. Capable de nous faire pleurer. — XI. Crie comme une bête ; Très utiles pour ceux qui veulent se mesurer.

VERTICALEMENT

1. Brûlent les villages ; Vicié dans les maisons closes. — 2. Se laissa aller ; Ses souverains prétendaient descendre de Néoptolème. — 3. Peut être pendue quand on change de couvert. — 4. Parfois pris dans la culotte. — 5. Bien connue ; Qui ne provoquera pas de surprise. — 6. Plus elle est haute, et plus il y a de danger ; Sur la Luye. — 7. D'un auxiliaire ; Actionné ; On peut y voir de vieux tombeaux. — 8. Coutumes ; Un couvert très léger. — 9. Est très impressionnée par tout ce qui brille ; Devint bête.

Solution du problème no 2 771

Horizontalement

I. Récapitulations. — II. Etale ; Améliorée. — III. Ios ; Ce ; Erne. — IV. Misère ; Osées. — V. Plagistes ; Sol. — VI. Retardataire ; NB. — VII. El ; Ru ; Os. — VIII. St ; Ira ; Me ; Saxe. — IX. Saisissement. — X. Indes ; Adipeuse. — XI. Otés ; Flirt ; Pape. — XII. Nia ; Aria ; Epiler. — XIII. Sélaciens ; Idole. — XIV. Meurtre ; Alène. — XV. Des ; Eze ; Liés ; Ru.

Verticalement

1. Réimpressions. — 2. Etoile ; Tantième. — 3. Cassate ; Idéales. — 4. Al ; Egalisés ; Au. — 5. Pétrir ; Ris ; Acre. — 6. Esdras ; Fritz. — 7. Tac ; Tau ; Salière. — 8. Ume ; Et ; Médiane. — 9. Le ; U.S.A. ; Emir. — 10. Ale ; Io ; Epte ; Al. — 11. Tiroirs ; Ne ; Pile. — 12. Ions ; Stupides. — 13. Orees ; Aa ; Salon. — 14. Ne ; Eon ; Epeler. — 15. Sensibles ; Ere.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MARDI 7 OCTOBRE

« L'Opéra de Paris », 13 h. 15, marches, Mme Vermeersch.

« La Bibliothèque nationale », 15 heures, 58, rue de Richelieu, Mme Allaz.

« Le musée du Grand-Orient de France », 15 h., 16, rue Cadet, Mme Bachelier

« Saint-Paul-Saint-Louis », 15 h., devant l'église Saint-Paul, Mme Bouquet des Chaux.

« Rétrospective Gabriel de Saint-Aubin », 15 h., 58, rue de Richelieu, Mme Chapuis.

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Meyniel (Caisse nationale des monuments historiques).

« Atelier d'un taille-doucier », 15 heures, 187, *rue Saint-Jacques* (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel des monnaies », 15 h., 11, quai Conti (Mme Ferrand).

« Le Marais », 15 h., façade de Saint-Gervais (M. de La Roche).

« Saint-Germain-des-Prés », 15 h., métro (Résurrection du passé).

« Les Halles », 15 h., 16, rue Etienne-Marcel *(le Vieux Paris)*.

CONFÉRENCES

18 h. 30 : 47 bis, avenue Bosquet, M. Edouard Jaguer : « Le peintre Remedios Varo » (Centre culturel du Mexique)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 5 octobre 1980 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret du 13 septembre 1949 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de l'Etat ;

● Modifiant les articles R. 512-3 à R. 512-6 du code des assurances relatifs aux dérogations en matière de présentation d'opérations d'assurance et de capitalisation ;

● Pris pour l'application de *l'article 10 de la loi de finances* pour 1980 (no 80-30 du 18 janvier *1980) relatif à l'assujettissement* à l'impôt sur les sociétés de la caisse centrale et des caisses départementales de crédit mutuel.

DES ARRETES

● Fixant le taux et le montant des prêts bonifiés des caisses de crédit agricole mutuel en matière de logement ;

● Fixant le prix de la tonne de *blé-fermage* pour la *campagne* 1980-1981 ;

● *Modifiant* un *précédent* arrêté *relatif* au *concours* d'admission à l'Ecole polytechnique.

UNE LISTE

● Des candidats admis à subir les épreuves orales du second concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature.

MOTOCYCLE

AU SALON DE PARIS

Toujours japonaises mais... d'abord européennes

On le savait déjà et le soixante-septième Salon de l'automobile et du motocycle le confirme remarquablement : avec la fin de la course à la cylindrée sonne le glas des faveurs accordées jusqu'alors au marché américain. Désormais, les efforts des Japonais s'orientent sans conteste vers le marché européen. Les motos américanisées du type « chopper » n'ont, d'ailleurs, reçu de ce côté-ci de l'Atlantique qu'un accueil très réservé (moins de 10 % des ventes). M. Hervé Guio, directeur du marketing chez Honda, premier importateur en France devant Yamaha, le dit lui-même : « *Tandis que vous parlez grands guidons, choppers, etc., nous, nous vendons des guidons-bracelets dans les campagnes...* » Guidons-bracelets, certes, mais aussi « trails » et c'est là la seconde caractéristique du marché français : ces « motos vertes », destinées au grand public, sans compter les machines tout terrain, cross, enduro et trial, représentent près de 50 % du marché français.

L'offensive est déclenchée d'une deuxième génération de motos japonaises, avec des solutions plus sages, plus en rapport avec notre marché — et dont les turbos que nous sommes en droit d'espérer pour demain seront la consécration. Fini le « bluff », la technique a « viré sa cuti » ! Le bicylindre en V s'attaque à un marché principalement occupé jusqu'ici par les Italiens, et la nouvelle Yamaha TR I mérite incontestablement les quatre étoiles du Salon, pour sa conception fiable, simple et économique et son nouveau châssis monocoque parfaitement esthétique. La suspension type Cantilever, autre solution technique intéressante, conquiert chaque jour de nouveaux modèles.

« Intelligente » est la seule épithète qui convient pour qualifier la moto des années 80. Si, en pleine période de crise et de récession et après l'offensive permis, vignette, tarifs d'assurances prohibitifs, etc., la moto se vend aussi bien (en progression de 15 % par rapport à 1979), c'est parce qu'elle est adulte et pleine de ressources, et les sept premiers mois d'immatriculation 1980 (89 737 cartes grises délivrées contre 78 319 en 1979) sont aussi éloquents que prometteurs.

Bien que le nombre d'accidents mortels dus à la moto soit en augmentation, les motards français roulent beaucoup moins vite que dans le passé récent. Ils voyagent de plus en plus et les qualités routières et de confort d'une machine sont souvent incompatibles avec de hautes performances.

Quand le marché américain réclamait des machines « easy » pour rejoindre le café du coin, les Européens découvraient qu'une moto pouvait aller plus loin, à confort égal. Et le succès remporté par les grands raids prouve aisément, depuis plus de sept ans, *que la moto est pour l'Européen* un véhicule utilitaire et de loisir plus qu'un objet de « frime ».

B.M.W. ne s'était pas trompé en insistant toujours sur les qualités routières de ses modèles, des machines de longue haleine, parées pour toutes les aventures. Et les Japonais ne s'égarèrent pas non plus en lançant les « trails » (motos tout chemin), véritables bonnes à tout faire. Gros monocylindre, la Yamaha 500 XT avait bel et bien été conçue pour donner l'estocade aux constructeurs britanniques déjà mal en point, et elle s'est révélée le compromis parfait.

La vogue du raid

Le Salon 1980 reflète magistralement cette philosophie de la moto européenne, et toutes les nouveautés vont dans ce sens. B.M.W., taxé souvent de « classique » — voire de « vieillot », — présente la R 80 GS, une 800 centimètres cubes tout chemin qui répond à une demande croissante des routards (voir encadré).

Chez Yamaha, nul doute que les deux nouveaux modèles 750 et 1 000 cm3 à moteur bicylindre en V ont été pensés pour le tourisme européen, portant ombrage aux Harley Davidson. Il ne serait pas étonnant que ces « V Twin » Yamaha sonnent le glas des belles *américaines, comme le « gromono »* 500 XT relégua les anglaises aux seuls nostalgiques. Kawasaki ouvre à son tour le feu sur le super-trail, en présentant, pour la première fois, des machines enduro, les KK 125 et KLX 250 A aux couleurs — le vert pétillant — de ses motos de compétition.

Depuis le formidable essor de la 500 XT, les techniques « trail » ont évolué sans cesse dans le sens du grand tourisme, du confort et de la fiabilité, et ont contribué assurément au succès d'épreuves sévères comme les « Cols durs », la « Transalp », la « Croisière verte » et les randonnées « Moto baladeuse ».

Espoirs français ?

Cette prodigieuse évolution générale n'a pas échappé aux constructeurs français, dont l'éveil semble enfin amorcé, avec l'accord de coopération technique et industrielle Peugeot-Piaggio (Gilera) et la mise en commun de moteurs et d'organes mécaniques. Un accord qui devrait d'ailleurs déboucher, à moyen terme, sur d'autres réalisations que la 125 TXE présentée au Salon, et qui sera commercialisée au printemps 1981. Or si l'on ajoute à cela la reprise par Peugeot de l'importation des Laverda et des Triumph, n'est-ce pas l'annonce d'une intention sérieuse de faire une entrée discrète dans l'univers du gros cube ?

B.F.G., la moto 100 % française, utilise, elle, le moteur Citroën 1 300 GS et d'autres composantes automobiles, comme les tableaux de bord Alpine ou Matra Bagheera. Si cette moto française, née il y a deux ans, ne fréquente pas encore nos routes, ce n'est évidemment pas par la faute de ses concepteurs mais par celle des industriels encore hésitants.

Avec le soutien d'Elf, la B.F.G. symbolise l'espoir français. N'est-ce pas là un signe, parmi d'autres, montrant que l'idée d'une moto française est déjà plus qu'une simple idée ?

PHILIPPE JAMBERT et DANIÈLE VAUDREY.

Drôle de drame pour l'industrie du cyclomoteur

Quel automobiliste n'a été un jour dépassé par un cyclomoteur vrombissant au mépris souvent des règles élémentaires de sécurité ? Quel piéton aussi n'a été frôlé par un « cyclo » surgi à l'improviste et qui virevolte déjà au loin ? Mais ont-ils remarqué qu'en l'espace de quelques années le nombre des acheteurs de « petites reines à moteur » a diminué de moitié ? *Pourtant les chiffres sont éloquents* : seulement 749 232 véhicules ont été livrés par les constructeurs français en 1979 contre 1 381 480 en 1974. De plus les exportations ont connu le même phénomène de bascule : culminant à 470 000 exemplaires en 1974, elles ont décru pour atteindre 290 000 en 1979. La perte du marché iranien et le reflux du marché américain en sont les causes principales. Drôle de drame pour une industrie qui, occupant depuis toujours la première place dans le monde, a dû céder le pas à l'Italie en 1979.

Mais d'abord qu'est-ce qu'un cyclomoteur ? Techniquement : un « deux roues » muni de pédales, d'un moteur de cylindrée inférieure ou égale à 50 centimètres cubes (sans boîte de vitesses) et dont la vitesse est limitée à 45 kilomètres à l'heure. *Pour le conduire, pas de permis* mais deux conditions : avoir quatorze ans au moins et porter en toute circonstance... un casque. Voilà l'objet du litige : en imposant le port du casque obligatoire, les pouvoirs publics ont « cassé » le marché. Sur ce point tous les professionnels de l'industrie du motocycle sont unanimes.

Leur constat est confirmé par ce qui se passe à l'étranger. En effet, il existe une corrélation très forte entre l'apparition d'une réglementation contraignante et la régression du marché. Les Pays-Bas et la Belgique en font la douloureuse expérience alors que la R.F.A., l'Italie ou l'Espagne — plus libérales en la matière — ont une demande intérieure qui progresse régulièrement. Rarement une réglementation nouvelle aura eu des effets aussi spectaculaires. Cela explique-t-il tout ?

Certes M. Noblet, vice-président de la chambre syndicale et président de Motobécane (deuxième constructeur français), *reconnaît* que d'autres facteurs ont eu raison du « cyclo » : l'augmentation des vols (il suffirait de généraliser les parcs de stationnement avec points d'ancrage pour les diminuer), le développement des *couloirs d'autobus, d'où ils sont* exclus, ou encore la « psychose » de l'accident (1 411 tués pour 5,4 millions de cyclos contre 7 260 tués pour 17 millions d'automobilistes).

La reconquête des jeunes

Le constat des professionnels mérite d'être nuancé car à ces *raisons officielles* s'en ajoutent d'autres, oubliées ou moins avouables. En privilégiant et en défendant le statut du cyclomotoriste type « France tranquille », les constructeurs n'ont pas suffisamment renouvelé leurs produits et n'ont que tardivement réagi aux goûts et aux demandes de leur clientèle jeune (70 % des utilisateurs ont moins de vingt-cinq ans). Les *jeunes recherchent plus la* « cyclo-moto » que le scooter de l'après-guerre ou la « mob » des années 60. Et aucun élément objectif ou rationnel — prix raisonnable à l'achat (2 500 francs environ), faible consommation de carburant (2,5 litres au 100 kilomètres) ou encore prix de revient bas (27 centimes au kilomètre) — ne les incitera à investir pour un cyclomoteur qui n'est que l'antichambre pâlichonne de leur future moto. A moins qu'ils ne lui trouvent déjà les apparences qui les font tant rêver ! Les modèles récemment créés par les deux principaux constructeurs, Peugeot et Motobécane (respectivement 54,1 et 45,5 % de la production française), seront-ils à même de reconquérir le marché ainsi perdu ?

Rien n'est moins sûr, car la reconquête d'une clientèle est généralement une opération délicate et longue. En attendant, on s'intéresse plutôt au troisième âge — contrarié lui aussi par le port du casque — ou encore à certaines catégories spécifiques : le parc des P.T.T. a progressé de 50 % en deux ans, les « deux roues » remplaçant les « deux pattes » Citroën, tandis que dans la police l'hirondelle à vélo se métamorphose en mouette cyclomotorisée. Ce qui importe avant tout, comme le souligne M. Gérard Serre, directeur commercial de Motobécane, c'est que la profession n'attende pas d'illusoires aides des pouvoirs publics ou des remises en cause de la législation française, mais cherche à promouvoir par elle-même l'image de marque du cyclomoteur. Il ne doit plus être le moyen de transport de l'infortuné qui ne possède ni voiture ni moto, mais la possibilité offerte d'avaler rapidement les quelques kilomètres qui séparent du travail ou du rendez-vous. Dès le mois d'octobre seront ainsi organisées des manifestations valorisant la rapidité du cyclomoteur, sa *mobilité, sa sécurité et sa simplicité* d'utilisation. Vaste programme mais dont dépend pour une grande part son avenir. Le cyclomoteur a-t-il encore un avenir ? Les professionnels en sont-ils eux-mêmes convaincus ? L'alliance récente Peugeot-Piaggo (premier fabricant italien) vise à construire en commun la Peugeot-Gilera... *une motocyclette de 125 centimètres cubes.*

JEAN DUCARRE.

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

Revoici La Villette

L'affaire a été menée rondement. En août 1978, laissant la maîtrise de l'aménagement des Halles à la Ville de Paris, l'Etat, c'est-à-dire l'Elysée, se repliait à La Villette. Deux ans plus tard, la démolition des anciens abattoirs, obsolètes avant d'avoir vraiment servi, est en cours et un architecte a été désigné pour aménager dans l'ex-future salle des ventes, un musée des sciences et de l'industrie, qui devrait ouvrir, si tout va bien, à la fin de 1984.

Un projet « clair, simple et qui apporte quelque chose de très important au développement de la science », une procédure de choix « exemplaire » : M. d'Ornano semblait très satisfait d'en présenter les résultats à la presse... dix-huit jours après l'annonce de la décision du président de la République. Cet embargo abusif était dû à « l'interview que M. Giscard d'Estaing avait décidé de donner au « Nouvel Observateur » (« le Monde » daté 28-29 septembre). C'est l'explication donnée par M. Paul Delouvrier, président de l'établissement public du parc de La Villette, dont le dynamisme et la *détermination ont été* loués par M. d'Ornano.

Les esquisses et les plans des vingt-quatre *architectes consultés et les sept maquettes des* lauréats du premier tour seront exposés au *Conservatoire des arts et métiers, fin novembre.*

Un musée sous verre

« Comme dans toute œuvre d'art, l'excellence se reconnaît d'elle-même. » Affichant la sérénité de son choix, pardon, de l'« *impulsion finale* » qu'il a donnée après une « *large consultation et la recherche d'un consensus* », M. Valéry Giscard d'Estaing a expliqué au *Nouvel Observateur* que le projet d'Adrien Fainsilber était le « *meilleur* », autant par la « *composition générale du parc que par le parti retenu pour la façade du bâtiment — panneaux solaires et revêtement végétal — et par une utilisation intelligente de l'eau qui entoure le bâtiment, l'accueille et adoucit son volume* ».

Cette « excellence » n'était peut-être pas sans faille, ni si évidente qu'on veut bien le dire. En fait, deux projets se « *détachaient du lot* » de maquettes exposées pendant plusieurs semaines à l'Elysée ; maquettes que le président, sa femme, sa fille, et ses conseillers, ont pu examiner et comparer à loisir.

L'autre projet, dû à M. Daniel Badani, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux, auteur de nombreuses constructions publiques, ressemble à un aéroport qui aurait été construit par des Français dans une ancienne colonie d'Afrique dans les années 60. On ne voit rien qui puisse distinguer cette proposition, où de grandes terrasses, façon palais de Chaillot, en moins « tenu », devancent le bâtiment... à moins que le drapeau tricolore qui se détache bien sur la maquette blanche ait signé le caractère bien « français » de l'œuvre.

Un homme ou un projet ?

Par ailleurs, on précise avec *insistance que le projet Fainsilber est présenté « dans son état actuel »*, comme si on y trouvait beaucoup à redire. Et M. Delouvrier cite, malicieusement, les nombreuses gravures montrant Louis XIV discutant avec son architecte de la confection des Invalides pour justifier le « *difficile dialogue* » qui s'engage.

La maquette officielle ne comporte déjà *plus la salle presque* sphérique, placée par l'architecte *devant* le musée, *sur* un plan d'eau, au terme du nouveau bassin qu'il veut creuser et qui donnait, en perspective, une sorte de Taj Mahal de l'an 2000.

D'autres modifications importantes ont été demandées et certains se demandent si l'on n'a pas choisi plutôt un homme qu'un projet.

M. Delouvrier s'est défendu publiquement *d'avoir « placé son pion »* en rappelant qu'en effet il *connaissait* de longue date l'architecte avec qui il travailla, notamment pour l'aménagement de la région parisienne, quand il était président du district. Mais il a assuré que ce projet figurait dans la première sélection du *président de la République.*

Pour une réalisation qui va s'étaler sur de longues années et dont les aléas seront forcément nombreux, *il est en effet* préférable que les responsables *forment* une équipe. *En* confiance. *Mais* on peut alors se demander si un concours sur titres n'aurait pas fait aussi bien l'affaire.

Adrien Fainsilber, qui termine un hopital à Evry, qui construisit l'université technologique de Compiègne et le campus de Villetaneuse, est un professionnel *chevronné. Il dit avoir travaillé* pour La Villette avec « *l'eau, la nature, la lumière* ». Ce qui n'explique pas grand-chose.

Trois fois Beaubourg

Côté nature, le dessin à la fois pauvre et compassé du parc, le caractère « racoleur » de l'inspi*ration versaillaise, clin d'œil* aux goûts du président consenti par la plupart des concurrents, n'en font pas une bien grande chose. L'idée du bassin qui croise le canal de l'Ourcq donne, toutefois, un début de structure à cet espace immense et mal défini.

Même si on a encore le temps de tout redessiner, on regrettera le remarquable jardin d'Alexandre Chemetoff, ordonné *mais desaxé, moderne* et raffiné.

Pour l'eau et la lumière, c'est *plus clair. La salle des ventes* de La Villette, jamais terminée, est un énorme *mastodonte* — trois fois Beaubourg, on l'a dit — qu'il s'agit de vêtir.

Alors que d'autres concurrents le brisaient partiellement (Zublena d'une superbe faille, coin du doute planté dans la vérité scientifique), l'ouvraient largement (Robert et Reichen, logeant le musée dans le cœur du bâtiment et ménageant de *gigantesques préaux et des portiques monumentaux*), ou le *masquaient carrément* comme l'équipe Chemetov-Devillers-Huidobro gardant, en fausse façade, une partie du bâtiment des frigorifiques promis à la démolition, Adrien Fainsilber l'a pris « comme tel » et l'a habillé d'une peau de verre.

Au sud, des serres monumen*tales dont on ne sait pas bien* pour l'instant par où elles com*muniqueront* leur *chaleur* au bâtiment pour devenir vraiment « bioclimatiques », mais qui tamiseront, au travers des arbres et des plantes, la lumière crue de ce désert.

Au nord, des parois vitrées soutenues par une résille verticale de tubes métalliques, procédé employé notamment par l'architecte I.M. Pei à la bibliothèque Kennedy de Boston, et qui procure, à un coût raisonnable, des effets optiques intéressants. Au sommet du bâtiment, dix coupoles de verre de 30 mètres de diamètre font entrer la lumière, parfois sur plusieurs *niveaux*, grâce à un jeu de mezzanines.

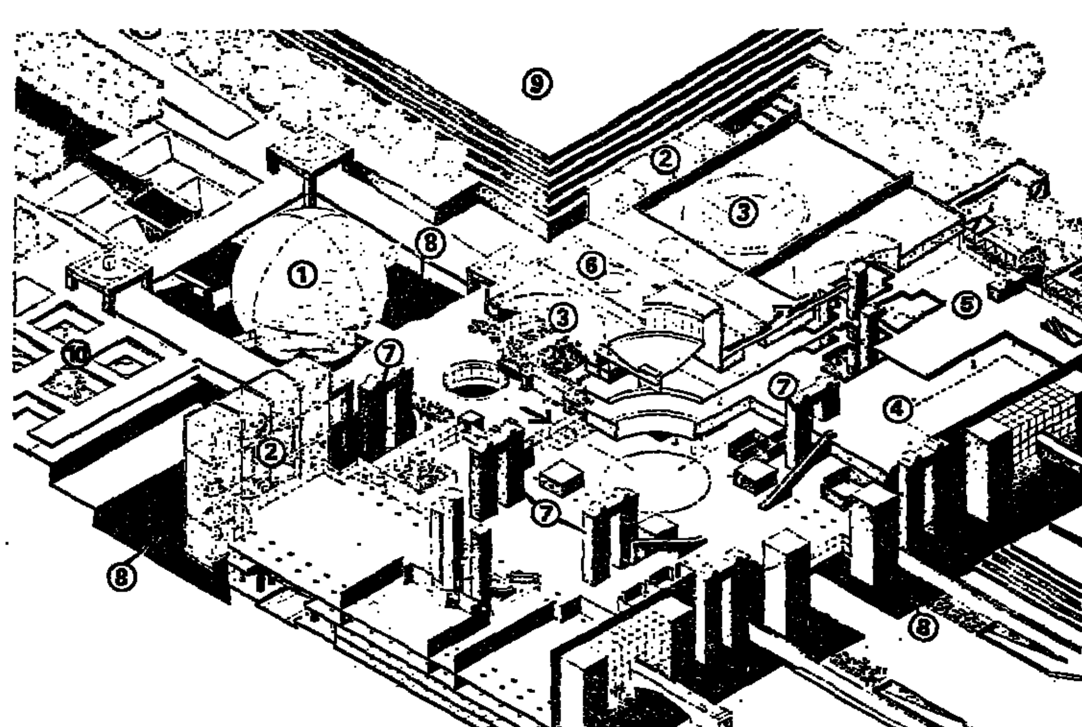
Purement utilitaire

Les rares structures significatives de cet édifice industriel purement utilitaire et moins travaillé que ses ancêtres de l'âge du fer seront mises en valeur : *les poutrelles métalliques* couronneront en zig-zag le musée et les doubles piles de béton, qui scandent la façade en quatre mesures (de 75 mètres !) et se répètent à l'intérieur, resteront visibles. La simplicité du parti, un des critères du choix présidentiel, évidente pour le bâtiment, l'est moins pour ses abords.

On a beaucoup parlé des « douves » qui entouraient le musée. Pour créer un fossé important et abaisser la *silhouette* générale du bâtiment (la façade est haute de 40 mètres), l'architecte a imaginé d'élever des pyramides bordées d'une succession de terrasses qui serviront à exposer de grands objets scientifiques. La plus haute, située à l'ouest de l'entrée principale, grimperait à 20 mètres au-dessus du plan d'eau. C'est parce qu'on trouvait *le bâtiment trop enfermé* dans cette gangue qu'on a déjà fait supprimer la fameuse « boule » qui figure sur le dessin ci-contre. Il est vraisemblable que les terrasses seront aussi abaissées.

Le projet présenté n'est, on le voit, qu'une « *lointaine préfiguration* », selon M. Delouvrier, de l'étude détaillée qui devra être terminée en avril 1981. Tout rapprochement avec d'autres échéances serait purement fortuit...

MICHÈLE CHAMPENOIS.



1) Salle sphérique supprimée de la maquette.
2) Serres. 3) Coupoles et puits de lumière. 4) Expositions temporaires et permanentes. 5) Administration. 6) Toitures. 7) Piliers du bâtiment actuel. 8) « Douves » et passerelles. 9) Terrasses surélevées pour les expositions extérieures. 10) « Patios » aménagés dans les sous-sols de l'actuel bâtiment des frigorifiques.
Cette vue cavalière de l'intérieur du futur musée des sciences est prise du nord-est. La sphère était placée devant la façade sud, présentée ci-dessous.



Façade sud orientée vers la Porte de Pantin

Que faire des clowns et des comédiens ?

Le spectacle a ses adeptes. Depuis plusieurs mois déjà, les démolisseurs de La Villette sont à l'œuvre. Il n'est apparemment pas question pour eux de procéder hâtivement. Emplacement oblige. Pas de dynamite donc, mais des masses pendues au bout de filins *accrochés à des grues et cognant* inlassablement contre les bâtiments jusqu'à leur effondrement.

Alentour, les hectares de ruines sont traversés par des nuages de poussière. Les ferrailleurs, dit-on, y trouvent leur bonheur. Entourée d'une haute palissade, La Villette, symbole de l'absurdité et de la corruption, va faire place nette à La Villette « new look ».

Sur l'esplanade, côté porte de Pantin, la fontaine aux huit lions bleu-vert ne coule plus, et l'eau de ses bassins manque de fraîcheur. Sous la grande halle, style Baltard, la Foire à la ferraille et au jambon s'est tenue avec succès. Derrière, dans le café-brasserie, les chineurs avaient bel et bien remplacé les bouchers d'antan.

La halle voisine, dite « halle aux veaux », vient tout juste d'être abattue. Toutefois, la salle des ventes fonctionne encore. Entre quatre murs couleur rouge sang, Mme le commissaire-priseur y adjuge au grand galop des objets et du mobilier généralement d'assez piètre qualité.

Depuis cinq ans, le cirque Jean Richard a planté un de ses chapiteaux dans un coin, de l'autre côté du parking payant. Cinq personnes suffisent pour assurer la maintenance de cette salle de toile de six mille places. Elle est louée de temps à autre pour des concerts rock et autres manifestations de masse. Le cirque pur et dur ne retrouve ses droits qu'entre le 20 novembre et la fin décembre. « *C'est le seul moment où l'on peut remplir à Paris, grâce aux fêtes de fin d'année des comités d'entreprise*, explique M. Gaston François, le maître de céans, personnage rondouillard aux allures de vieux corsaire. *Sinon les gens ont l'embarras du choix pour leurs spectacles.* » Va-t-il tout de même devoir lever l'ancre ? « *En fait, je n'en sais rien*, confie M. Gaston François. *Simplement, à la vitesse où l'on démolit, on en a encore pour au moins trois ou quatre ans.* »

Pour sa part, le Club hippique de La Villette va être réimplanté sous une structure de toile derrière l'allée des Platanes, est-il annoncé sur un panneau de bois. En revanche, le Théâtre présent dispose d'une bâtisse en pierre. Un pavillon Napoléon III, en voie de classement, qui faisait autre*fois office de bourse à la criée* pour les marchands de bestiaux. A l'intérieur, on a astucieusement aménagé, entre les arcades, une salle de spectacle adaptable à toutes les scénographies. Pierre Peyrou, Arlette Thomas et leur troupe se sont installés là en 1972 avant d'être officiellement reconnus par la mairie de Paris comme « théâtre d'arrondissement ». Le premier du genre d'ailleurs. Ils assurent la bagatelle de douze *cents* manifestations par an (théâtre, cinéma, concerts, représentations pour enfants, etc.) et multiplient les animations, notamment dans les écoles du quartier.

« *Notre compagnie, longtemps itinérante, cherchait un lieu où s'exprimer qui ne soit pas un théâtre à l'italienne*, raconte Pierre Peyrou. *Au début ce fut vraiment folklorique. Pendant un spectacle, des bouviers sont même venus avec leurs vaches protester contre la façon dont on les obligeait à partir de La Villette. Nous avons eu évidemment les pires difficultés pour nous implanter ici. Mais finalement, si nous ne nageons pas dans l'opulence, nous avons acquis un public.* »

Cependant, Pierre Peyrou, lui non plus, ne sait encore rien de ce que lui réserve l'avenir. « *En principe, il n'est pas question que l'on nous chasse. Seulement, tout se décide d'une façon assez secrète.*

Certes, lorsque le public du Théâtre présent a rejoint ses *pénates, il faut être bien téméraires* pour s'aventurer dans les dédales de La Villette nocturne. C'est à ce moment que les clochards, qui ne manquent pas, se sentent enfin chez eux. « *On est vraiment très bien*, décrète Pierrot, en passant la main dans son épaisse barbe rousse. *Pour être tranquille, il suffit d'éviter « les bleus ». Mais ces policiers, on les connaît. Ils passent juste avant 7 heures puis entre 11 heures et midi. A part ça, on est vraiment tranquilles et mieux que sous les ponts. On a de la place. Pourvu que ça dure !* »

STÉPHANE BUGAT.

Des ordinateurs pour les visiteurs

Le Musée des sciences et de l'industrie de La Villette doit remplir une triple mission. Il doit en tout premier lieu sensibiliser les Français et les étrangers, jeunes et vieux, profanes et spécialistes, aux sciences et aux techniques, démystifier ces domaines qui inspirent trop souvent une peur irraisonnée et imméritée et faire comprendre que sans sciences et sans techniques le niveau de vie des pays développés (et aussi celui des pays en voie de développement) s'effondrerait.

Le musée doit ensuite informer les citoyens de façon que ceux-ci puissent comprendre les options éventuelles à prendre pour leur avenir et exprimer leurs avis en toute connaissance de cause. Il doit enfin présenter les réalisations françaises les *plus modernes dans les domaines* scientifiques et technologiques.

La décision de faire ce musée qui manquait à un pays déve*loppé comme la France a été* prise par le président de la *République il y a deux ans.* Il est donc encore trop tôt pour que la conception du musée soit faite dans le détail. Cependant les grandes lignes de la présentation sont déjà élaborées (*le Monde* daté 23-24 septembre 1979 et 2 juillet 1980). La présentation sera articulée en grands thèmes multidisciplinaires qui seront regroupés en cinq secteurs : l'univers, la vie, le travail de l'homme, l'énergie et l'information, la matière et les mathématiques.

M. André Lebeau qui a été nommé, le 8 avril dernier, responsable du projet et chargé de la conception et de la mise en place du musée, pense que ces cinq secteurs recouvrent des concepts familiers au grand public. Il est aussi persuadé que les visiteurs doivent dialoguer avec le musée : l'informatique « interactive » sera donc *utilisée au maximum.* Le public aura à sa disposition de très *nombreux terminaux d'ordinateur* avec lesquels il pourra, quel que *soit son niveau, s'informer,* vérifier ses connaissances et même *jouer.*

Y. R.

RÉGIONS

Ile-de-France

Le bruit, ce fléau

Limiter le niveau sonore des pots d'échappement, améliorer la qualité des cloisons des immeubles, isoler les voies à grande circulation des quartiers résidentiels... Autant d'actions nécessaires pour lutter contre ce fléau de la ville moderne : le bruit.

Les « victimes du bruit » et leurs deux cents délégués se sont réunis à Paris, le samedi 4 octobre, dans le cadre de la campagne nationale permanente d'action contre le bruit (31, rue d'Enghien, 75010, Paris), animée par Jean-Claude Delarue, président de S.O.S.-Environnement. Ils ont examiné avec les représentants des pouvoirs publics et des partis politiques les mesures à prendre d'urgence. Un exemple concret des cas difficiles qui motivent leur action : la situation des riverains de l'aéroport d'Orly.

Orly : une nouvelle piste en service, quinze maires en colère

L'aéroport d'Orly compte quatre pistes, mais deux seulement (la 3 et la 4, orientées sensiblement est-ouest) sont utilisées régulièrement. La piste 1, d'une orientation presque nord-sud, trop courte, ne supporte plus aucun trafic. Quant à la piste 2, parallèle à la 1, elle sert pour les « dépannages », en cas d'accident ou de travaux sur l'une ou l'autre des pistes 3 et 4.

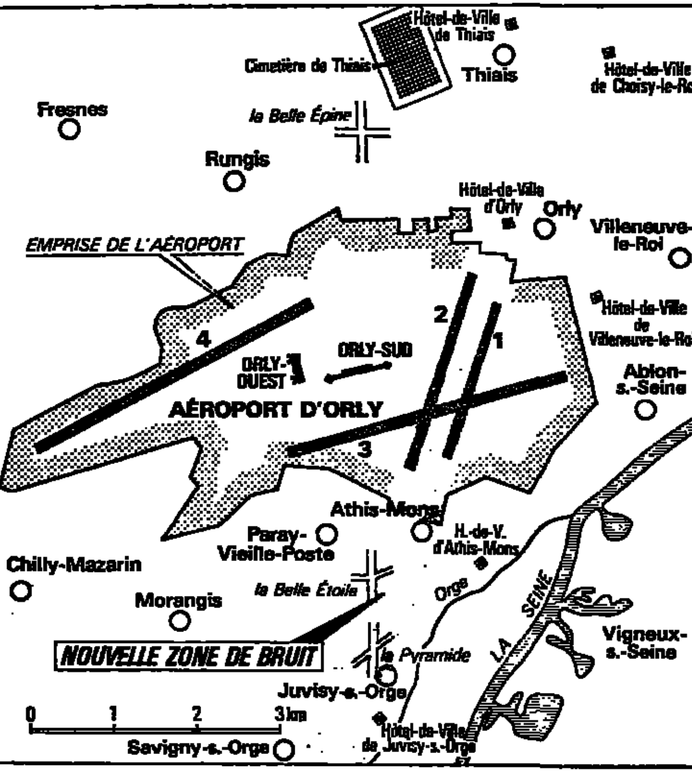
Dans le même temps, Aéroport de Paris doit donc faire face, sur cette plate-forme, à des pointes de trafic que les deux bandes — une pour les atterrissages, une pour les décollages — ne peuvent absorber qu'au prix de retards importants pour les avions à l'arrivée. Cet inconvénient est particulièrement ressenti sur les lignes courtes — celles d'Air Inter et du troisième niveau, notamment — non seulement par les passagers, mais aussi par les compagnies aériennes dont les plannings de rotation des appareils se trouvent bouleversés, entraînant des retards en chaîne sur une bonne partie de leurs réseaux.

Afin d'améliorer la fluidité du trafic dans les périodes les plus chargées, Aéroport de Paris expérimente donc, depuis le 24 septembre, de nouvelles procédures d'atterrissage : deux fois par semaines — les mercredis et vendredis, de 18 à 21 heures — et seulement par vent d'est et par bonnes conditions de visibilité, la piste 2 est utilisée (dans le sens sud-nord) concurremment à la piste 4 pour des atterrissages. Par vent d'ouest, les deux pistes traditionnelles continuent d'être seules utilisées, la 3 pour les atterrissages, la 4 pour les décollages et, maintenant, pour quelques atterrissages.

Aéroport de Paris va continuer d'expérimenter la nouvelle procédure pendant encore environ deux semaines, si le temps le permet, car par vent d'est l'utilisation simultanée de trois pistes amène un « cisaillement » entre les trafics de la 2 et de la 3 qui ne permet les opérations que par excellente visibilité horizontale (au moins 8 kilomètres) et avec un plafond suffisant (900 mètres).

On se défend aussi, à Aéroport de Paris, de vouloir faire un usage permanent de la piste 2. En tout état de cause, elle ne sera, dit-on, utilisée, dans le meilleur des cas, que pendant six heures (deux fois trois heures) par semaine, pour un maximum de quatre-vingt-dix atterrissages.

Cette nouvelle disposition n'en a pas moins suscité la colère dans les communes du sud de l'aéroport d'Orly situées sous la nouvelle trajectoire, et principalement à Athis-Mons. A l'appel du maire de la localité, Mme Paulette Chemier, une manifestation doit d'ailleurs avoir lieu lundi 6 octobre à 19 heures. Les municipalités concernées estiment en effet que *« la décision d'utiliser de façon permanente la piste 2 créera des nuisances et sera source de graves dangers pour les 200 000 habitants concernés »*.



Deux jours après le premier essai, le vendredi 26 septembre, les maires de quinze communes de la région se réunissaient à Athis-Mons afin de *« confronter leurs avis »* et d'analyser les premiers résultats de leur campagne de protestation. Ils affirmaient alors avoir *« recensé plusieurs milliers de signatures individuelles qui expriment une opposition unanime contre le projet arbitraire de survol massif et à basse altitude de leurs villes »*. A l'issue de cette réunion, les quinze maires ont décidé de demander une audience au ministre des transports *« afin d'obtenir l'engagement de l'abandon définitif du projet »*, et ils envisageaient de créer une *« entente intercommunale »* pour coordonner leurs efforts.

L'administration d'Aéroport de Paris convient que *« les nouvelles procédures vont conduire à une répartition différente des nuisances autour de l'aéroport »*, mais *« qu'il n'y aura toutefois pas d'aggravation d'ensemble des nuisances, celles-ci se trouvant réparties sur les riverains des deux pistes au lieu d'être concentrées sur une seule »*. Elle insiste sur le fait que *« les décollages — à l'origine des principales nuisances — ne subissent aucun changement »*. Enfin, elle fait observer qu'on ne saurait confondre l'utilisation occasionnelle et limitée dans le temps de la piste 2 avec la situation que crée, parfois, la fermeture d'une des deux pistes principales qui oblige à reporter sur cet axe, souvent pendant plusieurs semaines, la moitié des mouvements quotidiens soit environ deux cent cinquante atterrissages ou décollages. De toute façon, le dernier mot restera au ministre des transports à qui sera transmis le dossier à la fin de la période d'expérimentation.

JAMES SARAZIN.

Procès à Montesson

La cour d'appel de Paris va être amenée à statuer prochainement sur un litige opposant les propriétaires de sept pavillons d'un lotissement de Montesson, dans les Yvelines, à la société Carrefour, qui a installé à proximité, en avril 1970, un grand ensemble commercial, source de multiples nuisances.

Après les arrêts rendus le 22 septembre 1975 par la cour de Paris en faveur de trois autres propriétaires, diverses améliorations furent apportées, mais d'autres nuisances semblent avoir subsisté, tandis qu'en apparaissaient de nouvelles telles que le bruit d'un manège d'enfants et d'un tunnel de lavage de station-service.

En conséquence, le tribunal d'Evry a condamné Carrefour en première instance le 10 juillet, après plaidoiries de Mes Loitron pour les requérants et Chaisemartin pour la société, d'une part à verser à chacune des sept parties civiles des indemnités de 60 000 à 180 000 francs en réparation du préjudice résultant de la dépréciation de leurs immeubles. En outre, Carrefour devra supprimer le bruit de ses souffleries ou compresseurs, de son manège, du tunnel de la station-service, les fumées salissantes et les odeurs nauséabondes, ainsi que toute circulation de véhicules à moteur à proximité des pavillons du lotissement entre 22 heures et 6 heures.

Nord-Pas-de-Calais

LE R.P.R. SUGGÈRE QU'UN GRAND EMPRUNT SOIT LANCÉ POUR TÉMOIGNER LA « SOLIDARITÉ NATIONALE »

M. Jean Méo, secrétaire général adjoint du R.P.R., a présenté le 3 octobre à Lille un plan pour la région Nord-Pas-de-Calais, où le président de la République doit se rendre les 9 et 10 octobre.

Intitulé « Les sept pilliers de l'espérance » ce plan propose les actions immédiates suivantes :

— Décréter « l'état d'urgence » pour le textile et procéder à la fermeture provisoire des frontières en attendant que soit mis en place un plan national ;

— Proclamer le Nord « région Acier n° 1 » et prévoir à cette fin les prêts bonifiés permettant entre 500 millions et 1 milliard de francs d'investissements sidérurgiques par an ;

— Développer les secteurs « porteurs » (développement de l'électronique, création de centres de recherche pour la robotique, les techniques de la mer et les travaux sous-marins, édification d'un centre international de toxicologie pour les industries agro-alimentaires ; rénovation et développement de l'habitat ; équipement de la façade maritime) ;

— Promouvoir une agriculture vivante et un monde rural combatif ;

— Former les hommes ;

— Lancer à l'échelle nationale un grand emprunt Equipement Nord. *« Il est temps que la France sous forme d'un grand emprunt national, manifeste sa solidarité à l'égard de la région Nord »*, estime le R.P.R.

— Faire « éclater » les crédits de la DATAR. La gestion des crédits de la DATAR doit être, pour la plus grande part, décentralisée.

[Lorqu'il était délégué à l'aménagement du territoire (de 1968 à 1975), M. Jérôme Monod, ancien secrétaire général du R.P.R., n'a jamais accepté que les crédits de la DATAR, notamment ceux du FIAT, soient déconcentrés, encore moins décentralisés. M. Jacques Chirac, lorsqu'il était à Matignon (mai 1974-août 1976), a constamment affiché la même attitude.]

Le Monde

économie

BANQUES

Une réforme de taille

La Caisse de crédit agricole pourrait être « privatisée »

Le 7 octobre, les dirigeants de l'agriculture vont reprendre le chemin de Matignon. Le même jour, les salariés de la Caisse nationale de crédit agricole feront grève. C'est *qu'on* s'agite de nouveau beaucoup autour de la banque verte. Il *serait question*, en effet, de privatiser la Caisse nationale jusqu'alors établissement public pour en faire — c'est une *version possible* — la *Caisse centrale des* caisses régionales. Ainsi, l'une des plus grandes banques mondiales ne serait plus contrôlée par l'Etat. Le changement est de taille, mais l'empressement avec lequel ce vieux dossier est exhumé laisse perplexe.

A l'origine, il y a l'affaire des excédent réalisés par la Caisse nationale qui n'ont pas été affectés, et la Cour des comptes de relever dans son rapport annuel que, comme le permettent les textes, un versement peut être effectué au profit de l'Etat. Après *discussion avec le premier ministre* le 10 juillet, il est convenu *que les quelque 900 millions* de francs correspondant aux excédents des années 1975 et 1976 seront *« partagés »* entre la banque verte et l'Etat, *charge* au conseil d'administration de la Caisse nationale de prévoir une répartition.

Le *7 octobre, il sera donc* proposé au premier ministre de diviser les 900 millions *en trois enveloppes* : l'une pour consolider les fonds propres de la Caisse nationale et des caisses régionales ; la deuxième pour gonfler le budget d'équipement du ministère de l'agriculture ; la troisième pour financer des actions d'intérêt général (aide aux agriculteurs en difficulté, dotation pour le démarrage du fonds de promotion de l'exportation, programme de recherche pour les énergies nouvelles, *subventions à la F.N.S.E.A.* et au C.N.J.A. pour la formation des agriculteurs, *enfin aide au* départ pour les paysans travaillant *sur* des exploitations jugées non viables).

*Mais les dirigeants de la Fédé*ration nationale du crédit agri*cole, l' « organe politique »* des caisses régionales, n'entendent *pas assister au « hold-up »* sans réagir. Ils demandent en contrepartie du versement *de quelques* dizaines de millions au budget de l'Etat que *soit ouvert le dos*sier de la réforme institutionnelle. Leur exigence n'est pas nouvelle. Déjà, en 1972, au congrès de Biarritz, les caisses du crédit agricole avaient souhaité que l'organisme national qui les chapeaute soit de même nature juridique qu'elles. Les dirigeants de l'ensemble de l'insti*tution, de la base au sommet*, seraient élus et non plus nommés comme aujourd'hui à la Caisse nationale.

Face aux nouvelles tâches du Crédit agricole, la tutelle de l'établissement public *devient pesante*. En outre, celui-ci contrôle une part croissante de la ressource monétaire collectée par les caisses. Et les excédents qu'elle affiche à Paris proviennent pour une large part du travail des hommes du terrain.

Le 24 septembre, M. Bruno de Maulde, directeur général adjoint de la Caisse nationale a évoqué, lors d'une réunion du comité technique paritaire des personnels, plusieurs schémas de réforme : la nationalisation totale de l'institution ; la séparation de la caisse nationale en deux organismes, *l'un* public, l'autre privé ; le remplacement *de la Caisse nationale par une* caisse centrale privée, contrôlée par les caisses régionales ; ou plus simplement enfin une réforme des circuits financiers internes à l'institution de façon que les bénéfices réalisés *par* les caisses régionales ne remontent pas à la C.N.C.A.

Dans la troisième solution — celle d'une caisse centrale qui semble avoir retenu le plus l'attention des interlocuteurs de M. de Maulde, — les liens avec l'Etat, notamment pour la distribution des bonifications d'intérêt subsisteraient et feraient l'objet d'une convention. Il est envisagé enfin de réunir une commission des Sages pour résoudre le problème du transfert du patrimoine de l'Etat au privé. Du coup, la Fédération du crédit s'inquiète : *hormis les dirigeants des caisses* régionales, personne en effet ne *semble avoir intérêt à cette* réforme. Et pourtant, le train qu'ils *ont* lancé avance un peu vite à leur goût.

Une étrange précipitation

Que cache cette précipitation ? Pour les autres organisations agricoles, F.N.S.A., C.N.J.A. et chambres d'agriculture, cette réforme serait en effet une catastrophe : alors que leurs dirigeants ont accès au pouvoir en étant nommés indirectement par le gouvernement, il faudrait, *s'ils* veulent *se maintenir* à ce poste — et une banque de cette *taille, c'est excitant — qu'ils* soient élus. Le cas de M. Guil*laume est le plus saisissant* : le président de la F.N.S.E.A. n'est jamais arrivé à se faire admettre dans une caisse de son département, mais il siège au conseil d'administration de la Caisse nationale. Les organisations professionnelles craignent encore la volonté d'autonomie des dirigeants du Crédit agricole et leur souhait de banaliser l'institution en l'ouvrant à d'autres catégories professionnelles (les agriculteurs représentent moins du quart de la clientèle de la banque verte, mais *ils contrôlent la quasi-totalité* des conseils d'administration des *caisses régionales* et locales). Enfin, le syndicalisme agricole a moins de raisons que d'autres de se plaindre du « hold-up » puis*qu'il touchera sa part sous forme* de subventions à la formation.

Théoriquement, dans cette réforme, l'actuelle Caisse nationale devrait perdre une large part de son pouvoir et les principaux *cadres y sont défavorables* pour cette seule raison. Quant aux *syndicats de salariés*, ils sont immédiatement montés aux créneaux : ils sont contre la privatisation par principe. Ils craignent pour le maintien de l'emploi et le statut des salariés, notamment ceux qui sont encore fonctionnaires (sur soixante-cinq mille quatre-vingt-quatre salariés du Crédit agricole, trois mille cinq cent quatre-vingt-quatre dé*pendent de l'établissement public* C.N.C.A.).

Les pouvoirs publics, enfin, ont-ils intérêt à se défaire de la banque verte ? S'il est dans la logique barriste de privatiser à tout va, de mettre les banques sur un pied d'égalité concurrentiel, il est aussi dans la tradition de l'administration française de conserver *et concentrer* le pouvoir. *Un* des exemples récents, comme les *investissements « décidés »* par le Crédit agricole dans des entreprises *papetières montre qu'il est* assez utile aux pouvoirs publics de contrôler la majorité au sein du conseil du S.N.C.A. S'il *s'agit*, comme l'affirment les syndicats, de faire jouer au Crédit agricole le rôle de fossoyeur de la petite agriculture, non compétitive, ce rôle ne serait-il pas mieux tenu quand on a le pouvoir de choisir les acteurs ?

Suspect donc l'entrain avec *lequel cette réforme* est envisagée. Les « *autonomistes* » de la ban*que verte n'auraient-ils pas joué* avec le feu ? Le « hold-up » inspiré par la Cour des *comptes*, l'assujettissement à l'impôt depuis 1979, ont pour effet de diminuer les fonds propres, lesquels fonds propres, à partir de 1982, devraient, selon M. Monory, servir de référence pour l'encadrement du crédit propre à chaque banque. Dans le même temps, par des prêts participatifs ou en recourant à l'emprunt, d'autres institutions augmentent leur avoir. En second lieu, l'Etat récupère au passage quelques *« briques »* pour son édifice *budgétaire d'avant l'élection* présidentielle. En troisième lieu, il *privatise pour la forme et pour* la gloire du libéralisme, sachant qu'avec les mécanismes et les instruments financiers qu'ils contrôlent les patrons des caisses régionales n'auront, en réalité, jamais les mains libres.

Après l'entrevue de Matignon du 7 octobre, les dirigeants des caisses régionales, lors de leur *assemblée* qui se tient à Bordeaux du 14 et 16 octobre, ver*ront alors s'il est dans leur* intérêt d'éteindre la mèche qu'ils ont allumée *ou, à tout le moins*, de la rallonger pour que la réforme ne leur explose pas entre les mains.

JACQUES GRALL.

SÉCURITÉ SOCIALE

Carte blanche est pratiquement donnée au ministère de la santé pour établir la liste des médicaments remboursables

Attendu en août puis courant septembre, *le décret d'application modifiant* les conditions d'admission et de maintien des médicaments sur la liste des produits pharmaceutiques remboursables par la Sécurité sociale est paru au « Journal officiel » du 4 octobre. Il porte aussi création de la commission de la transparence. Cet organisme nouveau se substituera à la défunte commission Burg (ex-Coudurier) précédemment chargée de fixer les prix de remboursement des médicaments admis ; bien qu'étendu à l'information médicale, son rôle sera très réduit du fait de son caractère essentiellement consultatif. Malgré ou à cause de cela, ledit décret va révolutionner le monde de la pharmacie.

Le coup d'envoi au plan de réforme présenté, le 6 mars, par M. Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, dans le *but de simplifier et de rationaliser* les modalités d'admission au *remboursement des produits* pharmaceutiques nouveaux mais aussi de *freiner la consommation* des médicaments jugé nuisibles aux intérêts de la Sécurité sociale, est ainsi donné. Le décret va profondément modifier les règles en usage depuis un peu plus de treize ans et les relations entre l'industrie pharmaceutique, la puissance publique, le corps *médical* et les *malades*.

Mais, surtout, il va renforcer *considérablement* les *moyens mis* en œuvre pour surveiller les laboratoires et les inciter à augmenter leur effort de recherche, tout en favorisant la compétition entre les médicaments tombés dans le domaine public après échéance de leur brevet et leurs copies (produits génériques) fabriquées par d'autres laboratoires. Enfin, il donnera un pouvoir discrétionnaire accru au ministère de la santé, qui, avec la Sécurité sociale, *jugera seul du bien-fondé* d'inscrire, de maintenir ou de radier *un médicament* de la *liste* des produits remboursables. Sur ces différents points, le décret ne laisse pratiquement planer aucun doute.

Ne pourront plus prétendre être inscrits sur la liste des remboursements que les médicaments présumés apporter une amélioration du service thérapeutique rendu ou une économie dans le coût de la santé. A efficacité ou économie comparables, la préférence sera donnée aux médicaments dont la mise au point ré*sultera d'un effort de recherche* du fabricant. L'inscription du *ou des produits* sera, en outre, subordonnée à la mention obli*gatoire de son prix de vente* au public, de sa dénomination commune (ou générique) ainsi que de son coût de traitement journalier dans la publicité faite auprès du corps médical.

Pression indirecte sur les médecins

En d'autres termes, les pouvoirs publics disent en substance aux laboratoires pharmaceutiques : faites de la recherche ; présentez-nous de véritables innovations et non plus des « soupes », *certes bien* accommodées, *mais* sans propriétés thérapeutiques *vraiment nouvelles* ; *exposez clairement* aux praticiens de quel produit il *s'agit*, quels *sont* ses effets, ce qu'il en coûtera au malade et à la Sécurité sociale. Prenez bien garde, enfin, aux produits génériques. Si vos prétendues innovations ne sont que des produits banals, ils seront directement concurrencés par un produit dont le coût est très inférieur (jusqu'à 30 %).

Le décret est une ferme invi*tation* adressée, d'autre part, aux médecins de prescrire les pro*duits les moins coûteux* en leur fournissant tous les éléments *d'appréciation nécessaires (fiche* de transparence comportant les comparaisons de *coût* et de traitement des médicaments ayant le même « objet » thérapeutique). Il s'inscrit ainsi dans le cadre de la politique décidée par les pouvoirs publics. Malgré les assurances données par le ministère sur la totale liberté de prescription, la pression exercée est quand même très nette.

Les firmes pharmaceutiques vont *faire grise mine* d'autant que la possibilité, qui leur avait *été donnée en février dernier*, de moduler constamment et librement leurs prix à l'intérieur de leurs gammes de produits va être singulièrement restreinte. L'article 6 du décret précise en effet que *« toute modification ultérieure du prix ne peut intervenir qu'après accord du ou des ministres de la santé et de la Sécurité sociale. En l'absence de cet accord, le produit est radié de la liste »*. La libre modulation ne sera maintenue que pour les produits déjà existants sur le marché dont les tarifs seront périodiquement révisés.

Quant aux médicaments jugés non indispensables à la thérapeutique, ils seront en principe purement et simplement radiés. C'est le ministère de la santé qui sera seul habilité à accorder ou à refuser l'inscription. Le titulaire de l'autorisation de la mise sur le marché sera tenu de fournir sur demande toutes les informations jugées nécessaires. Lorsqu'une modification des données sur lesquelles a été fondée l'inscription interviendra, le titulaire de l'autorisation sera tenu d'en informer le ministère et de lui fournir les éléments d'appréciation demandés. L'absence du respect de ces dispositions pourra entraîner une radiation d'office.

Fini donc le recours à l'un ou l'autre des trois ministres de tutelle, jusqu'à present responsables de l'industrie pharmaceutique, pour tenter d'infléchir le fléau de la balance. Outre les coûts de traitement et l'intérêt comparé des divers produits, le ministère *de la santé* sera également appelé avec la Sécurité sociale à se pro*noncer sur la posologie*, *ainsi que* sur les conditionnements et toutes questions touchant à la consommation des produits remboursables.

Le ministère de la santé aura *donc désormais la haute main* sur l'industrie pharmaceutique, sans que quiconque puisse se mettre en travers de son chemin, pas *même* la commission de la transparence (1) dont le rôle a, semble-t-il, été réduit à dessein. Les membres de cette commission ne seront-ils pas désignés par le ministre de la santé et de la sécurité sociale ?

La simplification des procédures est notable. Mais devant un resserrement aussi sensible des contrôles, la formidable extension de l'information et les pouvoirs presque illimités conférés à la direction de la pharmacie et des médicaments, véritable fer de lance du ministère de la santé, nombre d'entreprises vont regimber, craignant d'être sévèrement pénalisées, les plus petites bien sûr, mais aussi toutes les firmes faisant peu ou pas de recherche comme les multinationales, qui, de *surcroît*, s'approvisionnent en matières premières actives à *l'étranger*. *Leur représentant, le* Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), ne devrait pas tarder à réagir violemment.

ANDRÉ DESSOT.

(1) La commission de la transparence sera composée d'un président, d'un vice-président et de treize membres désignés par le ministère de la santé et de la sécurité sociale, tous compétents dans le domaine pharmaceutique, à savoir des médecins et des pharmaciens dont les noms seront proposés par les caisses de sécurité sociale et par les ordres professionnels, une personnalité proposée par les organisations professionnelles regroupant les entreprises pharmaceutiques. La direction de la pharmacie du ministère de la santé et le directeur de la Sécurité sociale ou leurs représentants seront membres de droit.

L'APPLICATION DE LA CONVENTION MÉDICALE

Le principal syndicat de praticiens (C.S.M.F.) donne son feu vert « sous condition »

Après une longue et assez vive discussion, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) s'est prononcée, au *cours de son assemblée générale*, le 5 octobre, pour l'application *sous condition* » de la nouvelle convention médicale, tout en réaf*firmant* son hostilité au texte signé le 29 mai. La C.S.M.F. ne signera pas la convention : la proposition de signature n'a reçu que 9,13 % des voix. La C.S.M.F. ne reprendra pas une lutte d'opposition systématique : ce projet a recueilli 12,60 % des voix. La C.S.M.F. a également rejeté par 6,89 % l'idée de réclamer une réouverture des négociations. C'est un compromis — qui avait déjà donné lieu à une concertation discrète avec les caisses (*le Monde* du 30 septembre) — qui a été adopté par 71,39 % des suffrages.

Au niveau départemental mais non confédéral, les syndicats C.S.M.F. participeront aux *commissions médico - sociales*, chargées de veiller à l'applica*tion de la convention. Le feu vert* confédéral est cependant assorti *de conditions* : les médecins de cette organisation demandent des garanties sur l'indépendance de ces commissions, une harmonisation nationale des commissions locales et la renonciation par la Sécurité sociale de créer une médecine de caisses.

La C.S.M.F., qui a évité aussi de rouvrir une guerre des tarifs, a donc choisi la voie du pragmatisme tout en annonçant qu'elle veillerait à toute déviation et en réclamant une révision contractuelle des tarifs : au *total*, la *C.S.M.F.* change de voie mais place la convention sous *étroite surveillance*. Les contraintes économiques, la fermeté du *gouvernement* et des caisses, transforment les adhérents de la C.S.M.F. en médecins conventionnés « malgré eux ».

J.-P. D.

LES « MALGRÉ-EUX »

Selon la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, *81 % des médecins ont accepté* la convention et les tarifs conventionnels, 12 % ont *aussi* accepté la convention et conservé le droit à dépassement des tarifs, 5,75 % ont choisi le tarif libre dans le cadre conventionnel et 0,85 % soit 630 médecins sur 74 096 se sont placés hors convention.

Selon la C.S.M.F., qui rappelle qu'il n'était pas nécessaire de répondre aux *caisses* pour être *conventionné*, 70 % des médecins ont écrit au syndicat pour bien signifier qu'ils étaient des « conventionnés malgré eux ».

POUR QUINZE MINUTES DE SOMMEIL...

Ce jour-là, il avait, comme d'habitude pris son service à 7 h. 30. Agent de service dans un des couloirs de l'Assemblée nationale, M. Patrick Huot était encore à son poste à minuit, lorsque, rompu de fatigue, il prévient deux autres agents, installés au même étage, qu'il va se reposer un peu. Et il demande à l'un d'entre eux de téléphoner à sa femme pour qu'elle l'appelle quinze à trente minutes *plus tard pour le réveiller*. Lorsque le téléphone sonne, c'est *le chef de groupe qui prend* l'appareil et découvre ainsi « la faute ». Il s'est endormi *quinze* minutes.

Discussion, insolence ? Toujours est-il que la demande de sanction, sans autre *précision*, devient bientôt, avec la pétition des chefs de groupe, une demande de suspension puis de licenciement. M. Huot était, il est vrai, délégué syndical et avait déjà eu deux ou trois blâmes pour retard, mais ses anciens chefs estimaient qu'il était, à nouveau, sur la bonne voie.

Et pourtant, le conseil de discipline le condamne à un an de suspension sans traitement. Lors de la semaine incriminée, M. Huot a travaillé quarante-neuf heures vingt minutes ! Pour quinze minutes de sommeil — il *aurait mieux fait de s'absenter* un quart d'heure au bar... — il *subit donc une peine d'un an* de suspension sans traitement. Une sanction disproportionnée. Sera-t-elle maintenue ? C'est à M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui, jusqu'à présent, a « tout fait pour éviter la révocation », de trancher.

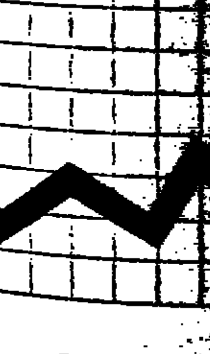
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	4,1715	4,1755	− 70	+ 60	− 95	− 75	− 150	− 100
$ can.	3,5840	3.5890	+ 10	+ 40	+ 10	+ 40	+ 5	+ 55
Yen (100)	2,0130	2.0165	0	+ 20	+ 20	+ 45	+ 155	+ 200
DM	2,3175	2.3230	+ 55	+ 75	+ 110	+ 135	+ 410	+ 455
Florin	2,1285	2,1325	+ 35	+ 55	+ 75	+ 90	+ 255	+ 295
F.B. (100)	14,4220	14.4400	+ 45	+ 135	− 40	+ 75	− 60	+ 240
F.S.	2,5545	2,5590	+ 150	+ 175	+ 280	+ 305	+ 875	+ 940
L. (1 000)	4,8655	4,8715	− 515	− 440	−1035	− 920	−2995	−2595
£	9,9990	10,0095	− 455	− 385	− 680	− 615	−1040	− 915

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 11/16	8 13/16	8 11/16	8 13/16	8 11/16	8 13/16	8 5/8	8 3/4
$ E.-U.	12 7/8	13	13 5/16	13 7/16	13 1/4	13 3/4	13 1/4	13 3/4
Florin	9 3/8	9 5/8	9 3/4	9 7/8	10	10 1/8	10 1/8	10 1/4
F.B. (100)	9 1/2	11	11 7/8	12 1/8	12 1/4	12 7/16	13 1/16	13 1/4
F.S.	1	1 1/4	4 11/16	4 13/16	5 1/16	5 3/16	5 3/8	5 1/2
L. (1 000)	16	17	22	23	23 1/4	24 1/4	24 1/2	25 1/2
£	16 1/4	16 1/2	16 1/4	16 9/16	16	16 1/4	14 11/16	14 13/16
Fr. franc.	11 1/4	11 3/4	11 15/16	12 3/16	12	12 1/4	12 11/16	12 15/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





هكذا من الأصل

SYNDICATS

RÉUNIE EN SESSION A MOSCOU

La Fédération syndicale mondiale est sur la voie du renouveau

estime M. Krasucki (C.G.T.)

De notre correspondant

Moscou. — La trente et unième session du conseil général de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.), qui a eu lieu à Moscou du 1er au 5 octobre, a adopté un « projet de déclaration » insistant sur la nécessité d'un renouveau de la F.S.M. Ce document servira de base de discussion au dixième congrès, qui se tiendra à Cuba au début de 1982.

M. Henri Krasucki, qui, avec M. Georges Séguy, représentait la C.G.T. à la réunion de Moscou, a estimé que ce projet de déclaration marquait le début d'un *« processus encourageant »* allant *dans le sens des critiques émises* par la confédération française au dernier congrès de la F.S.M. à Prague. *« C'est peut-être le début d'un mouvement qui peut conduire à un renouvellement sérieux de la F.S.M. »*, a-t-il dit. Cependant, ce n'est que si les bonnes intentions ne restent pas lettre morte que la C.G.T., qui a quitté en 1978 les organes exécutifs de la F.S.M., pourrait envisager d'y reprendre place.

Le secrétaire confédéral de la C.G.T. a estimé que la réunion de Moscou avait montré, pour la première fois sans doute, que les syndicats des pays socialistes étaient disposés à parler franchement de leurs difficultés. Les *événements de Pologne* ne sont certainement pas étrangers au nouveau ton qui a été effectivement entendu au cours de la trente et unième session du conseil général. Selon M. Krasucki, cependant, la révolte des ouvriers polonais n'a fait qu'accélérer une prise de conscience amorcée bien avant.

Dans son intervention publique, il a discrètement fait remarquer que *« la vie a montré que les critiques* [de la C.G.T.] *n'étaient pas toujours sans fondements »*.

La F.S.M. serait prête à s'engager dans la voie de la « resyn*dicalisation » en plaçant au pre*mier plan de ses préoccupations la défense concrète des intérêts des travailleurs, y compris dans les Etats socialistes. M. Krasucki a jugé que les événements de Pologne témoignaient du processus *« de démocratisation des diverses institutions sociales, et pas seulement des syndicats »*. Il a rappelé que la C.G.T. était favorable au droit de grève dans les pays socialistes, mais restait opposée par principe au pluralisme syndical.

DANIEL VERNET.

ÉTRANGER

M. Arthur Dunkel est nommé directeur général du GATT

M. Arthur Dunkel, nommé directeur général du GATT pour cinq ans, en remplacement de M. Olivier Long, a déjà une longue expérience du secrétariat — sis à Genève — de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Il a été le représentant permanent de la Suisse auprès du GATT de 1973 à 1976, après avoir présidé le comité (du GATT) des restrictions à l'importation.

Depuis 1976, M. Dunkel était, à Berne, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, avec rang d'ambassadeur. Simultanément, il continuait d'occuper plusieurs fonctions internationales. En 1978, il a aussi présidé la conférence des Nations unies pour la négociation d'un nouvel accord sur le blé.

Agé de quarante-huit ans, M. Dunkel est licencié en sciences économiques et commerciales de l'université de Lausanne.

M. Olivier Long : un diplomate de la grande école

C'est un diplomate de la grande école qui a dirigé le GATT pendant douze ans, de 1968 à 1980. Fils d'un médecin genevois et d'une mère corse, M. Olivier Long, né en 1915, est entré en 1946 au « département politique » de Berne. Les choses ne se font jamais toutes seules. Si la Suisse, dans un monde de divisions et de violences, a su conserver sa neutralité — ce qui lui vaut une autre forme de pouvoir —, c'est parce que, à chaque généralisation, elle a trouvé en son sein un petit nombre d'hommes capables d'adapter la doctrine établie aux nouvelles circonstances et de mener en conséquence une politique subtile, en se passant du stimulant habituel aux hommes d'Etat, le vacarme de la notoriété.

M. Long a été l'un d'entre eux. On n'a pas oublié à Paris le rôle déterminant qu'il a joué dans la préparation des accords d'Evian, en servant d'intermédiaire aussi discret qu'efficace entre le G.P.R.A. (gouvernement provisoire de la République algérienne) et le gouvernement français. Pour succéder à M. White, directeur général de 1947 (année de la fondation du secrétariat du GATT) à 1968, un homme à la vie tumultueuse, les parties contractantes (pays signataires) avaient pensé qu'il fallait un homme de solide tradition.

M. Long était à l'aise au secrétariat du GATT, qui a toujours su se garder de la bureaucratie, c'est-à-dire de ce qui est le plus contraire à l'esprit du libre-échange. Par instinct et par conviction helvétique, ce dont il se méfie le plus, ce sont les blocs mono-politiques. S'il a toujours été un partisan de la liberté du commerce, c'est sans doute parce qu'il y voit le moyen le plus sûr de rendre, si l'on peut dire, perméables entre elles les civilisations. La petite zone de libre-échange, qu'il contribue à créer et à faire fonctionner, correspondait à son idéal de libre association entre « gentlemen commerçants ».

Cet idéal, il cherche à le faire prévaloir à la tête du G.A.T.T., où il eut la lourde tâche de conduire à son terme la très difficile et très contradictoire négociation du Tokyo-round (septembre 1973 - avril 1979), destinée à approfondir la libéralisation des échanges dans une période marquée par le retour en force du protectionnisme. Gérer les relations commerciales internationales avec souplesse mais sans perdre de vue l'essentiel, telle était sa méthode. Il l'a appliquée sans défaillance.

PAUL FABRA.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Augmentation du capital de la Régie Renault.* — Le *Journal officiel* du 4 octobre a publié un arrêté des ministres de l'économie et de l'industrie autorisant la Régie Renault à augmenter son capital de 300 millions de francs, pour le porter à 1,798 milliards de francs, par consolidation d'avances accordées antérieurement par l'Etat.

Conjoncture

● *« Le VIIIe Plan reflète l'absence de volonté des pouvoirs mage »*, a déclaré samedi 4 octobre M. Edmond Maire, qui présidait en Moselle le congrès du quinzième anniversaire de la création du Syndicat C.F.D.T. des mineurs de charbon. *« M. Barre n'a pas dit la vérité aux Français. Non seulement l'emploi n'est pas au centre de la politique économique, mais il est le dernier des soucis de nos gouvernants. » « Avec la politique proposée,* a ajouté le secrétaire général, *la marée noire du chômage va monter plus haut, plus fort (...). La montée de la violence est au bout du chemin qu'on veut nous imposer. Déjà les attentats se multiplient, des extrémistes tentent de réveiller l'antisémitisme, on expulse des hôtes de la France par lettre de cachet. »*

Energie

● *Reprise des négociations entre la Sonatrach et Gaz de France.* — Les négociateurs de Gaz de France et de la Sonatrach algérienne vont de nouveau se rencontrer à la fin d'octobre à Paris. Une réunion le 1er octobre à Alger, si elle n'a pas permis aux deux parties d'aboutir à un accord sur les prix du gaz, a provoqué dans une certaine mesure un rapprochement des points de vue, dit-on à Alger. — *A.F.P.)*

P.T.T.

● *La vente par correspondance et la poste.* — Les entreprises de vente par correspondance (V.P.C.) sont les premiers clients payants de la poste et représentent 10,4 % du trafic total de cette dernière et 7,5 % de ses recettes globales. La Redoute, les Trois-Suisses et Quelle figurent parmi les dix premiers clients.

Salaires

● *La fédération F.O. de la métallurgie,* qui invoque les conséquences *« de la hausse effrénée »* des prix sur le pouvoir d'achat, a demandé à l'organisation patronale U.I.M.M. de reprendre la discussion sur la rémunération annuelle garantie. F.O. propose un système de garantie mensuelle avec un raccordement hiérarchique jusqu'au sommet de la grille de classification permettant de faire un effort en faveur des plus bas salaires sans écraser le haut de la hiérarchie.

Sidérurgie

● *La quatorzième conférence annuelle de l'Institut international du fer et de l'acier* se tient à Madrid les 6 et 7 octobre. Trois cents sidérurgistes représentant quarante-deux pays participent aux travaux.

Transports

● *Transports urbains : Dijon en tête.* — Dijon, Reims, Grenoble, Nantes, Rennes sont dans l'ordre, les cinq villes françaises qui ont, selon leurs habitants, les meilleurs transports en commun. Ce classement est le résultat d'un sondage IFOP réalisé à la demande de l'Union des transports publics urbains et régionaux. Il fait apparaître aussi que la plupart des habitants des grandes villes demandent que la circulation des autobus soit améliorée (*le Monde* du 3 octobre) et jugent *« insuffisantes »* les mesures prises par les autorités municipales pour favoriser cette circulation.

● *Des manifestants arrêtent un train à Quimperlé.* — Trois cents manifestants ont arrêté le 5 octobre en gare de Quimperlé (Finistère) le train Quimper-Toulouse pendant trois minutes, *pour protester contre le fait que* cinq personnes accusées d'avoir commis une action similaire le 27 avril dernier passent le 6 octobre en jugement à Rennes. Depuis près de dix-huit mois, de nombreux habitants de la région de Quimperlé protestent contre la la suppression d'arrêt de trains rapides dans leur gare ainsi que dans d'autres localités bretonnes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

L'encours des prêts bénéficiant d'une aide de l'Etat est passé de 40,6 milliards à la fin de 1979 à 43,7 milliards à la fin de juin 1980. Dans le même temps, l'encours des prêts non aidés a progressé de 10,9 milliards à 11,7 milliards.

Par rapport au premier semestre de 1979, les encours moyens de ces deux catégories d'opérations se sont accrus respectivement de 23,3 % et 8,4 %.

Les charges de gestion ont augmenté de 18,4 %, proportion très comparable à l'augmentation de la marge des prêts, influencée à la fois par l'évolution des encours et par celle des taux d'intérêt.

Le résultat du premier semestre de 1980 s'établit à 56,4 millions, chiffre à rapprocher de 39 millions pour le premier semestre de 1979, avant provisions et avant impôt sur les sociétés.

Compte tenu de l'évolution actuelle des taux et des charges, on peut escompter, pour l'année entière, des résultats financiers se situant à un niveau au moins équivalent à ceux de 1979.

COURVOISIER

CHANGE DE PRESIDENT

M. Albert de Dion vient de faire valoir ses droits à la retraite et ainsi d'abandonner, à l'âge de 60 ans, ses fonctions de président-directeur général de Courvoisier et de L. de Salignac & Co.

M. de Dion aura pour successeur M. James Ford, directeur financier de Courvoisier de 1965 à 1968 et jusqu'au 30 juin 1980 l'un des vice-présidents de Hiram Walker-Gooderham & Worts Ltd., maison mère canadienne de Courvoisier.

CREDITEL

SOCIETE DE FINANCEMENT PAR CREDIT-BAIL POUR LES TELECOMMUNICATIONS

Le conseil d'administration de Créditel s'est réuni le 2 octobre 1980 sous la présidence de M. Pierre Chatenet.

Le conseil a pris acte de la signature avec le secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion d'un protocole de 330 millions de francs au titre de l'année en cours. Le financement de ces nouveaux engagements est prévu à concurrence de 80 millions sur fonds propres d'autofinancement et de 250 millions sur fonds d'emprunt. Un avenant portant sur 85 millions de francs de contrats sur fonds d'emprunt pourrait venir prochainement compléter ce protocole dont le montant atteindrait ainsi 415 millions de francs.

Les premières opérations de diversification entreprises dans le cadre des activités de SICOMI portent sur un montant d'engagements d'environ 17 millions de francs en location simple. D'autres opérations tant en crédit-bail qu'en location simple sont actuellement en voie de réalisation ou à l'étude.

L'exercice 1980 se déroule de façon satisfaisante et une nouvelle progression du résultat devrait être enregistrée par rapport à l'année précédente.

BURROUGHS CORP.

Le conseil d'administration a approuvé le paiement d'un dividende de $ 0,65 par action payable le 7 novembre 1980 aux actionnaires.

Ce dividende est le 363e versé par la société, sans interruption depuis quatre-vingt-cinq ans.

BANQUE SAINT OLIVE ET CIE SOCIÉTÉ LYONNAISE DE DÉPOTS ET DE CRÉDIT INDUSTRIEL

La banque Saint Olive et la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel ont décidé de renforcer les liens anciens qui les unissent dans le respect de leur autonomie et sans qu'il soit apporté de modification à leurs méthodes de travail.

« Saint Olive et Cie », dont l'origine remonte à 1809, et la « Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel », créée, également à Lyon, en 1865, n'ont pas tardé à nouer entre elles de solides liens d'amitié et ont toujours travaillé en parfait accord.

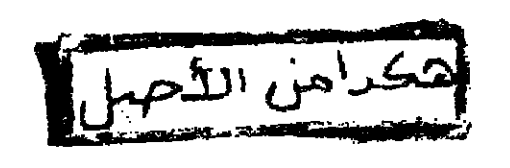
La banque Saint Olive, actuellement société en nom collectif, se transformera au cours des prochains mois en société anonyme à directoire, dans le capital de laquelle la Société Lyonnaise acquerra 50 % à l'occasion d'une augmentation de capital.

PRÉCISION MÉCANIQUE LABINAL

La situation provisoire de la société Précision Mécanique Labinal au 30 juin 1980 fait ressortir un résultat, avant impôt, de 23,25 millions de francs, après amortissements et provisions de 10,30 millions de francs.

Le résultat consolidé du groupe Précision Mécanique Labinal, avant impôt, est de 30 millions de francs après amortissements et provisions de 18 millions de francs.

Au 30 juin 1979, le résultat consolidé, avant impôt, était de 25 millions de francs après amortissements et provisions de 16,30 millions de francs.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

6 OCTOBRE

Irrégulier

Le mouvement de hausse marque une pause. L'indicateur de tendance ne varie presque pas.

En ce début de semaine, les investisseurs sont indécis. Certes, la prochaine augmentation par l'Arabie Saoudite de sa production de pétrole peut soulager les économies occidentales, mais réapparaît la crainte de voir la situation politique d'autres pays du Golfe se dégrader.

Cette indécision se traduit dans les cours des valeurs pétrolières. Elf-Aquitaine progresse de 1,36 %, Esso de 1,24 %, tandis que Française des pétroles reste inchangé.

Le secteur du bâtiment est toujours très ferme. Bouygues gagne à nouveau 4,52 %. G.T.M. progresse de 3,37 % et Générale d'entreprise de 2,85 %.

Sont également en hausse sensible : Chargeurs réunis (+ 7,12 %), P.L.M. (+ 4,69 %), Guyenne-Gascogne (+ 3,62 %), Signaux (+ 2,79 %), Pretabail (+ 2,47 %). Europe 1 s'assagit (+ 0,97 %).

Parmi les baisses les plus fortes on remarque la Navigation mixte (— 6 %), Pompey (— 5,12 %), Skis Rossignol (— 3,3 %), Michelin (— 2,74 %), Radiotechnique (— 2,53 %), Bic (— 2,21 %), Lyonnaise des eaux (— 2,1 %), Hachette (— 1,62 %).

Aux étrangères, les mines d'or sont diversement traitées. Président Brand gagne 3,90 %, Amgold 3,67 %, Randfontein 3,29 %, Buff Gold 3,04 %, alors que Gold Fields perd 1,93 %, Dome Mines 0,38 %.

Les cours du métal jaune se redressent. Le lingot gagne 305 francs à 90 795 francs et le napoléon 3,80 francs à 794,80 francs. Les emprunts indexés se replient légèrement.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
C.édit ind. et com., c. 9	1o.p.20a.	08 70
Fin. Ind. Gaz, Eaux, c. 31	1 p. 3	3 ..
Mors, c. 16	1 p. 1	.. ..
Sofilia, c. 41	1 p. 4	30 .
Transport-Industrie, bon.	2 p. 7	6 ..

LONDRES

LEGER PROGRES

Après un début de séance incertain, le Stock Exchange s'est redressé dans l'espoir que les prochaines statistiques officielles indiquent un ralentissement de la masse monétaire : les mines d'or sont également bien disposées.

Or (ouverture) (dollars) 671 50 contre 668 50

VALEURS	CLOTURE 4/10	COURS 6/10
Beecham	153	155
British Petroleum	404	414
Courtaulds	58	60
*De Beers	11 3/4	11 15/16
Imperial Chemical	340	342
Rio Tinto Zinc Cor.	442	453
Shell	420	422
Vickers	138	139
War Loan 3 1/2 %	33 1/4	33 3/8
*West Driefontein	114 1/4	116 1/4
*Western Holdings	113 1/4	115 1/4

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CARREFOUR. — Le groupe a enregistré en septembre un chiffre d'affaires en hausse de 14,2 %. Pour les neuf premiers mois de l'année, la hausse est de 14,7 %.

TRAILOR. — Pour le premier semestre de l'exercice, le chiffre d'affaires se monte à 506 millions de francs (+ 20 %) et le bénéfice net à 8,4 millions de francs (contre 6,6 millions).

PRINTEMPS. — La société va procéder à une émission d'obligations convertibles (à raison de trois actions pour une obligation). Le montant de l'emprunt sera de 150 millions de francs.

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ. — La situation provisoire au 30 juin 1980 fait état d'un résultat avant provisions, amortissements et impôts de 119,45 millions de francs (contre 96,13 millions).

I.C. INDUSTRIES. — Pour le premier semestre, le bénéfice net se monte à 45,5 millions de dollars (+ 30 %).

FOUGEROLLES. — La société vient d'obtenir au Nigéria un important contrat pour la construction d'une aciérie. Le montant des travaux est de 594 millions de dollars.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	3/10	6/10
1 dollar (en yens)	207 60	206 50

Taux du marché monétaire

Effets privés du 6/10 . . 11 3/8 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	26 sept.	3 oct.
Indice général	134,3	136,2
Assurances	234,2	237,1
Banq. et sociétés financ.	98,1	97,7
Sociétés foncières	151,9	152,1
Sociétés investiss. portef.	136,3	135,4
Agriculture	163,9	168,2
Aliment., brasseries, distill.	149	152,4
Autom., cycles et l. équip.	67,5	67,1
Bâtim., matér. constr., t.P.	179,4	184,5
Caoutchouc (ind. et comm.)	58,3	59,8
Carrières salines, charbon.	129,9	130,3
Constr. mécan. et navales	138,3	138,8
Hôtels, casinos, therm.	176	180,1
Imprimeries, pap., cartons	116,8	116,6
Magas. comm. d'exportat.	102,1	102,5
Matériel électrique	149,4	150,7
Métall. com. des pr. métal	43,2	42
Mines métalliques	154,3	158,1
Pétroles et carburants	161,2	169,8
Prod. chimiq. et él.-mét.	166,8	166
Services publics et transp.	118,8	120,4
Textiles	94,8	94,3
Divers	153,2	155,7
Valeurs étrangères	169,6	171
Valeurs à rev. fixe ou ind.	199,8	201,1
Rentes perpétuelles	35,4	34,3
Rentes amort., fonds gar.	508,1	515,6
Sect. indust. publ. à r. fixe	89,7	88,1
Sect. ind. publ. à rev. ind.	393,4	381,8
Secteur libre	98,8	97,7

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	350,2	352,3
Val. franç. à rev. variable	930,7	943,9
Valeurs étrangères	1 253,5	1 263,9

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	110,5	113,1
Produits de base	94	99,6
Construction	163,5	167,9
Biens d'équipement	118,8	119,7
Biens de consom. durables	78,5	78,9
Biens de cons. non durabl.	86,3	85,9
Biens de consom. aliment.	117,9	120,1
Services	171,1	174,1
Sociétés financières	117,6	117,9
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	220,5	220,3
Valeurs industrielles	100,4	103,5

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	138,3	139,9

(*) Cours rectifié.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	2 oct.	3 oct.
Valeurs françaises	111,6	112,3
Valeurs étrangères	120,8	120,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	111,9	113,1

BOURSE DE PARIS - 6 OCTOBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	26 10	0 049
5 %	42 50	3 402
5 % 20-60		3 639
3 % amort. 45-54	71	0 551
4 1/4 % 1963	94 90	0 078
Emp. N.Eq.5% 65		5 380
Emp. N.Eq.6% 66	107 50	0 099
Emp. N.Eq.6% 67	97 50	2 104
Emp. 7 % 1973	9750 ..	. .
Emp. 8,80 % 77	98 .	3 303
Emp. 9,80 % 78	84 20	2 336
EDF 7,80 % 61	...	5 456
EDF 14,5 % 80-92	.	4 684

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	200	197
A.G.F. (Stê Cent.)	790	780
Ass. Gr. Paris-Vie	2000	2000
Concorde	346	347
Epargne France	359	357
Financ. Victoire	395	385
France I.A.R.D.	162 90	169 50
Gan (Sté) Centr.	719	709

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
S.P.E.G.	198 50	200
U.A.P.	562	562
Actibail	155	156
— (obl. conv.)	176 50	
Alsacien. Banque	360	360
Banque Hervet	212	211 60
Bque Hypot. Eur.	317	317 50
Bque Nat.Paris	265 50	265 50
B.O.I.C.	28 80	28 90
(Li) B. Scalb. Dup.	128	129
Banque Worms	214 70	210
C.G.I.B.	40 20	41 80
Cie Crédit Univ.	370	377
C.A.M.E.	95	93
Créditel	119 80	120
Créd. Gén. Ind.	260	260
Crédit Lyonnais	276	276
Electro-Banque	160	160
Eurobail	147 30	147 30
Financière Sofal	328	327
Fr. Cr. et B. (Cie)	139	141 60
France-Bail	306 90	308 90
Hydro-Energie	21 80	22
Immobail B.I.P.	225	226
Immobanque	340	342
Immofice	283 50	288 40
Interbail	263	260
— (oblig. conv.)	256	251
Laffite-Bail	191 30	185

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Locabail Immob.	365	365
Loca-Expansion	141 50	140 20
Locafinancière	190	190
(Ly) Lyon Dép. Ct.	174 50	175
Marseille Cred.	274	274
Paris-Réescompte	460	470
Séquanaise Banq.	273	276
Sicotel	134	133 50
SLIMINCO	320	317
Sté Cent. Banq.	74	75
Société Générale	250	250
SOFICOMI	262	262
Sovabail	345	345
Unibail	308 90	308
Un. Ind. Crédit	255 50	258
Cie Foncière	175	175
C.G.V.	246 60	225
Fonc. Ch.-d'Eau	331	330
(M.) S.O.F.I.P.	91	90
Fonc. Lyonnaise	1160	1181
Immob. Marseille	1750	1750
Louvre	228	230
SINVIM	155	150
Cogifi	223	223
Foncina	173	170 50
Gr. Fin. Constr.	191	191 10
Imminde	196	191

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Imminvest	160 20	160 20
Cie Lyon. Imm.	148	148 50
UFIMEG	114 10	113 10
U.G.I.M.O.	179 60	180
Union Habit.	295	29.
Un. Imm. France	250	250
Acier Investiss.	141	142
Sofragi	277	276 90
Applic. Hydraul.	281	278 50
Artois	270	274 80
Centen. Blanzy	421	437
(NY) Centrest	115	115
(NY) Champex	115	
Char. Réun. (p.)	3530	3720
Comindus	580	585
Cie Industrielle	330	335
(Li) Dév. R. Nord.	133	134
Electro-Financ.	370	370
(M) Et. Particip.	64	63
Fin. Bretagne	89 50	90
Fin. Ind. Gaz Eaux	616	620
Fin. et Mar. Part.	69 70	
Fin.Sepelle-Maub.	103 ..	104 50
France (La)	640	640
La Mure	138 50	132 50
Lebon et Cie	280	260
(NY) Lordex	115	
Cie Marocaine	28 35	28 05

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2653	4,5 % 1973	2570 50	2532	2665	2555
3470	C.N.E. 3 %	3446	3420	3420	3390
1120	Elf-Aquitaine	1269	1284	1283	1289
205	— (certific.)	235 90	240 ..	24.	237 50
196	Navig. Mixte	224 50	211	211	225 50
50	Nobel-Bozel	52 10	51 60	51 60	51
38	Nord-Est	38 25	38	38	37 50
70	Nouvel Gal.	71 60	71 50	71 60	70 10
245	Olida-Caby	244	246	246	244 50
38	Om. Part. Int.	38 30	37 8	38	37 80
121	Opti-Paribas	122 80	122 80	122 80	124 90
155	Paris-France	144 50	143 10	143 50	143 10
109	Pechelbronn	106 30	105 10	105 10	104
840	Tél. Electr.	1050	1 55	1050	1 55
132	— (obl.)	134	135 40	135 40	135 10
240	Thomson-Br.	250 50	251	250	251
280	— (obl.)	292	292	292	290 50
355	U.I.S.	381	385	365	360
176	U.C.B.	177	177 8	177 80	174 20
181	Un. F. Bque	181 20	182	182	181 20
179	U.T.A.	175 90	173	173	169 50
10 50	Usinor	9 45	9 40	9 40	9 40
111	Gencor	114	114 80	114 80	
230	Gen. Electr.	220 10	226 50	227	226 50
240	Gen. Motors	219	225	225	220 60
64	Goldfields	67 25	65 85	65 85	65 20
137	Harmony	134 80	137	136 90	..
6 50	Hitachi	6 95	6 80	6 85	6 85
260	Hœcast Akti.	264 90	261	261	258 20
36	Imp. Chem.	35 20	35 20	35 20	34 40
105	Inco Limited	100 50	97 20	97 20	97 60
275	I.B.M.	272 50	277 50	275 90	273 50
300	BASF (Akt.)	305	303 50	303 5.	309 50
266	Bayer	264	263	263	259 6.
275	Buffelsfont.	263	272	271	269 50
25	Charter	26 55	27	27	26 95
171	Chase Manh.	170 50	171	171	171
139	Cie Pétr. Im.	165	154 5	154 50	156
50	De Beers	49 60	49	50	49 70
676	Deuts Bank	670	675	675	669
546	Dome Mines	518	514	516	516
195	DuPontNem.	186	184	184	183
280	East Kodak	280 20	279 20	279 20	28 20
197	East Rand	186 .	185 50	189	185 10
84	Ericsson	87 50	88 5.	88 50	86 80
290	Exxon Corp.	310	310	309	31 ..
123	Ford Motor	113 60	117 40	117 40	116 10
400	Free State	379 50	384 80	381	377 20
365	Royal Dutch	375 80	386 60	386	384 ..
46 50	Rio Tinto Zin	43 60	43 80	44 10	43 80
280	St-Helena Co	248 60	250	25 50	25
630	Schlumberger	634	638	637	638
41	Shell Fr.	42 50	43 90	43 00	43
665	Siemens A.G	654	664	654	656
84	Sony	82 80	63 40	63 95	62 80
260	Unilever	259	258 30	258 30	258
104	U Min. 1/10	105 10	104 50	104 50	105
215	Unit. Techn.	218 50	228	223	221
510	West Driet.	488	488	49	490 90
350	West Deep	316 50	370 5	320	328 90
475	West Hold.	478 50	489 8.	489 90	490
265	Xerox Corp.	290	296	296	290 ..
4 36	Zambie Corp.	4 50	4 43	4 48	4 37

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/10	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 208	4 173	4 070	4 280
Allemagne (100 DM)	231 980	232 070	226	238
Belgique (100 F)	14 457	14 466	13 850	14 660
Pays-Bas (100 fl.)	213 700	213 620	206	217
Danemark (100 krd)	75 240	75 270	72	77
Norvège (100 k)	86 300	86 100	83	89
Grande-Bretagne (£ 1)	10 035	10 011	9 800	10 300
Italie (1 000 lires)	4 873	4 871	4 500	4 900
Suisse (100 fr.)	265 810	266	248	261
Suède (100 krs)	100 970	100 510	96 500	102
Autriche (100 sch.)	32 792	32 674	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 691	5 678	5 450	5 850
Portugal (100 esc.)	8 375	8 345	7 300	8 200
Canada ($ can. 1)	3 604	3 587	3 490	3 720
Japon (100 yens)	2 026	2 006	1 930	2 030

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/10
Or fin (kilo en barre)	90100	90125
Or fin (en lingot)	90490	90795
Pièce française (20 fr.)	791	794 80
Pièce française (10 fr.)	450	450
Pièce suisse (20 fr.)	652	659 50
Pièce latine (20 fr.)	617	625
Souverain	800	799 50
Pièce de 20 dollars	3282	3270
Pièce de 10 dollars	1670	1550
Pièce de 5 dollars	885	885
Pièce de 50 pesos	3798	3777
Pièce de 10 florins	640	640 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *Le beau-père de Mme Alisa Shagrir*, ressortissante israélienne tuée dans l'attentat de la rue Copernic, est mort à Jérusalem d'une crise cardiaque en apprenant le décès de sa belle-fille, a indiqué lundi, à Paris, l'ambassadeur d'Israël, M. Meir Rosen, au cours de la cérémonie de la levée du corps de Mme Shagrir.

EN BELGIQUE

Le roi demande à M. Martens de faire une ultime tentative pour sauver son gouvernement

De notre correspondant

Bruxelles. — La Belgique est frappée par une nouvelle crise politique, la troisième en huit mois, la vingt-cinquième depuis la fin de la guerre. Les libéraux, en désaccord avec les propositions du premier ministre sur l'assainissement de la sécurité sociale, et refusant de suivre leurs partenaires socialistes et sociaux-chrétiens, ont mis fin à la coalition (*le Monde* daté 5-6 octobre). Invités à quitter la majorité, ce qui n'aurait entraîné qu'un remaniement du cabinet, ils ont obligé M. Martens à présenter, samedi 4 octobre, la démission de tout son gouvernement, constitué le *18 mai 1980*. Le roi a d'abord réservé sa réponse, et dimanche, il a demandé un ultime effort au gouvernement.

Dimanche soir, le premier ministre a reçu les présidents des partis de sa majorité pour tenter de trouver un compromis, mais on conservait peu d'espoir lundi matin, d'autant plus que la veille le ton était devenu acerbe et que des propos peu amènes avaient été échangés. Le président du parti social-chrétien, M. Paul Vanden Boeynants, avait traité le président des libéraux, M Jean Gol, de « jeune écervelé » et ajouté qu'on pouvait d'autant moins lui faire confiance qu'il était passé du socialisme d'extrême gauche, au libéralisme d'extrême droite, en transitant par le Rassemblement wallon. A quoi M. Gol avait répondu *« Je ne reproche pas à M. Vanden Boeynants d'être vieux et combinard. »*

Les libéraux estiment que les économies proposées par le gouvernement pour réduire le déficit de la Sécurité sociale (34 milliards de francs belges, soit près de 4 milliards et demi de francs français) sont insuffisantes. Ils s'opposent à toute augmentation des charges sociales pour les employeurs et demandent des mesures pour aider les petites et moyennes entreprises, ainsi que le secteur du bâtiment. Ils accusent les socialistes et les sociaux-chrétiens d'être prisonniers de leurs organisations syndicales.

Le gouvernement paralysé depuis l'été

Le désaccord ne porte pas seulement sur la réforme de la Sécurité sociale, mais sur toute la politique budgétaire du cabinet Martens. Il s'étend à d'autres secteurs, et notamment à la politique étrangère et à la défense, où les socialistes (flamands surtout) souhaitent que la Belgique prenne ses distances à l'égard des alliés américains, et s'opposent à l'implantation de quarante-huit missiles de l'OTAN sur le territoire belge. M. Karel Van Miert, président des socialistes flamands, exige la rupture, ou presque, avec le régime de Kinshasa, considéré comme dictatorial. Il a réussi à faire annuler un projet d'aide militaire accrue au général Mobutu Enfin, les socialistes recommandent l'austérité à l'armée.

Les libéraux et la majorité des sociaux-chrétiens, au contraire, défendent les engagements pris par la Belgique à l'OTAN, le maintien de liens privilégiés avec le Zaïre et ils affirment que les avions de la force aérienne seraient cloués au sol et les chars immobilisés si des crédits supplémentaires n'étaient pas votés pour la défense.

Ce débat paralyse le gouvernement depuis l'été. M. Martens, fatigué et excédé, n'a pu empêcher quelques maladresses graves telles que la décision, puis son annulation, de réduire de 2 % les salaires de huit cent mille fonctionnaires de l'Etat sans avoir consulté leurs syndicats. Telle encore la déclaration équivoque sur l'implantation des missiles.

Réponse de Normand encore pour l'« affaire de Comines ». Voulant éviter un nouvel abcès linguistique, le gouvernement décida d'ouvrir, pour une dizaine d'élèves seulement, une petite école flamande dans cette localité francophone du Hainaut, provoquant la colère des Wallons. Pour les calmer, on leur offrit une compensation : une autoroute pour les relier à Armentières, en France — ce qui suscita aussitôt les protestations flamandes. Une nouvelle querelle « communautaire » était née. De maladresse en erreur tactique, le gouvernement s'était totalement enlisé et il n'y avait plus d'issue.

On pense que si le roi accepte la démission, il n'y aura pas d'élection, mais la constitution assez rapide d'une coalition de socialistes et de sociaux-chrétiens.

PIERRE DE VOS.

En Italie

APPEL A LA GRÈVE GÉNÉRALE LE 10 OCTOBRE

La Confédération des trois grandes centrales syndicales italiennes (C.S.I.L., tendance démo-chrétienne, C.G.I.L., communiste, et U.I.L., socialiste) a lancé lundi 6 octobre un mot d'ordre de grève générale de quatre heures pour le 10 octobre pour protester contre la mise en chômage technique de 23 000 ouvriers de la firme Fiat. Depuis vingt-cinq jours, les principales usines piémontaises de Fiat sont pratiquement paralysées par des grèves tournantes.

Les négociations en cours entre les syndicats et Fait, avec la médiation du ministre du travail, n'ont pas enregistré de progrès. Les parties, qui s'étaient rencontrées dimanche, ont décidé de reprendre les discussions dans l'après-midi de mardi. — (A.F.P.)

Revendiqué par l'O.L.P.

L'ATTENTAT DE TEL-AVIV SERAIT, EN FAIT, UN ÉPISODE DE LA « GUERRE DES GANGS »

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Trois personnes ont été tuées le 5 octobre par l'explosion d'un colis piégé dans un bureau de poste de la banlieue de Tel-Aviv. C'est l'attentat le plus meurtrier en Israël depuis le mois de mai 1979. Après les attentats antisémites en France, l'annonce de ce nouveau drame a aussitôt accru l'émotion qui régnait dimanche en Israël. Cela n'a pas manqué indirectement de renforcer la conviction largement répandue dans le pays, selon laquelle les organisations néo-nazies en Europe et l'O.L.P. ont partie liée.

Toutefois, dimanche soir, la police a commencé à faire savoir que, malgré le communiqué de l'O.L.P. revendiquant cet attentat, les enquêteurs estimaient de plus en plus que l'hypothèse d'un règlement de comptes organisé par des « gens du milieu » était la plus plausible, selon les premières investigations. Il convient de signaler à ce propos que depuis le début de cette année les manifestations « explosives » de la guerre menée par les gangs israéliens sont presque aussi fréquentes que les attentats. — F.C.

BAISSE DU DOLLAR

Le dollar, qui avait sensiblement monté vendredi, en liaison avec la tension des taux d'intérêt américains, a fléchi lundi 6 octobre à l'ouverture. Il valait en fin de matinée 1,79 - 1,80 deutschemark à Francfort (contre 1,8120), 1,6325 franc suisse à Zurich (contre 1,6470), 206,90 yen à Tokyo (207,60 vendredi) 4,1745 francs français à Paris (contre 4,20). Ce recul est provoqué par une détente intervenue sur les taux.

« LE MOMENT EST VENU POUR LES FRANÇAIS D'EXIGER LE CHANGEMENT » déclare M. Mitterrand

(De notre envoyé spécial.)

Tarbes. — M. François Mitterrand, de retour d'un séjour d'une semaine dans l'île de La Réunion, s'est rendu dimanche 5 octobre successivement à Vabre et à Tarbes, à l'occasion des « fêtes de la rose » organisées par les fédérations socialistes du Tarn et des Hautes-Pyrénées.

Tout au long de ses interventions, devant une assistance nombreuse et chaleureuse, le premier secrétaire du P.S. a mis en garde les socialistes contre « *les épreuves* » qui les attendent. Après avoir évoqué l'attentat de la rue Copernic *(voir pages 3 à 13)*, M. Mitterrand a indiqué : « *Le moment est venu pour les Français d'exiger le changement.* » Puis il a lancé deux appels, l'un à l'adresse du P.S., l'autre à l'adresse de la gauche.

Aux socialistes, M. Mitterrand a demandé de faire de leur unité une priorité, expliquant : « *Si le P.S. n'est que l'addition de quatre ou cinq petits partis que l'on nomme courants, face à ce monstre froid* (le pouvoir), *nous ne tiendrons pas le coup.* » Il a insisté sur la nécessité de disposer d'un parti « *cohérent, puissant et fidèle à ses traditions* », ajoutant que « *ceux qui espèrent fonder l'avenir en coupant nos racines historiques se trompent* ».

Le chef de file des socialistes a également appelé les électeurs de gauche à se rassembler. « *On sait bien que tant que la gauche sera divisé*, a-t-il ajouté, *la droite gouvernera.* » M. Mitterrand a précisé : « *les électeurs communistes savent que je ne les ai jamais trompés (...). S'il s'agit, pour le P.C., de détruire le socialisme et son parti, il me trouvera sur son chemin (...).* »

Après avoir évoqué l'attitude du P.C. lors du scrutin sénatorial, M. Mitterrand a indiqué : « *Dans ces conditions, à nous seuls, nous transformerons les données de la politique française. Ce qui ne veut pas dire que nous gouvernerions seuls. Je me réjouis chaque fois de voir des républicains radicaux nous rejoindre. Je me réjouirais de travailler avec des communistes qui resteraient fiers de leurs convictions et honnêtes avec eux-mêmes.* » — J.-M. C.

M. PONS (R.P.R.) : des électeurs socialistes peuvent rejoindre les gaullistes.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a estimé dimanche 5 octobre, à Sauveterre-de-Guyenne (Gironde), que « *le candidat R.P.R. pourrait se placer au deuxième rang dès le premier tour des présidentielles, même si le président de la République sortant est candidat* ». Il a ajouté : « *M. Mitterrand sera le candidat du parti socialiste, mais il apparaîtra comm un vieux leader marqué par l'âge, couvert de cicatrices politiques, ne pouvant pas tenir aux jeunes générations le langage nouveau qu'elles attendent. Si nous savons être déterminés, si nous savons rester unis, si notre objectif est de gagner l'élection présidentielle, nous pouvons, à l'issue d'une campagne musclée, positive, apparaître comme une force de propositions nouvelles.* »

M. Pons a toutefois estimé : « *Si le R.P.R. reconnaît qu'à l'intérieur du parti socialiste il y a des électeurs qui peuvent rejoindre ses rangs, il constate qu'il y a encore trop de choses qui le séparent de l'appareil du parti socialiste et de la doctrine du parti socialiste.* »

Le numéro du « Monde » daté 5-6 octobre 1980 a été tiré à 558 278 exemplaires.

La Commission européenne estime nécessaire de déclarer la sidérurgie en « état de crise manifeste »

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Pour tenter d'enrayer la crise très grave que connaît la sidérurgie européenne, la Commission de Bruxelles a décidé de déclarer « *l'état de crise manifeste* », conformément à la possibilité offerte par l'article 58 du traité de la CECA, a-t-on appris lundi 6 octobre en fin de matinée à Bruxelles. Cela signifie que, pour ramener de l'ordre sur le marché en pleine déroute, elle fixera autoritairement pour chaque entreprise les quantités qui pourront être produites au cours du quatrième trimestre 1980 (y compris le mois d'octobre). Compte tenu de la très forte baisse des commandes, la Commission se propose d'imposer une réduction de la production d'environ 15 % par rapport au niveau atteint au quatrième trimestre 1979. Pour certains produits particulièrement atteints par la mévente, la réduction imposée approchera 20 %.

Le conseil des ministres des Neuf, qui se réunit mardi 7 octobre à Luxembourg (la France y sera représentée par M. Giraud), doit donner son avis sur la proposition de la Commission. Cet avis est considéré comme positif si l'on compte cinq voix sur neuf favorables, incluant deux grands Etats membres représentant chacun un huitième de la production d'acier communautaire. La Commission est confiante : elle considère comme acquis que la France et le Royaume-Uni voteront « pour » et n'exclut pas que l'Italie, pourtant réticente, fasse de même.

Le comité consultatif (où se retrouvent les représentants des industriels et des syndicats) donnera son avis le 13 octobre. Aussitôt après, la Commission adressera aux entreprises les télex indiquant les quantités qu'elles seront autorisées à produire. Le contrôle de l'opération sera réalisé pour une large part par la Commission elle-même qui, pour ce faire, recrutera une centaine d'ingénieurs et s'assurera le concours de sociétés fiduciaires. De surcroît, la Commission est convaincue de pouvoir compter sur la collaboration sans restriction des gouvernements membres. Les entreprises qui ne respecteraient pas les quotas de production qui leur seront affectés peuvent se voir infliger des amendes très lourdes, dont on dit à Bruxelles qu'elles sont « *tout à fait dissuasives* ».

C'est la première fois dans l'histoire de la CECA que la Commission fera appel aux dispositions dirigistes de l'article 58 du traité. Au cours de la semaine passée, M. Davignon, le commissaire chargé de la politique industrielle, a tenté d'amener les industriels à s'entendre entre eux pour réactiver le plan anti-crise volontaire (et privé) jusque-là utilisé pour discipliner le marché de l'acier sans succès.

Mais il faut bien comprendre que les industriels ne sont pas hostiles, au contraire, à un effort collectif de discipline. En fait, incapables de s'entendre, ils s'en sont remis à la Commission pour arbitrer leurs différends et rétablir ainsi l'harmonie nécessaire à leur survie.

Une grande partie d'entre eux se sont prononcés explicitement pour le recours à l'article 58 du traité. C'est là une donnée favorable pour la réussite de l'entreprise aujourd'hui lancée. Signalons enfin que la Commission soulignera, *mardi*, à l'égard des ministres, l'absolue nécessité de voir votés par le conseil des crédits importants destinés au volet social de l'opération. Jusqu'à présent, les Etats membres de sont dérobés. Cette fois, la Commission entend obtenir satisfaction.

PHILIPPE LEMAITRE.

UNE REVUE BELGE DE DÉFENSE DES CONSOMMATEURS MET A NOUVEAU EN CAUSE LA SÉCURITÉ DES PNEUS KLÉBER.

M. François Lamy, rédacteur en chef de la revue *Que choisir ?* a présenté à la presse, lundi 6 octobre, les premiers résultats d'une enquête menée par la revue belge de défense des consommateurs *Test-Achats* (1) sur l'automobile. Le numéro d'octobre de *Test-Achats* porte sur la sécurité et la durabilité des pneumatiques. Des 7 607 réponses reçues d'automobilistes belges, il ressort que l'éclatement des pneus est en moyenne de 2,5 % toutes marques confondues (dix marques en tout). Si Bridgestone (0,9 %), Pirelli (1,25 %), Uniroyal et Goodyear (2 %), Michelin (2,1 %), Continental (2,4 %), Dunlop (2,7 %) se rapprochent de cette moyenne, en revanche, Firestone (5,5 %), Kléber (7,7 %) et Goodrich (8,6 %) présentent statistiquement un risque plus élevé. Pour les pneus V 10 et V 12 — déjà mis en cause par *Que choisir ? (le Monde* des 19 octobre 1979, 7 février et 3 avril 1980) — ce pourcentage s'élève respectivement à 9,8 % et à 9,1 %.

Des représentants de Kléber, présents à cette conférence de presse, se sont vivement élevés contre l'enquête statistique de la revue belge, et ont distribué un tract où l'on peut lire que « *les affirmations de* Test-Achats *relatives aux cas d'éclatement sont des contre-vérités techniques que tous les professionnels et experts peuvent démentir* ».

(1) *Que choisir ?*, 7, rue Léchot-Reynaud, 75016 Paris ; *Test-Achats*, 13, rue de Hollande, 1060 Bruxelles.

TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE —
Le voyage du président de la République
60 000 emplois industriels ont été créés en 13 ans dans le Nord-Pas-de-Calais
LIRE PAGE
BULLETIN DE L'ÉTRANGER
Hésitations à Varsovie